

Madeleine Leveau-Fernandez

# Histoire du Val de Bièvre

Des origines aux années 1970



# Histoire du Val de Bièvre

**Des origines aux années 1970**

Arcueil, Cachan, Fresnes, Gentilly, Le Kremlin-Bicêtre, L'Haÿ-les-Roses, Villejuif

Cet ouvrage a été financé par la communauté d'agglomération de Val de Bièvre  
avec le soutien de la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

L'écomusée est un équipement de la Communauté d'agglomération de Val de Bièvre.

**Madeleine Leveau-Fernandez**

# Histoire du Val de Bièvre

**Des origines aux années 1970**

Version numérique de cet ouvrage - [www.ecomusee.agglo-valdebievre.fr](http://www.ecomusee.agglo-valdebievre.fr)

Coordination - Alexandre Delarge, Juliette Spire

Edition - écomusée de Val de Bièvre

Maquette/réalisation - Ocréa communication



## PRÉFACE

Écrire un livre sur l'histoire d'un territoire n'est pas chose aisée car celle-ci commence bien souvent avant que ce territoire existe en tant qu'entité constituée. Autant que je m'en souviens, je me rappelle avoir étudié la période Gauloise dans mon manuel d'histoire de France alors même que les Francs n'arriveront au pouvoir que 500 ans après la création de la Gaule. Il en est de même pour l'histoire du territoire appelé « Val de Bièvre ». Cette évocation de l'histoire de la Gaule est une invitation à vous libérer de la contrainte du temps présent pour comprendre pourquoi les relations territoriales perdurent au delà des changements d'époques.

L'histoire du Val de Bièvre ne commence pas en décembre 1999, à la création de la communauté d'agglomération du même nom. Elle débute bien longtemps avant notre temps.

Lorsque les élus des sept villes qui constituent le Val de Bièvre ont décidé d'unir leurs efforts pour accompagner son développement, les critères retenus pour choisir les villes qui allaient s'associer n'étaient pas avant tout historiques. Pour autant, et vous le comprendrez mieux à la lecture du livre que vous tenez entre les mains, les racines de cet espace administratif issu d'une volonté d'aménagement du territoire vont chercher leur substance jusque dans les temps les plus anciens.

Il est remarquable de constater que nos sept villes couvrent entièrement la partie la plus septentrionale du plateau de Longboyau formé à l'ère quaternaire, qui comme la pointe d'une flèche vient se ficher dans les limites de la capitale. Cet éperon entre Seine et Bièvre est un des premiers lieux d'implantation humaine sur le territoire parisien.

La géologie du territoire du Val de Bièvre a favorisé la présence de carrières qui, après abandon, ont souvent été transformés en champignonnières. La Bièvre, quand à elle, a été un ferment d'unité territoriale en favorisant les grandes propriétés de villégiatures pour la noblesse et la grande bourgeoisie. Elle a également permis le développement des métiers liés à l'eau (blanchisserie, teinture, tannerie,...)

A partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la banlieue parisienne a été soumise à une industrialisation massive. Ce mouvement n'a pas épargné le Val de Bièvre dans sa typologie urbaine. Ainsi, il est né un paysage urbain caractérisé par un enchevêtrement d'usines et d'habitations diverses. C'est alors l'émergence d'une conscience sociale et l'installation de municipalités de gauche, communistes ou socialistes, à partir des années 1920. Ces municipalités ont été regroupées sous le terme de la banlieue rouge à la suite d'un article de Paul Vaillant-Couturier, maire de Villejuif.

On le voit, la topographie, l'urbanisme, l'économie, la rivière et d'autres facteurs encore, ont permis de développer des modes de vie, de faire ou de penser communs en Val de Bièvre, comme si le territoire existait avant sa constitution administrative.

En poursuivant lecture et analyse, il vous sera aisé de vous rendre compte que l'histoire de nos villes ressemble fort à celle de bon nombre de villes de banlieue parisienne.

Il est important que ce livre ait été écrit pour explorer le passé de notre territoire afin que chacun, en lisant, comprenne qu'au delà des frontières de nos villes, nous avons une histoire commune. Tout en évoluant, l'histoire du Val de Bièvre perdure plus loin que les évolutions du territoire et les changements d'époques.

Jean-Jacques Bridey  
Président de la Communauté d'agglomération de Val de Bièvre  
Député-maire de Fresnes

## SOMMAIRE

<b>Avertissement</b>	10	<b>Une nouvelle gestion du territoire</b>	49
<b>De l'eau et des hommes</b>	13	- De la paroisse à la commune	
- Un paysage contrasté façonné par la Bièvre dès le quaternaire		- Les communes de Val de Bièvre intégrées au département de Paris	
- Les premières traces d'implantations humaines		- La vente des biens nationaux et la propriété foncière en Val de Bièvre	
- L'aqueduc gallo-romain de Lutèce		- La campagne de Paris préserve les anciens fiefs dans son paysage	
- Le haut Moyen Age : des Gaulois aux Mérovingiens			
- L'aqueduc Médicis pour alimenter le palais du Luxembourg			
- De l'eau au robinet pour les Parisiens : l'aqueduc de la Vanne			
- Les ponts aqueducs : des monuments paysages			
<b>Heurs et malheurs des paysans du Val de Bièvre</b>	25	<b>L'émergence de la banlieue</b>	61
- Retour sur l'histoire : prospérité et début de crise		- La banlieue : une naissance annoncée	
- Le XIV <sup>e</sup> siècle, un siècle de calamités		- Un ballon d'expansion pour la capitale : prisons et hôpitaux hors les murs	
- La paix de Vincestre		- « Le mur murant Paris rend Paris murmurant »	
- Mauvaises coutumes et jugement de Dieu : les justices seigneuriales de la banlieue		- Des fortifs au périf : de limites en frontières	
- La route du pain de Villejuif pendant la fronde		- Fin du monde rural et naissance d'une question ouvrière : le Val de Bièvre évolue	
- Les enfants assistés de Vincent de Paul à Bicêtre			
<b>La fin de l'Ancien Régime</b>	37	<b>Depuis le Moyen-âge l'industrie façonne le paysage</b>	79
- Géographie physique du Val de Bièvre à la veille de la Révolution		- Les moulins de la Bièvre	
- L'évolution démographique des villages		- L'activité la plus ancienne : l'exploitation du sous-sol	
- Qui sont les habitants du futur Val de Bièvre ?		- Tuileries et briqueteries : un apport économique dû aux carrières	
- Les doléances du Val de Bièvre		- Lavandières et blanchisseuses remontent le lit de la rivière	
		- L'industrie des cuirs et des peaux en banlieue sud	
		- Le maraîchage extra-muros	

## SOMMAIRE

<b>De guerres en révolutions : survol du XIX<sup>e</sup> siècle</b>	99	<b>Vers une « banlieue rouge » !</b>	153
- Le XIX <sup>e</sup> siècle : un siècle mouvementé		- La vie politique et syndicale après la Grande Guerre	
- La fin du XIX <sup>e</sup> siècle : la Grande Guerre		- Les expériences de la modernité	
- Le Val de Bièvre au quotidien pendant le conflit		- Une culture nouvelle où se croisent vie associative et goût de la fête	
- La défense passive au son du clairon		- La crise économique et l'explosion de chômage	
- Les hôpitaux militaires temporaires		- Vers le Front populaire	
- La victoire mais aussi les « Morts pour la France »		- La solidarité avec le peuple espagnol	
<b>Métamorphoses du paysage urbain</b>	119	<b>Les années noires</b>	175
- L'état du logement dans les communes du futur Val de Bièvre		- La Seconde Guerre mondiale et l'occupation allemande	
- Le désir de vivre mieux : dans un lotissement à L'Hay-les-Roses		- Le Val de Bièvre dans la Résistance	
- L'aventure des mal-lotés de l'entre-deux-guerres		- Du débarquement à la Libération de nos villes	
- Vivre dans une cité-jardins		<b>Les Trente Glorieuses</b>	191
- Agir soi-même : le mouvement des Castors		- La vie politique pendant les Trente Glorieuses	
- Les premières cités HLM de nos villes sortent de terre		- Une expansion démographique explosive	
<b>Moyens de communication et développement économique en Val de Bièvre</b>	139	- L'économie de l'après guerre avec et malgré la Reconstruction	
- La rivière de Bièvre : une disparition annoncée		- La transformation du paysage économique	
- Vers un nouvel essor économique : l'arrivée des structures autoroutières		- L'Hay-les-Roses et Fresnes, le paradoxe économique	
- Le maillage des transports en commun en Val de Bièvre		- La fin des Trente Glorieuses	
- Une industrialisation intensive mais inégale à l'aune de nos villes		- En guise de conclusion...	
		<b>Crédits iconographiques</b>	206
		<b>Abréviations utilisées</b>	206
		<b>Bibliographie succincte</b>	207
		<b>Remerciements</b>	208

## AVERTISSEMENT DE L'AUTEURE

Cet ouvrage appelle deux commentaires. D'une part, pourquoi une « Histoire du Val de Bièvre » et, d'autre part, qu'entend-on par « banlieue », terme fréquemment utilisé dans ce texte ?

Pourquoi une Histoire du Val de Bièvre ? En décembre 1999, les communes d'Arcueil, Cachan, Fresnes, Gentilly, le Kremlin-Bicêtre, L'Haÿ-les-Roses et Villejuif se constituaient en communauté d'agglomération. Ces sept villes ne se sont pas assemblées par hasard. Situé à l'ouest du département du Val-de-Marne, de part et d'autre du lit de la Bièvre et du plateau de Longboyau, le long duquel se répartissent ses sept villes, le site de la communauté d'agglomération du Val de Bièvre se lit aisément. Ce qui est un atout. Mais ce territoire possède également une singularité, celle de mettre en lisibilité l'histoire générale de la banlieue de Paris.

Chacune de ces sept villes a son histoire et ses racines propres. Cependant, il nous est apparu que le territoire qu'elles constituent offre une cohérence aux éléments fédérateurs tels que la géomorphologie, l'évolution de l'aménagement de l'espace physique, mais aussi les appartenances politiques des élus ou la composition sociale des habitants qui les ont apparentées à ce qu'il est convenu d'appeler la « banlieue rouge ». Ces points de convergence permettent d'évoquer, à travers leur histoire commune, l'ébauche du fonctionnement de la constitution de la banlieue parisienne. En effet, lorsque la campagne de Paris devient la banlieue, au XIX<sup>e</sup> siècle, son territoire se transforme, d'une manière disparate, tant dans la forme que dans le temps. Là est l'un des aspects intéressants de ces villes en ce sens où, pendant longtemps, elles ont exprimé à elles sept, la construction progressive, souvent inégale, d'une industrialisation et d'une urbanisation qui, à terme, se sont rejointes pour former « la première couronne ».

Qu'est-ce que la banlieue ? L'acceptation la plus répandue de l'étymologie du mot « banlieue » aurait pour origine le « ban » féodal. Selon Jean Favier, « *la notion de banlieue apparaît dès le haut Moyen-âge. Lieue du ban, c'est l'espace dans lequel s'exerce le droit de ban (de commandement et de justice) du pouvoir souverain dans les conditions définies pour la ville*<sup>1</sup> ». Des bornes, souvent surmontées d'une croix, marquent la limite

<sup>1</sup> Jean Favier - Paris, 2000 ans d'histoire - Fayard - 1997 - 1010 pages. Page III.

de cette lieue banale (4,5 km) sur laquelle le roi ou le seigneur exerce son ressort juridique. La banlieue est une entité hors les limites de la ville, un territoire, une étendue découpée arbitrairement par une limite légale. À l'intérieur de la banlieue, les faubourgs se localisent le long des grands chemins, en continuité de voies importantes. D'où par exemple, le faubourg Saint-Marcel faisant suite à la rue Saint-Marcel. La banlieue est un espace constitué de villages et traversé de faubourgs.

À la suite d'une lente évolution, commencée au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le mot banlieue lui-même en est venu, employé au singulier ou au pluriel, à désigner les quartiers populaires de la périphérie des grandes villes. Les banlieues peuvent avoir une connotation péjorative et sont fréquemment associées à des quartiers populaires, voire pauvres. En fait, la banlieue désignant ce qui est autour de la ville comprend aussi bien des quartiers bourgeois que des quartiers populaires. Neuilly-sur-Seine appartient à la banlieue au même titre que La Courneuve.

Depuis 1945, les relations du Parisien à la banlieue ont évolué d'une part, à cause du prix des loyers qui l'oblige à regarder au-delà du périphérique et, d'autre part, à l'intérêt nouveau pour l'écologie qui le pousse à un effort d'insertion vers la campagne. Paris, la ville, n'est plus circonscrite et la banlieue étend progressivement autour de la capitale un tissu urbain continu. De ses origines, la banlieue actuelle conserve ses caractères essentiels, à savoir, la persistance physique et géographique des anciens villages et l'on entend par « banlieusards » les actifs – ouvriers et employés –, résidant en banlieue et venant travailler tous les jours à Paris, ce qu'il est convenu d'appeler les « migrations alternantes » ou les « mouvements pendulaires ».

C'est pourquoi nous pensons que l'histoire du territoire spécifique des sept villes de la communauté d'agglomération de Val de Bièvre dépasse son particularisme pour raconter, du moins en partie, l'histoire de la banlieue de Paris.



# De l'eau et des hommes

Triangle de communication entre Paris et sa banlieue, le facteur le plus probant de cohérence géographique entre les sept communes constituant la communauté d'agglomération de Val de Bièvre est le plateau de Longboyau, le long duquel se répartissent les sept villes. Cependant, cinq des communes du Val de Bièvre se structurent autour d'un lien commun : la Bièvre, d'où son nom. Leur situation, le long et de part et d'autre de cette rivière, qui ne fut pas toujours aussi modeste, établit également un lien entre les communes concernées. La présence de l'eau sur ce territoire est déterminante d'une part pour le modelé de son paysage dès le Quaternaire et, d'autre part, pour l'apparition des hommes puis, leur survie, y compris dans la période moderne.

**Le pont-aqueduc d'Arcueil.**  
L'aqueduc de Rungis, dit aqueduc Médicis, construit au début du XVII<sup>e</sup> siècle, est situé approximativement au même emplacement que celui construit par les Romains pour franchir la vallée de la Bièvre.

*Estampe de Jean-Baptiste-François Génillon, fin XVIII<sup>e</sup> siècle. MDDS*

## Un paysage contrasté façonné par la Bièvre dès le Quaternaire

Le Val-de-Marne en général et le Val de Bièvre en particulier présentent une morphologie contrastée où s'opposent plateaux et vallées. « *Profondément entaillés au Quaternaire par un puissant système hydrographique, en relation avec les variations climatiques importantes qui caractérisent cette période* »<sup>1</sup>, les reliefs de la région ont donc été façonnés durant le Quaternaire, notamment par la Seine et la Marne, pour le Val-de-Marne, et par la Bièvre pour le Val de Bièvre.

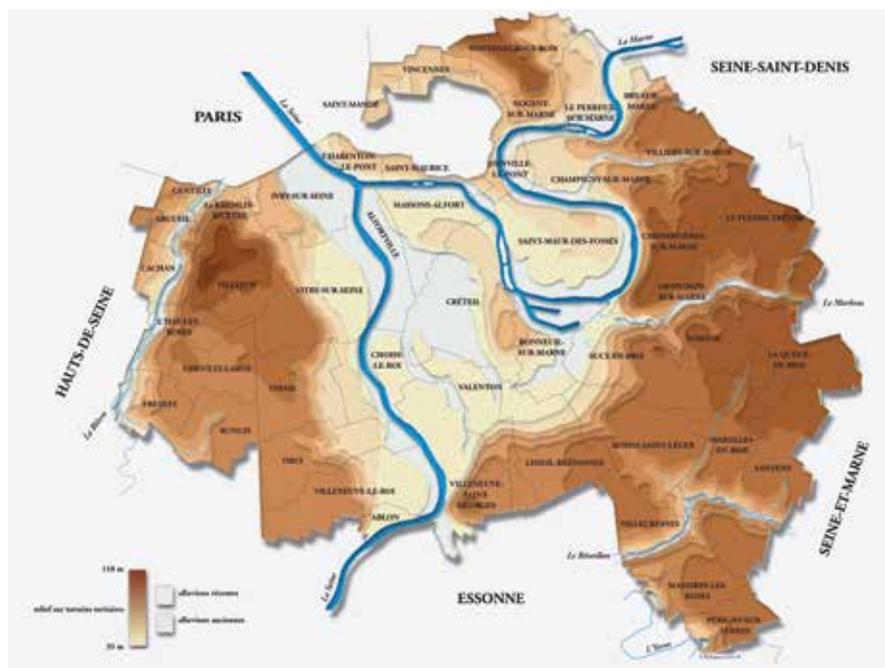
La Bièvre, affluent de la rive gauche de la Seine, prend sa source entre les villages de Bouviers et de Guyancourt, à quelques kilomètres de Versailles. D'abord mince filet d'eau, disparaissant ici et là sous la verdure qui borde son cours sinueux, elle se dirige vers le sud-ouest jusqu'à Verrières-le-Buisson où elle bifurque au nord en direction de Paris. Le long des quarante kilomètres qui la séparent de la Seine, la Bièvre reçoit plusieurs affluents qui augmentent sensiblement son volume jusqu'à lui donner un fort débit.

À partir d'Antony, la rive gauche de la Bièvre appartient au plateau de Beauce rattaché au Hurepoix, tandis que la rive droite, rattachée au plateau de Villejuif, fait partie de la Brie. Sa vallée, fortement encaissée, se perçoit encore nettement dans le paysage des communes qu'elle traverse puisque la dénivellation moyenne de la rivière peut atteindre 50 à 70 mètres. À l'ère tertiaire, la Bièvre, près de cinq mètres au-dessous de son niveau actuel, coule dans une vallée à fond plat et marécageux, formant de nombreux méandres, divisés en bras courts se séparant et se réunissant fréquemment, ce qui favorise les crues. Les premiers aménagements concernant le cours de la rivière apparaissent au II<sup>e</sup> siècle après J.-C., modifiant le régime de certains ruisseaux traversant les communes actuelles de Wissous et de Rungis. Lors de périodes de pluies importantes, les caves des maisons voisines du lit de la Bièvre sont encore aujourd'hui le témoin de ces crues, malgré les nombreux aménagements hydrauliques.

### Carte topographique et zones d'alluvions.

La Bièvre a amorcé le façonnement de sa vallée en creusant son lit dans des terrains tertiaires, suivant en cela les grandes lignes de l'évolution de la Seine et de la Marne.

Cartographie de Myriam Lantada. SDA94.





**Tracé de la Bièvre depuis le sud d'Antony jusqu'au moulin de L'Haÿ.**

La Bièvre et ses nombreux bras alimentent en eau les parcs des domaines. Des crues, parfois violentes, la font sortir de son lit.

*Atlas des routes de France de Trudaine réalisé entre 1745 et 1780 (extrait). AN.*

Lorsque la Bièvre ne traversait que des terres cultivées ou des prairies, les inondations causaient peu de dommages et passaient pratiquement inaperçues. Les premières industries s'installant sur ses rives, l'élévation des eaux provoque parfois des sinistres graves. Le premier grand débordement connu date du 15 mai 1526, date à laquelle les eaux montent jusqu'au deuxième étage des maisons des rues du faubourg Saint-Marcel. La crue la plus importante de l'histoire de la Bièvre a lieu en avril 1579. Après des pluies ininterrompues durant trente heures, la Bièvre sort violemment de son lit, au sud de Paris aux portes de Gentilly<sup>2</sup>, emportant sur son passage moulins, murailles et maisons. L'eau monte à près de cinq mètres en quelques heures, envahissant complètement le faubourg Saint-Marcel. Cette inondation, restée dans les textes sous le nom de « déluge de Saint-Marcel », provoque dans ce bourg la mort de 25 personnes et la noyade de nombreux animaux. Un demi-siècle plus tard, en mai 1625, la Bièvre connaît à nouveau une forte crue. On peut lire dans les registres de l'hôtel de ville de Paris que l'eau atteint le premier étage des immeubles, provoquant l'effroi chez les locataires. Des inondations se révèlent aussi importantes en 1664, 1885, 1901 et 1910.

<sup>2</sup> Jusqu'à la fin de l'Ancien régime, Gentilly était beaucoup plus étendu qu'aujourd'hui. Le village se composait d'un chef-lieu, le Grand Gentilly (territoire approximatif de la commune actuelle) et de deux hameaux, le Petit Gentilly comprenant les quartiers de la Clacière et de Maison Blanche, annexés à Paris en 1860, et le territoire de l'actuel Kremlin-Bicêtre, autonome depuis 1896. Gentilly allait jusqu'à l'actuelle place d'Italie, aux confins des Gobelins et du faubourg Saint-Marcel.

Au XX<sup>e</sup> siècle, les travaux de couverture de la Bièvre parisienne (achevés en 1912) entraînent des conséquences graves pour les communes voisines, Gentilly, Arcueil, Cachan. Lors de pluies abondantes, les eaux refluent dans leur canal et inondent ces communes sous plusieurs dizaines de centimètres d'eau, noyant les industries riveraines et les contraignant au chômage. Le 15 avril 1910, des riverains de la Bièvre, habitant avenue Raspail à Gentilly, découragés par la crue des eaux, envoient une pétition au préfet de la Seine afin qu'une enquête puisse établir l'origine de cette montée excessive. Ils ne cachent pas leur suspicion d'une négligence de la part du personnel. Le résultat de l'enquête fait apparaître « *qu'aucune négligence ne peut être imputée au garde-rivière chargé d'ouvrir les vannes de crues* », les inondations provenant « *de la saturation du bassin de la rivière en amont à la suite des pluies abondantes de l'hiver 1909-1910* ». La rivière est progressivement canalisée depuis Antony. Les travaux de couverture sont achevés aux portes de Paris dans les années 1960. Jusqu'à cette date, des crues soudaines peuvent encore, notamment rue du Moulin de la Roche, à Gentilly, monter jusqu'au-dessus des pneus d'une voiture. Pour pallier à ce problème, plusieurs bassins de rétention sont construits dont les plus récemment réalisés sont situés à Antony et L'Haÿ-les-Roses dans les années 1970, à Arcueil à la fin des années 1990, à Cachan au début des années 2000, et à Fresnes où les travaux sont entamés en 2010.

La Bièvre domptée ? Rien n'est moins sûr. Il semblerait que certains orages provoquent encore et toujours des résurgences dans la cave de certains vieux immeubles mal imperméabilisés et situés dans la proximité du cours ancien.

### Les premières traces d'implantations humaines

L'occupation humaine du Val de Bièvre est attestée depuis près de 200 000 ans. Ainsi, il a probablement existé un habitat préhistorique vers le passage de l'autoroute à Arcueil. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, de nombreux outils de silex taillé datant du Paléolithique et du Néolithique, ainsi que des ossements d'animaux, dont une dent de mammoth, y ont été trouvés dans une carrière.

Le potentiel archéologique du Val de Bièvre est inégal selon les communes, mais le manque de données ne signifie pas le manque d'installations précoces. Si aucun habitat n'a encore été mis au jour, la persistance de trouvailles de matériel dans les limons de la Bièvre peut laisser espérer la découverte d'implantations humaines au fond de la vallée. Les traces archéologiques les plus anciennes trouvées sur le territoire datent du Paléolithique. Cette période couvre la majeure partie de l'histoire humaine, des premiers hommes (-2,3 millions d'années) à la fin de la dernière glaciation (-10 000 ans dans nos régions). Les hommes du Paléolithique pratiquent le nomadisme, prélevant la nourriture et les matières premières



**Nucléus du Paléolithique moyen trouvé à Villejuif.** Le potentiel archéologique du Val de Bièvre est inégal selon les communes, mais les traces les plus anciennes datent du Paléolithique et du Néolithique.

SDA94

dont ils ont besoin dans leur environnement. Le site paléolithique le plus important de la région, connu actuellement, se trouve à Villejuif. Le promontoire des Hautes-Bruyères qui surplombe la commune semble avoir été l'emplacement d'élection pour les chasseurs-cueilleurs préhistoriques du territoire, vivant au milieu d'immenses prairies et chassant l'aurochs et le bison des steppes.

**Fouille d'un niveau du Paléolithique moyen dans la ZAC des Hautes-Bruyères à Villejuif.**

Le site paléolithique le plus important de la région, connu actuellement, se trouve à Villejuif dans la zone des Hautes-Bruyères. De nombreux indices y ont été trouvés grâce aux exploitations de carrières.

SDA94



Les vestiges de cette occupation, exclusivement composés de silex résultant des activités de débitage (les restes organiques ayant disparus), ont été conservés dans les limons déposés par les vents durant les périodes glaciaires. Les chasseurs-cueilleurs du Paléolithique (les hommes de Néandertal) sont de proches cousins de l'homme actuel mais à l'ossature plus robuste. Ils vivent en groupe et sont dotés d'une capacité intellectuelle déjà avancée.

En dehors de Villejuif, il existe quelques traces d'établissements paléolithiques sur les coteaux de la Bièvre à Gentilly. En revanche, les découvertes datant du Néolithique sont plus nombreuses. Cette période est celle au cours de laquelle l'homme se sédentarise et domestique plantes et animaux, invente la technique de la pierre polie et de la céramique. Dans le Bassin parisien, elle débute vers 5000 avant Jésus-Christ et s'achève avec l'âge des métaux, vers 2000 avant J.-C.

À Fresnes, les éléments d'étude préhistorique, bien que peu nombreux, concernent exclusivement cette période. Il en va de même à Gentilly où les découvertes archéologiques, là aussi peu nombreuses, laissent penser à une implantation humaine dès le Néolithique dans la vallée de la Bièvre. Nous manquons d'informations concernant les vestiges archéologiques et protohistoriques retrouvés à l'Haÿ-les-Roses. Toutefois, leur ancienneté signale des implantations importantes, allant du Néolithique à l'âge du Fer (de -750 à +52). Là encore, la situation privilégiée de Villejuif sur les coteaux, dominant à l'est la vallée de la Seine et, à l'ouest, la vallée de la Bièvre, attire très tôt nos ancêtres préhistoriques souhaitant se sédentariser. Les fouilles des archéologues ont mis en évidence des traces d'implantations humaines, il y a environ 100 000 ans, et celles d'un village des premiers agriculteurs du Néolithique ancien datant de 5 000 ans avant notre ère. L'exploitation des carrières a permis la découverte de nombreux outils de silex appartenant à ces premiers « Val-de-marnais ».

Les fouilles menées dans le cadre de la construction du bassin du Moulin de la Roche, à la limite d'Arcueil et Gentilly, ayant mis au jour des rejets d'ossements d'animaux et de céramique datés de la fin de l'indépendance gauloise (qui se termine avec la bataille d'Alésia, en 52 avant J.-C.) laissent penser à la présence d'un établissement agricole de cette époque dans le secteur. Deux établissements agricoles de la même époque sont également connus sur le plateau, en bordure de la vallée, à Villejuif (Centre-Ville) et, tout près du Val de Bièvre à Rungis (Les Antes).

### L'aqueduc gallo-romain de Lutèce

À Fresnes, un habitat du Bas-Empire romain (192 à 284) semble probable, et, d'autre part, outre l'ancienne route romaine d'Orléans (N20), deux voiries anciennes traversent Fresnes, l'une descendant du hameau de Larue, l'autre de Villejuif. Cependant, le fait marquant de la période gallo-romaine (de + 52 à la fin du V<sup>e</sup> siècle) demeure la construction de l'aqueduc de Lutèce. La ville antique de Lutèce, créée depuis près d'un siècle, compte 4 à 5 000 habitants lorsque les autorités romaines mettent en chantier la construction d'un premier aqueduc destiné à conduire jusqu'à elle des eaux captées aux alentours de Rungis. Lutèce s'étale alors sur une cinquantaine d'hectares sur la rive gauche de la Seine et possède trois établissements balnéaires publics, dont les thermes de Cluny.

La date exacte de la construction de l'aqueduc gallo-romain est imprécise, mais sa technique de construction permet de penser que c'est entre la première moitié du II<sup>e</sup> et la seconde moitié du III<sup>e</sup> siècle qu'il a été édifié. Ce monument est, dans sa plus grande longueur, situé dans la vallée de la Bièvre où il traverse Fresnes, l'Haÿ-les-Roses, Arcueil, Cachan et Gentilly. Un pont-aqueduc de 33 piles, d'une longueur de 330 mètres et d'une hauteur de 14 mètres au plus profond de la vallée, franchit la Bièvre. Son emplacement, à la limite d'Arcueil et de Cachan, correspond au point le plus étroit de la vallée.

Aujourd'hui, il ne reste que deux piliers de l'ancien pont-aqueduc gallo-romain de Lutèce, accolés aux arcades du pont-aqueduc de Médicis, et sur lesquels des marques laissées par les tailleurs de pierre sont encore visibles. Il s'agit de dessins d'outils, de dessins géométriques ou symboliques, et de lettres. Un cadran solaire a également été placé au niveau de l'un des piliers. Au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'entretien de l'aqueduc n'étant plus assuré, des habitants construisirent leurs habitations entre les arches.



**Squelette de porc  
au fond d'une fausse  
médiévale à Fresnes.**

Des fouilles opérées au début des années 1990 à Fresnes ont révélé la possibilité d'habitat du Bas-Empire romain et la présence de fonds de cabanes datant du haut Moyen-Âge.

*Fouille ZAC Saint-Eloi 1994. SDA94*

## Le Haut Moyen Âge : des Gaulois aux Mérovingiens

Le Haut Moyen Âge (qui s'étend du V<sup>e</sup> siècle à l'an mille) est la période durant laquelle apparaissent la plupart des communes du Val de Bièvre. Certaines, comme Gentilly, se constituent très tôt en agglomérations tandis que d'autres, comme Villejuif, demeurent longtemps de grands domaines ruraux. Un habitat du Haut Moyen Âge semble possible à Fresnes d'autant qu'une importante nécropole de cette époque a été découverte au sud de l'ancien village ainsi qu'un fond de cabane.

### Tracé de l'aqueduc

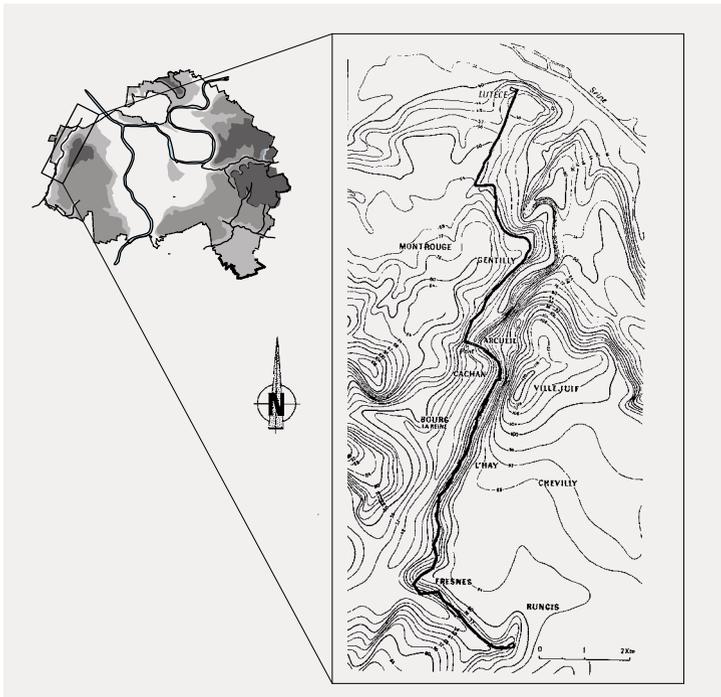
**de Lutèce.** Les autorités romaines mettent en chantier la construction d'un aqueduc destiné à conduire jusqu'à Lutèce des eaux captées aux alentours de Rungis. La technique de sa construction laisse penser qu'il fut construit entre la première moitié du II<sup>e</sup> et la seconde moitié du III<sup>e</sup> siècle.

D'après P.M. Duval, 1961. SDA94

En septembre 1927, des fouilles mettent au jour, dans la sablière Gendre, à L'Haÿ-les-Roses, une nécropole mérovingienne (du V<sup>e</sup> au VIII<sup>e</sup> siècle) contenant une soixantaine de sépultures, en coffrages de pierre, datant du Haut Moyen Âge. L'une de ces sépultures avait encore sa stèle. Cette découverte fait probablement de L'Haÿ-les-Roses, l'une des plus anciennes paroisses du secteur. L'activité humaine sur la commune de Gentilly semble également à la fois très ancienne et importante puisque la présence d'un *vicus* (village agricole moins important qu'une *villæ* qui était un grand domaine agricole) est attestée par la découverte de trois pièces de monnaie mérovingiennes (du VII<sup>e</sup> siècle) frappées au nom du *vicus* de Gentilly, une frappe de monnaie indiquant une certaine importance du lieu.

## L'aqueduc Médicis pour alimenter le palais du Luxembourg

Au XVI<sup>e</sup> siècle, les problèmes d'eau à Paris sont devenus récurrents. Pour alimenter la capitale, Sully, ministre d'Henri IV, imagine vers 1594 de réutiliser les eaux des sources autour de Wissous et Rungis, en reprenant le tracé de l'aqueduc romain. Ravaillac ne laisse pas à Henri IV le temps de mener ce projet à bien. La veuve du roi, Marie de Médicis, reprend le projet de Sully à son compte afin d'alimenter en eau les fontaines des jardins de son palais du Luxembourg alors en construction. L'architecte Salomon de Brosse s'inspire de l'architecture de l'aqueduc gallo-romain dont les vestiges sont encore nombreux au début du XVII<sup>e</sup> siècle. Quant au système hydraulique, il est l'œuvre de Thomas Francini, un ingénieur d'origine italienne, intendant des Eaux et Forêts. La première pierre du grand regard de Rungis est posée le 17 juillet 1613, par Louis XIII, alors âgé de douze ans. Au retour de la cérémonie, il dîne au château de Cachan. Les travaux sont



prévus pour trois années, mais des pluies très abondantes retardent la construction de l'ouvrage qui, finalement, dure 10 années. 500 à 600 ouvriers y travaillent, utilisant des pierres extraites des carrières d'Arcueil. En 1623, l'eau parvient enfin sur la rive gauche de Paris, à la maison du fontainier, le dernier regard de l'aqueduc. L'année suivante, elle alimente le jardin du Luxembourg, mais il faut attendre encore cinq longues années pour qu'elle arrive jusqu'aux fontaines des rues parisiennes à l'usage du peuple. L'ouvrage, d'une longueur totale d'environ 13 kilomètres, est ponctué, de Rungis à la maison du fontainier, de 27 regards<sup>3</sup>, dont 20 sur le Val de Bièvre. L'aqueduc Médicis traverse la vallée de la Bièvre grâce au pont-aqueduc d'Arcueil-Cachan, un ouvrage de 379 mètres, renforcé par 17 contreforts. Lors de sa mise en fonctionnement, des concessions privées sont accordées à plusieurs personnages puissants, notamment des princes du sang, mais aussi à des communautés religieuses, des collèges, des hôpitaux. Certains d'entre eux ne se gênent pas pour agrandir le diamètre de leur tuyau et le débit de l'aqueduc s'en ressent. Les eaux de Rungis deviennent insuffisantes et une deuxième prospection, menée en 1651 par le sieur Bocquet, permet de capter deux sources, dites « les nouvelles eaux de Rungis », venant du plateau du Paray. Il s'agit de la source des Maillets (asséchée depuis plus d'un siècle) et de celle de la Pirouette (qui alimente toujours l'aqueduc Médicis).

Mais, rapidement, il faut à nouveau se tourner vers de nouvelles sources. Ce seront celles nommées « les eaux arcueillaises » provenant des hauteurs du château de Cachan. La Ville de Paris les acquiert le 22 juin 1671 auprès de l'abbé de Saint-Germain-des-Prés, seigneur des lieux. De nouvelles concessions privées étant accordées, les fontaines parisiennes continuent à manquer d'eau.

Il existait deux dérivations sur le territoire de la communauté d'agglomération de Val de Bièvre. La première, au niveau du regard XV à Cachan, alimentait une petite fontaine sculptée située dans une « grotte » par l'intermédiaire d'une rigole et d'un réservoir en cul-de-four. L'eau était remontée par un moulin jusqu'au nymphée située dans la grotte. Cette concession desservait le domaine des Guise au XVIII<sup>e</sup> siècle, racheté par la famille Gosselin au XIX<sup>e</sup>, aujourd'hui le parc Paul-Vaillant-Couturier où l'on peut toujours voir le nymphée. La seconde dérivation se situe au niveau du regard IV. Elle desservait le château de Berny, construit vers 1610, et situé sur le territoire de Fresnes-lès-Rungis. Cette concession fournissait en eau une riche famille de parlementaires, les Brulart. Aujourd'hui, il ne reste plus qu'un morceau de la façade de



**Le regard VIII  
à L'Hay-les-Roses.**

En 1613, Marie de Médicis fait construire un nouvel aqueduc inspiré de l'aqueduc gallo-romain. L'ouvrage est ponctué de 27 regards, dont 20 sur le Val de Bièvre. L'eau atteint les jardins de son palais du Luxembourg en 1624.

SDA94

<sup>3</sup> Il n'en subsiste aujourd'hui que 23.

ce château, inclus dans un immeuble privé, au n°4 de la promenade du Barrage à Antony. Mal entretenu, l'aqueduc se dégrade rapidement. En 1782, la ville de Paris prévient M. d'Angivillier<sup>4</sup>, qui possède la régie des eaux d'Arcueil, que les fontaines publiques parisiennes ne sont plus alimentées. D'inquiétantes fissures se produisent cette même année puis, la conduite souterraine se rompt, interrompant son fonctionnement. Il ne coule plus désormais de l'aqueduc Médicis qu'un mince filet d'eau qui se déverse dans le lac du parc Montsouris.

En 1988, l'aqueduc Médicis est inscrit dans son ensemble avec ses ouvrages extérieurs à l'Inventaire supplémentaire des Monuments historiques. La portion parisienne n'est pas classée, à l'exception du regard XXVII, dit la maison du fontainier, (situé dans le jardin de l'Observatoire). Le pont-aqueduc sur Arcueil est classé Monument historique en 1991. En juillet 1996, les travaux de la ZAC Alésia-Montsouris permettent la mise au jour de deux tronçons de 153 mètres chacun. Des associations se mobilisent pour leur conservation et leur mise en valeur, mais, suite au refus catégorique du ministre de la Culture, Monsieur Douste-Blazy, les vestiges sont détruits. Seul le bassin du regard XXIII est conservé, avec une vingtaine de mètres de galerie.

#### Vue de l'aqueduc d'Arcueil.

D'une longueur totale de près de treize kilomètres, l'aqueduc Médicis traverse la vallée de la Bièvre grâce au pont-aqueduc d'Arcueil-Cachan, un ouvrage de 379 mètres, renforcé par 17 contreforts.

MDDS



## De l'eau au robinet pour les Parisiens : l'aqueduc de la Vanne

Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'alimentation en eau potable des immeubles parisiens n'étant toujours pas réglé, l'ingénieur hydrologue, Eugène Belgrand (1810-1878) présente, en 1866, un projet de dérivation des sources de la Vanne afin « *d'amener de l'eau au robinet pour les Parisiens* ». Les Parisiens ne consomment alors que les eaux de la Seine et de l'Ourcq, déjà insuffisantes et polluées.

La Vanne, rivière de l'Aube prenant sa source à 14 kilomètres de Troyes, « *est fort remarquable par la constance et la régularité de son débit* », écrit l'ingénieur hydraulique dans son mémoire. Régularité de débit à laquelle il faut ajouter la qualité de son eau. Aussi, pour améliorer l'alimentation en eau potable des Parisiens et sécuriser la distribution, Belgrand propose la construction de l'aqueduc de dérivation de la Vanne et les réservoirs de Montsouris qui feront passer la capacité quotidienne de réception de 87 000 à 400 000 mètres cubes. Les travaux commencent dès 1866, mais sont interrompus par la guerre de 1870. Ils reprennent en 1872 et le 12 août

<sup>4</sup> Charles Claude Flahaut de la Billaderie, comte d'Angivillier (1730-1810), conseiller du roi, conseiller d'Etat, directeur des bâtiments de sa Majesté, jardins, arts, académies et manufactures royales.

1874, l'eau de la Vanne et de ses affluents arrive enfin à Paris. Il faut cependant attendre 1875 pour que le débit soit continu. La dérivation de la Vanne, grand aqueduc du bassin de la Seine, forme un ensemble très complexe et amène à Paris des eaux prises à 173 kilomètres, au sud-est de la capitale, dans le département de l'Yonne. Ces eaux arrivent à leur destination après avoir traversé quatre départements : l'Yonne, la Seine-et-Marne, l'Essonne, le Val-de-Marne et enfin, Paris. Pour franchir la Bièvre, Belgrand utilise les 17 contreforts du Médecin comme support pour son pont-aqueduc en meulière, composant ainsi un ensemble étonnant. Les eaux de la Vanne se déversent dans le réservoir de Montsouris, d'où elles sont envoyées jusque dans les immeubles de plusieurs étages. Cette eau potable qui arrive aux appartements doit aussi en repartir : Eugène Belgrand réalise alors le système d'égouts souterrains. L'aqueduc de Belgrand alimente toujours en eau potable le sud de Paris.

### Les ponts aqueducs : des monuments paysages

La persistance du passage de trois aqueducs successifs dans ce secteur constitue un cas unique en France. Elle imprime sa marque au paysage, se posant en élément fondamental de l'identité de la vallée. La conception du pont actuel, après la construction du second étage par Belgrand au XIX<sup>e</sup> siècle, impulse à l'ensemble un aspect visuel inspiré des ouvrages antiques.

Le franchissement de la vallée à cet endroit précis résulte d'un étranglement permettant une portée moindre de l'ouvrage, mais cette explication n'est peut-être pas la seule. Dans chaque pays conquis, les Romains ont laissé une trace de leur puissance et de leur savoir-faire en architecture par la construction de monuments. Spécialistes de grands systèmes hydrauliques efficaces, les Romains ont élaboré plusieurs de ces monuments en France dont le pont du Gard est le plus bel exemple. Le monument, au sens le plus ancien et véritablement originel du terme, s'entend comme une œuvre créée de la main de l'homme afin de conserver toujours présent et vivant dans la conscience des générations futures le souvenir d'une action ou d'une destinée, voire d'une puissance. Avec la vision moderne de l'urbanisme du baron Haussmann, le monument constitue un point de mire, indépendamment de son contexte. L'idée « d'imposer » devient le pivot de la définition du monument et ne peut être entendue que comme « une



*Fragment d'un intérieur de Cour près aux Aqueducs d'Arcueil*

**Fragment d'un intérieur de cour.** Mal entretenu, l'aqueduc se dégrade et, en 1782, des fissures se produisent puis, la conduite souterraine se rompt, interrompant son fonctionnement. Les riverains investissent alors ses abords et y construisent maisons et ateliers.

MDDS

grandeur qui en impose ». Dès lors, il est possible de regarder le monument comme une « machine de pouvoir » qui traduit avant tout l'expression du pouvoir politique, (économique ou religieux) qui le finance et entend ainsi inscrire sa marque dans la ville ou dans le paysage. Il est donc permis de penser que ce n'est ni par la seule commodité de l'étranglement de la vallée de la Bièvre à cet endroit, ni parce que les bases étaient déjà jetées que Marie de Médicis a réutilisé le tracé de l'aqueduc gallo-romain qui, par ailleurs, n'était plus utilisable en tant que tel. De même pour Eugène Belgrand qui en superposant son pont-aqueduc sur le Médicis prenait plus de risques qu'il ne trouvait d'avantages. L'un comme l'autre ont sciemment utilisé le précédent pour asseoir leur propre pouvoir ou celui qu'il représentait.

Désormais monument urbain, le pont-aqueduc d'Arcueil-Cachan, par le signal fort qu'il envoie, constitue un élément essentiel du paysage de la vallée de la Bièvre.



**L'aqueduc d'Arcueil-Cachan.** Pour améliorer l'alimentation en eau potable des Parisiens, Eugène Belgrand propose, en 1866, la construction d'un aqueduc de dérivation de la Vanne qui se superpose à l'aqueduc Médicis. Les eaux de la Vanne se déversent dans le réservoir de Montsouris, d'où elles sont envoyées jusque dans les immeubles parisiens. Le pont-aqueduc d'Arcueil-Cachan fait désormais partie intégrante du paysage urbain.

*Photo Alexandre Delarge/Centre de ressources de l'écomusée*



# Heurs et malheurs des paysans du Val de Bièvre

La forte dépression économique, qui sévit au XIV<sup>e</sup> siècle, engendre le retour de la famine, traînant derrière elle son cortège d'épidémies. La peste, bien sûr, qui fauche le tiers de la population du royaume et la lèpre, toujours présente depuis le retour des Croisés.

La présence d'une léproserie à Arcueil, dite la Maladrerie de la Banlieue, approximativement sur l'actuel carrefour de la Croix d'Arcueil, n'est pas sans inquiéter les villages alentour. On charrie les cadavres dans des tombereaux. Le temps et la place manquent pour les ensevelir. En plus de ces fléaux naturels, la guerre entre la France et l'Angleterre éclate en 1354. C'est la guerre de cent ans !

## **Plan du château de Berny.**

De nombreux seigneurs détournent le cours de la Bièvre afin d'alimenter en eau leurs parcs et jardins. Sur cette carte, la dérivation vers le château de Berny est bien visible. Nicolas Brûlart de Sillery acquiert le château de Berny en 1615. Son fils le fait transformer entre 1623 et 1627.

*Atlas de Trudaine -1745-1780 –Généralité de Paris Volume V – AN*

## Retour sur l'histoire : prospérité et début de crise

La conquête de la majeure partie de la Gaule et l'unification du peuple franc par Clovis (481-511) font des Mérovingiens<sup>1</sup> la dynastie la plus solide de ces temps « barbares »<sup>2</sup>. Ils ne seront évincés qu'en 751 par les Carolingiens. Mais cet édifice politique repose sur des bases fragiles et une première parcellisation du pouvoir s'ébauche dès la fin du IX<sup>e</sup> siècle avec l'hérédité des fiefs.

Le morcellement du pouvoir s'organise aussi sur un autre front, celui des grandes propriétés ecclésiastiques. Les Mérovingiens, puis les Carolingiens, font preuve de libéralités envers l'Église afin de se la concilier. En contrepartie, celle-ci s'empresse de consacrer leurs conquêtes et leurs spoliations. Aussi, le Chapitre<sup>3</sup> de Notre-Dame-de-Paris (pour Gentilly, Bicêtre, Fresnes, l'Haÿ-les-Roses), l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés (pour Cachan, Villejuif) et celle de Saint-Denis (pour Arcueil) se partagent très longtemps la région parisienne.

L'extension des surfaces cultivées et l'accroissement des rendements font reculer les famines qui disparaissent pratiquement en Europe centrale et occidentale. Le XIII<sup>e</sup> siècle est une période de prospérité. La vague de défrichements, entamée au siècle précédent, s'intensifie. L'usage du cheval pour tirer la charrue se généralise. Mais, face aux laboureurs, caste de paysans plus ou moins riches, possédant au moins un attelage et un certain outillage, s'accroît la majorité de ceux qui n'ont que leurs bras pour survivre, les manouvriers. Pourtant, l'essor qui, depuis le XI<sup>e</sup> siècle, portait l'occident médiéval ralentit son rythme au début du XIV<sup>e</sup> siècle. Les signes de la crise se multiplient, le plus grave étant le retour de la famine. Une suite de pluies torrentielles répétées pendant trois années, une succession de mauvaises récoltes et c'est, de 1315 à 1318, la famine quasi-générale dans toute l'Europe, la flambée des prix agricoles, une poussée de la mortalité.

## Le XIV<sup>e</sup> siècle, un siècle de calamités

Après la famine, une nouvelle épreuve s'abat sur l'Europe : la peste ! Vingt à trente millions de personnes périssent de ce terrible fléau. Il touche la région parisienne à l'été 1348 et provoque une mortalité pouvant atteindre le quart, parfois même le tiers, de la population des villages. Les paysans, affolés, abandonnent leurs terres ou manquent de bras pour la cultiver. Le pain se fait rare et ceux qui ont échappé à la peste meurent de faim. De leur côté, les seigneurs ont épuisé tous les moyens pour faire face à la crise. Il ne leur

<sup>1</sup> De Mérovée (440-457), ancêtre de Clovis.

<sup>2</sup> Les nouveaux peuples parvenus sur les terres de l'Occident romain lors des grandes invasions du Ve siècle sont qualifiés de barbares. C'est à partir de cet ensemble mal définis que se constituent les royaumes dits « barbares ».

<sup>3</sup> Le chapitre est la communauté des chanoines d'une église, cathédrale ou collégiale.



#### Travailler la terre.

La société médiévale est majoritairement rurale.

Du XI<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle, l'agriculture connaît une véritable révolution avec, notamment, la diffusion de la charrue qui change radicalement le mode d'exploitation. Posséder un attelage est le signe d'une certaine aisance et celui qui le possède, le laboureur, se différencie socialement du paysan qui n'en possède pas.

*Jules Bal – dessin original-centre de ressource de l'écomusée.*

reste qu'une solution : la guerre. Elle éclate en 1354. Après la défaite de Jean-le-Bon contre les Anglais, le 5 avril 1357, la France propose à l'Angleterre une trêve de deux ans afin de pouvoir s'entendre sur la rançon du roi. Le délai expiré, l'Angleterre propose un projet de traité. Il est repoussé, les clauses étant inacceptables. Il faut reprendre les armes. Édouard III débarque en France et s'approche de Paris. L'ennemi occupe tous les villages environnants et campe à Cachan et Gentilly.

En mai 1358, dans la région de Creil, un incident éclate à la suite d'un banal échange d'insultes entre gens d'armes et laboureurs. Lors de l'échauffourée

qui s'ensuit, les paysans prennent le dessus. Il n'en faut pas plus pour que l'événement fasse tâche d'huile : la Jacquerie éclate. Le mot provient de « jacque », nom du vêtement, partant du col et tombant jusqu'aux genoux, fait de toile ou de peau selon la saison, que portent les paysans. Parti du Beauvaisis, le mouvement se répand à l'est et au sud de Paris. En Ile-de-France, la Jacquerie gagne surtout les régions pas ou peu viticoles comme Gentilly et Bicêtre, car elles souffrent davantage et n'ont pas de contrepartie à la baisse prolongée des prix céréaliers. Jean le Bel, un chroniqueur du temps, rapporte comment ces désordres se propagent dans le sud de Paris : lorsque la horde, hirsute et en guenilles, arrive aux abords de Choisy, Issy, Gentilly et Bicêtre, les cloches sonnent. Des orateurs populaires haranguent la foule des paysans excités qui, sans autres armes que des bâtons et des couteaux, se jettent sur les chemins pour rejoindre les troupes errantes.

Les Jacques tuent, incendient, détruisent les châteaux. Sans guide au départ, ils se choisissent des chefs. Guillaume Cale en est le plus connu. Tombé dans un guet-apens, Cale aura la tête tranchée. La répression qui suit est sanglante. La jacquerie de 1358 a pour effet de favoriser l'avancée des Anglais et les troupes du prince de Galles s'aventurent jusqu'aux portes de Paris, campant à Vitry, Gentilly et Bicêtre. Elle laisse les campagnes françaises exsangues et plus terrorisées que jamais.

## La paix de « Vincestre » à Bicêtre

En vertu du traité de Brétigny (1360), Jean de France reste comme otage en Angleterre jusqu'en 1367. Jean de France, prince capétien (1340 - 1416), troisième fils du roi Jean II le Bon, est comte de Poitiers de 1356 à 1360, duc de Berry et d'Auvergne de 1360 à 1416. À son retour de captivité, il se signale par sa vie dissolue et ses dépenses somptueuses. Amateur d'architecture et mécène généreux, sa bibliothèque contient certains des plus beaux manuscrits du siècle dont les fameuses *Très Riches Heures du Duc de Berry*.

En 1400, le duc de Berry décide d'acquérir le château de Bicêtre, encore appelé *Vincestre*, qui n'est plus qu'une ruine. Le site est de nature à le charmer et il décide d'y élever une construction grandiose. Grâce aux pierres extraites des carrières voisines, il édifie un château de style militaire, à l'aspect plutôt rébarbatif. La porte d'entrée est flanquée de deux hautes tours, les murailles sont épaisses et percées de fenêtres étroites. Si l'extérieur ressemble à une forteresse, l'intérieur en revanche offre tous les signes du raffinement et du bon goût. « À travers tous ses vices, le duc avait comme ses frères, Charles V et Philippe de Bourgogne, le goût des arts et des belles choses et son château de Bicêtre était une vraie merveille pour la peinture, la sculpture, la mosaïque, les brillants vitraux, les meubles somptueux. Mais ces belles choses avaient coûté les larmes et le sang de milliers de malheureux », dit Henri Martin dans son *Histoire de France*. Les vitraux sont si précieux que, chaque hiver, le duc les fait déposer afin de ne pas les exposer au froid et aux intempéries. La demeure de Bicêtre du duc de Berry est achevée depuis peu quand la querelle entre les Armagnacs et les Bourguignons éclate. Les deux partis luttent âprement pour un pouvoir que le roi Charles VI ne parvient pas à garder ; le duc de Berry (son frère) dispute la régence au duc de Bourgogne. Le meurtre de Louis d'Orléans, chef des Armagnacs, le 23 novembre 1407, par Jean-sans-Peur (chef de la faction des Bourguignons) renforce l'inimitié des maisons d'Orléans (les Armagnacs, dont fait partie le duc de Berry) et de Bourgogne.

Jean-sans-Peur mène ses troupes dans Paris, bloque les ponts et les passages sur la Seine, mure les portes de la capitale. Les princes orléanais se liguent et marchent aussi sur Paris, mettant à sac les villes qu'ils traversent. Charles VI ne compte plus que sur la persuasion pour les arrêter. Rien n'y fait, la résolution du duc de Berry est inébranlable : il conduira son armée jusqu'à Paris. Jean de Berry arrive à Bicêtre, où il s'installe, le 6 octobre 1410, précédant de peu son neveu Charles d'Orléans. Dans la seconde quinzaine



**Charles VI, roi de France de 1380 à 1422.** Frappé d'une première crise de folie (1392), il doit abandonner le pouvoir à ses oncles Jean de Berry et Philippe II le Hardy et son frère Louis 1<sup>er</sup> d'Orléans. La rivalité entre les ducs d'Orléans et de Bourgogne déclenche une guerre civile entre Armagnacs et Bourguignons (1407). Ces derniers demandent l'aide de l'Angleterre, favorisant la reprise de la guerre de Cent Ans.

*Extrait des Chroniques de Jehan Froissart. Collection privée. DR*

d'octobre, les princes ligueurs occupent avec leur arrière-garde toute la banlieue sud. Les uns campent à Bourg-la-Reine, à Vanves et à Issy. Les autres, à Vitry, Gentilly, Bicêtre, Saint-Marcel.

Le roi continue, en vain, d'envoyer des ambassadeurs à Bicêtre pour proposer au duc une transaction amiable. Berry refuse. Il se sent trop près du but. Durant près d'un mois, la terreur règne dans la banlieue où les partisans des deux camps rivalisent de cruauté. Pratiquement isolée du monde extérieur, la capitale n'est ravitaillée qu'à grand peine. Alors que le duc de Berry tient la victoire à portée de main, Charles VI

demande une suspension d'armes et entame des pourparlers avec les ligueurs. Vers la fin du mois d'octobre, la liaison est établie entre Paris et Bicêtre. La paix semble n'être plus qu'une question de jours. Le 2 novembre 1410, un traité, que l'on désigne sous le nom de *Paix de Vincestre* et dont les clauses avaient été arrêtées par le roi, est signé entre les Armagnacs et les Bourguignons. Mais la paix est précaire !

Les hostilités reprennent très vite à la suite d'une mauvaise interprétation du traité. La *Paix de Vincestre* se transforme en *trahison de Vincestre*. Des révoltés, favorables à la famille de Bourgogne, détruisent la résidence parisienne de Jean de France, l'Hôtel de Nesle. Puis ils se portent vers Bicêtre où le château est assiégé, pillé, brûlé. Guerres civiles et guerre de cent ans laissent des traces profondes dans les villages alentour dont les terres sont laminées et les paysans décimés. En 1453, dans une paroisse comme L'Haÿ qui, un siècle plus tôt, était citée comme une paroisse importante, il ne reste plus que 26 familles.



Portrait de Charles VI.



Portrait du duc d'Orléans.

Charles VI ne cesse d'envoyer des ambassadeurs à son neveu, Charles d'Orléans, installé à Bicêtre dans le château du duc de Berry, afin de conclure une transaction à l'amiable. Un traité est conclu à Bicêtre le 2 novembre 1410.

Extrait des Chroniques de Jehan Froissart. Collection privée. DR

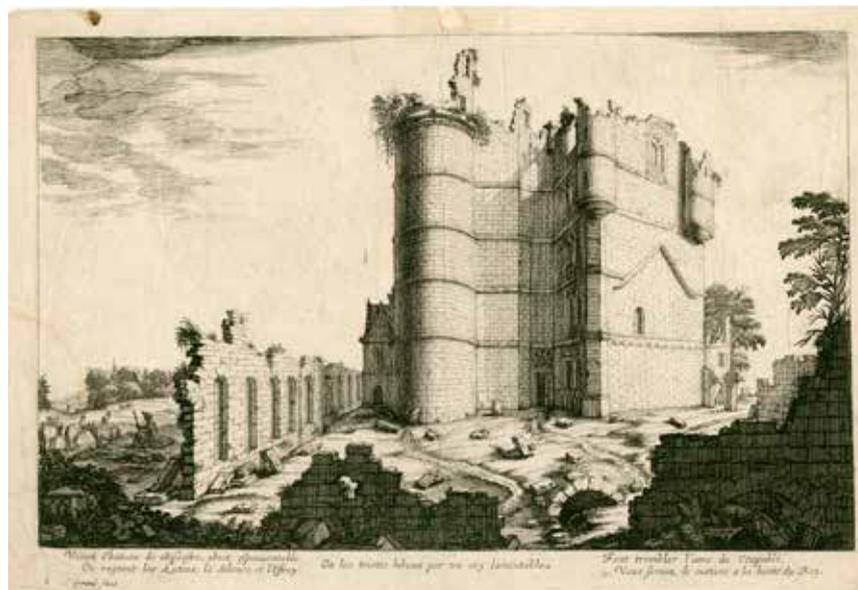
### Mauvaises coutumes et jugement de Dieu : les justices seigneuriales de la banlieue

Au XVI<sup>e</sup> siècle, la suprématie des seigneurs religieux recule au profit de seigneurs laïcs. L'inventaire des cens<sup>4</sup> d'avril 1540 indique vingt-sept censives à Gentilly dont 17 sont des seigneurs ecclésiastiques et 10 des laïcs, alors que dans la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, seuls trois seigneurs étaient laïcs. L'émergence du caractère laïc que prend le pouvoir se traduit par la levée de taxes nouvelles et l'exigence de services nouveaux par les seigneurs. Les paysans désignent ces nouveautés par l'appellation de « mauvaises coutumes » ou « mauvais usages ». Au Moyen Âge, « mauvais » qualifie souvent ce qui est « nouveau » mais en dénonce ici l'injustice. Alors que les anciennes redevances se justifiaient par des pratiques anciennes au service de l'autorité publique, les nouvelles relèvent de l'arbitraire d'un personnage privé. La taille est la plus représentative de ces « mauvaise coutumes ».

<sup>4</sup> le cens est une redevance due au seigneur, « payer le cens » ; la censive peut être soit la propriété, « posséder/ acheter une censive », soit la redevance elle-même, « payer la censive », synonyme de cens applicable à la terre.

La privatisation du pouvoir s'exerce dans d'autres domaines et, notamment, celui de la justice. Menacé du « jugement de Dieu », le paysan refuse le plus souvent de se saisir d'une barre de fer rougie au feu ou de plonger les mains dans l'eau bouillante afin de prouver son bon droit face à son seigneur. Terrorisé, il préfère remettre à celui-ci le bien contesté afin d'éviter un procès qui ne serait qu'une parodie de justice.

Les limites des justices seigneuriales sont d'autant moins précises qu'elles ne sont pas stables. Celles des seigneurs laïcs sont encore plus complexes du fait des partages et des regroupements constants. L'enchevêtrement des compétences provoque des conflits pour déterminer les compétences territoriales. Les justices seigneuriales de la banlieue relèvent de la coutume parisienne<sup>5</sup>. La liste des localités faisant partie de la banlieue reste stable durant plusieurs siècles. Deux listes semblables figurent dans les *Livres de couleur et bannières du Châtelet*<sup>6</sup> l'une établie au XIV<sup>e</sup> siècle, l'autre au XVII<sup>e</sup>. Gentilly y figure entre « *Bagneux jusqu'au ruisseau de Bourg-la-Reine* » et « *Arcueil et Cachan jusqu'à la rue l'Haye dans laquelle il y a quatre ou cinq maisons qui sont de la banlieue.* » Une grande partie de la banlieue sud est alors toujours entre les mains de seigneurs ecclésiastiques (chapitre de Notre-Dame, les abbayes de Sainte-Geneviève et de Saint-Germain). Mais les justices d'Arcueil, de Gentilly et de Villejuif sont entre les mains de seigneurs laïcs.



**Les ruines du château de Bicester.** Le château que le duc de Berry fait édifier à Bicêtre est qualifié de « véritable merveille » par ses contemporains. Mais après la rupture de la Paix de Vincennes, la demeure du duc de Berry, un Armagnac, est brûlé et entièrement détruit par les Bourguignons.

Gravure de Claude Goyrand - édité par Pierre II Mariette vers 1660 - AD94

<sup>5</sup> Le morcellement féodal provoque la formation, selon les provinces, d'usages et de pratiques ayant pris peu à peu force de loi. Telle fut l'origine dite des coutumes françaises. On distinguait généralement les pays coutumiers et les pays de droit écrit dits aussi de droit romain. Pour simplifier, le nord de la France était assujéti au droit coutumier, le sud au droit romain. Dans les régions de droit coutumier, on se référait à la coutume locale ou à la coutume de Paris, mais parfois aussi au droit romain. Cette organisation judiciaire extrêmement complexe ne disparut qu'avec la création du code civil qui abrogea toutes les anciennes coutumes.

<sup>6</sup> Inventaire analytique des livres de couleur et bannières du Châtelet de Paris - Alexandre Tuetey - Imprimerie nationale - 1899 - 295 pages - 2 tomes.

**Vue du château de Cachan.**

Depuis le IX<sup>e</sup> siècle, l'Eglise se partage la région parisienne : le chapitre de Notre-Dame-de-Paris pour Gentilly, Bicêtre, Fresnes, l'Hay-les-Roses, l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés pour Cachan, Villejuif et celle de Saint-Denis pour Arcueil. Au XVI<sup>e</sup> siècle, la suprématie des seigneurs religieux recule au profit de seigneurs laïcs ce qui se traduira par la levée de taxes nouvelles et l'exigence de services nouveaux par les seigneurs.

Gravure de D.F. Guérault – 1780  
– MDDS

Les seigneurs possèdent, en principe, le droit de haute, moyenne et basse justice. Quelles sont les différences entre ces droits de justice ? La compétence du bas justicier se réduit à peu de chose : il n'arbitre que des délits punis d'une amende de 60 sols maximum. Au moyen justicier, on reconnaît en plus le droit de faire les premières recherches et même de procéder à l'instruction jusqu'aux sentences définitives d'affaires plus importantes. Cependant, la sentence sera rendue par le haut justicier. Le haut justicier, quant à lui, possède l'intégralité de la justice criminelle, à la seule restriction des cas royaux<sup>7</sup>. Ce pouvoir se caractérise par celui de prononcer la peine de mort.

La concession ou l'aliénation d'un fief n'entraîne pas automatiquement la concession du droit de justice. Ainsi, en 1581, Nicolas Fumée, évêque de Beauvais, seigneur d'un fief à Gentilly, est cité devant l'évêque de Paris, Pierre de Gondi. En recevant son fief, Nicolas Fumée crut pouvoir exercer le droit de haute, moyenne et basse justice. Afin d'affirmer cette toute-puissance, les hauts justiciers faisaient planter des poteaux ou des fourches patibulaires sur lesquels les suppliciés étaient exposés. Les habitants de Gentilly, contestant le droit de haut justicier que s'arrogeait Nicolas Fumée, arrachent le poteau que celui-ci avait fait planter symboliquement. Pierre de Gondi épouse la cause des paysans gentilléens et leur donne raison.



<sup>7</sup> Comme le crime de lèse majesté divine et humaine, fausse monnaie, port d'armes, assemblées illicites et assassinats.



**Une partie du village de Gentilly.** Parmi les droits que les seigneurs exercent sur les paysans, celui de la chasse est le plus fréquent. Les seigneurs et leur suite traversaient les champs à cheval, saccageant les récoltes.

Gravure de D.F. Guérault – 1780  
– MDSS

## La route du pain de Villejuif pendant la Fronde

L’Île-de-France connaît une crise rurale profonde durant les XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. De 1642 à 1648, la pression fiscale organisée par Mazarin et Anne d’Autriche aboutit à une crise des subsistances, provoquant la Fronde parlementaire<sup>8</sup> dont le point de départ est Paris. Assiégée par l’armée de Condé, la capitale se bat pour son pain quotidien. La Fronde provoque à Villejuif d’importants dégâts en plaçant le village au centre de la révolte pour le pain. Jean Jacquart dans son ouvrage sur *La crise rurale en Île-de-France, 1550-1670* rapporte que, le 11 janvier 1649, le parlement de Paris ordonne aux villages de s’armer et de se barricader tandis que le bureau de Ville demande aux habitants d’Arcueil, Gentilly et Cachan de rompre les ponts sur la Bièvre afin que la garnison des troupes de Meudon ne puisse effectuer un mouvement vers le plateau de Longboyau et la route du pain de Villejuif.

<sup>8</sup> Dite aussi « petite Fronde » en comparaison de celle des Grands qui interviendra quelque temps plus tard.



**Vue de l'aqueduc d'Arcueil près Paris.** La vie paysanne est rythmée par le travail des champs. Les désordres occasionnés par la Fronde parlementaire pénalisent d'autant plus les paysans qu'ils ne peuvent effectuer les récoltes du fait de la présence des soldats des deux camps.

Gravure de D.F. Guérault – 1780  
-BNF

Dès le lendemain, 12 janvier, les habitants de Villejuif demandent des armes « pour se conserver et garantir des ennemis » et une escorte pour pouvoir mener leurs chariots de pain à Paris et revenir chez eux en toute sécurité. On leur accorde une centaine de soldats et, le 13, le pain arrive « *du côté de Villejuif, Gentilly et Bourg-la-Reine, en telle abondance (...) qu'il s'est vendu au même prix qu'aux marchés ordinaires.* »

Les paysans prennent rapidement conscience de leur situation précaire, coincés qu'ils sont entre les camps adverses et l'incapacité de la ville de Paris à les protéger. Tous ces désordres ont évidemment empêché le travail des paysans et la récolte de 1649 a été d'autant compromise que le temps froid et neigeux dure jusqu'à la fin du siège, entraînant un hiver 1649-1650 calamiteux pour les campagnes parisiennes. Le rôle de Villejuif dans cet épisode a laissé quelques mazarinades<sup>9</sup> aux titres évocateurs comme : *Le Passe-temps de Villejuif* ; *La Promenade des Bourgeois de Paris au camp de Villejuif* ou *Les Soldats sortis de Villejuif sans Congé.*

<sup>9</sup> Pamphlet, chanson ou satire dirigés contre Mazarin et publiés durant la Fronde.

## Les enfants assistés de Vincent de Paul à Bicêtre

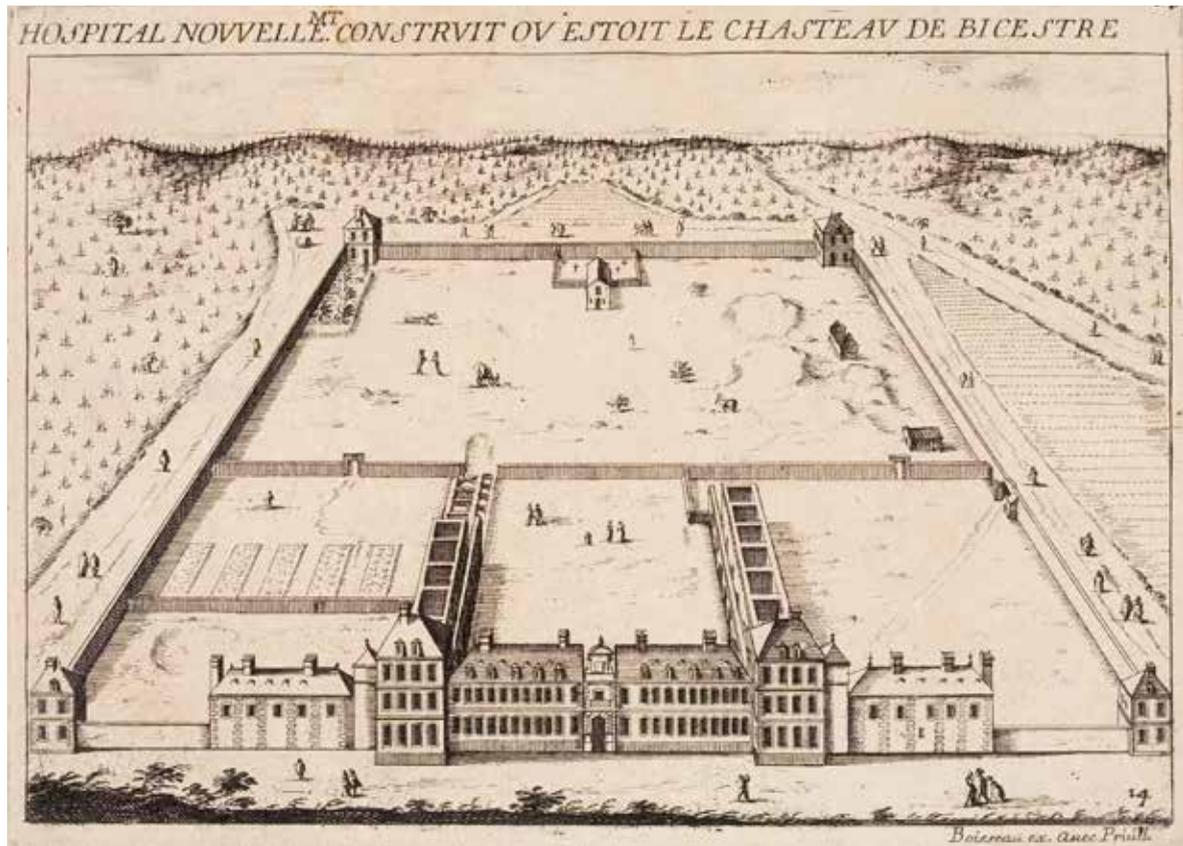
Du côté de Bicêtre, le site va connaître un tournant. En 1597, Henri IV avait installé dans les bâtiments de l'hôpital de la rue Lourcine (actuelle rue Broca) un asile pour ses officiers et soldats blessés à la guerre et Louis XIII songe à développer l'institution fondée par son père. Richelieu fait raser les ruines de Bicêtre, en 1632, car le roi désire y faire construire la maison vaste et grandiose qui accueillera les vétérans invalides. Deux ans plus tard, Bicêtre est érigé en commanderie de Saint-Louis et la chapelle, construite en priorité, est mise sous l'invocation du même Saint-Louis. Les bâtiments commencent à sortir de terre mais la mort de Richelieu, en 1642, suivie cinq mois plus tard de celle de Louis XIII empêchent de mener le projet à son terme. La chapelle et les bâtiments déjà édifiés ne restent pas longtemps inoccupés.

Vincent de Paul qui cherche un endroit pour loger les enfants trouvés de Paris obtient l'assentiment de la régente, Anne d'Autriche, pour occuper la Commanderie, malgré l'opposition de Louise de Marillac, sa collaboratrice, à qui Bicêtre ne plaît pas. En effet, les bâtiments, à peine achevés, sont inconfortables et l'éloignement de Paris représente un obstacle important pour le transport des enfants. Elle doit se résigner. Les appréhensions de Louise de Marillac ne tardent pas à se justifier. Le 22 août 1647, elle avertit Monsieur Vincent « *qu'il nous est mort un enfant ce matin* ». Le 23 janvier suivant, elle lui écrit : « *Il est mort 52 enfants à Bicêtre depuis que l'on y est et il y en a encore bien 15 ou 18 qui ne valent guère mieux* ».

Des difficultés d'un autre genre surviennent. Des soldats de l'armée de Condé, qui encercle la capitale, tentent de s'introduire dans la maison des Enfants-Trouvés. Louise de Marillac recommande « *de bien faire tenir les sœurs ensemble et d'avoir soin des grandes filles, que l'on doit toujours tenir devant les yeux ou encore enfermées dans l'école* ». Les enfants doivent bientôt évacuer les lieux.

Mais les troubles s'aggravent et les vivres font défaut dans Paris assiégé en cette fin d'année 1649. La situation devenant critique, les enfants réintègrent Bicêtre. Mais, là aussi, le pain est sur le point de manquer. Les nourrices, impayées, menacent de rapporter les enfants. Deux ans plus tard, en 1651, l'œuvre des Enfants-Trouvés abandonne définitivement Bicêtre pour s'installer dans une maison du faubourg Saint-Denis, face à l'enclos Saint-Lazare, à la hauteur de ce qui est aujourd'hui la gare du Nord<sup>10</sup>

<sup>10</sup> Qui deviendra plus tard la fameuse prison Saint-Lazare.



**La commanderie de Saint-Louis.** Louis XIII fait édifier sur les ruines du château de Bicêtre une vaste maison qui devait abriter les vétérans invalides. En 1634, la chapelle du bâtiment est mise sous l'invocation de Saint-Louis.

*Estampe éditée par Jean Boisseau vers 1658 - MDDS*



# La fin de l'Ancien Régime

Pendant les quatre siècles qui séparent la Jacquerie de 1358 de la Révolution de 1789, les paysans des alentours de Paris subissent les malheurs des différentes guerres qui se déroulent durant cette longue période. Une tentative de réforme judiciaire va être l'un des détonateurs des événements de 1789. Le roi annonce la convocation des États Généraux et les Français de chaque ordre (noblesse, clergé et tiers-état) préparent cet événement avec, notamment, la rédaction des cahiers de doléances.

Les grands événements ne sont pas, dans nos communes, aussi spectaculaires qu'ils le furent à Paris bien que la proximité de la capitale nous permette d'imaginer une participation active de certains habitants. Mais quoi de plus émouvant que la prise en main, au quotidien, par ces hommes, de leur destinée ?

**Maison de plaisance à Gentilly.**  
La mode de la « maison de campagne » pour les seigneurs et les bourgeois fortunés, apparaît dès le XVII<sup>e</sup> siècle. Un grand nombre de maisons de plaisance, appelées « folies », s'installent dans le sud de Paris.

*Eau forte aquarellée XVIII<sup>e</sup> siècle - MDDS*

## Géographie physique du Val de Bièvre à la veille de la Révolution

Arcueil, Cachan, Gentilly, le Kremlin-Bicêtre, Fresnes, Villejuif et L'Haÿ ont un paysage relativement semblable au XVIII<sup>e</sup> siècle puisque, d'une part, les grands domaines seigneuriaux sont toujours présents et, d'autre part, les sept communes se retrouvent sur trois activités économiques principales qui en définissent leur aspect physique : l'agriculture et la vigne, l'extraction de la pierre et la meunerie. Aussi, vastes étendues agricoles, roues de carriers et moulins à eau et à vent émaillent le paysage du futur Val de Bièvre. Aucune des sept villes ne pratique véritablement l'élevage, sauf à usage personnel. En revanche, la présence d'une étable à vaches et d'une laiterie à Monsivry, à Villejuif, indique la fabrication de produits laitiers qui étaient consommés en grande quantité lors des vendanges, du fait d'un surplus de population lié à la main-d'œuvre. Voyons dans le détail les spécificités de chacune.

Jusqu'en 1787, L'Haÿ est, comme Larue, un écart de Chevilly. Chevilly-Larue-L'Haÿ est riche en arbres fruitiers, y compris des noyers et des groseilliers. Pommes de terre, chanvre, pois et haricots y sont abondamment cultivés. L'Haÿ est alors un hameau entouré de cultures et de forêts giboyeuses. Les maisons à colombages et toits de tuiles rouges s'étirent, sur le rebord du plateau limoneux surplombant la vallée de la Bièvre, le long des rues de La Tournelle et du Val (actuelle rue Jean-Jaurès). Si le cœur du village abrite vigneron et cultivateurs, L'Haÿ est devenu depuis deux siècles déjà « *un lieu de villégiature pour les riches Parisiens séduits par le calme, l'air pur et le cadre verdoyant, à proximité de Paris et de Versailles.* » Petite noblesse, hauts fonctionnaires du royaume et autres notables y font édifier leur « maison des champs », entourée de parcs et de jardins. À la veille de la Révolution, elles occupent une part importante du village.

Pendant longtemps les quartiers de Gentilly, à part quelques moulins et les roues des carrières, ne comportent que des cultures. Le sieur Olivier en fait, en 1786, la description suivante : « *La culture des terres de la paroisse de Gentilly est très peu variée et ses productions sont peu nombreuses. On n'y recueille point de blé, seulement des seigles, des orges et des avoines. On trouve quelques prairies de luzerne. C'est celles qui réussissent le mieux dans les terres, mais elles ont besoin de fréquentes pluies dans le printemps pour que le foin y soit abondant. Les bords de la rivière de Bièvre sont plantés de saules et*

**Carte de l'abbé de la Grive.** Si le relief n'apparaît pas sur la carte levée par l'abbé de la Grive, géographe de la Ville de Paris, publiée entre 1728 et 1754, les villages ne sont plus seulement symbolisés par le clocher mais assez précisément dessinés, de même que les sentiers et les chemins dont on peut suivre le tracé.

AD94





#### **Le château de Berny.**

Les propriétaires de folies soignent particulièrement leurs parcs et la présence de la Bièvre est, dans le Val de Bièvre, un atout certain. Statues, rocailles, bassins et jeux d'eau ornent les jardins. Le château de Berny est une demeure réputée.

*Eau forte aquarellée de Martin Engelbrecht - XVIIIe siècle – MDDS*

*de peupliers qui les rendent agréables. Tout le vallon est couvert de prairies très vigoureuses. Le blé réussirait dans la plaine du Grand Gentilly, mais on aime mieux semer alternativement du seigle ou de l'orge parce qu'il faudrait laisser reposer la terre pendant l'espace d'une année. »* À cette description, on pourrait ajouter la présence de quelques pièces de vignes, mais les marchands de vins y sont plus nombreux que les vignerons.

La configuration géographique et les propriétés géologiques de la basse vallée de la Bièvre marquent profondément l'économie de la région et peuvent se repérer et créer des différences dans la même commune. Ainsi, à Arcueil et à Cachan qui ne forment alors qu'une seule paroisse, la vie économique de l'une se différencie clairement de celle de l'autre. Les coteaux de Cachan, très exposés au soleil facilitent la culture de la vigne d'autant que ses sols calcaires favorisent une bonne qualité de raisin. Les plaines non-inondables délimitent, avec les plateaux, les zones de céréales. La présence de vignobles est attestée depuis le Moyen-Âge par de nombreux actes notariés et les inventaires après décès, mais aussi par les sculptures des chapiteaux de l'église Saint-Denis d'Arcueil. En 1791, trente hectares sont consacrés au vignoble sur Arcueil-Cachan, essentiellement sur Cachan. Cachan est donc un terroir riche et prospère. En revanche, le territoire d'Arcueil, au sol beaucoup plus pauvre, possède une économie tournée vers l'exploitation des carrières.

À la veille de la Révolution, Villejuif est la paroisse la plus importante de nos sept communes et la plus riche en vignobles, notamment sur la partie qui jouxte Ivry-Vitry. Les vignes sont présentes aux Enfers, à Monsivry, aux Verbeuses, aux Guipons, à Gournay, et d'autres encore. Dans ses *Chroniques*, Carlos Escoda dit des Sorrières : « *Cette belle pente qui du haut des Esselières tombe sur l'avenue de Paris est ainsi appelée à cause de la couleur de son sol, du sable dont elle est revêtue et qui, jadis, avait frappé les cultivateurs du cru : un sable propice à la culture de la vigne en particulier* ».

Le développement précoce de la commune est probablement lié à cette forte production vinicole. Toutefois, on y trouve également des pépinières d'arbres fruitiers et d'agrément. Sur la partie ouest de Villejuif, le plateau allant de Bicêtre à Arcueil, des cultures légumières comme les pois, les haricots et les asperges, sont largement pratiquées.

Le vin produit dans ces communes est un vin blanc limpide, produit par un cépage fin, le morillon, réputé pour son excellence. La viticulture ecclésiastique, aristocratique et princière, donne lieu à des soins vigilants, à un respect jaloux de la qualité des cépages et du vin récolté. Le vignoble « français » (entendez de l'Île-de-France) est un vignoble prospère, renommé, qui s'étale tout autour de Paris à la fin du Moyen Âge. Pourtant, la profession n'est pas suffisamment rémunératrice pour faire vivre toute une famille. D'autant que le système de partage des vignes lors des héritages réduit parfois la parcelle à moins d'un hectare ! Aussi, le vigneron doit chercher des ressources complémentaires dans un second, voire un troisième métier. Dans les registres de paiement de la taille, les professions les plus mentionnées sont celles de vigneron-cabaretier et vigneron-tonnelier, associations tombant sous le sens. Plus étonnantes sont celles de vigneron-tisserand, vigneron-buraliste ou vigneron-bourrelier. Presque tous les métiers de l'artisanat peuvent se conjuguer avec celui de vigneron. À Villejuif et à Cachan, nombre de vigneron sont des vigneron-carriers. Lorsqu'il est plus aisé et que la vigne n'est pas sa seule ressource, il se pare du titre de vigneron-laboureur. Cette appellation correspond à un petit exploitant terrien, disposant d'un cheval, et qui conserve la fierté d'un savoir-faire. Petit paysan relativement aisé, il ne peut rivaliser avec le « fermier-laboureur », mais il a sa place dans ces terroirs mixtes du type de Villejuif où la partie basse de Gournay, dont les terres recueillent les eaux venues des hauteurs des Esselières, des Sorrières et des Barmonts, est très humide mais aussi riche en sédiments, conditions favorables à l'agriculture.



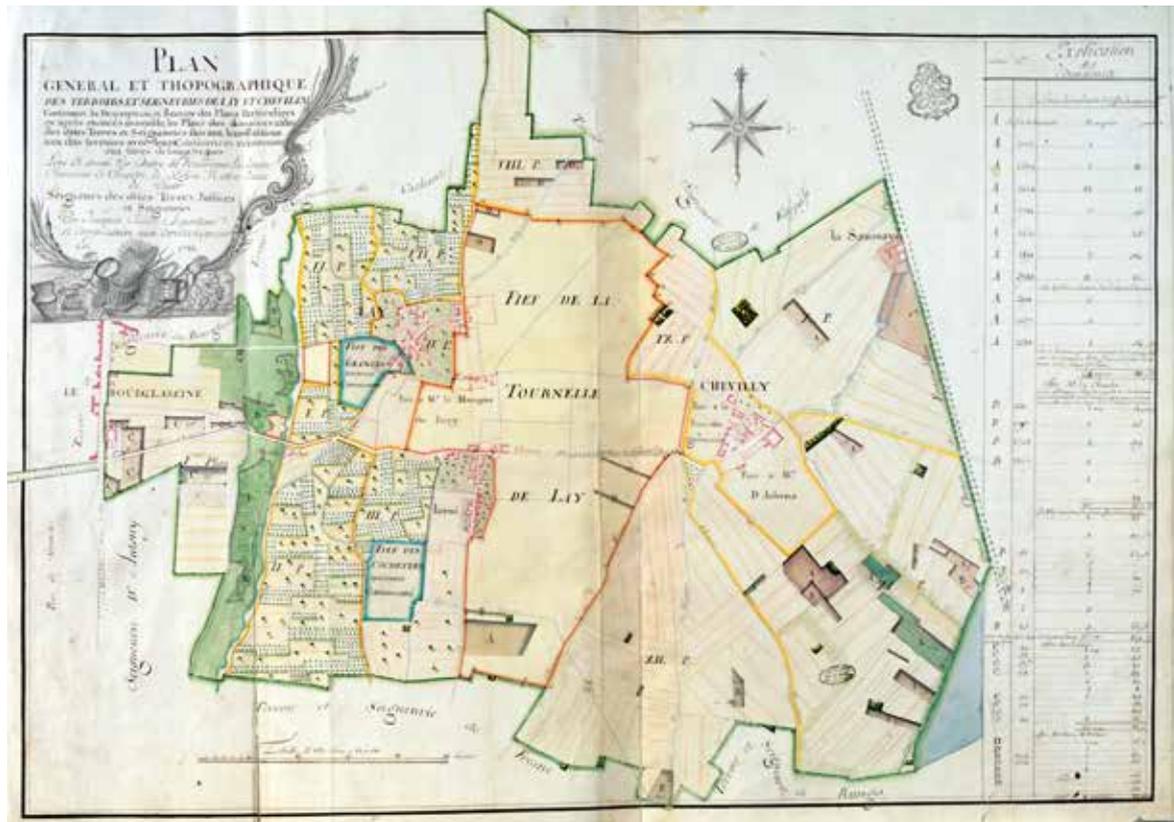
**La maison du poète  
Benserade à Gentilly.**

À Gentilly, pas moins d'une dizaine de maisons de plaisance s'installent sur les coteaux de la Bièvre. Le succès de ses mots d'esprit fait un temps d'Isaac Benserade (1612-1691) la coqueluche de la cour de Louis XIV. Lorsque son succès décline, il se retire dans sa maison de Gentilly, se livrant au jardinage et gravant des inscriptions poétiques sur l'écorce des arbres. Il y meurt en 1691.

*Eau forte aquarellée éditée  
chez N. Langlois à Paris - AAD94*

L'entrée des vins à Paris est très réglementée et un droit d'entrée est perçu dès la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, mais un autre droit seigneurial pèse sur les vigneron. Chaque vigneron peut conserver 3 muids (274 litres) par an pour sa consommation personnelle. Au-delà, toute sa production est soumise à l'impôt. Il ne peut vendre, donner ou échanger une partie de la ration qui lui est personnelle sous peine de payer un impôt supplémentaire. Cet impôt autorise les commis du roi à pénétrer de jour comme de nuit afin de perquisitionner pour vérifier l'état de la réserve. En cas de manque, le vigneron doit acquitter le droit de « gros manquant » dit aussi le « trop bu ». Cette pratique est ressentie comme très vexatoire par les vigneron qui, à Villejuif, en feront état dans le cahier de doléances.

Pour sa part, Fresnes cultive peu la vigne, à l'exception de sa partie moyenne dont l'inclinaison de la pente permet une meilleure exposition au soleil. En revanche, les arbres fruitiers, poiriers, pruniers, cerisiers, pommiers, y sont nombreux. On y cultive des fèves des marais, des pois et un peu de pommes de terre.



**Plan du fief de la Tournelle à L'Haj-les-Roses.**

Le village de L'Haj, offrant un large panorama sur la vallée de la Bièvre, est le premier village du Val de Bièvre à attirer, dès le XVII<sup>e</sup> siècle, des notables et des bourgeois parisiens. Ils y font construire leur maison des champs.

*Eau forte aquarellée de Martin Engelbrecht XVIII<sup>e</sup> siècle – Cliché centre de ressources de l'écomusée*

## L'évolution démographique des villages

À la veille de la Révolution, la propriété foncière est essentiellement ecclésiastique et nobiliaire. Le pourcentage de la propriété paysanne varie dans de grandes proportions selon les paroisses. Il peut parfois tomber en dessous de 5% ce qui n'est pas le cas dans les communes du futur Val de Bièvre. Par contre, ce pourcentage peut dépasser les 20% dans les paroisses proches de Paris, comme à Gentilly. Moins de la moitié des paysans sont propriétaires de la maison qu'ils habitent et, dans le Val de Bièvre, le pourcentage tourne autour du quart. Comment évolue la population des villages du Val de Bièvre dans le XVIII<sup>e</sup> siècle d'avant la Révolution ? En 1713, Villejuif est de loin le plus gros village avec 220 feux<sup>1</sup>, soit entre 1100 et 1300 personnes, Arcueil-Cachan arrive en deuxième position avec 157 feux ; Gentilly abrite 114 foyers, soit moins de 600 habitants, tandis que Fresnes avec ses 51 feux possède entre 250 et 300 habitants. Si L'Haÿ est le moins peuplé avec ses 47 feux, rappelons que ce n'est pas une paroisse mais un hameau de Chevilly.



**L'ancien château de Provigny à Cachan.**

Le château des Arcs, dit aussi château de Provigny, est situé au pied de l'aqueduc. Au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, il appartient à Claude d'Alligre, conseiller des Menus plaisirs du roi et anobli en 1548. Après plusieurs propriétaires, c'est Madame de Provigny qui hérite du domaine au XIX<sup>e</sup> siècle. Il abrite aujourd'hui le conservatoire municipal de Cachan.

*Eau forte aquarellée de Gaucherel – 1830-d'après une gravure de 1784-AD94*

À partir de 1775, la natalité et les nouvelles installations entraînent un bond démographique de ces villages qui connaissent tous une augmentation de leurs foyers : jusqu'à plus 47 pour Arcueil-Cachan et plus 31 pour Villejuif. Une explication peut être envisagée : le 27 février 1732, un édit interdit « à tous les blanchisseurs de lessive de continuer leur blanchissage dans le lit de la Bièvre au-dessus de la Manufacture royale (des Gobelins) et du Clos Payen ». Les blanchisseurs se transportent extra-muros et s'installent à Gentilly, Arcueil, Cachan, augmentant ainsi la population de ces villages. D'autre part, la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle connaît une certaine prospérité liée à une période de paix, à une mortalité infantile en baisse et aux progrès techniques de l'agriculture. Sur ce point, le nombre important de horsins<sup>2</sup> en 1784, constitués probablement de domestiques et de journaliers vigneron, mais aussi du personnel de Bicêtre, confirme cette prospérité toute nouvelle. En 1784, au moment où la Révolution est sur le point d'éclater

<sup>1</sup> Les « feux » des dénombrements des paroisses sont l'équivalent des « ménages » de nos recensements quinquennaux. On compte en moyenne 4 à 5 personnes par feu.

<sup>2</sup> Les horsins sont des personnes qui, bien qu'habitent la paroisse, sont considérées comme étrangères et, à ce titre, sont exemptées de la majorité des charges fiscales incombant aux habitants à part entière. Ils échappent, par exemple, à la taille. Ce sont, le plus souvent, des domestiques, des travailleurs plus ou moins itinérants, que l'on trouve en grand nombre, notamment dans les paroisses proches de la capitale.

à Paris, Gentilly possède 215 feux, soit près de 1000 personnes. Arcueil-Cachan abrite 243 feux, Fresnes 64, Villejuif 229, et Chevilly-Larue-L'Haÿ 120 feux<sup>3</sup>. La population a pratiquement doublé en quelques décennies pour les paroisses les plus proches de Paris et situées le long de la Bièvre, notamment Arcueil-Cachan et Gentilly. Les anciens villages se constituent en bourgs. Villejuif, déjà important, n'a pratiquement pas changé puisqu'il ne possède que 9 feux de plus qu'en 1713.

#### Les tanneries de la Bièvre.

Un édit de 1732 chasse de Paris les blanchisseries et les tanneries. Celles-ci remontent le cours de la Bièvre et s'installent à Arcueil et Gentilly, provoquant une grande pollution des eaux de la rivière et une forte dégradation des rives.

Extrait du Monde Illustré  
du 23 mars 1865-AD94



À la fin de l'Ancien régime, ce sont donc Arcueil-Cachan, Gentilly-Kremlin-Bicêtre qui se développent le plus, tandis que les autres communes restent en retrait. Le développement de la prison-hospice de Bicêtre et l'arrivée d'une nouvelle population d'employés affectés à cet établissement, n'est certainement pas étranger à cette évolution de Gentilly-Kremlin-Bicêtre. D'ailleurs, cette nouvelle population pose des problèmes aux Gentilliens, qui les mentionnent dans leur cahier de doléances, car ces horsins ne sont pas assujettis à la taille.

### Qui sont les habitants du futur Val de Bièvre ?

Composée de paysans, artisans, commerçants et ouvriers, la population gentillienne est pauvre à la fin de l'Ancien régime. Les rédacteurs du cahier de doléances de Gentilly stipulent que parmi les Gentilliens payant la taille, « *presque tous sont marchands de vin et blanchisseurs* », (...), et qu'il n'y a « *pas plus de six familles aisées* » soit moins de 3% de la population totale. Les intempéries de l'hiver 1788 ont détruit les récoltes, ruinant les paysans et réduisant les journaliers à la mendicité. Plus de 60 familles gentilliennes sont obligées de demander l'aumône à la duchesse de Villeroy, seigneur de Gentilly, afin de survivre durant ce cruel hiver.

Fresnes, probablement la plus pauvre, en tout cas, la moins peuplée, ne possède que 7 artisans et 2 commerçants. À Chevilly-Larue, où les terres sont de bonne qualité, on recense 24 laboureurs, donc des paysans aisés, 48 journaliers assujettis à la taille personnelle<sup>4</sup>, 10 artisans et 12 commerçants. Cette relative aisance de Chevilly-Larue ne nous révèle rien de L'Haÿ, attaché à Chevilly depuis 1787. En revanche, Villejuif, gros village comprenant au moment de la rédaction des cahiers de doléances plus de 1000 habitants,

<sup>3</sup> Le nombre de feux se confondent pour Chevilly et L'Haÿ en 1784.

<sup>4</sup> La taille personnelle était un impôt direct royal calculé (un peu comme on pouvait) sur le revenu et le patrimoine, payable au lieu du domicile. La taille réelle porte sur les terres roturières, contraignant les privilégiés à la payer, malgré leurs protestations.

possède une structure sociale nettement plus élevée que les précédents. On y trouve 70 journaliers, 10 laboureurs, 38 artisans et 90 commerçants et la taille personnelle est payée par 10 laboureurs, 90 commerçants, 38 journaliers et 70 journaliers. Même s'ils ne sont pas toujours dénombrés exactement, les journaliers du Val de Bièvre semblent majoritaires et le nombre de paysans plus important que celui des laboureurs. Les journaliers et les paysans sans terre « *constituent un prolétariat rural* », dit Albert Soboul. Mais, si le futur Val de Bièvre est massivement rural il n'est pas exclusivement paysan. L'agriculture demeure l'essentiel des activités des communes mais, l'artisanat, le commerce et l'industrie n'en sont pas absents. La meunerie, bien sûr, indispensable à un paysage agricole, mais aussi les activités extractives, les plus répandues et qui sont présentes partout sauf à L'Hay.



**Gentilly en 1830.**

La route de Fontainebleau, actuelle avenue de Fontainebleau, était jusqu'en 1896 sur le territoire de Gentilly. Les moulins à vents y étaient très nombreux au XVIII<sup>e</sup> siècle et certains fonctionneront jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle.

Lithographie – C. Laviron  
vers 1830 – MDDS

La France connaît à cette époque une crise profonde et le pays a besoin de réformes. Depuis la participation des armées françaises (avec Lafayette) à la guerre d'Amérique, la France est lourdement endettée. Les ministres des Finances se succèdent, mais tous échouent dans leurs projets. De son côté, Lamoignon, le garde des Sceaux, tente le 8 mai 1788 d'imposer une réforme judiciaire qui va être le détonateur des événements de 1789. Cette réforme s'attaque aux privilèges des Parlements des Provinces et renforce le pouvoir royal. La révolte qui éclate alors dans le Dauphiné constitue le début d'une véritable agitation révolutionnaire. Le roi annonce la convocation des États Généraux pour le 1<sup>er</sup> mai 1789. Ceux-ci, constitués de représentants élus de chacune des provinces, n'ont pas été réunis depuis 175 ans !

## Les « doléances » du Val de Bièvre

Dès le début de l'année 1789, les Français préparent l'événement. Bien peu de paroisses ne participent pas et plus de 60 000 cahiers de doléances sont rédigés. Ces cahiers jouent un rôle révolutionnaire formidable par le seul fait de leur rédaction. « *Tous les paysans de France, dira Tocqueville, se mirent donc en même temps à rechercher et à récapituler entre eux ce dont ils pouvaient avoir eu à souffrir jusque-là et dont ils avaient juste le droit de se plaindre.* » C'est dans l'église, lieu habituel de réunion de toutes les paroisses de France, à l'issue de la messe, que le curé donne lecture de l'ordonnance royale qui fixe la réunion des États Généraux au 1<sup>er</sup> mai 1789. Le dimanche suivant, les *citoyens actifs* devront se réunir, après la messe, pour préparer la réunion des États Généraux en rédigeant un cahier de doléances. Pour être un citoyen actif, c'est-à-dire avoir le droit de vote, il faut être un homme, être âgé d'au moins 25 ans et payer un minimum d'impôts. Les autres, les *citoyens passifs*, ne peuvent participer.

Les cahiers de 1789 sont à manier avec précaution car un bon nombre d'entre eux reproduisent en plusieurs dizaines d'exemplaires celui d'un bourg plus important qui sert de modèle. Derrière leur aspect libéral et revendicatif se cache la réalité des clivages sociaux que la Révolution ne supprimera pas. Les paysans les plus pauvres, les plus illettrés sont le plus souvent écartés de la rédaction. Si les cahiers de doléances nous imprègnent des aspirations des habitants du futur Val de Bièvre, il est permis de se demander de quels habitants sont ces aspirations ? Très probablement celles des notables ou des paysans les plus aisés. Les lettrés, ceux qui rédigent, sont pour la majorité d'entre eux des bourgeois qui privilégient leurs propres revendications. Il n'empêche que ces cahiers constituent un extraordinaire sondage d'opinion en témoignant d'une réelle volonté de participer. On donne la parole au peuple, il la prend.

Pour les cinq communes du Val de Bièvre (Arcueil-Cachan, Fresnes, Gentilly-Kremlin-Bicêtre, Villejuif, Chevilly-Larue-L'Haÿ), 161 habitants majeurs de plus de 25 ans et payant la taille, sur un total d'environ 4000 personnes, ont signé les cinq cahiers. C'est assez peu, même en tenant compte des participants ne sachant pas signer. Cette faible participation révèle, en fait, la réalité sociale de nos cinq communes, à savoir une relative pauvreté avec une majorité de citoyens passifs n'ayant pu s'exprimer, sans oublier les femmes et les moins de 25 ans.

Ces cinq cahiers de doléances s'accordent à réserver une place importante à la fiscalité, et notamment l'inégalité devant l'impôt, au droit de chasse et à l'iniquité des

### Le Tiers Etat écrasé.

Un paysan portant un prêtre et un noble : allusion aux impôts levés par les nobles et les ecclésiastiques et dont le poids retombe essentiellement sur le peuple.

Collection particulière - DR



revenus du clergé. De nombreux cahiers rendent le fisc responsable des maux des villageois. Plus que les impôts directs, ce sont les nombreuses taxes indirectes qui suscitent l'incompréhension (Arcueil). Parmi les articles concernant la fiscalité, les thèmes récurrents sont : trop d'impôts, voire « *surchargés d'impôts* » à Villejuif, mauvaise répartition avec une demande « *de l'égalité devant l'impôt des trois ordres* » à Chevilly et à Fresnes, suppression des exemptions, présente dans les cinq cahiers, rôle essentiel des États Généraux, responsabilisation de la commune et remise en cause des droits de féodalité « *destructeurs de toute exploitation libre* » (Gentilly). L'attitude du tiers-état à l'égard des ordres privilégiés (noblesse et clergé) varie suivant les régions. Elle est généralement hostile là où l'importance des privilèges fait retomber la masse d'impôts sur les plus pauvres (Gentilly), d'autant, dit-on à Villejuif, que parmi les privilégiés, au nombre de 150, « *aucun d'eux ne fait valeur dans leur paroisse.* »

Les droits seigneuriaux représentent une lourde charge pour le paysan. Certains de ces droits, sont connus dans la France entière comme le champart ou la corvée. Gentilly demande l'exemption de la corvée, de même que Villejuif, Arcueil et Chevilly.



**Les signatures du cahier de doléances de Gentilly.**

Les cahiers de doléances jouent un rôle révolutionnaire par le seul fait de leur rédaction.

Environ 161 habitants sur les 4 000 personnes habitant l'actuel Val de Bièvre ont signé un cahier de doléances. Pour pouvoir signer, il fallait être un homme, être majeur (plus de 25 ans) et payer des impôts.

Archives municipales de Gentilly



**Ancien château du comte de Roman à Villejuif et son pigeonnier.**

Au Moyen-Âge et jusqu'à la Révolution de 1789, la possession d'un pigeonnier ou d'un colombier à pied, construction séparée du corps de logis, était un privilège du seigneur haut justicier.

Photo Eugène Atget MDDS

*les revenus du haut clergé soient diminués et les surplus reversés sur les curés de campagne pour faire gratuitement toutes les fonctions curiales » pour Fresnes.*

Certains se démarquent par une revendication originale, comme à Fresnes où le premier vœu de la paroisse est de voir « *les droits de la nation fixés de manière irrévocable* ». À Chevilly où les articles 15 et 16 visent à assurer l'éducation des jeunes indigents grâce aux dons des seigneurs. Les problèmes liés à la justice ne sont évoqués que par Arcueil et Fresnes qui ne reculent pas devant les sanctions en demandant « *qu'on établisse des peines corporelles contre les banqueroutiers frauduleux ou dissipateurs, et que les lettres de surséance ne puissent s'obtenir sans jugement contradictoire* ».

Tous abordent plus ou moins la vie quotidienne avec, par exemple les nuisances liées aux colombiers, mais le cahier de Gentilly est, à cet égard, le plus intéressant du point de vue de l'histoire locale bien que, sans doute, l'un des moins significatif au plan de l'histoire générale. On n'y trouve, par exemple, aucune mention des problèmes de la justice, du commerce des grains, ni même de la milice. En revanche, il donne le chiffre des impositions des taillables et la superficie des terres, précise nombre de détails locaux comme les problèmes posés par la présence d'un établissement comme Bicêtre, l'état des routes, les questions de la construction de la maison curiale ou la nature des sols.

Les critiques à l'égard du clergé sont souvent motivées par la perception de la dîme. Les cahiers les plus modérés demandent sa diminution. Les plus radicaux en réclament l'abolition pure et simple. Les Gentilléens de 1789 réclament la suppression totale de cette redevance en nature, mais acceptent de payer au curé des revenus en argent. Les Arcueillais demandent à ce que « *les paroisses soient déchargées de la reconstruction, entretien et réparations des presbytères* » et à Chevilly « *qu'il soit fait dans chaque paroisse, par les seigneurs un don à MM. les curés, vicaires, chapelains, maîtres (d'école), etc., de chaque paroisse, pour ne plus payer les sacrements* ». « *Que*



# Une nouvelle gestion du territoire

Le monde rural qui s'édifie à partir du VI<sup>e</sup> siècle autour des paroisses perdure jusqu'aux grands bouleversements induits par la Révolution de 1789. La réorganisation du territoire avec la création des communes, puis des départements, simplifie le découpage administratif français. Avec la vente des biens nationaux, les grands domaines changent de mains. Les territoires s'en trouvent-ils modifiés pour autant sur le plan local ?

## **Grand clos à « Cachant ».**

Selon des documents anciens, il semble que le château de Cachan ait été si vaste qu'une centaine de seigneurs pouvaient s'y retrouver.

En 1694, le domaine compte, en plus du château, la ferme attenante, le pressoir, les bergeries et dix-huit maisons.

*Dessin – Antoine-Louis Goblain –  
1825 – MDDS*

## De la paroisse à la commune

À l'origine, le mot « paroisse » désigne n'importe quel territoire ecclésiastique. Les premières paroisses, au sens actuel du mot, sont fondées dans les quartiers des villes et dans les bourgs à partir du IV<sup>e</sup> siècle puis se propagent dans les domaines campagnards (*villae*) au siècle suivant. Pour être érigé en paroisse, un bourg doit avoir son église, son cimetière, ses revenus assurés et constituer un « bénéfice »<sup>1</sup>.

Avec l'extension territoriale, qui crée de nouveaux hameaux et éloigne de plus en plus les fidèles des lieux de culte, de nouvelles paroisses apparaissent et leur réseau se renforce. La plus ancienne de nos paroisses semble être Gentilly qui, dès le VIII<sup>e</sup> siècle, voire au VII<sup>e</sup>, est érigée en paroisse puisque Pépin le Bref y fait convoquer un concile en 766. Elle englobe alors Arcueil-Cachan, qui ne possède qu'un autel, et dépend de Gentilly jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle. C'est vraisemblablement au XII<sup>e</sup> siècle que Villejuif, qui possède déjà deux églises Saint-Cyr et Sainte-Julitte ainsi que l'église Saint-Pierre, dans laquelle aurait eu lieu des miracles au X<sup>e</sup> siècle, est érigé en paroisse. À Fresnes, la paroisse daterait du XIII<sup>e</sup> siècle, époque de construction de la première église dédiée à Saint Eloi, l'évêque de Noyon et ministre de Dagobert. De même pour « *Lay (qui) forme une paroisse distincte<sup>2</sup>, sous le vocable de Saint-Léonard* » au XIII<sup>e</sup> siècle.

Sous l'Ancien régime, la paroisse, avec ses coutumes, ses fêtes, ses assemblées des habitants dans l'église même pour débattre des intérêts temporels de la communauté, son syndic (administration), forme la cellule élémentaire de la vie sociale et la circonscription officielle et civile. Depuis l'ordonnance de Villers-Cotterêts, promulguée par François 1<sup>er</sup> en 1539 et qui crée l'état civil<sup>3</sup>, les prêtres ont la charge du registre des baptêmes, des mariages et des enterrements. Un édit de juin 1787 révolutionne l'organisation administrative de la France avec les assemblées municipales qui comprennent de droit le curé, le ou les seigneurs, auxquels s'ajoutent désormais, en fonction du nombre de feux, trois, six ou neuf membres élus. De plus, elles désignent un syndic chargé de l'exécution des délibérations. Une circulaire du 14 juillet 1788 stipule que « *toutes les assemblées municipales doivent être pourvues d'un registre des délibérations.* » Dans la signature des différents cahiers de doléances, nous retrouvons le nom de ces syndics : Romanet pour Arcueil-Cachan, Ménégaut à Gentilly, Effrotier à Chevilly-Larue, Housselin pour Fresnes. À Villejuif,



### Eglise Saint-Saturnin (Gentilly).

La paroisse Saint-Saturnin à Gentilly est vraisemblablement la plus ancienne du territoire. Érigée au VII<sup>e</sup> siècle, elle englobe Arcueil-Cachan qui deviendra une paroisse autonome au XIII<sup>e</sup> siècle.

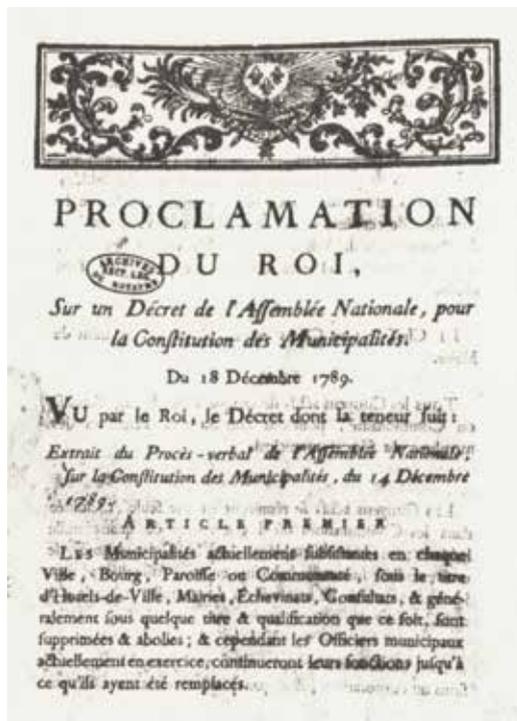
Dessin – 1834 – E. Moret – MDDS

<sup>1</sup> Dans le droit canon, les bénéfices proviennent de deux sources : soit, l'évêque, obligé de subvenir à l'entretien de ses prêtres, préfère leur assigner une dotation afférente à leur fonction sur les domaines ou les revenus de son église, plutôt que de leur verser des honoraires ; soit, les propriétaires de *villae*, désireux d'avoir chez eux le service religieux, font construire des églises qu'ils dotent en bien-fonds. Dans ce cas, ils demeurent propriétaires du fonds et de l'église, et ont le droit de choisir le prêtre chargé de la paroisse.

<sup>2</sup> Jusqu'au début du XIII<sup>e</sup> siècle, L'Hay était un « écart » (un hameau secondaire du village) de Chevilly.

<sup>3</sup> L'ordonnance de Villers-Cotterêts impose également l'usage du français dans les actes officiels et de justice.

aux côtés du syndic, Rodot, est inscrit un greffier du nom de Quicler. Le 14 décembre 1789, l'Assemblée nationale vote une loi créant les communes. Elles remplacent les paroisses et sont dirigées par un conseil municipal élu par les habitants et un maire. La commune est désignée comme la plus petite division administrative en France. Des membres de l'Assemblée nationale s'opposent à une telle fragmentation du pays mais, sur proposition de Mirabeau, chaque paroisse est érigée en commune.



#### Les paroisses deviennent des municipalités.

Comme suite au décret de l'Assemblée nationale du 14 décembre 1789 sur la constitution des municipalités, le roi publie une proclamation le 18 décembre suivant officialisant la création des municipalités.

Collection particulière - DR

En février et mars 1790, les communes organisent les cérémonies d'installation officielle des nouvelles municipalités. Le plus souvent, le nom du maire nouvellement élu se retrouve parmi les signataires des cahiers de doléances. À Arcueil, le nom du premier maire reste flou ; il s'agit très probablement de Jean-André Romanet, le syndic élu en 1787 mais, en 1791, c'est Blaise Condamina qui est le maire. Ils sont, l'un et l'autre, signataires du cahier de doléances. Pierre Dedouvre, à Gentilly, est également l'un des signataires comme Charles-Nicolas Radot, syndic de Villejuif et Guillaume Moulinot à Fresnes. L'Haÿ n'a pas de maire en propre puisque cette paroisse et celle de Chevilly sont regroupées depuis 1787. Claude Chevalier est le maire de Chevilly-Lay<sup>4</sup>.

Le 20 septembre 1792, les registres des naissances, des mariages et des décès tenus par le curé de la paroisse tombent sous la responsabilité d'un officier public élu. Un mariage civil est institué et célébré dans les mairies.

La cérémonie n'est pas très différente de celle qui était célébrée à l'église et la traditionnelle phrase du prêtre : « *Au nom de Dieu, je vous déclare unis par les liens du mariage* » est remplacée par « *Au nom de la Loi, je vous déclare unis par les liens du mariage* » du maire. Les prêtres doivent remettre à la mairie leurs registres des mariages, des enterrements et même des baptêmes. Après 1792, les paroisses continuent à tenir des registres paroissiaux, celui des baptêmes devenant le registre de catholicité. Ce recul des prérogatives de l'Église n'est pas bien accepté partout.

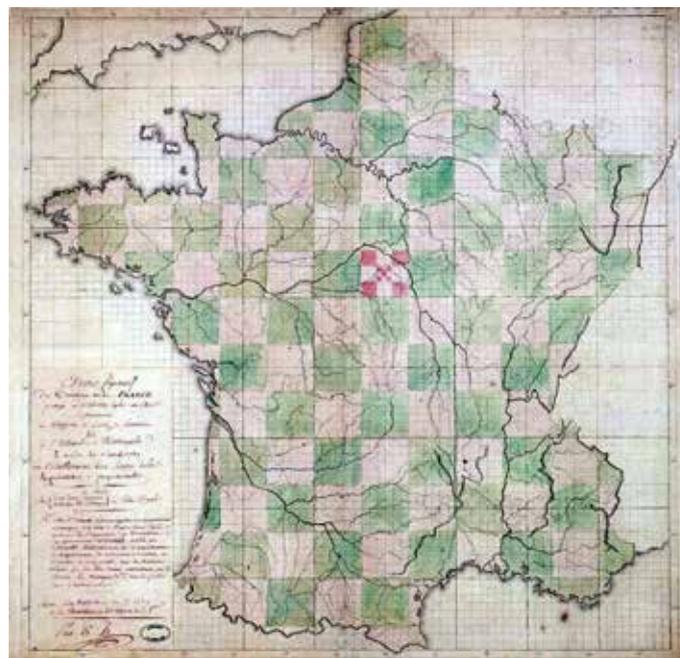
<sup>4</sup> Les mésententes et rivalités multiples entre les deux paroisses regroupées aboutiront rapidement, dès 1793, à la constitution de deux communes distinctes.

## Les communes du Val de Bièvre intégrées au département de Paris

Unification et décentralisation sont les principes qui guident l'Assemblée nationale constituante (qui siège de juillet 1789 à septembre 1791) lorsqu'elle réorganise la division territoriale du pays. Dans un premier temps, Jacques-Guillaume Thouret<sup>5</sup> propose, le 3 novembre 1789, de créer des circonscriptions géométriques. C'est en effet plus simple et cela correspond à l'image des nouveaux États-Unis d'Amérique. Ainsi, la France serait divisée en départements de 320 lieues<sup>6</sup> carrées chacun, chaque département en neuf communes de 36 lieues carrées. Mirabeau s'oppose avec véhémence à ce découpage complètement arbitraire. Il déclare préférer un découpage qui tienne compte des traditions et de l'histoire. Pour lui, il serait complètement incongru de diviser la France dans des carrés géométriques, sans âme et sans histoire. La Constituante adopte le point de vue de Mirabeau. Les nouvelles divisions sont nommées « départements », d'après un vieux mot français datant de François 1<sup>er</sup>.

C'est ainsi que, le 15 janvier 1790, la France est divisée en 83 départements, eux-mêmes subdivisés en districts, les districts en cantons et les cantons en communes, ces dernières reprenant pratiquement, comme nous l'avons déjà évoqué, le territoire des anciennes paroisses. Quant aux limites des départements, selon le souhait de Mirabeau, elles respectent approximativement les anciennes provinces afin de ne pas heurter les habitants. La surface d'un département est calculée d'après un trajet effectué à cheval : le chef-lieu de département doit être atteint en une journée de cheval au maximum. Les 47 communes de l'actuel territoire du Val-de-Marne (créé en 1964) correspondent alors à 42 communes. 17 d'entre elles appartiennent au département de Seine-et-Oise, district de Corbeil, et 25 au département de Paris, district de Bourg-la-Reine.

Le débat concernant le département de Paris oscille entre trois options pour organiser Paris et ses communes limitrophes. Certains préfèrent une seule municipalité, une sorte de « Grand Paris ». D'autres sont partisans de deux municipalités concentriques : Paris et une confédération des communes de



### Proposition pour une division administrative de la France.

Lors de l'élaboration du plan de réorganisation administrative du royaume, en 1789, le comité Sieyès-Thouret propose une division géométrique dans laquelle la France aurait été divisée en 320 départements carrés. Mirabeau s'y oppose et c'est sa proposition de 83 départements qui est retenue.

*Collection particulière - DR*

<sup>5</sup> J-G Thouret (1746-1794) a été président de l'Assemblée à trois reprises. Il est surtout connu pour sa participation active aux débats concernant la division de la France en départements. Devenu suspect sous la Terreur pour ses amitiés avec les Girondins, il est arrêté et guillotiné en l'An II (1794).

<sup>6</sup> La longueur de la lieue variait d'une région à l'autre. Au moment de la Révolution, la lieue de Paris équivalait à 3,898 km et la lieue métrique 4 km.

banlieue. Enfin, une troisième voix prône la défense de l'autonomie communale. À ce problème s'ajoute celui de la délimitation du département de Paris avec son voisin, le département de Seine-et-Oise.

Dans sa séance du 19 janvier 1790, l'Assemblée nationale tranche pour un « petit Paris » : le département de Paris aura environ trois lieues de rayon, ce rayon étant calculé à partir du parvis de Notre-Dame. Ainsi délimité, il est divisé en trois districts : Paris, Saint-Denis et Bourg-la-Reine qui deviendra en 1800, l'arrondissement de Sceaux. Arcueil (et Cachan), Gentilly (et le Kremlin-Bicêtre), l'Haÿ, Fresnes et Villejuif appartiennent au département de Paris, district de Bourg-la-Reine. Ceci permet de constater que, contrairement à l'actuel département du Val-de-Marne, le terroir du Val de Bièvre appartient à une entité administrative (le district de Bourg-la-Reine) depuis la Révolution française.

En 1795, le département de Paris devient le département de la « Seine » et ses districts sont supprimés. Ils sont réorganisés en 1799 sous le nom d'arrondissements. Les communes du futur Val-de-Bièvre passent sous l'administration de l'arrondissement de Sceaux.

### **La vente des biens nationaux et la propriété foncière en Val de Bièvre**

À la fin de 1789, la révolution populaire s'achève et la révolution bourgeoise se met en place, notamment grâce à la vente des biens nationaux. Celle-ci se fait en deux temps : la mise en vente des biens du clergé, dits biens de première origine, le 2 novembre 1789 ; puis la mise en vente des biens des émigrés, dits biens de deuxième origine, le 27 juillet 1792. Pour remédier à la crise financière aiguë de la monarchie, l'Assemblée

constituante décide, le 2 novembre 1789, que tous les biens ecclésiastiques seront mis à la disposition de la Nation. Puis, les biens des émigrés, d'abord mis sous séquestre en avril 1792, sont déclarés biens de la République le 27 juillet suivant et mis en vente. Sous la Terreur, les biens des condamnés à mort subiront le même sort. La première vente aux enchères à Bourg-la-Reine commence par une adjudication le 7 juin 1791. Les ventes, qui se font aux enchères aux chandelles, attirent de nombreux amateurs. Les acheteurs éventuels surenchérisent tant que brûle la chandelle. Si personne ne se manifeste après l'extinction de la dernière chandelle, le dernier qui a parlé l'emporte. Les acheteurs sont parfois les héritiers de l'émigré dont les terres ont été confisquées (surtout pour les biens de deuxième origine), ce sont aussi de gros fermiers désireux d'arrondir leur parcelle, mais ce sont surtout des

#### **La maison du marquis de Sade à Arcueil.**

Dans les années 1760, Donatien Alphonse, dit le marquis de Sade, loue une maison à Arcueil nommée « l'Aumônerie ». Située sur le haut du coteau, ses jardins descendent jusqu'aux rives de la Bièvre. C'est dans cette maison qu'a lieu l'affaire Keller, le premier scandale de mœurs attaché au divin marquis. Au XIX<sup>e</sup> siècle, des petites maisons abritant des ouvrières blanchisseuses sont édifiées entre l'Aumônerie et la rivière.

AD94



bourgeois parisiens réalisant ainsi des placements d'argent importants. La loi stipule que les biens du clergé seront vendus en bloc, par exploitation, aux enchères et au chef-lieu du district, d'autre part les baux sont maintenus. Autant de conditions qui désavantagent les paysans. La vente par lots importants et le mode de règlement des crédits favorisent les grosses fortunes. Dans certaines régions, des paysans se regroupent pour acheter les terres mises en vente dans les villages, comme Moinery, cultivateur à Chevilly, et Darblay père, ancien maître de Poste à Villejuif qui, à eux deux, achètent à L'Haÿ un lot de 106 arpents 9 perches<sup>7</sup> provenant de l'abbaye Saint-Victor de Paris. Ailleurs, ce sont les municipalités qui demandent à un bourgeois, officier municipal, d'acheter au nom de la commune. Le 10 mai 1790, les officiers d'Arcueil-Cachan, où les propriétés ecclésiastiques sont nombreuses, dressent l'inventaire des meubles se trouvant au château de Cachan et appartenant aux religieux de Saint-Germain-des-Prés. Le 31 mai suivant, une soumission est faite et des ventes ont lieu le 30 novembre et le 25 décembre 1790. Parmi les acquéreurs se trouve la municipalité elle-même. Le même phénomène se produit à Gentilly. Le 19 juillet 1790, l'assemblée municipale autorise Pierre Dedouvre, maire, à faire l'acquisition pour et au nom de la municipalité de biens ecclésiastiques.

Les bénéficiaires de ces ventes sont parfois des laboureurs déjà propriétaires, mais plus encore de gros fermiers et majoritairement des bourgeois. Les journaliers et les petits paysans sont désireux d'en profiter pour acquérir un lopin de terre, mais s'ils sont nombreux à solliciter un achat, ils sont les plus mal servis. Ils ne peuvent acheter que de petites parcelles, souvent celles qu'ils ont déjà en location. Chacun acquiert en moyenne un hectare et demi, voire une minuscule surface pour les plus pauvres d'entre eux. La seule vente importante attribuée à un laboureur dans le district de Bourg-la-Reine va à Jean-François Godefroy, demeurant à Villejuif. Il devient le propriétaire d'un corps de ferme et de 76 arpents dépendant du chapitre de Saint-Marcel.

En contrepartie de cette saisie des biens ecclésiastiques, l'État s'engage à prendre à sa charge les frais du culte, l'entretien de ses ministres et les divers services assurés par le clergé. La vente des biens nationaux de l'Église sert de garantie à l'émission des « assignats », sorte de bons du Trésor qui, très vite, se transforment en papier-monnaie. Ces billets portent la mention : « *La loi punit de mort le contrefacteur* » et « *La Nation récompense le dénonciateur* ». Cette menace n'empêche en rien les contrefaçons et une affaire de faux assignats éclate à Cachan au printemps 1792.



**Assignat de quinze sols.**  
Lors de la saisie et de la vente des biens du clergé comme biens nationaux, l'État émet des « assignats » garantis par ces ventes. Sorte de bons du Trésor, les assignats se transforment, en fait, en papier-monnaie.

Collection particulière - DR

<sup>7</sup> Un arpent, quand il s'agit de la surface d'une terre, vaut 100 perches carrées, soit environ 4200 mètres carrés.



#### **Ancienne et seconde vue d'Arcueil.**

En 1710, Anne-Marie Joseph de Lorraine, prince de Guise, acquiert à Arcueil une maison de plaisance aux somptueux jardins. Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, le jardin laissé à l'abandon devient l'un des lieux de prédilection du peintre dessinateur Jean-Baptiste Oudry (1686-1755) qui lui a consacré près d'une quarantaine de tableaux et dessins.

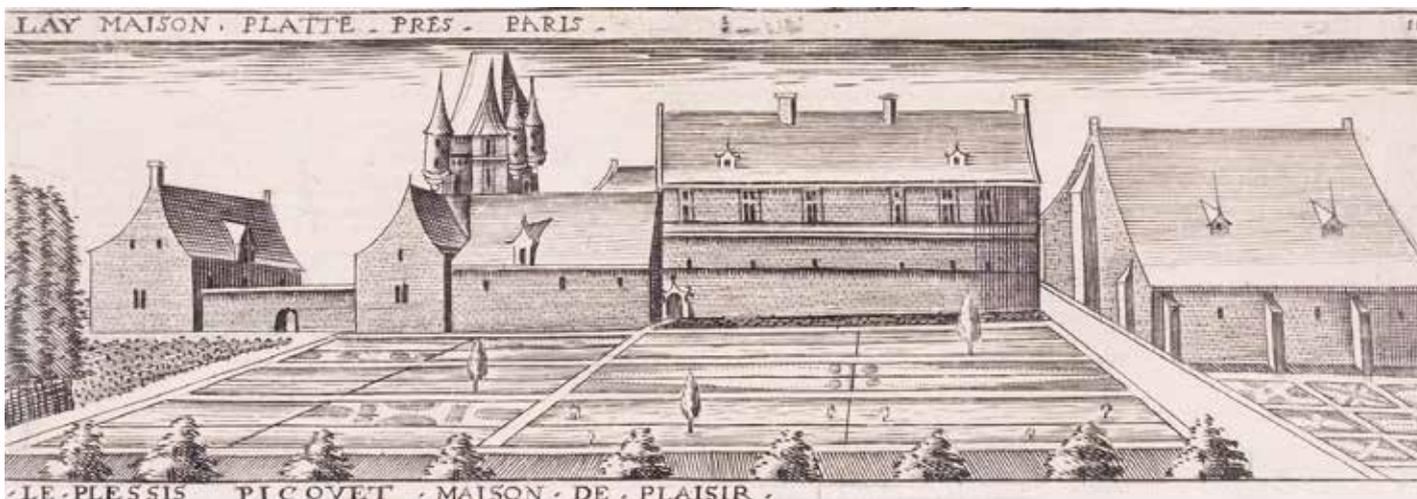
*Eau forte sur papier –  
Jean-Baptiste Oudry (d'après) –  
XVIII<sup>e</sup> siècle - MDDS*

La loi du 10 prairial An III (30 mai 1795) change la donne en permettant d'acheter de petits lots voire, pour les cultivateurs, les terres auxquelles ils sont affermés comme à Gentilly où la veuve Joly acquiert des terres situées au Grand-Gentilly et qui lui étaient déjà affermées. En raison de l'inflation galopante et de la dépréciation du papier-monnaie, l'État perd sur les prix de vente des biens nationaux mais les gros acquéreurs y gagnent beaucoup. D'autant qu'ils paient rarement comptant et profitent des facilités accordées par la loi en s'acquittant de leurs dettes au moyen de versements en assignats échelonnés sur plusieurs années. Au fur et à mesure que

l'assignat s'effondre, le total des remboursements, y compris des intérêts, ne représente plus finalement que 30, 20, voire 15% de la somme initiale. La vente des biens de deuxième origine profite aux marchands, notaires et autres bourgeois parisiens. Ils entrent en possession des plus grandes superficies et d'un grand nombre de bâtiments. Parfois, les mêmes noms reviennent inlassablement dans les procès-verbaux de vente : les parcelles étant réduites, un même acheteur doit s'y reprendre à plusieurs fois pour obtenir une superficie importante.

La vente des biens des émigrés, châteaux et domaines, ne va pas sans quelques épisodes pittoresques comme l'affaire du château de la duchesse de Villeroy, à Gentilly. Après l'avoir acheté, le nouveau propriétaire, un négociant parisien, met le château en location. Au bout de quelques semaines, le locataire voit surgir des ouvriers qui déménagent ses meubles : son propriétaire lui louait les murs mais pas ce qu'ils contenaient. Aussi, les fait-il chercher pour les vendre ailleurs ! Le locataire dénonce son bail. Le propriétaire remet le château en location et le nouveau locataire se voit, à son tour, dépouillé des glaces, tapisseries et divers objets restant encore dans le château. L'affaire est portée devant la justice. Le bail est révisé, mais la justice estime que le concessionnaire précédent ayant essuyé les mêmes ennuis, le nouveau aurait dû se renseigner. L'indemnité qu'il avait demandée lui est refusée.

La structure de la propriété n'est pas vraiment modifiée. Les grands domaines n'ont fait, pour la plupart, que changer de propriétaire. Des bourgeois parisiens, vont devenir les nouveaux notables des communes. La petite propriété paysanne, quant à elle, n'augmente que très peu sa superficie puis, par suite de l'accroissement de la population, la tendance sera au morcellement du fait des héritages.



#### Lay maison platte près Paris.

Ce manoir seigneurial, dit la « Maison platte », était situé sur le haut du village de L'Haÿ, dans le fief de la Tournelle. Jean Dunois, compagnon d'armes de Jeanne d'Arc, y serait mort en 1468.

Estampe - 1648 -  
Claude Chastillon - MDDS

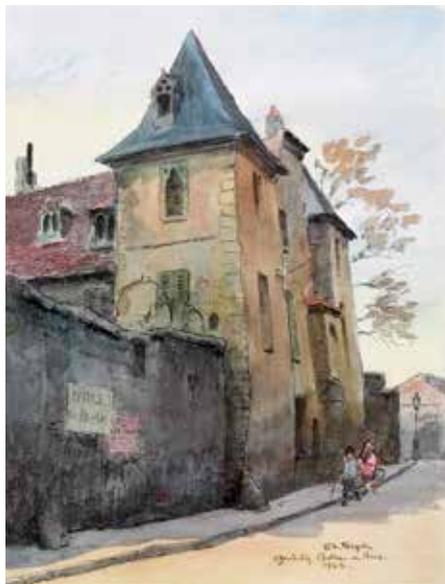
### La campagne de Paris préserve les anciens fiefs dans son paysage

Les bourgeois parisiens achètent les biens nationaux afin de placer leur argent mais aussi pour sacrifier à l'autel d'une tendance fort prisée au XVIII<sup>e</sup> siècle, celle de la résidence secondaire. La mode de la « maison de campagne » apparaît dès le XVII<sup>e</sup> siècle, mais c'est au siècle suivant qu'elle atteint son apogée. Si nos villageois ne se rendent que très rarement à Paris, en revanche les Parisiens viennent à eux et la région sud de Paris se distingue particulièrement par le grand nombre de propriétés de plaisance qui s'y installent. Ces « folies » comme on les nomme alors<sup>8</sup>, soignent particulièrement leurs parcs. Statues, rocailles, bassins et jets d'eau ornent les jardins, utilisant les voies d'eau naturelles. On y reçoit et l'on y donne des fêtes. La présence de la Bièvre est un atout certain et contribue au succès des folies. La vallée de la Bièvre devient la campagne de Paris.

Le village de L'Haÿ, construit à la jonction de la vallée et du plateau, offre un large panorama sur la vallée de la Bièvre et devient, dès le XVII<sup>e</sup> siècle, un lieu de villégiature pour les riches Parisiens qui y font édifier des maisons de plaisance. La tendance se confirme au siècle suivant. L'orfèvre Henry Auguste<sup>9</sup> acquiert, en 1793, au titre de bien national, la propriété du chapitre de Notre Dame. Deux ans plus tard, il achète le fief de la Tournelle. Georges Poisson situe l'emplacement du château de la Tournelle au n°34 de la rue éponyme. Les deux propriétés réunies constituent un domaine de 32 hectares. Revendu en deux lots, en 1810, l'un d'eux finira, en 1892, entre les mains de Jules Gravereaux qui y créera sa fameuse roseraie.

<sup>8</sup> Il semblerait que l'origine de ce mot provienne de leur utilisation première. Elles auraient été destinées à abriter des amours secrètes, voire des débauches pas toujours discrètes. Mais les avis divergent.  
<sup>9</sup> Cet orfèvre (1759-1816) sera chargé par la Convention, en 1793, de la fonte des reliquaires d'or et d'argent de la Sainte-Chapelle.

À Gentilly, où pas moins d'une dizaine de maisons de plaisance s'installent, les plus grands de ces domaines sont encore aisément lisibles dans la trame urbaine. Des lotissements, parfois d'un seul tenant, bien tracés, délimités par les voies qui les bordaient devenues des rues, sont restés intacts comme l'ancien domaine du poète Isaac Benserade (1612-1691) ou encore celui de Louis René Sinson de Méneville où s'élevait le manoir dont on attribue la construction à Louvois et qui fut, plus tard, appelé le « château de la Reine Blanche ».



**Gentilly : Château du Paroy.**

Situé à l'angle de l'ancienne rue du Paroy, ce manoir dit aussi « château de la Reine Blanche », apparaît comme « la maison dite des quatre pavillons » sur les différents cadastres. Au moment de la Révolution, il appartient à la famille de Méneville à qui il est confisqué comme bien d'émigré.

*Dessin – Jean-Charles Forget - 1943 - MDDS*

Les contours des deux principaux fiefs gentilléens demeurent encore pratiquement inchangés. Le premier, dit domaine des Jésuites, a été acheté en plusieurs fois, au XVII<sup>e</sup> siècle, par la Compagnie de Jésus. Un texte de 1639, cité par l'abbé Lebeuf, décrit ainsi la maison seigneuriale : « Elle est le séjour le plus agréable qui soit dans les environs de Paris et qui contient en son pourpris les deux tiers du village, enfermée dans un long tour de murailles garnies de plusieurs pavillons. Le jardin a de grandes allées couvertes, d'autres nues ; quantité de cabinets, fontaines, statues, carreaux, bordures, arbres fruitiers, glacières, canaux, couches de fleurs et un agréable bocage de hautes futaies. Ce beau lieu est à présent aux pères Jésuites du Collège (de Clermont) qui l'ont acheté pour envoyer leurs écoliers se divertir en temps d'été. » Situé au Grand-Gentilly, dit aussi le Village, le domaine est circonscrit entre le chemin de Bicêtre (actuelle rue Gabriel Péri), le chemin d'Arcueil (rue Charles Frérot) et les actuelles rues de Verdun et de la Division du Général Leclerc, soit un tracé très facilement repérable aujourd'hui. L'actuelle Maison de la Photographie Robert Doisneau est le dernier vestige des diverses constructions sises sur le domaine des Jésuites.

Face au domaine des Jésuites, de l'autre côté de la rue Frileuse (Charles Frérot), la seigneurie et baronnie de la Tour Quarrée est le domaine de la famille de Beauvais, seigneur principal de Gentilly qui détenait le droit de haute justice. En 1634, Pierre de Beauvais avait épousé Catherine-Henriette Bellier, femme de chambre d'Anne d'Autriche. La petite histoire a rendu cette femme célèbre en raison du rôle intime qu'elle aurait joué auprès de Louis XIV. Catherine-Henriette Bellier se glorifiait d'avoir tenu auprès du futur roi le rôle d'éducatrice et d'initiatrice. À la mort de son époux, Pierre de Beauvais, elle dilapide sa fortune et le château de Gentilly est saisi. Elle fait appel à Louis XIV qui rachète le domaine gentilléen en 1684 et, en souvenir des « services rendus » par la Dame, lui restitue son domaine en 1687. C'est à l'emplacement des ruines du château de la Tour Quarrée qu'est construite la mairie de Gentilly. Le domaine, inscrit dans le rectangle formé par les actuelles rues Charles-Frérot, du docteur Ténine, Victor Marquigny et Albert-Guilpin, est toujours clairement identifiable.

Arcueil-Cachan possédait de nombreux petits fiefs, laïcs pour la plupart d'entre eux. C'est le cas pour la seigneurie du domaine des Guise. Le domaine primitif, autour de la maison des Gardes appartenait à l'abbaye de Saint-Denis. Peu rentable, la maison et les terrains sont cédés à des seigneurs laïcs au début du XVII<sup>e</sup> siècle. En 1710, le domaine devient la résidence secondaire des Guise et le parc somptueux se pare de terrasses, parterres, treillages et bassins jusqu'à la Bièvre. De la maison seigneuriale abandonnée par les Guise au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle et qui comprenait « *trois grands corps de château entourés de jardins, bois et prés, le tout enfermé de murs* », il ne subsiste aujourd'hui que la *maison des Gardes*, 24 rue Emile-Raspail, et la *maison des Pages*, au n°8 de la même rue. Quant au parc, ses contours ont été conservés et c'est sur ses terrains que la cité-jardin a été construite en 1923. Le fief de Lardenay, mentionné dès 1318, est acheté au XVIII<sup>e</sup> siècle par le collège Lombard qui devient, sous l'Empire, le collège des Irlandais. La possession arcueillaise des Irlandais reste dans les mains de ces religieux jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle. Dans les années 1920, le pharmacien Chantereau acquiert le domaine pour y bâtir ses laboratoires. Au début des années 1960, il cède une partie de l'ancien domaine à la Ville qui fait construire, sur le site, la cité dite des Irlandais. Certains arbres implantés entre les bâtiments datent du collège des Irlandais.



#### **La maison des Guise à Arcueil.**

De la « Maison » des Guise qui, selon l'abbé Lebeuf, comprenait « *trois grands corps de château entourés de jardins, bois et prés, le tout enfermé de murs* », il ne subsiste aujourd'hui que la maison des Gardes, 24 rue Emile-Raspail, et la maison des Pages, 8 rue Emile-Raspail.

AD94

À Villejuif, l'ancien domaine de Gournay se retrouve dans le quadrilatère formé par les rues Henri-Barbusse, Emile-Bastard, Emile-Zola et Séverine. Ce fief était constitué d'un gros corps de ferme, d'une maison de maître dite château de Gournay, d'une chapelle et d'un parc clos. La ferme de Gournay est restée la propriété des Célestins jusqu'à la Révolution. La seigneurie la plus vaste de Villejuif est le domaine de Villejuif-Monsivry. Le 10 février 1564, Jean de Bray, marchand bourgeois de Paris, achète la seigneurie de Monsivry au chapitre de Notre-Dame-de-Paris. Un texte de 1624 la décrit comme un domaine important.

En 1683, le seigneur de Villejuif, Jean Duret, rachète la seigneurie de Monsivry, fondant les deux domaines en un seul. Avec ses successeurs, il portera désormais le titre de seigneur de Villejuif-Monsivry. Grâce à la réunion des deux domaines, le seigneur de Villejuif-Monsivry possède l'une des seigneuries les plus puissantes de la région. On peut repérer ses limites par les rues Marcel Paul, Guy-Moquet, Paul-Vaillant-Couturier, Gustave-Flaubert, de la Chapelle, et Ambroise-Croizat, rectangle sur lequel se trouve actuellement l'hôpital Paul Brousse, INSERM, le CNRS, le Centre Hépatobiliaire, le Laboratoire départemental d'archéologie, le Centre Technique municipal et la zone d'activités Monsivry !

Ce schéma n'est pas aussi évident pour ce qui concerne Fresnes, même si l'ancien domaine de Tourvoie, où Louis de Bourbon-Condé, abbé de Berny, avait installé sa maîtresse mademoiselle Le Duc, est encore visible. En effet, la seigneurie de Fresnes et celle de Berny ayant été successivement séparées, accolées, puis à nouveau séparées pour, finalement aujourd'hui, appartenir à deux communes différentes, leurs anciennes limites ont été moins déterminantes pour la construction du paysage urbain. Le stade Gaston-Roussel et le parc des sports ont été aménagés sur l'emplacement de l'ancien château de Tourvoie, l'ancien parc étant sur Antony. Idem pour le château de Berny sur l'emplacement duquel a été élevée la résidence de la Peupleraie, l'essentiel de l'ancien parc se trouvant également sur Antony.

Ainsi, les grands domaines, laïcs ou ecclésiastiques, qui passeront aux mains de bourgeois lors de la vente des biens nationaux, puis seront lotis ou couverts de cités au XX<sup>e</sup> siècle, marquent encore, pour la plupart d'entre eux, profondément le paysage et structurent toujours l'organisation de nos villes.



**Vue du château de Berny du côté de l'entrée.** Depuis 1682 le château de Berny, racheté par l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, était devenu un lieu de villégiature pour les abbés. À la Révolution, il est vendu comme bien national et en partie démoli. Il ne reste aujourd'hui que le mur pignon de l'aile nord.

*Estampe - Nicolas de Perelle, éditée par Mariette – 2<sup>ème</sup> moitié XVII<sup>e</sup> siècle - MDDS*



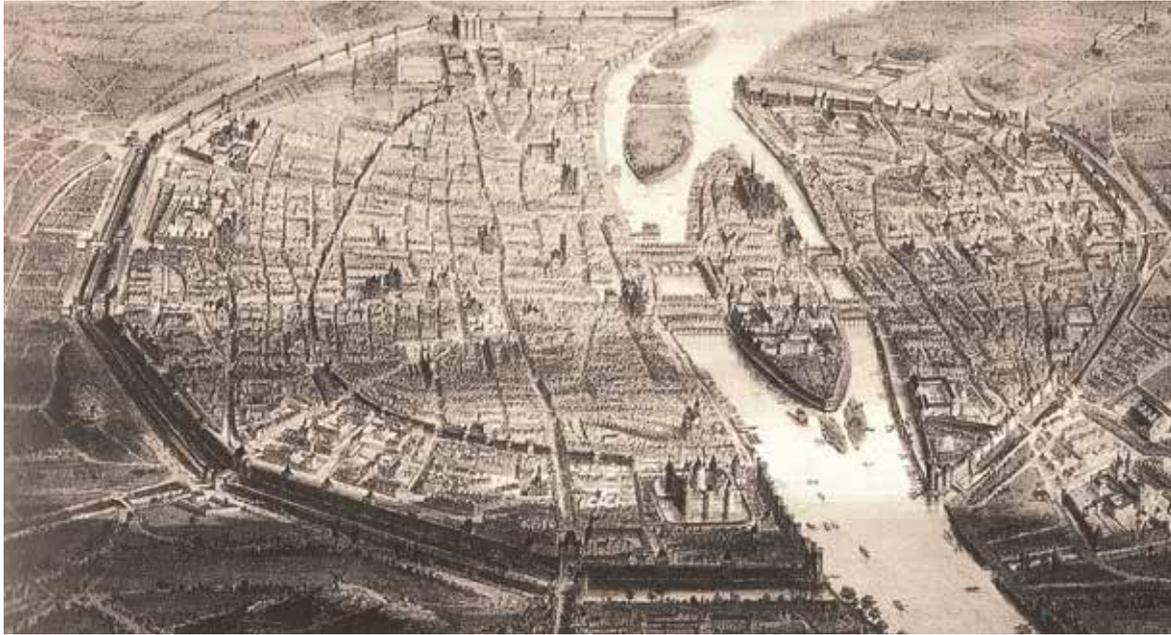
# L'émergence de la banlieue

Les différentes barrières, matérielles et administratives, dressées successivement entre Paris et sa (ou ses) banlieue(s) subsistent après la disparition des éléments matériels qui les ont fait naître. Elles peuvent se repérer aisément à l'aune de l'histoire administrative, financière et sociale de la capitale. La grande question de l'aménagement de la région parisienne apparaît.

## **Percement d'une nouvelle porte aux fortifications.**

Edifiées entre 1841 et 1845, sous l'autorité d'Adolphe Thiers, les dernières fortifications de Paris repoussent la banlieue au-delà de l'enceinte. L'ouvrage, d'une largeur d'environ 128 mètres, mesure 34 km percé de 65 passages de natures diverses. Malgré ce grand nombre d'ouvertures, les fortifications apparaissent comme une rupture entre la capitale et sa banlieue.

*Claverie - nd - BHVP*



**Reconstitution de Paris sous François 1<sup>er</sup>.**

Vue à vol d'oiseau montrant les cercles concentriques des différentes enceintes : rive droite, les enceintes de Philippe-Auguste et de Charles V et, rive gauche, celle de Philippe Auguste.

*Lithographie de F. Benoit, milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. DR*

## La banlieue : une naissance annoncée

Lorsque Lutèce n'était avant l'invasion romaine qu'un îlot, elle avait comme seule défense la Seine : « *La grève de cette île fut sa première enceinte et la Seine son premier fossé* » écrit Victor Hugo dans *Notre-Dame de Paris*. Depuis, chaque époque importante a laissé son empreinte défensive. L'enceinte gallo-romaine qui a été retrouvée en grande partie sous Napoléon III, celle que Philippe Auguste fait construire, de 1190 à 1213, afin de mettre Paris à l'abri des invasions pendant qu'il participait à la troisième croisade. Elle est remplacée par les travaux d'Etienne Marcel et de Charles V, travaux complétés par l'enceinte bastionnée, projetée sous la Renaissance mais réalisée sous la direction de Louis XIII. Avec le mur des Fermiers généraux, enceinte essentiellement fiscale, Paris reste, du point de vue militaire, une ville ouverte.

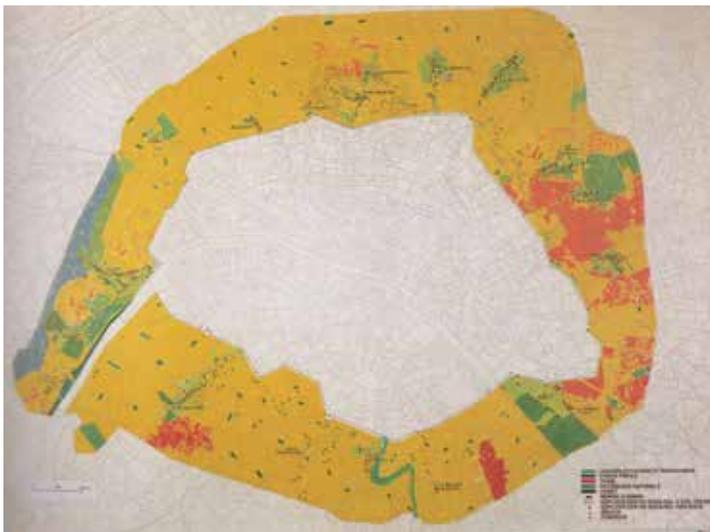
Le mur des Fermiers généraux n'est pas une muraille, comme le sera l'enceinte de Thiers, mais un mur d'à peine plus de trois mètres de haut, ponctué d'ouvertures approximativement tous les kilomètres. Pourtant, il est perçu comme une délimitation encerclant les Parisiens, réduisant les points de jonction avec la banlieue, et largement dénoncé tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Pour ce qui concerne la dernière enceinte construite par Thiers et Louis-Philippe, entre 1841 et 1845, il est mal aisé de comprendre cet enfermement tardif alors qu'à la même époque d'autres grandes villes envisagent leur ouverture, voire l'ont déjà réalisée. Lors des discussions concernant cette édification, les avis favorables invoquent la tension internationale afin de justifier une logique militaire qui n'a plus cours. Parallèlement, l'opposition républicaine et libérale dénonce « l'embastillement » de Paris qu'elle juge guidé par des préoccupations policières et invoque l'utilisation des forts de Lyon pour la répression des canuts, en 1834. Finalement, un mur d'enceinte est édifié entre 1841 et 1845, repoussant toujours plus loin la « banlieue ». La zone militaire qui jouxte ces fortifications va se couvrir de « baraques » malgré l'interdiction d'y construire et

créer un espace interlope entre Paris et sa banlieue, la zone et les fortifs. Ces dernières demeurent dans l'imaginaire parisien. La construction de ces ultimes fortifications autour de Paris crée à la périphérie de la capitale une configuration spatiale unique, « la petite banlieue », un entre-deux qui comprend les communes ou morceaux de communes (Gentilly) enserrés entre les deux murs. Cette configuration originale marque la banlieue de Paris pendant un demi-siècle. Se pose alors le problème de l'annexion de cette *petite banlieue* à Paris.

La loi d'annexion de la *petite banlieue* du 16 juin 1859, effective le 1<sup>er</sup> janvier 1860, étend le territoire de Paris et en bouleverse l'organisation avec, notamment, la création de huit nouveaux arrondissements. Simultanément, elle porte un coup aux villages environnants qu'elle englobe totalement ou ampute d'une partie de leur territoire. C'est le cas à Gentilly où

l'annexion à Paris des quartiers de la Glacière et de Maison-Blanche fait chuter sa population qui passe de 18 049 à 14 601 en 1860. De nombreuses protestations se font entendre, notamment des industriels de la glace à qui la Glacière doit son nom. En effet, leur situation extra-muros leur permet d'éviter les taxes d'octroi. Avec l'annexion, ils se trouvent propulsés intra-muros et doivent payer pour faire entrer ou sortir leurs marchandises. Un marchand de vin traiteur, établi à la barrière de la Glacière, explique que l'importance de ses affaires est due à son emplacement extra-muros, il va subir un énorme préjudice et réclame une indemnité proportionnelle, le vin étant la marchandise la plus taxée par l'octroi.



#### La « petite banlieue ».

La construction de l'enceinte de Thiers crée à la périphérie de Paris une configuration spatiale unique dite la « petite banlieue ». Comprise entre les anciennes limites de Paris et la nouvelle enceinte, la petite banlieue est annexée à Paris en 1860.

DR

L'annexion n'en est pas moins consommée et, si les intérêts généraux de la commune ont été en partie ménagés, les demandes des particuliers demeurent lettre morte. Toutefois, si l'intégration des communes du premier cercle suburbain est ressentie comme une domination de la capitale sur sa banlieue, elle n'en demeure pas moins une chance pour les communes de la première couronne d'avoir accès aux commodités modernes comme l'arrivée du gaz, la distribution de l'eau ou l'extension de l'éclairage public.

Après l'annexion de la *petite banlieue*, une nouvelle coupure avec la capitale s'effectue près d'un siècle plus tard ; les terrains communaux sur lesquels se trouve la zone sont acquis par la ville de Paris en 1925. Les expropriations des zoniers sont toutes rendues en décembre 1945, même si ceux-ci sont autorisés à rester sur les lieux tant que les aménagements projetés n'ont pas atteint leur site. Pour ce qui concerne notre territoire, Gentilly et le Kremlin-Bicêtre voient leur surface mutilée d'autant.

Au-delà des considérations sociales et économiques, le problème de la banlieue pose la question du rapport entre le centre et sa périphérie et, notamment, celui ou non du rejet. Doit-on considérer la banlieue comme un lieu de rejet de la capitale ou une conquête de ses nouveaux habitants ? Les grands travaux du XIX<sup>e</sup> siècle engendrent un mouvement d'exode d'une frange de la population parisienne qui se manifeste dès la fin des années 1840. Au service de Napoléon III, le baron Haussmann attache son nom à la transformation de Paris. Afin de percer de larges avenues rectilignes bordées d'immeubles, il fait éventrer les quartiers populaires, abattre les taudis. Cette politique de destruction et reconstruction aggrave les conditions de logement des classes les plus pauvres qui doivent émigrer du centre vers la périphérie.

L'action d'intervention urbaine du XIX<sup>e</sup> siècle est fondée sur la destruction des logements insalubres. C'est au nom de l'hygiène que les taudis parisiens sont détruits. L'intention est fort louable, mais les conséquences sont parfois désastreuses. Les expulsés n'étant que très rarement relogés et certains étant trop indigents pour avoir accès aux garnis, ils s'installent dans d'autres taudis, un peu plus loin, ou viennent s'installer le long des fortifications, sur la zone, mais toujours extra-muros. Rejet également des entreprises dites polluantes. L'interdiction faite en 1810 aux entreprises polluantes de s'installer intra-muros pousse celles-ci à s'expatrier vers la banlieue. De façon paradoxale, ce rejet n'a-t-il pas été le moteur du développement de la banlieue ?



**Les baraques de la zone au Kremlin-Bicêtre.** Malgré l'interdiction de construire, la zone militaire qui longe les fortifications se couvre de baraques. La « zone et les fortifs » demeurent dans l'imaginaire parisien.

*Archives municipales du Kremlin-Bicêtre*

Ce nouvel espace suburbain va devenir une terre de conquête pour les nouveaux arrivants. Terre de conquête qui entraînera une urbanisation originale et atteindra un poids démographique et une importance économique indéniables, faisant naître en même temps une conscience collective de ses habitants.

## Un ballon d'expansion pour la capitale : prisons et hôpitaux hors les murs

Parmi les rejets engendrés par l'intervention urbaine, celui des établissements hospitaliers et pénitentiaires, que la société considère comme l'émanation de ses plaies sociales, n'est pas des moindres. La banlieue, pourvoyeuse de grands terrains libres et beaucoup moins onéreux qu'intra-muros, facilite l'expansion hors les murs de la capitale de ces grands établissements. Toutefois, le phénomène n'est pas nouveau et son processus remonte au XVII<sup>e</sup> siècle.

En 1600, Paris compte plus de 300 000 habitants et, sous Henri IV, les premières places royales sont dessinées. Elles s'accompagnent des prémices d'opérations urbaines comme de part et d'autre du pont Neuf et le réaménagement de la place Dauphine. Cette nouvelle organisation de l'urbanisme parisien

encourage au rejet des indésirables hors de la ville : les pauvres (création de l'Hôpital général, dont fait partie Bicêtre, afin de répondre à l'édit de 1656 concernant le « renfermement » des pauvres), les malades (hôpital Saint-Louis<sup>1</sup>) et même les protestants (temple de Charenton<sup>2</sup>). Le grand renfermement des pauvres<sup>3</sup> est le point d'orgue de cette stratégie qui perdurera tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle et même au XIX<sup>e</sup>. Déjà en 1611, Louis XIII se plaignait des désordres que causaient les mendiants. Le développement de la mendicité, sa persistance, les mœurs et coutumes qu'elle s'était données et jusqu'à son organisation avec le pittoresque des cours des miracles, maintes fois décrites, notamment par Victor Hugo dans *Les Misérables*, avait fini par faire des vagabonds un véritable peuple dans le peuple. Les raisons de ce développement de la mendicité sont diverses. Les causes qui apparaissent immédiatement sont, pour l'essentiel, liées aux disettes et aux différents conflits que nous avons déjà évoqués.

Afin de remédier à ce qui est devenu un véritable fléau, Louis XIV songe à fonder un immense « hôpital général » par la réunion en une seule administration des diverses maisons établies à Paris pour secourir les indigents. Ce qui au

**Le grand renfermement des pauvres.** En 1656, un édit décide du « renferment » des pauvres, créant l'Hôpital général où ils seront détenus. La politique d'exclusion de ces indésirables perdure jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle.

Bnf



1 Edifié au tout début du XVII<sup>e</sup> siècle sur décision de Henri IV. Il est alors construit hors les murs, au-delà de la porte du Temple afin d'y mettre en quarantaine les malades lors des grandes épidémies.

2 Edifié en 1607.

3 Le renfermement des pauvres dura de 1656 à 1790.



**Les établissements hospitaliers hors les murs.** Le bâtiment dit « le château ou les grandes divisions », à Bicêtre, a été construit en 1643-1644 par l'architecte Le Mercier. Deux longues ailes prolongent le bâtiment central. Bien que remanié au XIX<sup>e</sup> siècle et réaménagé plus récemment, notamment la galerie à arcades, il est toujours visible aujourd'hui.

*Photo Madeleine Leveau-Fernandez*

départ devait être un secours devient en fait une répression sévère. En 1656, un édit ordonne l'arrestation de tous les mendiants et vagabonds, hommes, femmes, enfants, et leur « renfermement » à l'Hôpital général. Jamais ordre ne fut si bien exécuté. L'Hôpital général peut être considéré administrativement comme l'ancêtre de l'actuelle Assistance publique puisqu'il réunit sous cette appellation huit hôpitaux parisiens : la Grande et la Petite-Pitié, le Refuge (Sainte-Pélagie), l'hôpital du Saint-Esprit<sup>4</sup>, la maison de Scipion<sup>5</sup>, la Salpêtrière<sup>6</sup>, la Savonnerie (à Chaillot) et Bicêtre. Des instruments de torture y sont installés pour les indisciplinés. Quant aux mendiants qui sont encore trouvés errants dans les rues de Paris, ils sont poursuivis, traqués par les archers et les sergents, menés, plus de force que de gré, à l'Hôpital général. Enfin, défense formelle est faite aux Parisiens de recueillir des mendiants ou vagabonds professionnels, voire de leur faire l'aumône. Après avoir été un château, des ruines mal famées, une maison devant accueillir les vétérans invalides, un abri pour les enfants abandonnés, une nouvelle « carrière » commence pour Bicêtre !

<sup>4</sup> Maison consacrée à l'éducation des enfants trouvés, orphelins ou nécessiteux.

<sup>5</sup> L'hôtel Scipion doit son nom au riche financier italien Scipion Sardini qui l'acheta vers 1580. Transformé en Hôpital, il est réuni à l'Hôpital général en 1656 et, en 1670, on y installe la boulangerie, la chandellerie et la boucherie de l'Hôpital général. Devenu boulangerie des établissements hospitaliers parisiens en l'an V (1796), il a gardé cette destination jusqu'en 1974. Depuis 1983, c'est un bâtiment de l'administration de l'AP-HP.

<sup>6</sup> Les anciens bâtiments de l'arsenal (où l'on faisait le salpêtre d'où le nom de Salpêtrière) ont été affectés à l'hôpital général en 1656. À l'époque, cet établissement était également hors les murs, au-delà de la porte Saint-Bernard. La Salpêtrière et Bicêtre étaient les deux plus grands établissements de l'hôpital général. Convertis en hospices, le premier sera affecté aux femmes, le second, aux hommes.

En fait, l'Hôpital général n'est nullement destiné aux soins des malades ou à l'accueil des plus défavorisés. C'est une structure administrative, un pouvoir que le roi a établi entre la justice et la police, une espèce de tiers ordre de la répression. Cette initiative n'est pas exclusivement française et, à cette époque, on la retrouve dans toute l'Europe. L'internement est l'une des solutions trouvées au XVII<sup>e</sup> siècle face à une crise économique qui affecte le monde occidental : salaires bas, monnaie rare, chômage. Les maisons de correction servent à parquer les chômeurs et les vagabonds. Les internés doivent tous travailler. Pourtant, insensiblement, l'Hôpital général que Colbert destinait au travail, devient une maison d'oisiveté. « *Quelle est la source des désordres de Bicêtre ?* » se demanderont plus tard les hommes de la Révolution. Ils formuleront une réponse semblable à celle des hommes du XVII<sup>e</sup> siècle : « *C'est l'oisiveté ! Le moyen d'y remédier ? Le travail* ».

A Bicêtre, la vie commence à s'organiser aux abords du bâtiment, dans les campagnes environnantes. Les *Bons pauvres*, ceux qui ne sont pas des mendiants récidivistes, peuvent sortir de Bicêtre quand ils



**La cour des aliénés de Bicêtre.**

Les mendiants ne sont pas les seuls à être « enfermés » à l'Hôpital général. Aliénés, vénériens, prisonniers et vieillards les y rejoignent (respectivement en 1660, 1679, 1729 et 1881).

*Photo Madeleine Leveau-Fernandez*

le veulent. Aucun règlement, aucun engagement, ne les contraint à y rester contre leur gré. S'ils désirent passer la journée dehors, il leur suffit d'en demander l'autorisation à l'économe. Ces sorties provoquent l'ouverture de commerces, notamment d'auberges et de marchands de vin, et certains des pensionnaires utilisent leur sortie pour s'embaucher comme journaliers chez les paysans de Gentilly afin de se constituer un petit pécule permettant d'améliorer leur ordinaire. Lorsque, le 6 avril 1884, les premiers bâtiments de l'asile d'aliénés de Villejuif<sup>7</sup> sont ouverts, l'asile fonctionne comme une annexe de l'hôpital Sainte-Anne, ne devant accueillir que des aliénés chroniques et peu agités. Mais l'asile-hospice se transforme rapidement en un asile de traitement. Le 1er janvier 1885, l'asile de Villejuif est détaché de Sainte-Anne. Il compte alors quatre

quartiers de soins et 300 malades. Quatre ans plus tard, en 1889, il occupe 23 hectares conçus pour 1400 pensionnaires. Pauvres, malades, vieillards, fous et prisonniers sont donc progressivement exclus de la capitale et, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, un nombre important de structures hospitalières et d'hospices s'installent dans le Val de Bièvre : Bicêtre bien sûr, avec une fonction hospitalière qui apparaît en 1880, à Villejuif l'asile d'aliénés construit de 1882 à 1889, Paul-Brousse et Gustave Roussy, en 1919, sans oublier évidemment le centre pénitentiaire de Fresnes, ouvert en 1898.

<sup>7</sup> devenu le centre hospitalier spécialisé Paul Guiraud en 1992 et couramment appelé « PCV ».

Si les intentions peuvent sembler parfois contestables, il n'en demeure pas moins que ces établissements hospitaliers sont le plus souvent à la pointe de la recherche. À Villejuif, l'hospice départemental de vieillards, d'infirmités et incurables Paul-Brousse, programmé en 1901 et occupant 12 hectares, est un modèle pour l'époque. C'est l'établissement de ce type le plus important en France ; il est remarquable par la disposition des bâtiments, les agencements intérieurs, le souci d'hygiène et les aménagements paysagers. À l'hôpital Paul Brousse, Gustave Roussy crée, en 1919, la première consultation pour cancéreux, puis devenu l'Institut du cancer, l'institution associe recherche et accueil des malades. Les locaux devenant trop exigus, un nouveau bâtiment est construit en 1976 à proximité. De plus, ces établissements fournissent de gros contingents d'emplois pour les villes dans lesquels ils sont édifiés. C'est aussi le cas pour la maison d'arrêt de Fresnes. Dès les années 1830, un mouvement de réflexion mené par Alexis de Tocqueville, avait poussé les législateurs pénaux à s'orienter vers l'isolement cellulaire et le renforcement disciplinaire des maisons centrales. La Force<sup>8</sup> de Bicêtre est fermée en 1836 après les émeutes provoquées par le passage de la dernière « chaîne »<sup>9</sup>.



**Hôpital Paul Brousse  
à Villejuif.**

Programmé en 1901, l'hôpital Paul Brousse est inauguré le 12 décembre 1913. Il est alors destiné à l'accueil de vieillards, d'infirmités et d'incurables.

*Inventaire général*

Une commission d'enquête, créée en 1872, tire les conclusions négatives résultant des soixante années écoulées depuis le code pénal napoléonien et l'ouverture des premières maisons centrales : « *les prisonniers, livrés à l'arbitraire d'un personnel souvent incompetent* », sont loin d'y trouver la possibilité de s'y amender et rencontrent au sein de leur prison toutes les occasions de conforter leurs « mauvais penchants ». C'est de cette constatation que naît l'idée de séparer les détenus, idée que tentera de réaliser la loi du 5 juin 1875 dont la prison de Fresnes est la concrétisation.

Cette loi prescrit « l'application du régime cellulaire aux prisons départementales », notamment pour les condamnés à de courtes peines. Cette décision implique que prévenus et condamnés à moins d'un an et un jour d'emprisonnement doivent obligatoirement être soumis au régime cellulaire, à savoir la séparation, de jour comme de nuit, d'avec les autres prisonniers. Les condamnés à de fortes peines peuvent, à leur demande, subir également ce régime cellulaire. Si tel est le cas, ces prisonniers bénéficient d'une réduction

<sup>8</sup> Une maison de force est une prison correctionnelle. À Bicêtre, il existe deux sortes de détenus : ceux qui paient pension et ceux qui ne paient pas. Les premiers logent dans les cabanons, les autres s'entassent dans trois salles : la Force, Fort-Mahon et Saint-Léger, communément assemblés sous le seul nom de la Force. À cela s'ajoutent les cachots et la « correction » réservée aux enfants.

<sup>9</sup> Durant un siècle, plus de soixante-dix mille hommes ont été enfermés pour le travail forcé à Toulon, Brest et Rochefort. Rassemblés à Bicêtre, de longues cohortes de prisonniers partent ainsi vers le bagne : c'est la chaîne ! Elle subsistera jusqu'à l'été 1836. Les débordements que cette dernière provoque tout le long des villes traversées entraînent sa suppression. Elle sera remplacée par le transport des forçats en voiture cellulaire, sorte de prison roulante pouvant contenir douze prisonniers. Mais, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le départ de la chaîne prend de plus en plus d'importance et devient un véritable spectacle populaire. Selon la Gazette des Tribunaux, plus de 100 000 personnes assistent, à Bicêtre, au départ de celle qui sera la dernière chaîne, le 19 juillet 1836.

du quart de la durée de leur peine. La loi butera sur deux écueils : d'une part, le surpeuplement et, d'autre part, la tendance des tribunaux à prononcer des peines augmentées de la réduction prévue par la loi de 1875. C'est dans ce contexte que la construction d'une nouvelle prison départementale est décidée. Il faut faire d'autant plus vite que l'Exposition universelle de 1900 approche et que les sombres murailles de Mazas, Sainte-Pélagie et la Grande-Roquette seraient du plus mauvais effet sur les touristes. Surtout pour ceux qui, arrivant par la gare de Lyon nouvellement reconstruite, se trouvent directement face à Mazas.

La voix des Fresnois se fait entendre à travers les réunions du conseil municipal qui se fait l'écho de leurs désaccords. Ainsi, un problème symbolique est abordé dans la séance du 28 août 1895 : la création d'un cimetière spécial pour les prisons. Même mort, un détenu ne doit pas partager le même espace que les gens honnêtes. Cette revendication occupera le conseil municipal jusqu'à la cession d'un terrain

pour l'ouverture d'un cimetière affecté uniquement aux détenus morts dans la prison. Ce rejet est tel qu'un habitant de Fresnes propose au conseil municipal de changer le nom de la commune en « Fochville ». Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide, en août 1912, que « *après une discussion générale et contradictoire, votée par 6 voix contre 1, le maintien du nom de Fresnes* ». En revanche, le conseil municipal demande à ce que la prison ne porte plus le nom de « prison de Fresnes » mais celui de « Maison de correction et Infirmerie centrale des prisons de la Seine », titre administratif de l'établissement. La municipalité pense que la présence de l'établissement pénitentiaire lui cause un tort moral au point de l'empêcher « *de se développer et de s'agrandir comme le font si rapidement les localités limitrophes*

*et nuit à sa prospérité* ». Cette préoccupation demeure présente fort longtemps et le sujet réapparaît encore en 1947. Les bâtiments d'une conception innovante et fonctionnelle sont inaugurés en 1898. La prison de Fresnes présente une architecture en rupture totale avec ce qui se faisait auparavant. Pour la première fois, les blocs cellulaires sont disposés perpendiculairement à un corridor central desservant les autres blocs et les pièces communes. Chaque cellule accueille un seul prisonnier afin de le soustraire à l'influence néfaste des autres détenus.

Henri Poussin, l'architecte de la prison de Fresnes, précise que « *la plus stricte économie a été observée en ce qui concerne la construction des bâtiments de Fresnes. Les plaisanteries faciles colportées par les feuilles humoristiques ou débitées dans les revues des petits théâtres au sujet d'un prétendu luxe dont on aurait entouré les détenus, puisent leur origine dans l'aspect grandiose que donne à l'établissement,*



**La prison de Fresnes.**

L'établissement pénitentiaire de Fresnes est inauguré en 1898. Les bâtiments, d'une conception innovante, comportent des blocs cellulaires disposés perpendiculairement à un corridor central qui dessert les autres blocs et les parties communes.

*Carte postale - Centre de ressources de l'écomusée*

vu du dehors, l'énorme étendue de terrain bâti et celle, plus énorme encore, de terrain sacrifié, avec raison, à la salubrité des lieux habités par un nombreux personnel administratif ». Cette remarque répond à l'ironie constante des journalistes concernant le confort, l'hygiène ou la propreté des lieux, parlant « d'hôtel de luxe » situé dans « un site adorable de fraîche verdure ». Afin de réaliser d'importantes économies, l'idée de l'apport d'une main d'œuvre de détenus pour la construction des bâtiments est avancée. « Cet étrange personnel est, paraît-il plus facile à diriger que des ouvriers libres. Il n'y a ni contestations, ni grève, ni mauvais vouloir à redouter », explique sir Edmund Du Cane, l'architecte de Wormwood-Scrubs<sup>10</sup>, à Londres, dans un rapport intitulé

*La prison de Wormwood-Scrubs et les constructions pénitentiaires en Angleterre*. L'inauguration de la nouvelle prison a lieu le 19 juillet 1898, soit 3 ans et deux mois après les premières expropriations de terrain, ce qui est particulièrement rapide étant donné la taille des bâtiments. La curiosité liée à la présence de l'établissement dont on parle tant, fait de Fresnes, du moins pour un temps, un but de promenade où, selon *Le Matin* du 29 septembre 1903, « dès le matin, les alentours de la prison s'encomrent de la cohue des visiteurs que déversent les trains et les tramways venant de Paris ; les terrasses des guinguettes débordent d'une foule animée, les verres se choquent, les bouchons sautent, sur l'herbe des prairies les groupes s'installent pour déjeuner. Une gaîté bruyante est dans l'air... ».

La prison de Fresnes fonctionne « à pleine capacité » à partir de 1902, date à laquelle les femmes et les jeunes filles arrivent alors que les hommes adultes occupent déjà la quasi totalité des cellules individuelles qui leur sont réservées. La prison contient alors 1524 cellules pour les hommes et 147 pour les femmes et les jeunes filles. Avec la crise des années 1930, Fresnes va connaître un début de surpopulation et c'en sera fini du cellulaire. La grande majorité des femmes qui sont condamnées à de courtes peines (moins de 3 mois) subissent la promiscuité du quartier en commun.

Établissements hospitaliers, asiles et prisons sont ainsi, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle mis à l'écart de la grande ville. Cette posture d'exclusion va bien au-delà du refus de la vision du pauvre, du malade ou du délinquant puisqu'elle engendrera également la mise à l'index de certaines formes industrielles dites « incommodes » qui devront s'expatrier hors de la capitale, vers la banlieue.



#### Fresnes au XIX<sup>e</sup> siècle.

Au moment de la construction de la prison, Fresnes n'est encore qu'une petite bourgade rurale de 614 habitants composés d'agriculteurs et d'artisans. Son édification provoque un tel rejet qu'en 1918 le conseil municipal demande au préfet de renommer la ville « Fochville ».

Carte postale - Centre de ressources de l'écumusee

<sup>10</sup> Prison anglaise, à l'ouest de Londres, qui aurait été construite entre 1875 et 1891 par des forçats. En fait, même si ceux-ci ont été partiellement utilisés, aucune trace ne laisse imaginer la mise en œuvre réelle de l'emploi exclusif d'une main d'œuvre carcérale.

## « Le mur murant Paris rend Paris murmurant »

### Vue intérieure de la prison de Fresnes.

Lors de sa conception par l'architecte Henri Poussin, chaque cellule de l'établissement n'accueille qu'un seul détenu. À partir des années 1930, la prison de Fresnes connaît un début de surpeuplement et c'en est terminé du cellulaire pour les détenus qui subissent la promiscuité.

Centre de ressources de l'écomusée



L'une des origines de la notion moderne de « banlieue » provient des différents murs liés à la perception de l'octroi qui sépare physiquement la capitale de ses communes suburbaines. De véritables quartiers urbains surgissent et le « Paris hors les murs » remplace les faubourgs. Le mur des Fermiers généraux, initié par Turgot en 1784, est le premier à remplir cette fonction de séparation.

Les droits d'entrée dans Paris, l'octroi<sup>11</sup>, sont perçus par les employés de la « Ferme générale<sup>12</sup> », aux mains des Fermiers généraux. Cette source de revenus n'est pas nouvelle aux portes de la ville comme sur les ponts, les taxes se sont multipliées depuis le Moyen-Âge. L'Ancien régime y a puisé une part non négligeable de ses ressources. Peu de temps avant la Révolution, les concessionnaires de la Ferme obtiennent l'autorisation d'enclaver Paris au moyen d'une muraille afin de mieux surveiller les voies d'accès. Cette nouveauté soulève d'ardentes récriminations et donne naissance à la célèbre phrase : *le mur murant Paris rend Paris murmurant*.

Le 14 juillet 1789, alors que la prison de la Bastille est prise d'assaut, le peuple court aux barrières et s'empresse de mettre le feu à la Ferme générale. Les travaux de l'enceinte sont alors abandonnés et, le 1<sup>er</sup> mai 1791, les portes de Paris s'ouvrent au son du canon et livrent passage à des centaines de véhicules encombrant les routes ainsi qu'à des bateaux de vin se pressant sur la Seine. Tous attendaient depuis des semaines le signal de l'entrée gratuite. L'enceinte dite des « Fermiers généraux », édifiée en 1786, représentait le symbole de la fiscalité abusive de l'Ancien Régime, au même titre que la Bastille l'était dans le domaine de l'arbitraire administratif. Les portes principales du mur des Fermiers généraux devaient s'orner d'édifices à colonnes dont Claude-Nicolas Ledoux était l'architecte. La révolution stoppe son « œuvre » de transformation des supports du fisc en palais à colonnes, dont les seuls éléments restants sont les portes de Vincennes, de Denfert et la rotonde de La Villette.

Sept ans plus tard, de gros problèmes financiers contraignent les villes dégrévées, dont Paris, à réclamer le rétablissement de l'octroi. Supprimé puis rétabli, toujours repoussé selon l'évolution des limites de la capitale, le mur d'octroi stimule l'imagination des fraudeurs professionnels face aux gabelous (douaniers). Le mur fiscal des Fermiers généraux s'élevait sur le tracé de l'actuel métro aérien, la ligne 2 au nord, et la 6 au sud. Cette enceinte administrative est entourée de nombreux villages : Bercy, la

<sup>11</sup> Octroi : taxe octroyée au roi.

<sup>12</sup> L'affermage de l'impôt est pratiqué depuis l'Antiquité. Pour renforcer le pouvoir royal, Sully groupe l'ensemble des fermes en 4 fermes générales. Puis, Colbert unifie les fermes du roi en une seule Ferme générale, justifiant la constitution, en 1691, de la compagnie des Fermiers généraux.

Grand'Pinte, Ménilmontant, Belleville, la Villette, la Chapelle, Montmartre, Clignancourt, les Batignolles, Monceau, les Ternes, Passy, Chaillot, Auteuil et le Point-du-Jour sur la rive droite. Sur la rive gauche, se trouvaient le hameau d'Austerlitz, Gentilly, le Petit-Mont-Rouge, Plaisance, Vaugirard et Grenelle. C'est au-delà de ces barrières fiscales que guinguettes et marchands de vin s'installent afin d'échapper à l'impôt, l'alcool étant le produit le plus taxé. Les cabarets champêtres, avec leurs bosquets, et les guinguettes deviennent le rendez-vous habituel des joyeux fêtards parisiens. L'annexion de ces localités, supprime de fait l'enceinte fiscale symbolique des Fermiers généraux et déplace les bureaux d'octroi aux portes même de l'enceinte de pierre. Le mécanisme de perception et la surveillance n'en demeurent pas moins de même nature. Les gabelous, nantis de leur uniforme vert quelque peu voyant, ont simplement troqué l'ancienne expression consacrée « *N'avez-vous rien contre les ordres du roi ?* » contre une formule plus moderne « *Vous n'avez rien à déclarer ?* » Le Douanier Rousseau<sup>13</sup>, qui s'essayait à la peinture durant les loisirs que lui laissait son emploi, était un gabelou de l'octroi. L'administration de l'octroi possède un personnel spécialement chargé de la répression de la fraude tant à l'intérieur de Paris qu'aux portes d'entrée de la capitale mais aussi des communes de banlieue qui possèdent leur propre bureau d'octroi. Certains de ces bâtiments demeurent dans les mémoires ou sont présents sur les cartes postales anciennes, comme le bureau d'octroi du Kremlin-Bicêtre, situé à l'angle de la rue Eugène-Thomas et de l'avenue de Fontainebleau. D'autres, bien que toujours visibles dans le paysage urbain, occupent d'autres fonctions, souvent d'habitation, comme celui de Gentilly situé à la limite d'Arcueil.



**La barrière de la Conférence (près du pont de la Concorde) incendiée le 12 juillet 1789.**

Le mur des fermiers généraux construit en 1786 représentait le symbole de la fiscalité abusive de l'Ancien régime. Lorsque la Révolution éclate, le peuple s'empresse de brûler la Ferme générale et les octrois des barrières.

*Estampe - Gravée par Berthault d'après Prieur - Musée Carnavalet. PP*

Au-delà des anecdotes qui lui restent attachées, l'octroi détermine la limite entre Paris, territoire dit « intra-muros » et la banlieue dite « extra-muros ». Les expressions intra-muros et extra-muros sont toujours usitées alors même que le mur d'enceinte n'existe plus.

<sup>13</sup> Henri Rousseau (1844-1910), dit « le Douanier », du fait de son emploi de gabelou, a peint un certain nombre de paysages exotiques en s'inspirant de revues de voyages, tout en laissant s'accréditer la légende qu'il avait pris part à la campagne du Mexique. Il fut l'ami de Guillaume Apollinaire, Alfred Jarry, Pablo Picasso et de nombreux autres peintres de Montmartre. Deux de ses œuvres représentent Gentilly et la vallée de la Bièvre.

## Des fortifs au périif : de limites en frontières

Dès 1832, Adolphe Thiers propose de fortifier Paris mais, face à l'hostilité générale, il renonce. Quelques années plus tard, les rivalités franco-anglaises au Proche-Orient laissent imaginer de possibles hostilités en Europe. Thiers reprend son projet : protéger la capitale comme elle ne l'est plus depuis le XVI<sup>e</sup> siècle. Malgré, là encore, une forte réprobation et un discours virulent de Lamartine<sup>14</sup>, la Chambre en vote le principe le 1<sup>er</sup> février 1841. Leur inutilité militaire ayant été prouvée à l'occasion de la guerre de 1870, leur destruction est décidée et commencée en 1919. Le déclassement des fortifications, leur arasement et l'utilisation des terrains mobilisent de nombreux acteurs, élus, fonctionnaires, hygiénistes et réformateurs sociaux, qui se penchent sur la question de l'aménagement et de l'environnement : création d'une ceinture verte ou construction de logements sociaux ? Cette dernière l'emporte et environ 40 000 logements d'Habitations à Bon Marché (HBM) sont édifiés, durant l'entre-deux-guerres, grâce aux financements liés à la loi Loucheur. Ces immeubles en brique rouge, construits en îlots ouverts, créent une ville annulaire abritant 120 000 personnes, nouvelle muraille quasi continue autour de la ville. Seules des emprises extraordinaires comme la Cité universitaire et le stade Charlety à Gentilly, le Parc des expositions ou le terrain d'aviation d'Issy-les-Moulineaux interrompent le linéaire.

C'est en 1940 que naît l'idée de la création d'une rocade autoroutière ceinturant Paris sur l'emplacement de la zone. La première délibération approuvant en partie ce projet date du 23 décembre 1954 et concerne le tronçon porte d'Italie - porte de la Plaine. Le tracé définitif du boulevard périphérique figure sur le plan d'aménagement de la région parisienne approuvé en 1956. La même année, les travaux commencent.

Le boulevard périphérique fait le tour de Paris et pratiquement toute son emprise se situe sur la zone militaire, zone *non ædificandi*. L'inauguration officielle du premier tronçon a lieu le 12 avril 1960. Il s'agit de la partie comprise entre la porte de la Plaine à l'ouest et la porte d'Italie à l'est. Les plus utopistes avaient imaginé que la destruction de l'enceinte permettrait de supprimer une zone de démarcation entre la capitale et les communes riveraines. Entre les quartiers périphériques de Paris et ceux des communes limitrophes aurait pu naître un lieu organisé qui aurait fait de ces dernières un prolongement naturel au-delà des limites administratives, toujours artificielles. Il n'en a rien été. Le boulevard périphérique renforce les limites et, désormais, 36 km d'ouvrage d'art séparent physiquement Paris de sa banlieue.

<sup>14</sup> Alphonse de Lamartine (1790-1869) était un poète, un romancier et un dramaturge, mais aussi un homme politique. Au moment de la discussion du projet de la construction de fortifications autour de Paris, il est le député de Mâcon.

## Fin d'un monde rural et naissance d'une question ouvrière : le Val de Bièvre évolue

La longue tradition de résidences aristocratiques, puis de résidences d'agrément, qui perdure jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle pour certaines de nos villes, est remise en cause dès le second Empire par la pression démographique et l'haussmannisation de la capitale. Ouvriers et employés provinciaux attirés par le dynamisme de la région parisienne et parisiens chassés de la capitale par l'augmentation des loyers ou la transformation de leur quartier, augmentent la population des communes de banlieue à un rythme galopant. Certains villages doublent le nombre de leurs habitants entre le début et la fin du second Empire avec tous les problèmes d'insalubrité et d'hygiène qu'entraînent ces transformations. Le monde rural disparaît rapidement dans les communes les plus proches de Paris (Arcueil-Cachan, Gentilly, le Kremlin-Bicêtre et Villejuif), urbanisées dès avant le premier conflit mondial. Le phénomène est plus lent pour les autres, mais toutes évolueront dans ce sens.

À Fresnes, il faut attendre les années 1930, avec l'application de la loi Loucheur, pour qu'apparaissent les premiers lotissements, transformant la structure villageoise de la commune et préfigurant la ville. Pour ce qui concerne l'Haÿ-les-Roses, l'urbain grignote le rural à partir de 1921 avec la création, là aussi, des premiers lotissements. Pourtant, une grande partie du territoire demeure occupée par de grandes propriétés, des pépinières, des forceries de lilas, voire de la grande culture, jusqu'aux environs de 1950. Ces années d'après guerre sonnent définitivement le glas du caractère rural de la commune et, par extension, de l'ensemble des villes de Val de Bièvre avec l'implantation d'importants groupes de logements. La vallée de la Bièvre appartient à l'un des trois secteurs économiques<sup>15</sup> où vont se concentrer les installations industrielles du Val-de-Marne. L'utilisation de la rivière explique l'industrialisation rapide de Gentilly, Arcueil, Cachan et indirectement le futur Kremlin-Bicêtre. La Bièvre joue un rôle essentiel dans l'urbanisation du Val-de-Bièvre, mais pas seulement. D'autres facteurs, liés notamment à la géologie de ces villes, constituent autant de ressources pour leur première industrialisation.

À Paris, l'industrie n'a pas sa place dans la conception haussmannienne de la ville. La loi du 18 octobre 1810, puis celle du 14 janvier 1815 contraignent les établissements insalubres à s'installer en banlieue. La région parisienne devient un réservoir de main d'œuvre et, si la croissance de Paris est multipliée par six entre 1880 et 1914, celle de l'ancien département de la Seine ne tarde pas à rattraper la capitale puis à la dépasser. Les mutations sont rapides dans les villes les plus proches de Paris, plus progressives pour celles qui s'en éloignent. Croissance démographique et industrialisation étant liées, la population des communes toujours rurales (Fresnes et l'Haÿ-les-Roses) reste stable. En revanche, les autres explosent. Les

<sup>15</sup> Les deux autres sont l'axe de la rive gauche de la Seine et du Paris-Orléans, la zone la plus profondément transformée, et les terrains libres au bord de la Marne où s'installe l'industrie cinématographique.



**La construction du boulevard périphérique à la cité Universitaire.**

C'est en 1940 que naît l'idée de la construction d'une rocade autoroutière ceinturant Paris sur l'emplacement de la zone militaire des anciennes fortifications. La jonction du périphérique avec l'autoroute A6 s'effectue à la hauteur de la Cité internationale universitaire de Paris.

*CiuP*

municipalités sont confrontées à de nouveaux problèmes liés à l'industrialisation, comme le travail des mères dans les blanchisseries ou à l'usine, et elles doivent faire face à la création de nouveaux services. Des crèches municipales sont ouvertes au début de la III<sup>e</sup> République, à Arcueil en 1886, au Kremlin-Bicêtre en 1893, à Gentilly en 1902 et les salles d'asile<sup>16</sup> deviennent des écoles maternelles. Un problème demeure, celui du travail des enfants. Depuis 1841, une loi fixe l'âge et le temps de travail des enfants respectivement à 8 ans et 8 heures par jour. Passé 16 ans, l'enfant est assimilé à l'adulte. En fait, cette loi n'a pas de portée générale parce qu'elle ne s'applique pas aux ateliers de moins de 20 ouvriers. Elle ne concerne donc pas le travail artisanal et les petites fabriques familiales semi rurales, nombreuses dans le sud de la banlieue parisienne. D'autre part, ces dispositions exigent des contrôles et des sanctions qui, souvent, n'ont pas lieu.

En 1878, à Gentilly, les industries du cuir emploient 23 enfants de moins de 16 ans et 93 filles de moins de 16 ans travaillent dans les blanchisseries. La même année, à Arcueil-Cachan, on trouve 112 enfants employés dans 65 blanchisseries. Les ateliers artisanaux les plus souvent cités dans les statistiques des industries de l'arrondissement de Sceaux par la préfecture de police en 1878 sont les blanchisseuses, couturières, brodeuses, modistes (à Villejuif) pour les filles, et les menuisiers, serruriers, charrons, peintres ou cordiers pour les garçons.

Entre 1870 et 1900, un vaste ensemble juridique se développe pour la protection des enfants au travail, venant s'ajouter à la loi de 1841. Cette dernière ne prenait pas en compte les travaux effectués en plein air permettant à nombre d'enfants d'être employés avant l'âge légal dans le bâtiment. Ce n'est plus possible avec la loi du 19 mai 1874. Les dispositions des nouveaux textes, notamment celui de 1874, concernent surtout l'âge de l'embauche, le temps de travail et le type de travaux qu'il est permis de faire effectuer aux enfants. L'âge d'embauche y est porté à 12 ans révolus et le temps de travail de nuit demeure interdit.

<sup>16</sup> Les salles d'asile étaient des sortes de « garderies » pour les jeunes enfants.

Toutefois, de nombreuses dérogations sont accordées pour des enfants de 10 à 12 ans à condition de rester dans la limite de 6 heures quotidiennes. À partir de 12 ans, les enfants travaillent 12 heures ! Le registre d'ordre servant à l'inscription des livrets<sup>17</sup> délivrés par le maire de Gentilly aux enfants de moins de 18 ans employés dans l'industrie du 2 août 1900 au 22 septembre 1906, fait état de 1053 autorisations dont 43 de moins de 13 ans et concerne 411 filles et 642 garçons. Nous retrouvons les mêmes types d'artisans qu'en 1878. Les entreprises les plus demandeuses sont les blanchisseries, les couturières, les teinturiers, les établissements Dagousset et Sigaut<sup>18</sup> ainsi que la Compagnie de l'Urbaine<sup>19</sup>. Trois entreprises extérieures à la ville emploient aussi de jeunes Gentilléens : la capsulerie d'Arcueil, Salavin, le chocolatier de la rue Saint-Jacques à Paris et la fabrique de ballons à Bicêtre. Il semble que la loi ait été appliquée d'abord imparfaitement puis de mieux en mieux, bien qu'avec une disparité liée à la taille des entreprises et au type d'industrie considéré. Il est probable que les enfants employés dans les fermes familiales de Fresnes ou de L'Haÿ sont moins concernés par ces améliorations. Ce sont les lois, dites de Jules Ferry, en 1882, rendant l'enseignement obligatoire de 6 à 13 ans, qui contribuent à faire régresser le travail des enfants, même s'il persiste d'une manière plus ou moins régulière quelques années encore.

La révolution industrielle et les phénomènes qui l'accompagnent - développement des chemins de fer, ouverture de gares, exode rural, urbanisation - transforment progressivement mais profondément la région. À côté de l'expansion des faubourgs et des vallées, les zones de plateau, comme celui de Longboyau, semblent, dans un premier temps, vouées à l'immobilisme des grandes cultures (Fresnes et L'Haÿ).



#### **Le travail des enfants.**

L'industrialisation de la banlieue confronte les municipalités à de nouveaux problèmes comme le travail des femmes qui les oblige à ouvrir des crèches et des salles d'asile. Quant au travail des enfants, il perdure longtemps malgré les différentes lois qui le réglementent.

AD94

<sup>17</sup> Comme son père, l'enfant ouvrier doit posséder un « livret » délivré par la commune de résidence, signé par le commissaire de police ou le maire de la commune où s'exerce la profession. Rendu obligatoire par une loi de 1803, le livret doit être présenté à l'employeur qui y note la date d'embauche et du départ de l'ouvrier.

<sup>18</sup> Dagousset : fabrique de vinaigres et moutardes transférée de Paris à Gentilly en 1854. Sigaut : fabrique de biscuiterie, pâtisserie sèche et pain d'épices, installée à Gentilly depuis 1845.

<sup>19</sup> Fabrique de pneumatiques installée au 2 rue des Noyers.

Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, la géographie du Val de Bièvre semble établir une division entre communes rurales et communes urbaines, du fait de la proximité ou non de la capitale et des axes de communication. Pourtant, un lien unit nos sept communes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : c'est la naissance du « phénomène de banlieue » qui va s'accroître au cours du XX<sup>e</sup> siècle. À elles sept, elles remplissent les fonctions afférentes à la banlieue qui tiennent à leur plus ou moins grande proximité de Paris : ceinture industrielle, banlieue maraîchère, zone de résidence et/ou de loisirs, déplacements pendulaires. Cette évolution fait entrer les villes du Val de Bièvre dans la nouvelle civilisation urbaine et industrielle, entraînant la fin du monde rural et l'apparition de la question ouvrière. Celle-ci s'affirme peu à peu dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle pour, enfin, exploser durant les Trente Glorieuses.



# Du Moyen-Âge au XIX<sup>e</sup> siècle, les activités façonnent le paysage

Jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'histoire économique du territoire du futur Val de Bièvre est dominée par l'eau, et la Bièvre y joue un rôle essentiel. Elle est en effet à l'origine de l'industrialisation de ses communes riveraines. Il ne faudrait cependant pas imaginer que seule la Bièvre a été pourvoyeuse d'emplois. L'exploitation du sous-sol puis, plus récemment, les cultures maraîchères ont façonné un paysage propre à notre territoire.

## **Aqueduc d'Arcueil.**

La Bièvre a été essentielle pour l'industrialisation des villes qui la bordent et même au-delà. Blanchisseuses et lavandières occupent une place importante dans cette industrialisation dès le XVIII<sup>e</sup> siècle.

*Estampe – John Claude Nattes ;  
Cartwright ; William Miller - 1806  
– MDDS*

## Les moulins de la Bièvre

Vers la fin du IV<sup>e</sup> siècle, la découverte de l'utilisation de la force hydraulique pour faire tourner les meules, incite à la construction de moulins sur les petites rivières. Dès lors, de tels bâtiments sont érigés sur le cours de la Bièvre. Il semblerait que le moulin à eau le plus ancien du territoire soit celui construit au XI<sup>e</sup> siècle par Gilbert, « *meunier du marais de l'Haÿ* » qui n'est pas « *un simple paysan mais un chevalier cousin de l'abbé de Saint-Germain des Prés Hugues*, (qui) *investit dans la construction d'un moulin situé entre Cachan et l'Haÿ que l'abbé lui donne ensuite en fief* »<sup>1</sup>.

Chaque monastère, chaque seigneur dont la Bièvre traverse les terres veut avoir son moulin et chaque paroisse en possède au moins un. Les seigneurs féodaux les utilisent comme source de revenus : lorsqu'ils possèdent un moulin banal<sup>2</sup>, les habitants de la seigneurie sont tenus d'y moudre leur grain moyennant redevance. Qu'ils soient ou non banaux, les moulins appartiennent au seigneur qui les « *baille à cens ou à ferme* »<sup>3</sup>. En « *prenant* » le moulin, le meunier s'engage à reconstruire l'édifice s'il est en mauvais état et à le rendre « *prêt et moutant* » selon un délai fixé dans le bail. La plupart des « *preneurs* » exercent un second métier comme marchand-meunier ou laboureur-meunier. Le cours d'eau actionnant le moulin est loué avec l'édifice bien que le bailleur se réserve certains droits comme celui de la pêche. En 1668, le seigneur de Bourg-la-Reine se plaint qu'un sergent se soit opposé à ce que son domestique pêche près du moulin de L'Haÿ et, au siècle suivant, en 1774, la dame de Gentilly, duchesse de Villeroy, poursuit le meunier du moulin de sa seigneurie pour l'avoir gênée dans l'exercice de son droit de pêche en actionnant l'édifice. Un grand nombre de moulins jalonnent le cours de la Bièvre. Arcueil-Cachan en possède trois. Le premier au fil de l'eau est le moulin de Saint-Germain, appartenant à l'abbaye du même nom, et dont le meunier-fermier est un sieur Lebeau. Le deuxième, le moulin de la Saussaie, propriété de Monsieur de Sigly, seigneur d'Arcueil, est affermé à un sieur Beurrier. Le troisième est le moulin de la Roche, exploité par le sieur de Raveneau, qui



### Moulin de Cachan.

Le moulin de Cachan semble être le plus ancien moulin du Val de Bièvre. Situé entre L'Haÿ et Cachan, il a probablement été construit au XI<sup>e</sup> siècle par Gilbert « *meunier du marais de L'Haÿ* ».

Estampe – Charles-Louis Constans ; Jules Van Marcke - 1827 – MDDS

<sup>1</sup> Histoire du Val de Marne : un monde rural s'édifie (6<sup>e</sup> – 12<sup>e</sup> siècles) – Jean-Charles Picard page 47

<sup>2</sup> Droit féodal qui s'applique le plus souvent au moulin, au pressoir et au four.

<sup>3</sup> Expression liée aux droits féodaux. Bailler : donner dans le sens de louer. Bailler à cens : louer selon une redevance annuelle. Bailler à ferme : louer avec un bail.

avoisine le territoire de Gentilly. Ce dernier porte sur certaines cartes le vocable de « Crève-cœur » du nom d'un seigneur d'Arcueil. Ce moulin broiera du grain jusqu'en 1844. Sur le territoire de l'ancien Gentilly, la Bièvre fait tourner deux moulins : le moulin des Prés, au Petit Gentilly, dans les méandres de la Glacière. Jean Anckaert<sup>4</sup> le localise à l'emplacement du 98 de la rue qui porte son nom aujourd'hui. Au début du XVI<sup>e</sup> siècle, il appartient à Guillaume de Bonneuil, l'un des seigneurs de Gentilly. Le second, dit le moulin de Gentilly, est sur le domaine des Jésuites, à l'emplacement de l'actuel jardin de la Paix.

À Fresnes, selon François Bournon<sup>5</sup>, « *Berny, sur la Bièvre, se compose d'un moulin et de ses dépendances et de quelques maisons* ». Quant à Villejuif, où la Bièvre ne coule pas, le moulin Saquet et le moulin de Villejuif sont deux moulins à vent.

**Moulin au noir à Gentilly.**

La culture des céréales était très répandue dans la vallée de la Bièvre et, en plus des moulins à eau, de nombreux moulins à vent étaient situés sur les coteaux. Il est possible que l'appellation « moulin au noir » corresponde à une utilisation liée au blé noir, le sarrasin.

AD94



En 1780, le moulin de L'Haÿ appartient au sieur Jean-Pierre Descamp qui, en outre, possède « *le champ*

<sup>4</sup> *Sur les traces de la Bièvre parisienne* - Opus cité

<sup>5</sup> *État des communes : Fresnes* - Opus cité

près du Moulin, longeant la Bièvre, le grand champ entre la Bièvre et la rue du Gué, la prairie après le moulin sur la route de Bourg-la-Reine, et face au moulin, de l'autre côté de la route de Bourg-la-Reine vers le vivier : la petite prairie ou marais. »<sup>6</sup> Dans les années 1950, son bief n'est toujours pas comblé et l'eau arrive encore jusqu'à la chute. En revanche, la roue a disparu depuis longtemps. Aujourd'hui, il ne reste du patrimoine de la meunerie que des noms au détour d'une plaque de rue. Pourtant, si l'on en croit J.-K. Huysmans, il fut un temps où la Bièvre « jouait, ça et là, sur son parcours, avec de petits moulins dont elle se plaisait à tourner les roues. »<sup>7</sup>

### L'activité la plus ancienne : l'exploitation du sous-sol

L'industrie la plus ancienne de notre région est sans nul doute l'exploitation du sous-sol. D'après un procès-verbal rédigé sur ordre de Colbert, il semblerait que les carrières de la banlieue sud aient été régulièrement exploitées depuis le XIII<sup>e</sup> siècle : les premières ouvertes étant celles de Montrouge, Bagneux et Gentilly. Les documents connus les plus anciens concernent Arcueil et Gentilly et datent du milieu du XVI<sup>e</sup> siècle. Nous ignorons sur quelles bases juridiques reposent les premières exploitations, mais, en 1465, une ordonnance du roi Louis XI, abolissant les droits sur les carrières de Paris et ses environs, laisse supposer qu'une taxe était prélevée auparavant. La suppression de cet impôt et les besoins grandissant de pierre favorisent des ouvertures anarchiques de carrières et des exploitations au-delà de toutes limites de sécurité. Il faut attendre le 14 mars 1741 pour qu'un arrêt du Conseil d'État du Roy établisse un règlement concernant l'ouverture de carrières près des chemins importantes. Désormais, il est interdit d'ouvrir une carrière à moins de 30 toises (60 mètres environ) du bord d'une route. En 1811, de nombreux fontis<sup>8</sup> sont signalés le long des routes d'Arcueil, Gentilly et Maisons-Alfort. Une carte de 1928 montre que de nombreux fontis ont été remblayés sur

#### La plaine de Gentilly sous la neige.

Les carrières de pierres à bâtir se repéraient par les roues employées pour hisser les blocs de pierre depuis les galeries souterraines. Elles étaient actionnées par un ou deux ouvriers qui la faisaient tourner en escaladant les barreaux, ce qui leur valut le nom de « roues à écureuils ».

Huile sur toile – Léon-Auguste Meillé - 1879 – MDD5



<sup>6</sup> Archives Nationales S3568 – Copie Amis de l'Ancien L'Hay.

<sup>7</sup> La Bièvre et Saint-Séverin – monographies- Stock - 1898, Page 34

<sup>8</sup> Le fontis est l'accident le plus fréquent provenant de la dégradation des carrières. Il résulte d'une rupture locale du ciel. Par cette ouverture, les couches supérieures du terrain s'éboulent dans la carrière. Il se forme alors un vide en forme de cloche qui remonte petit à petit à la surface. Le diamètre d'un fontis varie d'1 à 30 mètres. D'autres types d'accidents peuvent se rencontrer : affaissement généralisé du ciel, rupture de piliers, basculement de piliers, créant des excavations, fissures ou affaissements.



#### Carrières à Gentilly.

Une fois extrait de la carrière, le bloc de pierre était déposé sur la forme, sorte de quai de chargement constitué de gros blocs superposés permettant de mettre à quai les véhicules de transport.

*Huile sur toile - Léon-Auguste Mellé - 1850 - Mairie de Gentilly - Centre de ressources de l'écomusée*

l'ensemble de la commune de Villejuif et plus particulièrement dans la partie sud, au-delà de la rue Carnot. En juin 1933, un fontis d'environ 3 mètres de diamètre se produit rue de Moscou, ancien sentier rural n°8, près de la rue Montsivry.

Le 2 avril 1881, un décret réglementant l'exploitation des carrières du département de la Seine remplace tous ceux qui avaient, jusqu'ici, été appliqués dans le département avec, notamment, une déclaration obligatoire à la mairie d'un lieu d'exploitation. Entre 1882 et 1922, la mairie d'Arcueil enregistre 60 déclarations

d'exploitation. Aujourd'hui, les carrières sont soumises au régime des installations classées pour la protection de l'environnement, et à ceux du Code minier et du Code du travail pour la police, la protection des personnes et des biens, la sécurité et l'hygiène. L'enquête sur l'exploitation du sol et du sous-sol de la banlieue sud réalisée au XVIII<sup>e</sup> siècle par le sieur Olivier<sup>9</sup> révèle les différents types de pierres extraites à cette période. Les pierres à bâtir et les argiles sont les plus nombreuses. Cette terre argileuse étant vulgairement appelée « terre glaise », les exploitations prennent naturellement le nom de « glaisières ». Les carrières d'argile plastique se trouvent à proximité du lit de la Bièvre et, plus particulièrement, à Gentilly, Fresnes, Ivry, Arcueil et Cachan.

À Villejuif, où la Bièvre est absente, le sous-sol est composé de plusieurs couches : des limons, des alluvions (sur le haut du plateau et aux Sorrières, dans le bas Villejuif), viennent ensuite des couches de sable, de grès, de marne et de gypse, du calcaire et enfin de l'argile. Dans ses *Mémoires*, le sieur Olivier décrit ainsi la commune : « Il y a tout auprès de cet endroit quelques plâtrières qui fournissent un plâtre dont la qualité est inférieure. Il est moins blanc que celui qu'on retire des autres plâtrières des environs de Paris. Cependant, lorsqu'il est employé, il acquiert, dit-on, beaucoup de dureté et il peut servir avantageusement pour les ouvrages où il ne faut pas que de la solidité. Ces plâtrières ne sont point ouvertes, on y descend par une ouverture conforme du puits. La plâtrière a la profondeur de soixante et dix pieds et le banc exploité à environ 12 ou 15 pieds<sup>10</sup> d'épaisseur. Il est divisé en plusieurs couches horizontales dont chacune a depuis

<sup>9</sup> Mémoires du Sieur Olivier - 1786 - 1787 - Manuscrit AD 94 - IMI 1136

<sup>10</sup> Un pied vaut un peu plus de trente centimètres.

8 à 10 lignes jusqu'à 2 ou 3 pieds. (Les plâtrières) sont au nombre de dix et elles ont toutes reçu par les ouvriers un nom différent. »

Fresnes possède également des activités d'extraction. Dans sa partie haute, derrière la prison, se trouvent les carrières de terre argileuse tandis que l'argile gris-vert est extraite de la partie moyenne et à proximité du village, à la Croix et à l'emplacement du terrain de boules, rue Auguste Daix. Le sieur Olivier signale dans ses *Mémoires* la présence de carrières dans le bas Villejuif tandis que le sous-sol de L'Haÿ semble demeuré vierge de toute exploitation. Seule une plâtrière est signalée à proximité du hameau de Larue dont la production, à la veille de la Révolution, est pratiquement interrompue car son exploitation devient trop coûteuse en raison de nombreuses infiltrations d'eau. Sur le plateau de Bicêtre, les exploitations semblent plus récentes que dans le reste de Gentilly et sont des extractions de pierres à bâtir. Un plan de 1868 montre que les plus importantes sont situées rue du Pont-Neuf, à l'emplacement approximatif de l'actuelle limite d'avec Gentilly, à la hauteur du boulevard périphérique, rue des Barons (actuelle Élisée-Reclus), le long de la rue Gabriel-Péri et le long de la route de Fontainebleau, entre la rue Eugène-Thomas et la rue de la Convention.

Les carrières de pierre à bâtir, disséminées sur toutes les communes de l'actuelle communauté d'agglomération, se repèrent par leurs roues de carriers de 8 à 9 mètres de diamètre, qui émaillent le paysage de leurs silhouettes. Ces roues, employées à hisser les blocs de pierre hors de la carrière, sont actionnées par un ou deux ouvriers qui la font tourner en escaladant les barreaux, comme un écureuil dans sa cage. Les roues sont abandonnées vers 1880 au profit d'un système de treuil et de manège menés par un cheval à qui l'on bande les yeux. Le métier de la pierre est très hiérarchisé. Les marchands-carriers, propriétaires d'une ou de plusieurs exploitations, se chargent, à l'aide d'équipes spécialisées, d'extraire la pierre et de l'apporter sur la *forme*<sup>11</sup> où elle est prise en charge par les acheteurs ou par des entreprises de transport travaillant pour ces derniers. Les carriers-tailleurs de pierre ajoutent à leur qualité de producteurs de pierre brute, celle d'industriels faisant subir aux matériaux extraits les transformations nécessaires pour assurer directement les commandes de la clientèle.

L'importance des commandes, leur délai, la saison – les pierres dures ne sont exploitées qu'en été alors que la pierre sèche est traitée en toutes saisons – est l'occasion pour ceux qui possèdent plusieurs carrières de vendre tel échantillon plutôt que tel autre, provoquant parfois l'abandon provisoire d'un ou de plusieurs ateliers d'une même carrière. Ce mode de fonctionnement se répercute sur l'emploi et les ouvriers carriers, déjà faiblement rémunérés, doivent quelquefois supporter de nombreux mois de chômage.

<sup>11</sup> Forme : sorte de quai de chargement, plus ou moins rectangulaire, constitué de gros blocs superposés sur une hauteur d'environ 1,20 mètre, permettant de mettre à quai les véhicules de transport.



#### Les mégisseries des bords de Bièvre à Gentilly.

Le travail du cuir est très présent à Gentilly où l'on trouve toutes les spécialités, à l'exception de la maroquinerie. L'accroissement des activités de tanneries, de mégisseries (préparation des peaux de moutons, chèvres et agneaux) et de teinturerie polluent de plus en plus la rivière.

Aquarelle - Albert Capaul - 1880  
- AD 94

Le personnel comprend pour chaque atelier un soucheveur et deux ou trois carriers proprement dits. Soucheveur, c'est creuser en dessous. Le soucheveur doit séparer les pierres dures des lits inférieurs et ménager un *four* provisoire<sup>12</sup>. Pour cela, il utilise de longues aiguilles de fer dont les dimensions varient entre 1,25 mètre et 4,25 mètres, des louchets, sortes de bèches étroites et longues, et des tirs-terres dotés de longs manches. Au début de l'exploitation des carrières, les ouvriers s'éclairent à l'aide de chandelles de 15 cm de long. Puis, l'éclairage est assuré par des lampes à carbure suspendues à un crochet. Il appartient à l'*arpète*<sup>13</sup> de surveiller le bon fonctionnement des lampes dont la durée

n'excède pas 4 à 5 heures.

En 1863, un livre de paie indique 3,75F de salaire journalier pour un soucheveur dont la journée de travail est de 12 heures. Les ouvriers carriers sont payés à la tâche, 2,50F le mètre cube, et ne peuvent rarement excéder 3F par jour. Arrivée au quai Henri IV à Paris, la pierre vaut de 10 à 14F le mètre cube. Le tailleur de pierre est payé 5,50F. À la même date, un maçon gagne 5,25F et un couvreur 6F<sup>14</sup>. À la même époque, le pain de quatre livres coûte 0,75F, le demi-litre de vin ordinaire 0,40F et le beurre plus de 2F le kilo. L'activité de la construction parisienne et la reconstruction haussmannienne, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, accroissent considérablement le besoin de pierre et l'extraction devient une industrie importante. À Gentilly, en 1880, 6 carrières emploient 56 personnes. En 1890, 93 Gentilléens travaillent dans les carrières de la ville ou des alentours. De plus, les exploitants carriers emploient de nombreux ouvriers étrangers tels que des Italiens (des Piémontais), des Autrichiens (Tyroliens), habitués au dur travail de la pierre, ou des Belges.

À Arcueil, où l'exploitation s'effectue aussi bien à ciel ouvert, par couches étagées « *en manière de cirque* à

<sup>12</sup> Four : partie haute d'un front de taille par où les carriers commencent l'exploitation.

<sup>13</sup> L'apprenti.

<sup>14</sup> Renseignements donnés par Edmond et Louis Bouchery - Caen Boutoux Trouvat Sarty Crevel, la pierre de Clamart - Société des Amis de Clamart - Société des Amis de Meudon-Bellevue - 1970.

*gradins* », qu'en galeries souterraines, « une soixantaine d'ouvriers extrayaient annuellement 40 000 mètres cubes d'argiles des glaisières souterraines ou découvertes situées principalement dans le voisinage d'Arcueil », rapporte Louis Veyssière<sup>15</sup>. En 1900, 7 carrières de pierre à bâtir, dans lesquelles travaillent 31 ouvriers arcueillais, sont encore en exploitation. Neuf autres, dont on extrait des marnes et des argiles, emploient 60 ouvriers. Les 3 dernières exploitées cesseront leur activité au moment de la Seconde Guerre mondiale. L'arrivée du XX<sup>e</sup> siècle marque le déclin des petites exploitations familiales qui ont de plus en plus de difficultés à répondre aux commandes. Certains s'associent pour résister et les grandes carrières à ciel ouvert sont progressivement reprises par les briquetiers qui se regroupent afin de les exploiter à leur propre compte. Contrairement aux autres populations ouvrières, les carriers forment une population relativement fixe. À cette époque, aucun moyen rapide de communication n'existe et les ouvriers habitent dans la commune même ou en proximité immédiate. Ils logent à 10, 15 ou 20 dans des baraques, de misérables huttes, appartenant à des *logeurs-cantinières*. Certains exploitants de carrières sont également propriétaires d'un commerce de marchand de vin-restaurateur et logeur. Le charretier a un statut à part car étant logé sur le chantier même, le plus souvent au-dessus de l'écurie.

Des journées de 12 heures, un ciel de galerie plafonnant à 1, 20 ou 1,50 mètre, obligeant à travailler courbé ou à genoux sur des nattes grossières en paille tressée, un air raréfié, une humidité constante sont le lot quotidien de ce travail de force qui marque physiquement les hommes. Les accidents professionnels sont nombreux et, paradoxalement, plus élevés en pourcentage dans les carrières à ciel ouvert que dans les galeries : la discipline est mieux acceptée au fond. Ces accidents, souvent provoqués par des chutes de pierres, proviennent aussi de la rupture de barreaux d'échelle. En 1812, un enfant de 15 ans est tué de cette façon à Gentilly et un ouvrier ayant manqué un échelon se tue à Arcueil en 1841. Les risques d'asphyxie



**La tuilerie de Fresnes.**  
On trouve la trace d'une première tuilerie à Fresnes dès 1681. Elle utilisait l'argile gris-vert pour la fabrication de carreaux de sol. La tuilerie de la rue de la Faisanderie, (photo), a été créée en 1857 et a joué un rôle important dans l'activité fresnoise. Elle a fermé en 1937 à la suite à un incendie.

*Centre de ressources de l'écomusée*

<sup>15</sup> Léon-Louis Veyssière - *Un village et un hameau du Hurepoix : Arcueil et Cachan* - Les Amis du Vieil Arcueil - 1947 - 208 pages.

sont élevés car les nombreux puisards et fosses d'aisances qui recueillent les eaux usées se déversent parfois dans les carrières. Enfin, il arrive que la corde du treuil chargé de remonter les pierres casse comme en témoigne cet accident survenu dans une plâtrière de Villejuif en 1819. Dans le département de la Seine (sauf Paris), 24 ouvriers ont été tués et 36 autres blessés, de 1811 à 1873.

Les ouvriers de la pierre sont souvent sur le devant de la scène des grands événements sociaux ou politiques de la capitale. La dernière mention importante d'un carrier est celle de Pierre Victor Madelein, condamné à la déportation pour avoir pris part avec ses compagnons de Gentilly aux combats qui eurent lieu en juin 1848 à la carrière de la Santé, dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement. Pendant le siège de Paris, en 1870, les entrées des carrières doivent être gardées car les Prussiens les utilisent pour surprendre la Garde nationale. Les Communards s'en servent aussi à des fins stratégiques. Les carriers prennent de l'importance dans la vie locale et, à Gentilly, le premier maire de gauche, Charles Calmus, guesdiste élu en 1906, est un ouvrier carrier. Pendant la Première Guerre mondiale, des abris publics sont aménagés dans d'anciennes carrières comme à Gentilly où, en 1918, d'anciennes carrières situées sous un terrain de la ruelle aux Blancs (actuelle rue de la Paix) sont utilisées. Enfin, durant la Seconde Guerre mondiale, les carrières situées sous l'École des Travaux Publics de Cachan, ont abrité des armes et des Résistants.

C'est à Villejuif que l'industrie extractive a perduré le plus tardivement. Les dernières demandes avec autorisations datent des années 1950. En 1966, la Société SOCEA exploite encore une carrière de sable, route d'Arcueil, à Villejuif. Lorsque les carrières cessent d'être exploitées, elles trouvent une nouvelle vocation. Epuisées, abandonnées, les carrières sont investies par une autre industrie, celle de la culture de l'*Agaric comestible*, dit aussi champignon de Paris. Des kilomètres de galeries désertées, une obscurité propice et une humidité constante, offrent aux champignonnistes des terrains meilleur marché qu'en surface et un commerce florissant s'y installe.

Entre 1845 et 1861, la mairie d'Arcueil enregistre une cinquantaine de demandes d'autorisation d'ouverture de champignonnières. À Gentilly, les listes électorales de 1890 font apparaître 10 ouvriers champignonnistes. Le 3 mars 1893, Monsieur Soulard déclare au maire de Villejuif son intention « *de faire la culture des champignons dans les vides d'une ancienne carrière souterraine sise sur le territoire de Villejuif lieudit les Sorrières appartenant à divers propriétaires desquels (il) est autorisé* ». En 1900, 20 champignonnistes récoltent à Arcueil-Cachan la moitié des champignons consommés à Paris.

Enfin, les carrières ont servi et servent encore parfois d'entrepôts pour les brasseurs et négociants en

vins. À Arcueil, Charles Dunkel demande en 1858 l'autorisation de transformer une carrière en cave à bière et, en 1883, Monsieur Heimerdinger transforme une carrière en cave pour sa brasserie. Les glaisières abandonnées, l'humidité gagne et elles sont progressivement envahies par les eaux formant des mares où prolifèrent les grenouilles et les têtards. Ces mares servent d'aires de jeux aux enfants provoquant parfois des accidents mortels.

### **Tuileries et briqueteries : un apport économique dû aux carrières**

Le plâtre est fait à partir du gypse et les briques sont le résultat d'un mélange de glaise, elle-même constituée de terres argileuses. La densité des carrières de gypse, dites aussi par extension plâtrières, ouvertes dans la région contribuent à l'installation de briqueteries. L'argile plastique est employée pour fabriquer la poterie vernissée de ménage, les pots à fleurs, les objets d'art. Vers 1860, on la mélange aux sables de Châtillon et de Villejuif extraits, aux Hautes-Bruyères. Elle sert alors à fabriquer des briques réfractaires, dites de Vaugirard, les poteries du bâtiment, des tuiles, etc.

Les nombreuses carrières de sable d'Arcueil-Cachan alimentent les industries de la briqueterie et de la tuilerie à Ivry, Choisy et Fresnes. À Arcueil, une première briqueterie s'installe entre la route de Villejuif, la rue du Moulin de la Roche et la propriété des Irlandais, vers 1860. En 1891, la société Neveu, Boinet, Chauvot et Cie exploite une glaisière à ciel ouvert au lieu-dit Sous les Prés. Puis viennent l'ouverture de différentes glaisières comme celles de la rue du Moulin de la Roche, au lieu-dit Le Ricardo, ou encore chemin d'Arcueil à Gentilly. L'une de ces glaisières reste dans les mémoires des Arcueillais, la « Carrière de la Blonde », ouverte en 1895, et ainsi nommée car sa propriétaire Mademoiselle Schmauch était blonde. En 1896, le propriétaire d'une carrière de glaise située dans un terrain, rue du Moulin de la Roche, en bordure de la route départementale n°64, demande l'autorisation d'installer une voie ferrée provisoire, de type Decauville. Sa demande est acceptée.

À l'Haÿ, quelques briqueteries et plâtrières sont mentionnées de part et d'autre de la rue de Chevilly, bien que certaines sources les situent plutôt sur le territoire de Chevilly, comme les briqueteries Bohy et Lafontaine installées à l'est du chemin de Fresnes, de 1907 à 1956. Sur l'Haÿ même, dans le quartier du Jardin Parisien, se trouvent les briqueteries Buat, Mouvier et Lepage. Selon les Amis du Vieux l'Haÿ, le four n°1, Mouvier et Lepage, situé près de l'ancien stade (actuellement le côté ouest du marché Locarno jusqu'à la résidence Tabanou) et le four n°2, celui de Lepage (situé approximativement au pied de l'actuelle tour de l'allée des Violettes), appartiennent à la *Grande Briqueterie de l'Haÿ* qui se trouvait à l'emplacement

**La briqueterie de Villejuif.**  
Villejuif est la ville la mieux pourvue en briqueteries du fait de la présence importante de gypse (à partir duquel est fait le plâtre) dans son sous-sol. La famille Soutan, ici sur la photo, ouvre sa première briqueterie à Villejuif en 1860. Citons également sur la ville la briqueterie de Gournay ou les établissements Boinet.

Collection Madame Jeanine Okolodkoff Soutan - AM de Villejuif



de l'autoroute. Madame Plomdeur, se souvient du travail des hommes aux briqueteries Mouvier<sup>16</sup> : « *Les journées étaient fort longues : debout dès 4 heures pour terminer vers 19 heures. Les conditions étaient difficiles : à genoux, les ouvriers creusaient et remplissaient les tombereaux tirés ensuite par les chevaux. (...) Le personnel logeait sur place dans des locaux loués par l'employeur appelés « la briquante ».* Le bureau de la briqueterie Buat est encore visible au 15, rue Denis Papin. En 1927, un regroupement de plusieurs briqueteries de la région crée *La Brique de la Banlieue Sud*, dont est absente la briqueterie Lepage.

Au Kremlin-Bicêtre, la briqueterie dite *de Gentilly*, en fait la Briqueterie Richard, située à l'angle de l'avenue de Bicêtre et de la route de Fontainebleau, fonctionne dès 1850. Sa production annuelle s'élève à 2 400 000 briques, pleines ou creuses, et à environ 50 000 poteries. Les matières premières qu'elle utilise sont le sable des Hautes-Bruyères de Villejuif, la glaise d'Arcueil et le poussier de coke de la Compagnie de Gaz de Paris. Des briques de Vaugirard y ont été fabriquées jusqu'à la fin des années 1980. Des sept villes du Val-de-Bièvre, Villejuif est la mieux pourvue en briqueteries du fait de la présence importante de gypse dans son sous-sol. Les principales sont la briqueterie Le Chatellier, rue de Montsivry (actuelle rue Ambroise

<sup>16</sup> Amis du Vieux L'Hay.

Croizat), la briqueterie de la famille Soutan, (vers 1862-1865), d'abord installée rue de Paris, puis sur plusieurs terrains rue des Petits Jardins, rue de la Pompe (actuelle rue Henri-Barbusse) et rue des Verbeuses (rue de la Liberté), enfin, la briqueterie de Gournay. Cette dernière fournissait trois types de briques : la brique de Vaugirard, dite aussi de Gournay, très résistante et utilisée en gros œuvre ou pour le parement, les briques creuses, les hourdis<sup>17</sup>, enfin les poteries. D'autres briqueteries, comme les établissements Boinet produisaient, outre des briques creuses de tous modèles, des briques spéciales nécessaires à la construction des cheminées ou des fours à cuire les briques. Il existe à Villejuif, 2 briqueteries en 1858, 4 en 1865 et 17 en 1891. À Fresnes, dès avant la Révolution, une tuilerie utilise l'argile gris-vert que l'on trouve près du village, pour fabriquer des carreaux de sol. Un bail de location daté du 15 novembre 1681, atteste de sa présence depuis le XVII<sup>e</sup> siècle. La tuilerie, ouverte en 1857 rue de la Faisanderie, utilise la glaise extraite des carrières situées derrière la prison actuelle. Des wagonnets chargés à la carrière, la transportent jusqu'à la tuilerie après avoir traversés la RN 186. Ce type de transport n'est pas exceptionnel. Nous avons vu qu'un même type d'autorisation avait été donné à Arcueil. Un autre propriétaire fresnois ayant ouvert une exploitation en 1855 au Petit Fresnes demande, lui aussi, en 1876, de pouvoir installer un petit chemin de fer afin de traverser la route nationale n°186. Il obtient l'accord, mais, suite à diverses pétitions, il lui est demandé, en 1883, de supprimer cette voie ferrée et de rétablir la chaussée en son état primitif.

La glaise de Fresnes a aussi été utilisée massivement par la faïencerie de Choisy-le-Roi qui fabriquait les célèbres petits carreaux blancs en faïence ornant les stations du métro parisien. La dernière tuilerie de Fresnes a fonctionné jusqu'en 1937, date à laquelle elle a été ravagée par un incendie et dont la haute cheminée demeure dans le souvenir des anciens. La fabrique de tuiles est totalement démolie en 1967 et remplacée par un centre commercial. Enfin, à Tourvoie se trouvait une fabrique de ciment qui employait une dizaine d'ouvriers.

La fermeture des carrières provoque le déclin des tuileries et des briqueteries.

---

<sup>17</sup> Maçonnerie légère garnissant un colombage.

## Lavandières et blanchisseuses remontent le lit de la rivière

La Bièvre suscite l'apparition de nombreuses activités dont certaines sont pour le moins originales. Ainsi, ce procès-verbal, dressé le 18 juin 1904 par le garde-rivière, relatif à des plaintes de riverains concernant « l'extraction de vers de vase dans la Bièvre à Arcueil » et qui demande que des poursuites soient dirigées contre les délinquants. Plus sérieusement, les blanchisseries occupent une place importante dans la première industrialisation de la région. Jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, le linge parisien se blanchit dans la Seine mais aussi dans la Bièvre, au faubourg Saint-Marcel et dans le quartier des Gobelins. Les premiers soucis d'hygiène publique poussent le gouvernement de Louis XV à prendre des mesures rigoureuses contre

certaines professions. Le 26 février 1732, un édit du conseil d'État interdit « à tous les blanchisseurs de lessive de continuer leur blanchissage dans le lit de la Bièvre, au-dessus de la Manufacture Royale des Gobelins et du Clos Payen ». Les blanchisseurs se transportent extra-muros et s'installent à Gentilly, Arcueil et Cachan. Plus tard, ils continueront à remonter le cours de la Bièvre jusqu'à Fresnes et L'Haÿ. De nombreuses blanchisseries existaient déjà le long de la rivière des Gobelins et l'édit de 1732 renforce la tradition. La première commune à mentionner dans ses registres paroissiaux la profession de blanchisseur est Arcueil, en 1743. Au XIX<sup>e</sup> siècle, la blanchisserie domine l'activité professionnelle d'Arcueil, Cachan et Gentilly.



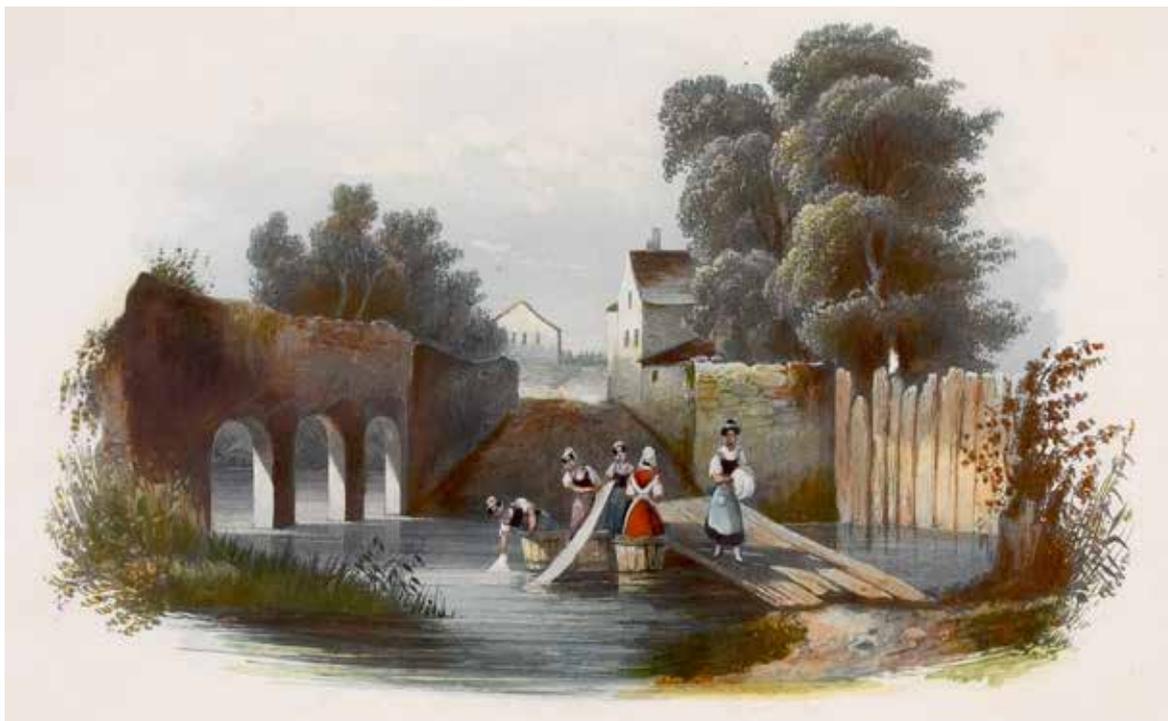
### La police de la Bièvre à Gentilly.

Des gardes étaient employés à la surveillance de la Bièvre et des ses rives et du respect des différentes réglementations. Au XIX<sup>e</sup> siècle, ils sont nommés par la préfecture.

Carte postale –La Bièvre à Gentilly (Seine) –MDDS

Des constructions aux greniers à claire-voie surgissent le long des berges : ce sont des blanchisseries dont les greniers servent au séchage du linge lorsque le temps ne permet pas de le faire à l'air libre, dans les jardins de l'établissement.

Tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, la blanchisserie reste très artisanale dans la vallée de la Bièvre et le machinisme n'arrive que tardivement. Le coulage de la lessive à la cendre (la technique la plus rudimentaire) est encore en vigueur au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Les dernières couleries recensées le long de la Bièvre, en 1898, se trouvent à Arcueil, rue de la Fontaine. Si les lavandières frottent leur linge directement dans la rivière, les blanchisseuses utilisent le plus souvent l'eau des puits pour laver et déversent les eaux usées dans la Bièvre. Les problèmes de pollution se font rapidement sentir et au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la Bièvre commence à être un égout à ciel ouvert et les habitants fuient ses rives. Cela ne semble pas gêner les



#### **Village de Cachan.**

Au XIX<sup>e</sup> siècle, la blanchisserie domine l'activité professionnelle d'Arcueil, Cachan et Gentilly. Les lavandières frottent leur linge directement dans la rivière tandis que les blanchisseuses utilisent l'eau des puits mais déversent les eaux usées dans la Bièvre, participant d'autant à la pollution.

*Estampe – Sigismond Himely - 1835 – MDDS*

blanchisseuses qui, en 1837, sont 113 à Gentilly à se partager le blanchissage du linge parisien. En 1860, la blanchisserie offre sur la commune 900 emplois, aux trois quarts féminins. L'activité atteint son apogée aux environs de 1900 et, à cette date, 52 blanchisseries gentilliennes occupent une vingtaine de personnes. À Arcueil-Cachan, elles se sont multipliées depuis le début du Second Empire et, en 1900, elles sont 120 à Cachan et 30 à Arcueil. On en trouve deux à Fresnes et deux au Kremlin-Bicêtre. En 1900, des patrons blanchisseurs d'Arcueil-Cachan se regroupent et fondent avec ceux de Gentilly, Bourg-la-Reine, Bagneux, l'Haÿ-les-Roses et Antony, le Syndicat des Patrons-Blanchisseurs d'Arcueil-Cachan. Il n'existe pas, à cette date, de syndicat ouvrier de la blanchisserie, peut-être en raison d'une main-d'œuvre majoritairement féminine. Les conditions de travail sont partout très pénibles et le seul jour férié est celui de la mi-carême, fête des blanchisseuses, qui donne lieu à de nombreuses réjouissances dans toute la banlieue.

Après la Première Guerre mondiale, les blanchisseries de la Bièvre perdent de leur importance. Même s'il y en a encore 109 à Cachan et 20 à Arcueil, en 1912, le déclin est définitivement entamé. Les regroupements favorisent la modernisation et les quelques petites entreprises qui arrivent encore à survivre au moment

où éclate la Grande Guerre, ne peuvent rivaliser, sur le plan de la rentabilité et de la production, avec les grands groupes de blanchisserie. Celles qui réussissent à s'industrialiser quelque peu perdurent plus longtemps. Nous trouvons leur trace dans les archives grâce, le plus souvent, à des plaintes de riverains. Ainsi, le 7 août 1950, cette pétition envoyée au maire d'Arcueil à l'encontre d'un blanchisseur de la rue Cauchy, « *au sujet des fumées qu'il envoie de son usine, sa cheminée n'étant pas réglementaire* ».

Aujourd'hui, pratiquement disparues du paysage du Val de Bièvre<sup>18</sup>, les blanchisseries demeurent dans les mémoires et les blanchisseuses appartiennent au « folklore » des bords de Bièvre.

#### Lavoir sur la Bièvre à Gentilly.

Avec l'édit de 1732 qui interdit l'utilisation des eaux de la Bièvre à Paris, les blanchisseuses remontent le cours de la rivière. Des constructions aux greniers à claire-voie sont édifiées : les greniers servent au séchage du linge lorsque le temps ne permet pas de le faire dans les jardins de l'établissement.

*Gouache sur papier – Isidore-Laurent Deroy - 1865 – MDDS*



### L'industrie des cuirs et des peaux en banlieue sud

Le travail du cuir et, notamment, sa teinture, est une composante essentielle de la première industrialisation de la vallée de la Bièvre et ce, dès le XVIII<sup>e</sup> siècle. Depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, la Bièvre avait la réputation d'avoir la meilleure eau pour la teinture écarlate. Cette particularité incita à l'installation de nombreuses tanneries (préparation des gros cuirs, bœufs, vaches, chevaux, etc.), mégisseries (préparation des peaux de moutons, chèvres et agneaux) et teintureries, et contribua à la renommée de la Manufacture royale des Gobelins. Mais la multiplication de ces entreprises qui déversaient leurs impuretés dans les eaux de la Bièvre polluèrent de plus en plus la rivière parisienne.

Après les blanchisseuses, l'édit de 1732, qui a pour objet principal la salubrité des eaux de Bièvre, touche aussi les teinturiers et les tanneurs. Peu à peu, les industries du cuir sortent de Paris. Leur besoin impératif d'eau les porte tout naturellement à remonter le cours de la Bièvre et, comme les blanchisseurs, à s'installer toujours plus haut sur les rives. Plus encore qu'avec les blanchisseurs, la pollution produite par les tanneurs et les teinturiers se fait rapidement sentir. À l'exception de la maroquinerie, toutes les spécialités du cuir sont représentées dans le Val de Bièvre et notamment à Gentilly qui regroupe l'essentiel de cette activité. En 1860, il existe dans cette commune une dizaine d'établissements spécialisés dans le cuir employant 350 ouvriers. En 1900, 800 emplois se répartissent dans une tannerie, dix

<sup>18</sup> En 2013, il en reste deux à Cachan, une rue Cousté et une rue Etienne Dolet.

mégisseries, quatre corroieries, une chamoiserie et une parcheminerie. En 1877, il n'y a à Arcueil que deux teintureries, l'une d'elles étant le moulin d'Arcueil, racheté et transformé. L'industrie du cuir n'a pas, au Kremlin-Bicêtre et à Villejuif, les mêmes raisons de s'implanter car la Bièvre est trop éloignée. Pourtant, quelques peausseries s'y installent. Au Kremlin-Bicêtre, en 1867, une entreprise spécialisée dans la préparation des peaux de veau cirées et vernies pour la chaussure est créée, route de Fontainebleau. Le personnel comprend une vingtaine d'ouvriers. Une fabrique de maroquins à façon, rue de L'Haÿ (Gabriel Péri), fondée en 1885, emploie 30 à 35 ouvriers. Une seconde entreprise s'installe rue de L'Haÿ. Avec une dizaine d'ouvriers, elle procède à l'écharnage et à la teinture des peaux de chèvres et de mouton qu'elle vend ensuite directement aux fabricants de chaussures. Deux corroieries, plus modestes, la première rue du 14 juillet, la seconde rue de L'Haÿ, ouvrent respectivement en 1885 et 1895. Enfin, plus tard, en 1904, arrive rue Danton une manufacture de cuir vernis exploitant également une spécialité de croûtes-galoches et de croûtes-guêtres et un brevet de patins pour voitures, avec plus de vingt employés.



#### **Le maraîchage à L'Haÿ.**

Le maraîchage remplace progressivement les grandes cultures agricoles. À L'Haÿ-les-Roses, quelques grandes exploitations perdurent, telle « l'Horticulture ouvrière », coopérative de production maraîchère et les serres de forcerie de lilas.

*Dessin André Taupin –  
sd - AVL*

À Villejuif, il y a, en 1901, une fabrique de cuirs vernis qui occupe une trentaine d'ouvriers, dans le haut de la ville et, dans le bas Villejuif, une mégisserie emploie quarante salariés. Vers 1905, une cinquantaine d'entreprises liées au travail du cuir à Gentilly fournissent du travail à 600 personnes. Mais en cette même année 1905, une longue et dure grève menée par les ouvriers du cuir gentilléens stoppe leur développement et entame leur déclin. En 1911, il ne subsiste sur la ville que douze mégisseries, six tanneries-corroieries et deux fabricants de chaussures. Ce conflit bouleverse la profession dans toute la banlieue sud de Paris. Certains ouvriers demeurent au chômage plusieurs années et les demandes de secours sont nombreuses. Des transferts d'entreprises s'opèrent vers le nord-est de Paris, plus près des abattoirs de la Villette, et en province. Toutefois, certaines entreprises liées à l'industrie du cuir perdureront jusque dans les années 1950. Les industries du cuir désertent progressivement la banlieue sud, mais, groupées entre l'avenue Raspail et la Bièvre, elles constituent jusque dans les années 1930 le noyau fort de l'emploi à Gentilly.

## Le maraîchage extra-muros

Totalement dissocié de la présence de la Bièvre, le maraîchage va pourtant, lui aussi, marquer le paysage du Val de Bièvre. En 1154, l'évêque de Paris donne l'autorisation à la collégiale de Sainte-Opportune de mettre en culture les marécages qu'elle possède sur la rive droite de la Seine qui jusque-là étaient utilisés comme pâturage pour les troupeaux de la ville. Cette autorisation établit l'acte de naissance des cultures dites de « spécialistes ».

Pendant plusieurs siècles, les terres spécialement consacrées aux cultures légumières sont désignées par le terme de « marais » du fait de l'origine géographique du phénomène. « Maraîcher » apparaît au cours du XV<sup>e</sup> siècle, mais cohabite longtemps avec les termes « jardiniers » ou « laboureurs-jardiniers ». Avec la disparition de la corporation des jardiniers, le mot « maraîcher » devient exclusif.

Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la rénovation haussmannienne pousse les maraîchers à quitter les marais parisiens et à s'installer sur de nouvelles terres, en banlieue. Ils y élèvent des murs autour de leur « marais », de forme carrée, donnant naissance à un nouveau paysage agricole. L'organisation des maraîchers en une corporation aux caractères identiques à ceux des corporations urbaines, contribue à différencier nettement les maraîchers des paysans. Un milieu humain original, rural par ses travaux, urbain par son habitat, s'organise alors autour de Paris. Dès lors, les villes se consacrent aux cultures maraîchères avec chacune leur particularité comme la pomme de terre à Fresnes, l'asperge à Villejuif ou la production horticole à L'Haÿ. Le marais est toujours petit, au regard d'une pièce cultivée, rarement plus d'un hectare, la

maison d'habitation est située sur le terrain d'exploitation, le travail étant trop intensif pour s'accommoder de la dispersion de l'habitat. L'habitation et le marais se repèrent de loin grâce au réservoir à eau passé au goudron et situé en hauteur afin de récupérer l'eau de pluie.

Autrefois, lorsqu'ils étaient peu éloignés des Halles, les maraîchers y portaient leurs produits à dos, dans des hottes. Puis, l'introduction du cheval et de la charrette apporte un bien-être relatif, surtout pour les patrons qui ne quittent plus guère la maison. La femme et le « garçon » chargé de conduire la voiture partent à l'aube pour vendre leurs légumes aux Halles. La « patronne » joue un rôle essentiel et, presque toutes les nuits, elle va vendre aux

### Villejuif grandes cultures et marais.

En 1900, la grande culture domine toujours mais les premiers maraîchers apparaissent. Ils produisent notamment les fameuses « asperges de Villejuif ».

Carte postale - Isidore-Laurent Deroy - 1865 - MDD5



Halles les légumes qu'elle a lavé et préparé. En plus de ses travaux ménagers, elle trouve encore le temps d'aider les hommes sur les marais. L'entreprise conserve une structure familiale et artisanale et patrons et ouvriers partagent la même existence particulièrement pénible. De 4 ou 5 heures le matin, à 8 ou 10 heures le soir, selon les saisons, la journée n'est interrompue que par les repas et, l'été, par une courte sieste. La culture légumière apparaît à Gentilly en 1868. À l'orée des années 1890, il n'y a pratiquement plus de cultivateurs dans la commune et les maraîchers occupent une grande partie des terres. Il ne reste, en 1895, que 27 hectares de terres de cultures traditionnelles, alors que, la première statistique officielle de 1836 en mentionne plus de 436 hectares. Les maraîchers, l'implantation des premières industries et l'urbanisation de la ville occupent la différence.

Au Kremlin-Bicêtre, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, neuf nourrisseurs possèdent ensemble sur la commune 190 têtes de bétail alors que la situation agricole y est devenue quasi inexistante avec seulement 3 ha de prés naturels, 5 ha de terre à jardin et 3 ha de pépinières. Cinq horticulteurs importants se répartissent rue Bobillot (Anatole-France), rue Danton, route de Fontainebleau et sentier de l'Âne-Vert (rue Babeuf).

À L'Haÿ-les-Roses, le maraîchage est quasi inexistant et l'agriculture perdure. En 1900, 374 hectares des 390 du territoire sont encore consacrés aux cultures. Dans les années 1920, un groupe de « jardiniers » quittent leur entreprise de Fontenay-aux-Roses pour s'installer à L'Haÿ où ils fondent une société coopérative, *L'Horticulture Ouvrière*, sur un terrain de 4 hectares, route de Villejuif. À côté de la coopérative, de petits établissements familiaux apparaissent à L'Haÿ qui, pour la plupart, sont d'anciens ouvriers de *L'Horticulture Ouvrière* qui tentent l'aventure à leur compte.

Le percement de l'autoroute fait disparaître certains établissements et *L'Horticulture Ouvrière*, en tant que société, est dissoute en 1972. Seule subsiste le long de l'autoroute la maison Chevallier, productrice de muguet, de jacinthes et de tulipes, située sur le territoire de Villejuif.

L'Haÿ-les-Roses pérennise la tradition horticole et son chef d'œuvre demeure sa roseraie. Née en 1894 de la passion de Jules Gravereaux (1844-1916) pour les roses et dessinée en 1899 par Edouard André, architecte paysagiste de renom, elle accueille toujours, chaque année, de mai à septembre, plusieurs dizaines de milliers de visiteurs venus des quatre coins du monde. Pas moins de 3 100 variétés de roses (15 000 pieds) sont réunies dans ce jardin extraordinaire : roses botaniques, galliques, de la

Malmaison, originaires d'Asie, roses de la collection horticole créées par l'homme au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle, roses contemporaines des rosiéristes étrangers et des hybrideurs français. Devenue propriété du Conseil général de la Seine en 1936, elle est transmise au conseil général du Val-de-Marne en 1967. La notoriété de la Roseraie a valu à L'Haÿ d'ajouter « les Roses » à son nom d'origine en 1914. À Villejuif, la grande culture domine toujours en 1900, même si quelques maraîchers apparaissent sur 2 hectares de terre. Ils produisent notamment les fameuses « asperges de Villejuif » qui connaissent une certaine renommée. Quant aux pépinières d'arbres fruitiers, elles occupent des espaces de plus en plus considérables car les pépiniéristes de Vitry tendent désormais à s'installer sur le plateau. L'enquête décennale de 1894 fait état de 15 ha de pépinières et 7 ha de forcerie de lilas. Il reste encore 5 ha de vignes.



**La Roseraie départementale.** L'Haÿ-les-Roses pérennise sa tradition horticole avec sa roseraie dont la notoriété lui valut d'ajouter « les Roses » à son nom d'origine. Initiée en 1894 par Jules Gravereaux, elle devient la propriété du conseil général de la Seine en 1936, puis du conseil général du Val-de-Marne en 1967.

*Centre de ressources de Fresnes de l'écomusée*



# De guerres en révolutions : survol du XIX<sup>e</sup> siècle

Les historiens s'accordent à faire débuter le XIX<sup>e</sup> siècle à la chute de l'Empire napoléonien, en 1815, et à l'achever avec la première guerre mondiale, en 1914. Cette époque, durant laquelle pas moins de trois révolutions et un conflit mondial bouleversent le pays, est une période d'instabilité politique mais aussi de profonds changements. Le siècle s'achève dans le sang des morts de la Grande Guerre, guerre industrielle où l'homme devient un instrument.

## **Bombardements de Paris en 1870.**

Pendant le siège de Paris, les Prussiens font venir des canons à longue portée ainsi que des pièces d'artillerie. Ils bombardent Paris et ses alentours dès le 27 septembre 1870. Cette vue, prise des hauteurs de L'Hajj, montre les impacts des bombardements du 27 décembre 1870 au 27 janvier 1871

*Vue prise des hauteurs de l'Hajj  
Dessin de Deroy - AVL/Cliché centre  
de ressources de l'écomusée*

## Le XIX<sup>e</sup> siècle : un siècle mouvementé

Un survol des événements marquants du XIX<sup>e</sup> siècle, laisse entrevoir le caractère troublé de la période post-révolutionnaire. Malgré une série de victoires remportées par Napoléon, Paris tombe le 31 mars 1814 et les maréchaux forcent l'Empereur à abdiquer pendant que le Sénat proclame Louis XVIII roi. L'Empire s'achève et le Val-de-Marne connaît à nouveau, en 1814, puis en 1815, l'occupation étrangère. Après l'échec de la « Campagne de France » en 1814, la dernière de Napoléon, les Alliés occupent Charenton, Maisons-Alfort et Arcueil.

Les « Trois Glorieuses »<sup>1</sup> de juillet 1830 n'atteignent pas nos villes. Les journées de février 1848, exclusivement parisiennes, et la proclamation de la République le 24 février ne touchent pas ou très peu la banlieue, si ce n'est la partie de Gentilly désormais parisienne, avec l'assassinat du général Bréa à côté de la barrière d'Italie. Pourtant, des municipalités envoient leurs vœux et leur adhésion à la nouvelle république. À Villejuif, dès le 28 février, le conseil municipal décide que trois drapeaux aux couleurs nationales seraient placés l'un sur le clocher de l'église, le deuxième à la mairie et le dernier à la gendarmerie. Enfin, la rue royale se nommerait désormais Grande-Rue. En revanche, les élections de 1848 permettent une première approche de l'opinion politique des habitants de l'actuel Val de Bièvre. Les 23 et 24 avril 1848 ont lieu les premières élections au suffrage universel dont le principe avait été retenu par le gouvernement provisoire, élu en février 1848. Il donne la parole à tous les citoyens mâles.

La proclamation de la Constitution, au mois de décembre suivant, est acclamée dans de nombreuses municipalités. À Arcueil, le curé chante un *Te Deum* suivi du *Dominé Salvam jac Republican*, après quoi la garde nationale défile aux cris de « Vive la République ! » À Villejuif, la Constitution est proclamée avec pompe. Le maire fait la lecture des articles qui la compose entre une messe solennelle, où jouent 25 musiciens du 57<sup>e</sup> régiment de ligne en garnison au fort de Bicêtre, et un *Te Deum* non moins solennel. Des rafraîchissements sont ensuite servis aux invités tandis que le soir « *il y eut illumination et bal gratis* ». Rapidement, les choses se gâtent et la question des Ateliers nationaux<sup>2</sup> et de l'emploi ouvrier fait éclater les dissensions. Les communes de la Seine et celles de la Seine-et-Oise reçoivent l'injonction de prendre des mesures locales en vue de résoudre le problème du chômage dû à la crise économique particulièrement aiguë en région parisienne et aggravée par l'arrivée massive de chômeurs provinciaux. Des mesures sont prises, comme à Arcueil où la municipalité commence par demander l'aide des rares bourgeois locaux,

1 La Révolution de Juillet, à la faveur de laquelle un nouveau régime, la monarchie de Juillet, succède à la Seconde Restauration, se déroule sur trois journées, les 27, 28 et 29 juillet 1830, dites « Trois Glorieuses ».

2 Les Ateliers nationaux étaient une organisation destinée à fournir du travail aux chômeurs parisiens après la révolution de février 1848. L'État intervenait directement en fournissant, en organisant et en payant le travail. Cette expérience sociale dura à peine trois mois, de mars à juin 1848.



**Bicêtre vu des bords de Bièvre à Gentilly.**

Lors de la proclamation de la Constitution, en décembre 1848, les municipalités du Val de Bièvre proclament leur soutien et des manifestations festives sont organisées. Les musiciens du 57<sup>e</sup> régiment de ligne en garnison à Bicêtre participent aux messes solennelles

Dessin – Jean-Lubin Vauzelle - 1<sup>er</sup> quart du XIX<sup>e</sup> siècle – MDD5

puis ouvre en avril un chantier communal de réparation des chemins vicinaux, travaux financés par une subvention municipale. Mais, le 22 juin 1848, la dissolution des Ateliers nationaux, jugés coûteux et socialement dangereux, pousse les ouvriers parisiens dans une sanglante révolte. Les carriers de Gentilly prennent part à cette révolte. Pierre Victor Madelein est condamné à la déportation pour avoir participé, avec ses compagnons carriers de Gentilly, aux combats qui ont eu lieu à la barrière de la Santé, dans le 12<sup>e</sup> arrondissement (l'actuel 13<sup>e</sup> arrondissement).

Le coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte, le 2 décembre 1851, ne touche pas nos communes, encore rurales, pas encore urbanisées et peu politisées. Seul, le maire d'Arcueil, Armand-Louis Colmet, un avoué, se félicite du coup d'Etat qu'il considère comme « un sursaut national ». Il faut dire qu'à l'image d'Armand Colmet, maire d'Arcueil de 1843 à 1861, ancien officier, avoué, le plus riche propriétaire de la commune, les maires ne sont pas socialement représentatifs de leurs administrés. Souvent de gros propriétaires fonciers, ce sont des notables qui, pour la plupart d'entre eux, restent en place quel que soit le régime. C'est le cas à Villejuif où le comte de Saint-Roman, châtelain de la commune, est nommé maire en 1815. Le 18 juillet 1870, la France déclare la guerre à la Prusse. Le 2 septembre, l'Empereur et tous ses généraux, acculés à Sedan, veulent capituler. Les Prussiens envahissent le territoire français et le bruit circule qu'ils vont tenter de prendre Paris. Lorsque les Prussiens apparaissent sur les hauteurs de

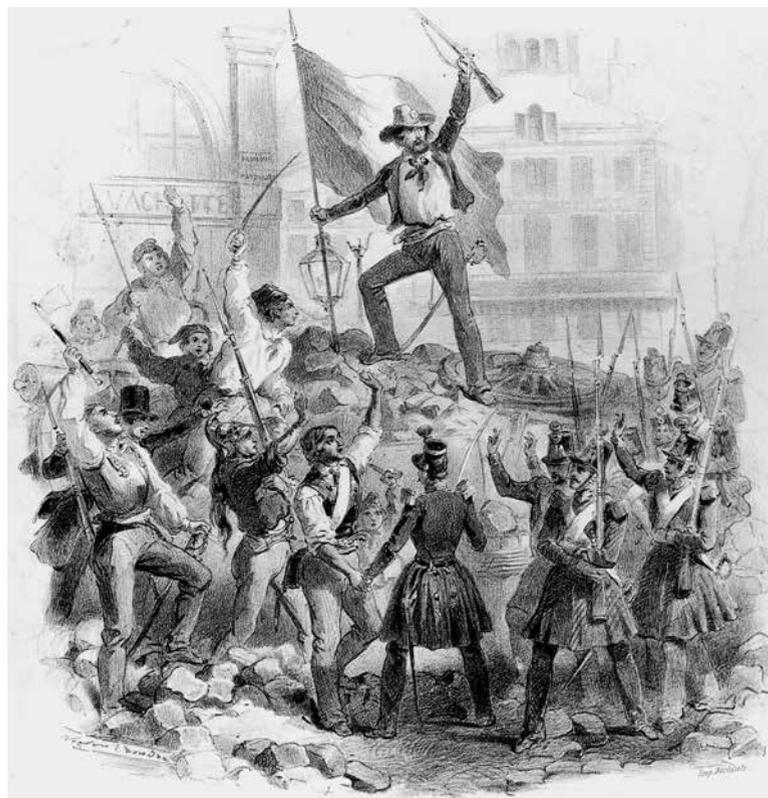
Châtillon, de nombreux habitants des communes du sud se réfugient à Paris où les élus les suivent. Le 15 juillet 1870, la mairie de L'Haÿ est transférée dans la capitale, au 69 boulevard Saint-Michel. Les L'Haÿssiens ne regagneront leurs maisons qu'en mars 1871 pour les retrouver en grande partie détruites.

Le 16 septembre 1870, le conseil municipal de Villejuif se réunit à Paris, au N°46 du boulevard Beaumarchais, « par suite de l'évacuation de Villejuif en présence de l'ennemi ». Le 27 février 1871, il se réunit à nouveau à Paris, cette fois 17, boulevard Arago, « par suite de l'occupation militaire de la commune ». En effet, sa situation stratégique sur le plateau devait faire de Villejuif le point de mire des armées ennemies. À plusieurs reprises, les Prussiens tentent de l'occuper mais en vain. Le 19 septembre, la redoute des Hautes-Bruyères,

du côté de L'Haÿ, qui avait été construite au moment du siège et sous le feu même de l'assiégeant, est prise par l'ennemi. Les Prussiens en sont chassés le 23 septembre par les troupes françaises qui la conservent. Lorsque, le 30 septembre, l'armée française entreprend une grande sortie vers le sud, avec Chevilly et Thiais pour objectifs, Villejuif sert de point de cantonnement. En fait, le village a plus souffert des dégâts causés par les retranchements et les différents travaux de défense que par les combats proprement dits même si, tout de même, le clocher de l'église a, en grande partie, été détruit par les obus allemands.

Les habitants des abords du fort de Bicêtre gagnent Paris et le conseil municipal de Gentilly s'installe dans un local au n° 280 de l'avenue des Gobelins, sous la présidence de Monsieur Dussaux nommé maire provisoire. Dans sa séance extraordinaire du 6 octobre 1870, le conseil vote l'ouverture d'un crédit de 3000 francs afin « *de venir en aide aux indigents de la commune réfugiés à Paris.* » De plus, le maire pense « *qu'il y a lieu de s'occuper de traiter avec un boulanger et un boucher et autres fournisseurs pour les fournitures nécessaires qui seraient distribuées au moyen de bons.* » Pourtant, la majorité des Gentilliens préfèrent rester dans leur ville et doivent, parfois, se cacher dans les caves et les carrières.

De nombreux habitants d'Arcueil se réfugient dans les 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> arrondissements de Paris. Le 22 septembre, le conseil municipal se réunit rue Gay-Lussac sous la présidence d'Eugène Lavenant. Un asile<sup>3</sup> est installé rue Gay-Lussac et une école rue Saint-Jacques afin d'y accueillir les enfants sous la direction d'un instituteur. Cependant, une grande partie des Arcueillais exilés à Paris reviendront progressivement chez eux, chassés par la pénurie alimentaire qui sévit dans la capitale assiégée. Arcueil-Cachan est défendu par les « moblots »<sup>4</sup> de l'Aube, de l'Ain et de la Côte-d'Or tandis que le fort de Montrouge est commandé par le capitaine de frégate Amet. À la fin du mois de novembre 1870, une offensive visant à passer la Marne est décidée par



#### **La Révolution de 1848 à Paris.**

Le 22 juin 1848, la dissolution des Ateliers nationaux pousse les ouvriers parisiens à la révolte. Les carriers de Gentilly y prennent part

*Journées de juin - Barricade - Lithographie - Victor Coindre - PP*

<sup>3</sup> Nom ancien de notre école maternelle.

<sup>4</sup> Un moblot était un soldat de la garde nationale mobile.

le commandement des troupes françaises. Une attaque du général Vinoy lancée sur L'Haÿ devait faire diversion. Les choses tournèrent autrement. En trois heures, cette « diversion » malheureuse fait un millier de victimes, tués, blessés ou faits prisonniers.

Trois monuments commémorent cet épisode à L'Haÿ-les-Roses. La « colonne brisée », rue Paul-Hochard, symbole des soldats fauchés en pleine jeunesse, rappelle aussi la conduite héroïque du général Guilhem tué à la tête de sa brigade lors des combats du 30 septembre 1870 ; le « Cénotaphe », à l'angle de la rue Bronzac et de la voie des Saussaies, important monument en forme de tombeau a été offert par la Ville de Paris en hommage aux défenseurs de la capitale tombés le 29 novembre 1870 sur le sol de L'Haÿ ; enfin, la « Croix des Mobiles », à l'angle de la rue Gabriel-Péri et de l'avenue du Général De Gaulle, érigée en

granit en 1873<sup>5</sup> et aujourd'hui grande croix en fer forgé, a été élevée afin de rappeler tous les soldats français tués en 1870 sur le secteur de L'Haÿ avec une mention particulière pour les jeunes « gardes mobiles ».

Les Prussiens font venir sur Paris des canons à longue portée mais aussi des pièces d'artillerie bombardant Paris et ses alentours dès le 27 septembre. Le 26 janvier 1871, après 132 jours du siège de la capitale, le gouvernement français demande l'armistice. Dès le lendemain, les conditions de cet armistice sont connues : livraison des forts et des canons de l'enceinte, poursuite des opérations militaires sur le front de l'Est. Enfin, la garnison est faite prisonnière de guerre à l'exception de la Garde nationale qui conserve ses armes. Le

29 janvier, les avant-postes et les forts sont évacués tandis que les Prussiens défilent symboliquement sur les Champs-Élysées. Après le siège, les Parisiens, fatigués et sous-alimentés, acceptent mal certaines dispositions prises par l'Assemblée Nationale installée à Versailles. Une goutte d'eau fait déborder le vase : la décision de Thiers<sup>6</sup> de s'emparer des 227 canons regroupés à Montmartre et à Belleville. Ces canons, les Parisiens les avaient achetés eux-mêmes pendant le siège. Le régiment chargé de récupérer les canons fraternise avec les insurgés et fusille les généraux Lecomte et Thomas qui leur avaient ordonné de tirer sur



**Entrée de Villejuif pendant la guerre de 1870.**

La situation stratégique de Villejuif, sur le plateau, fait de la ville le point de mire des armées ennemies.

Le 22 février 1871, le conseil municipal doit se réunir à Paris « par suite de l'occupation militaire de la commune ».

BNF

<sup>5</sup> par souscription publique auprès des habitants.

<sup>6</sup> Premier président de la III<sup>e</sup> République, Adolphe Thiers (1797-1877) est d'abord avocat puis journaliste libéral et historien. Élu député d'Aix en 1830, il devient sous-secrétaire d'Etat aux finances de Louis-Philippe, la même année, puis ministre de l'Intérieur en 1832, président du Conseil en 1836 mais démis peu après. Réélu député en 1848, il soutient la candidature à la présidence de Louis-Napoléon Bonaparte. Exilé en Suisse après le coup d'Etat de 1851, il est autorisé à rentrer en 1852. Après la défaite contre les Prussiens en 1870, il négocie la paix et ses conditions avec Bismarck. Il est élu Président de la République en 1871. Il quitte Paris pour Versailles avec le Parlement, en 1871, d'où il est écrasé par les armes l'insurrection de la Commune.

les Parisiens. La Commune de Paris est proclamée le 28 mars tandis que le mouvement s'étend déjà dans plusieurs villes de France. Protégés par le mur des fortifications, les Parisiens s'organisent. Des mesures sociales et politiques sont prises durant les quatre mois que dure la Commune. Mais les Communards ne résisteront pas aux « Versaillais », les forces de Thiers. Des batteries sont installées au sommet du coteau de Clamart, sur le plateau de Châtillon et entre Fontenay et Bagneux. Ces dernières sont dirigées sur les forts de Bicêtre, Vanves et Montrouge. Gentilly, défendu par le 97<sup>e</sup> bataillon de la garde nationale de Paris composé majoritairement de gardes de Gentilly, se trouve sous le feu de ces batteries. En effet, des Gentilléens s'étaient ralliés à la cause des Communards et avaient intégré le 97<sup>e</sup> bataillon. Ils investissent les forts de Bicêtre et de Vanves ainsi que la redoute des Hautes-bruyères, combattent au plateau de Châtillon.

Pas moins de 55 personnes, natives ou habitant Gentilly et le Kremlin-Bicêtre, sont recensées dans le *Maitron*<sup>7</sup> et encore ne s'agit-il pour l'essentiel que de militaires. Il est permis de penser que les civils ont eux aussi largement participé. Dans la nuit du 9 au 10 mai et dans la journée du 18, la Grange-Ory, propriété située sur la N20, est le théâtre d'affrontements meurtriers entre la colonne du général Osmond et des Fédérés<sup>8</sup>. Une barricade est montée rue de Montrouge (avenue Paul-Vaillant-Couturier) à Gentilly. Le 24 mai, les troupes de Versailles s'emparent de Gentilly et du fort de Bicêtre où le 97<sup>e</sup> se rend sans résistance. Les Fédérés qui occupent le fort de Bicêtre l'évacuent dans la nuit du 24 au 25 mai, sous la menace de l'armée de Versailles.

À Arcueil, le maire Eugène Lavenant, se réfugie à Bourg-la-Reine avec une poignée d'habitants. Echaudés par la famine du siège de Paris, la majorité des Arcueillais préfèrent demeurer chez eux et « sympathisent » autant que faire se peut avec les 2000 Fédérés, commandés par Jean-Baptiste Serizier, le délégué de la Commune à la mairie du 13<sup>e</sup> arrondissement, stationnés à Arcueil et Cachan, au fort de Montrouge et à la redoute des Hautes-Bruyères. Trois Arcueillais, Messieurs Cretté, Tessier et Martial, hissent le drapeau rouge



**La redoute des Hautes-Bruyères pendant le conflit de 1870.**

Construite au moment du siège de Paris sous le feu de l'ennemi, la redoute des Hautes-Bruyères est prise par les Prussiens le 19 septembre 1870. Ils en sont chassés par les troupes françaises qui la conserveront.

Photo - Adolphe Braun (1811-1877) - DR

7 « Le Maitron » est le nom d'usage d'une œuvre monumentale dirigée, jusqu'à sa mort en 1987, par l'historien Jean Maitron et, depuis, par l'historien Claude Pénnetier, chercheur au CNRS, qui était son associé depuis 1980. Le Maitron est un ensemble de dictionnaires biographiques du mouvement ouvrier.

8 Les militants révolutionnaires et les gardes nationaux parisiens se regroupent en clubs, associations, sections, qui se « fédèrent » au printemps 1871. Ils font appel à la constitution d'une libre fédération des communes de France ; d'où le nom de « Fédérés » donné aux communards.

sur l'hôtel de ville du village. Un fait tragique, connu sous le nom « d'affaire des Dominicains », endeuille Arcueil. Ces Dominicains avaient installé une ambulance au collège Albert-Le-Grand, rue Berthollet à Arcueil, pendant le siège de Paris. La Commune proclamée, ils y soignent les Fédérés. Le 18 mai 1871, des Fédérés du 120<sup>e</sup> Bataillon occupent l'école et, les soupçonnant de collusion avec les Versaillais, arrêtent les Dominicains et quelques laïcs qui s'y trouvent. Ils sont dirigés vers le fort de Bicêtre. Lors de leur retraite, les Fédérés transfèrent, le 25 mai, les Dominicains et les laïcs qui les accompagnent à la mairie du 13<sup>e</sup> arrondissement puis, dans une école désaffectée au 38 de l'avenue d'Italie, transformée en dépôt disciplinaire par les Communards. En chemin, 5 Dominicains ainsi que 7 des laïcs arrêtés en même temps qu'eux<sup>9</sup> sont fusillés.

La presse versaillaise s'empresse de relater ce drame, parlant d'un acte prémédité au cours duquel cinq prêtres et sept employés de l'école Albert-Le-Grand avaient été froidement exécutés. Jean-Baptiste Serizier, D. Bouin le directeur de la prison de l'avenue d'Italie, et Lucipia, un journaliste communard, sont condamnés à mort en tant que responsables du massacre des Dominicains. Les deux premiers ont été fusillés, le troisième, finalement gracié. Selon Georges Soria<sup>10</sup> qui rapporte l'affaire dans son *Histoire de la Commune*, les faits ne se seraient pas passés exactement de cette façon. Selon l'historien, alors que les Fédérés étaient en pleine déroute et que les Dominicains étaient évacués vers le dépôt disciplinaire, ils s'étaient retrouvés isolés, en pleine bataille, et des gardes nationaux leur avaient tiré dessus, sans qu'à aucun moment le colonel Serizier n'en ait donné l'ordre. L'arrivée inopinée du 113<sup>e</sup> d'Infanterie avait permis de sauver quelques-uns de ces religieux qui, d'ailleurs, n'avaient pas tenté de s'enfuir.

Les Versaillais progressent rapidement, entrent dans Paris et la chasse à l'homme commence. C'est le début de la « semaine sanglante ». Les Fédérés, cernés, sont alignés contre le premier mur venu et fusillés. On en retrouve partout, au hasard des rues, derrière un mur, entassés pêle-mêle. Prêts à se battre jusqu'à la mort, les derniers Communards sont abattus au cimetière du Père Lachaise. Parmi ces combattants des derniers jours de la semaine sanglante et qui s'illustrèrent dans le Val de Bièvre, nous trouvons le marchand de vin Joseph Limasset, garde du 150<sup>e</sup> bataillon qui s'est battu à Vanves, à Issy et à Gentilly avant de rentrer, le 20 mai, participer à la défense de la Bastille et le capitaine Camille Desbarats, chef de la 4<sup>e</sup> compagnie du 239<sup>e</sup> bataillon, qui avait tenu les forts de Bicêtre et d'Ivry, avant de se battre et mourir rue de Bagnolet. À Arcueil, plusieurs habitants furent, selon L.-L. Veyssière dans sa monographie *Arcueil-Cachan*, arrêtés et « nul n'eut jamais de leurs nouvelles ». Les combats de la Commune épargnent le territoire de Bicêtre, mais ses habitants assistent au transport des corps des communards tombés au Moulin Saquet. Ils

<sup>9</sup> Les douze victimes ont été ramenées à Arcueil et ensevelies dans le parc du collège Albert-Le-Grand. Leurs dépouilles furent exhumées le 11 octobre 1938 et transférées au cimetière de Cachan.

<sup>10</sup> Georges Soria – *La grande histoire de la Commune* – Robert Laffont et le Livre Club Diderot – 1970/1971

sont jetés dans les fosses du cimetière parisien d'Ivry, à Bicêtre, et les tranchées creusées par les Prussiens qui servent à ensevelir les cadavres des Fédérés.

Lorsqu'en 1897, la nouvelle municipalité du Kremlin-Bicêtre cherchera à acquérir un terrain afin d'y établir son cimetière, le maire, Eugène Thomas passera un accord avec la Ville de Paris pour l'achat d'un terrain à distraire du cimetière parisien d'Ivry, à charge pour la municipalité du Kremlin-Bicêtre d'édifier à ses frais le mur de séparation. Une clause stipule que « *Il demeure entendu que la commune respectera le terrain situé dans la partie vendue et où reposent les soldats inhumés pendant la guerre de 1870/1871* ». Eugène Thomas fait élever un monument funéraire, en leur mémoire, à l'emplacement des fosses. En 1948, ce monument est déplacé et l'on y découvre alors, dans une niche ménagée dans le socle, une lettre signée

d'Eugène Thomas et deux cartes de visites. Sur cette lettre, on peut lire une sorte de profession de foi du socialiste convaincu qu'il était : « *Je soussigné, Eugène Thomas, maire, conseiller général, représentant des droits du Peuple et de la cause de la Révolution sociale, dépose cette note à la mémoire des vaincus de la Commune de Paris de 1871 inhumés sous ce monument. Pour la vérité de l'Histoire, je déclare que ce monument est érigé en souvenir des martyrs assassinés par les ordres du général Galliffet, actuellement ministre de la Guerre de la République vingt-huit ans après ses horribles forfaits. Générations qui me lirez, soyez les soldats de la Revanche pour l'honneur des défenseurs de la Liberté. Au nom de la Cause, et par respect pour ceux qui reposent ici, JE SALUE L'ÈRE DU PEUPLE LIBRE réuni sous le drapeau communaliste.* » Quant aux cartes de visite, il est écrit sur

la première, signée de Maurice Bourguignon, Conservateur du cimetière: « *Vive la Sociale – Vive la Révolution – MORT AUX GALLIFFET<sup>11</sup> - A NOUS LA JUSTICE ET L'HUMANITÉ.* » Sur la seconde, d'Henri Rébersat, architecte communal (qui sera l'architecte de la mairie), on peut lire : « *Je m'associe aux paroles du citoyen Eugène Thomas, maire, conseiller général et mon ami. Le 3 septembre 1899 – Rébersat, 29 ans.* » La lettre d'Eugène Thomas étant datée également du 3 septembre 1899, il est permis d'imaginer que cette date est celle de l'inauguration du monument.



**La semaine sanglante au cimetière du Père Lachaise à Paris.**

La Commune de Paris est proclamée le 28 mars 1871. Elle se termine dans un bain de sang : les Versaillais massacrent les Communards. Les derniers communards sont abattus au cimetière du Père Lachaise.

Collection particulière – DR

## La fin du XIX<sup>e</sup> siècle : la Grande Guerre

<sup>11</sup> Gaston Auguste marquis de Galliffet (1830-1909), officier de la Cavalerie, se fit remarquer par sa rigueur lors de la répression contre les communards.

### Bicêtre guerre de 1870.

Les habitants des abords du fort de Bicêtre abandonnent leur maison et gagnent Paris. En revanche, la majorité des Gentilléens préfèrent rester et se cachent dans les caves et les carrières.

Estampe 1870 – auteur non identifié  
– MDDS



Le 3 août 1914, l'Allemagne déclare la guerre à la France et la Première Guerre mondiale avec le cortège d'horreurs qui l'accompagnera, commence. Ce conflit qui, pour la première fois, voit s'affronter les grandes puissances mondiales est appelée « Grande Guerre » en référence à son ampleur. Ses dimensions humaines, économiques, militaires et géographiques sont alors sans précédent. Le 6 décembre 1914, le conseil municipal rend hommage aux mobilisés gentilléens : *« Les membres du conseil municipal de Gentilly adressent leur salut fraternel à leurs collègues mobilisés, (...) aux employés et cantonniers communaux mobilisés et aux habitants de Gentilly appelés ou rappelés sous les drapeaux qui, aux côtés de nos alliés anglais et de nos amis belges, combattent en ce moment pour la défense du sol français envahi, pour la cause sacrée de la civilisation humaine, du droit, de la liberté et de l'indépendance des peuples. »*

Lors des réunions du conseil municipal du Kremlin-Bicêtre, les élus, comme tous les Français, pensent que la guerre sera si courte qu'ils n'éprouvent pas le besoin de mentionner la mobilisation de certains d'entre eux. Ce n'est qu'à la séance du 23 décembre 1915 que, pour la première fois, douze élus sont notés « absents » parce que « mobilisés ».

Le départ des hommes, pères ou grands frères, soustrait à l'autorité parentale nombre d'enfants qui se trouvent plus ou moins livrés à eux-mêmes. Leur nombre grandissant amène le maire de Gentilly à

promulguer un arrêté concernant le vagabondage des enfants de moins de 13 ans. Aussi, il est interdit aux parents de laisser « *courir à l'abandon, sur la voie publique, leurs enfants ou pupilles âgés de 6 à 13 ans* ». En cas d'infraction, les enfants seront appréhendés et conduits d'office à l'école. En cas de récidive, les personnes qui en ont la responsabilité encourront les pénalités prévues par la loi du 28 mars 1882 rendant l'école obligatoire.

La municipalité d'Arcueil prévient qu' « *une garderie d'enfants sera organisée dans chaque quartier par les soins des institutrices et institutrices* ». En fait, c'est la première fois que des institutrices apparaissent à Arcueil, les instituteurs étant partis pour le front. La crèche reste ouverte et un service de consultations médicales se tient à l'annexe de la mairie, rue Emile-Raspail, trois jours par semaine.

Le départ à la guerre d'un mobilisé porte souvent un préjudice financier important à sa famille. Le salaire de la personne qui part constitue, dans la plupart des cas, la ressource essentielle du foyer et une loi datée du 5 août 1914 prévoit qu'une allocation de soutien de famille pourra, dans certains cas, être versée. Une commission supérieure habilitée à l'attribution des allocations étudie les dossiers des requérants. D'autre part, les pertes en vies humaines sont, dès le début de la guerre, très lourdes. Une circulaire du 17 février 1915 autorise les familles dont un fils est mort au champ d'honneur à faire une demande de secours immédiat.

Les municipalités organisent les secours : garderie d'enfants, soupes populaires, ravitaillement en denrées alimentaires et en combustibles, aides aux familles de mobilisés, etc. Dès le début de la guerre, une « cantine maternelle » destinée à de très jeunes enfants fonctionne au 41 rue de Montrouge (rue Paul-Vaillant-Couturier), à Gentilly. Un décompte des repas servis, établi au 31 mars 1917, fait état de 52 396 repas servis depuis le début de la guerre. À Arcueil, le conseil municipal déclare que « *Les services d'assistance aux vieillards, aux familles nombreuses, aux femmes en couches, aux enfants et aux familles des hommes mobilisés sont tout particulièrement l'objet de l'attention de la municipalité, et des secours immédiats seront accordés en quantité suffisante pour que personne ne souffre de cet état de chose.* » La municipalité organise deux soupes populaires à bas prix ou gratuites à l'école maternelle d'Arcueil et au groupe scolaire Paul-Bert à Cachan. Pour les femmes sans emploi, la ville organise des ateliers communaux (couture, confection, cuisine, etc.) ainsi que des travaux d'équipement publics pour les hommes.



#### Frères d'armes.

Le 3 août 1914, l'Allemagne déclare la guerre à la France et c'est le début de la Première Guerre mondiale. Pas moins de 72 belligérants vont y participer. Au début du conflit, les Français portent un uniforme particulièrement mal adapté : leur casquette et leur pantalon rouge garance en font des cibles parfaites.

Carte postale – Collection particulière – DR

Des loteries sont organisées chaque année à Arcueil pendant la durée du conflit au profit des soldats, des prisonniers et des permissionnaires. La commune envoie régulièrement « *un colis de vivres et de vêtements (...) aux 92 prisonniers nécessiteux* ». Parfois, un événement grave peut provoquer le versement d'une indemnité exceptionnelle. Ainsi, en octobre 1915, une terrible explosion rue de Tolbiac provoque des bris de glaces importants jusque dans les maisons de la première couronne mais, surtout, fait deux victimes gentilléennes, un homme de 36 ans et un enfant de 13 ans. La municipalité demande une aide afin de dédommager les personnes ayant subi des dommages mais aussi de verser une aide aux familles des deux victimes.

### **Le Val de Bièvre au quotidien pendant le conflit**

Une étude réalisée sur Gentilly pendant la guerre de 1914-1918<sup>12</sup> permet de donner un aperçu de la vie quotidienne des habitants du Val de Bièvre pendant ce conflit. Les informations suivantes s'appuyant largement sur cette étude expliquent les nombreuses références à cette commune. Les réquisitions de biens civils à des fins militaires sont nombreuses et, en premier lieu, les transports. Les maires sont tenus de faire un relevé numérique des voitures susceptibles d'être requises en cas de nécessité. En effet, dès 1914, la mobilisation générale nécessite un acheminement rapide des troupes. Les soldats, arrivant des différentes régions de France, passent pour une très grande majorité par Paris avant d'être dirigés vers les fronts militaires du Nord et de l'Est. À Gentilly, le 23 septembre 1914, le cantonnement d'une batterie du 1<sup>er</sup> d'artillerie, se dirigeant sur le front, est installé dans le préau de l'école des garçons qui offre toutes les conditions favorables. La paille de couchage est payée aux agriculteurs voisins par voie de réquisition militaire.

Le chemin de fer étant le moyen le plus rapide et le plus efficace, le gouverneur militaire de la capitale demande que les voies ferrées soient réquisitionnées pour le transport des soldats mobilisés. Les équidés ne sont pas épargnés et les ânes comme les chevaux subissent aussi la réquisition, mettant en difficulté nombre de professions. À Arcueil, les multiples réquisitions de chevaux touchent tout particulièrement les carriers et le casernement des troupes dans la commune, comme celui du 9<sup>e</sup> d'Infanterie au 13 rue Etienne Dolet, provoque des troubles.

Avec l'économie de guerre mise en place dès 1914, les autorités locales se trouvent rapidement confrontées à de graves problèmes pour trouver de quoi nourrir la population et le problème du ravitaillement devient crucial. Certaines denrées, telles les céréales, sont réquisitionnées. En 1914, la Société Laitière Maggi, une

<sup>12</sup> Madeleine Leveau-Fernandez - 1914-1918 : la Der des Ders ? Gentilly et la Grande Guerre - SHG - 2008 - 48 pages

société allemande, qui possède deux dépôts au Kremlin-Bicêtre subit des scènes de pillage. Le maire Eugène Thomas doit intervenir pour les faire cesser. Des permissions agricoles exceptionnelles sont accordées afin de réaliser les travaux des champs. Plus on s'enfonce dans le conflit, plus les permissions agricoles diminuent. Les terres maraîchères de Gentilly manquent de bras. En 1917, 16 permissionnaires sont autorisés à rentrer mais les refus se succèdent pour 1918.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le marché qui se tient deux à trois fois par semaine dans certaines communes est un élément essentiel de la vie commerçante. Aux marchands forains s'ajoutent les paysans ou les maraîchers venus vendre leurs produits. On achète sur le marché moins cher et plus « frais », ce qui n'est pas négligeable à une période où les moyens de conservations actuels (conserves, surgelés, réfrigérateurs) sont encore inconnus. En 1914, le marché de l'avenue de Fontainebleau au Kremlin-Bicêtre, marché commun pour le Kremlin-Bicêtre et pour Gentilly, conserve son importance. Toutefois, les données le concernant montrent les difficultés d'approvisionnement que rencontrent les marchands et, par voie de conséquences, les familles. Le nombre de forains présents sur le marché change peu, de 498 en 1914, à 465 en 1918, avec même une légère hausse en 1915. Si l'on considère les marchandises introduites par année, toutes chutent mais ce sont les fruits et légumes qui sont les plus touchés puisqu'ils passent de 964,4 tonnes pour l'année 1914 à 59,4 tonnes en 1918. Cette perte énorme peut s'expliquer, en plus des problèmes d'acheminement, par le manque de bras pour le travail agricole dû à la mobilisation des hommes.

Si les cartes de rationnement sont instituées très vite, elles restent sous la forme de bons collectifs jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1918. À cette date, les bons se transforment en cartes individuelles. Une carte d'alimentation comporte 6 séries de coupons, les coupons n°1 étant réservés au pain, les n°2 au sucre. Lors de leur création, les coupons individuels des cartes d'alimentation individuelles 3, 4, 5 et 6 restent provisoirement sans emploi. Ils seront affectés ultérieurement au charbon, au tabac, à la viande et autres denrées. Le ravitaillement en denrées alimentaires de la population n'est pas le seul souci des municipalités qui doivent aussi organiser le ravitaillement en combustibles. En dehors des livraisons de la préfecture, la municipalité commande bois et charbon directement aux exploitations. Le ravitaillement des communes suburbaines et, notamment, le charbon, s'effectue par la petite ceinture. Les livraisons pour Gentilly arrivent en gare de la Glacière-Gentilly (sur l'actuelle place de Rungis).

L'hiver 1915-1916 est particulièrement rigoureux et, dès le milieu de la saison, Gentilly a utilisé ses réserves de combustibles. Début novembre, au moment de l'ouverture de la vente de charbon, plus de 2000 familles



**Un soldat de la Grande Guerre à Fresnes en août 1915.**

Le nouvel uniforme du soldat français, la tenue bleu horizon apparaît en avril 1915. Avant de percevoir les nouveaux uniformes, plus discrets et plus confortables, les soldats reçoivent des couvre-képis et des couvre-pantalons de couleur bleue. Tant qu'ils n'ont pas perçu le couvre-pantalon les hommes ont l'ordre de porter les pans de la capote relâchés pour cacher au maximum le pantalon rouge.

*Auteur anonyme - Centre de ressources de l'écumusee*

de mobilisés assaillent le chantier communal. À ces familles, s'ajoutent les 300 indigentes habituelles. En un mois, près de 400 tonnes, sur les 856 attribuées, sont écoulées. Si l'on compte les pertes et les 80 tonnes à prélever pour les services d'assistance, il ne reste, à la veille de Noël, à peine plus de 400 tonnes de charbon pour terminer l'hiver. Le trafic s'organise parmi la population gentillienne. Des usurpations de noms et d'adresses servent à recevoir deux, voire trois fois la quantité autorisée par famille. Ceux qui se font remarquer sont poursuivis par les tribunaux mais, dans une période aussi agitée, il est difficile de démasquer les fraudeurs.

La commune organise elle-même la vente du charbon par l'entremise d'un charbonnier. Les commerçants et les petits industriels reçoivent des bons spéciaux, différents de ceux de la population. En 1918, une distribution extraordinaire de bons de charbon est accordée aux blanchisseuses. Vingt blanchisseuses reçoivent 20 000 kg de charbon pour l'année à raison de 1000 kg par quinzaine. Or, un recensement des entreprises gentilliennes, établi en 1917, dénombre 44 blanchisseuses. Les vingt heureuses élues l'ont été

... par tirage au sort !

Le charbon devenant une denrée rare, on se tourne vers le bois de chauffage, pourtant assez peu économique. En juillet 1917, Gentilly cède au Kremlin-Bicêtre, dont la population se trouve dans le plus grand dénuement, une centaine de tonnes de bois de chauffage. Avec la mobilisation des hommes, le nombre des égoutiers diminue fortement dans le département de la Seine. Le manque de personnel rend difficile le désengorgement des égouts encombrés en procédant à des extractions de détritrus. Les particuliers sont également touchés. En effet, « *la salubrité de la banlieue pourrait être gravement compromise par l'impossibilité, faute de personnel ou d'attelages, de vidanger*

*toutes les fosses pleines, dans les immeubles non pourvus du tout-à-l'égout.*<sup>13</sup> ». Dans une circulaire du 6 août 1914, le préfet demande au maire de Gentilly d'inciter ses administrés à économiser « l'eau de lavage des appareils de chute ». En clair : ne pas tirer la chasse d'eau trop souvent ! Aussi, il est recommandé « l'emploi occasionnel des seaux dit hygiéniques » afin de ne tirer la chasse d'eau qu'une seule fois, lors du déversement du contenu du seau dans la cuvette. Le préfet demande au maire d'aviser la population de ces mesures de précautions par voie d'affiches. Quant à l'eau, il n'est pas certain que sa consommation soit sans risque. Le 2 décembre 1914, le maire de Gentilly reçoit un télégramme du préfet « *Je vous prie par*



**Remise d'une médaille militaire à Fresnes – 1916.**

Remise de la médaille militaire à Louis Haudebourg, blessé au cours de la Guerre. Il est sur le perron de la mairie avec sa famille et un ami.

*Auteur anonyme - Collection famille Bossard - Centre de ressources de l'écomusée*

<sup>13</sup> Circulaire du 10 août 1914 – Archives municipales de Gentilly – Carton 97/BB1

mesure de précaution de vouloir bien engager les habitants de votre commune à faire bouillir l'eau destinée à leur consommation »<sup>14</sup>. Le maire fait apposer une affiche en ce sens.

## La défense passive au son du clairon

Dès le début de la guerre, des mesures sont prises afin de prévenir la population « en cas de menace d'incursion d'aéronefs ennemis ». Dans un premier temps, ces mesures sont artisanales puisque les Gentilléens sont prévenus par la sonnerie du clairon. La modernisation du matériel aérien oblige à revoir le signal d'alarme : la sonnerie du clairon est dépassée et un ténor (une sirène) est installé dans le campanile de la mairie. Un danger inattendu surgit. Le sous-secrétaire d'Etat de l'Aéronautique militaire et maritime attire l'attention du maire des communes de la Seine sur le fait que le verre blanc des cloches de verre et des châssis des maraîchers sont susceptibles, sous certains éclairages, de refléter la lumière lunaire pouvant ainsi servir de repère aux avions ennemis.

Une circulaire du préfet de police demande aux maires de la Seine d'effectuer « un recensement des caves, sous-sols et autres lieux propres à servir d'abris à la population en cas d'attaque d'aéronefs ennemis ». Le maire de Gentilly organise une commission locale chargée de cette recherche. Les caves de quatre immeubles répondent aux critères exigés. Une pancarte contenant en caractères noirs sur fond blanc le mot ABRI est apposée près de la porte d'entrée de chacun de ces immeubles ainsi que le nombre de places disponibles. La nuit, en cas d'alerte, un signal lumineux discret éclaire la pancarte. Pourtant, l'insuffisance des abris particuliers mène le conseil municipal de Gentilly à prendre la décision d'aménager deux abris souterrains, l'un derrière la mairie, entre les deux groupes scolaires, afin de servir de refuge aux enfants pendant le jour et à la population pendant la nuit, le second dans une carrière souterraine du plateau Mazagran, à l'usage de la population et pouvant contenir plusieurs milliers de personnes. Le maire de Gentilly est le premier à prendre une telle initiative et un article élogieux paraît à ce propos dans *Le Matin* du 20 mars 1918. Un garde (volontaire) veille au bon fonctionnement de chaque abri durant l'alerte. Un roulement de garde est établi pour le service de veille jusqu'à minuit. À Gentilly, une vingtaine de personnes sont inscrites pour assurer cette tâche. Les gardes sont reconnaissables grâce au port d'un brassard spécifique. Afin de faciliter l'accès et la sortie de l'abri, les surveillants d'abris doivent obéir et faire respecter un règlement très strict. De plus, ils sont tenus de faire un rapport dans lequel sont consignés la date, le (ou les) membre(s)

### D'anciennes carrières aménagées pour servir d'abris.

Le maire de Gentilly, Auguste Gratien, est le premier maire à prendre l'initiative de la construction d'abris en utilisant d'anciennes carrières, comme ici dans l'actuelle rue de la Paix. Cette initiative fait l'objet d'un article dans *Le Matin* du 20 mars 1918.

Photo - Auteur anonyme - AM de Gentilly





#### **Les hôpitaux militaires auxiliaires.**

Afin de recevoir les blessés dont le nombre ne cesse de croître, la Croix Rouge française crée des hôpitaux auxiliaires militaires.

À Fresnes, la villa Sainte-Marguerite, tenue par des sœurs de Saint-Vincent de Paul, est transformée en centre d'accueil pour les soldats en août 1915.

*Centre de ressources de l'écomusée*

du conseil municipal présent, les gardes présents, les absents, le nombre de personnes descendues dans l'abri et les faits à signaler.

Pendant la Première Guerre mondiale, l'aviation se développe considérablement. Elle change de forme et ses performances s'accroissent. Utilisé dans un premier temps pour la reconnaissance, l'avion devient ensuite une véritable arme de guerre, faisant progresser la guerre industrielle. Pourtant, si la crainte que les « aéronefs » suscitent dans la population incite à se protéger, c'est de terre, par les bombardements canoniers, que le danger arrive. À Paris, les tirs répétés du Long Max, souvent confondu avec la

Grosse Bertha, envoient des obus pouvant parcourir plus de 100 km avant de s'abattre sur la capitale. Dans un fracas énorme qui secoue toute la capitale, un premier obus tombe place de la République, un deuxième rue Charles V et un troisième boulevard de Strasbourg, près de la gare de l'Est. Le soir, de ce 23 mars 1918, 21 impacts sont dénombrés sur Paris et un à Châtillon. Au Kremlin-Bicêtre, un obus tombe, le 30 mai 1918, sur la place de la Mairie, endommageant le trottoir et la chaussée.

Dans un premier temps, le commandement allié pense à un bombardement aérien et mobilise la chasse aérienne afin d'inspecter l'espace aérien parisien. Les jours suivants, les journaux parisiens s'efforcent d'éclaircir le mystère et avancent plusieurs hypothèses. Ne connaissant que la Grosse Bertha, les journalistes déclarent que les obus ne peuvent provenir que de cette pièce d'artillerie réputée impressionnante. Le Long Max pilonne Paris du 23 mars au 4 août 1918, tirant 351 obus sur la ville, causant la mort de 256 personnes et en blessant 620. Même si, à l'exception de Châtillon, la banlieue sud n'a pas eu à souffrir des bombardements du Long Max, le souvenir du harcèlement de ce que l'on croyait être la Grosse Bertha demeure dans la mémoire populaire comme le symbole des agressions subies par les populations de l'arrière et plus particulièrement à Paris.

#### **Les hôpitaux militaires temporaires**

La Grande Guerre a fait environ 30 millions de blessés parmi les combattants, sans compter les civils.

On estime que 40% des soldats du contingent ont reçu une, voire plusieurs blessures. Le pays n'est pas préparé à accueillir un tel nombre de blessés et toutes les villes sont mises à contribution pour créer des « hôpitaux temporaires » (HT) qui sont « complémentaires » (HC), « auxiliaires » (HA) ou « bénévoles » (HB)<sup>15</sup>. Aucun nom ne leur est attribué, ils sont numérotés à mesure de leur création. Ainsi, l'HC 86, qui dépend de l'hôpital militaire du Val de Grâce, est installé à l'infirmerie du Fort de Bicêtre. En mars 1916, les asiles d'aliénés de la Seine étant complets, comme l'asile départemental de Villejuif, les aliénés militaires sont envoyés sur Bicêtre qui, jusqu'alors ne recevait dans un service qui leur était réservé que les « aliénés militaires en prévention de conseil de guerre ». Des baraquements en bois sont construits à l'hôpital de Bicêtre pour accueillir des soldats tuberculeux. Ils étaient situés à l'angle des rues de la Convention et Rossel, à l'emplacement du parc Pinel. Le conflit terminé, les baraquements sont transformés en un sanatorium qui prend le nom de Georges Clemenceau. Après une lutte âpre menée par la municipalité, soutenue par l'ensemble du corps médical, le sanatorium Georges-Clemenceau sera définitivement fermé en 1935, après l'ouverture d'un nouvel établissement, portant le même nom, construit à Champcueil en Seine-et-Oise.

À Fresnes, les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul transforment la villa Sainte-Marguerite en centre d'accueil, le HA 298, pour y loger les blessés de guerre. Le docteur Thouvenel monte chaque jour, à pied, d'Antony pour les soigner. Un second, le HC 9, est installé à la Croix de Berny. L'hospice Paul Brousse à Villejuif, l'École des Travaux Publics à Arcueil-Cachan (HA 242) ou encore l'HA 278, également à Arcueil-Cachan et tenu par des sœurs de Saint-Vincent de Paul sont transformés en hôpitaux temporaires.

À Gentilly, dès août 1914, l'hôpital militaire auxiliaire n°88 est installé dans les locaux de la congrégation des Lazaristes. Aujourd'hui disparue, la congrégation se trouvait dans l'actuelle avenue du général Gallieni. Il est géré par l'œuvre des blessés de la Croix Rouge de Paris et par la section de Gentilly du Comité des dames françaises, faisant office d'infirmières. Dès la création de ce qui deviendra dans le langage populaire « l'hôpital 88 », la municipalité prête son concours à son organisation et un conseiller municipal y est spécialement attaché. Visité par le cardinal archevêque de Paris le 10 novembre 1914, l'établissement est également inspecté par le conseil municipal le mois suivant qui constate « le parfait aménagement de l'hôpital et sa bonne organisation ». À cette date, l'hôpital abrite 47 malades et a déjà connu deux décès. Les cortèges funèbres partants de l'hôpital auxiliaire n°88 provoquent un incident. Depuis le 17 novembre 1885, un arrêté municipal interdit à Gentilly toute manifestation extérieure du culte. Or, les cortèges partant de l'hôpital 88 parcourent les rues de la ville, passant même devant la mairie. Dans un premier temps, le conseil municipal tolère cette dérogation aux prescriptions municipales par respect pour les « morts

<sup>15</sup> Les HT du territoire sont appelés Hôpitaux Complémentaires s'ils sont gérés par la Société française de Secours aux Blessés Militaires (SSM). Ils sont appelés Hôpitaux Auxiliaires s'ils sont gérés par les Sociétés d'assistance. Ils sont appelés Hôpitaux Bénévoles s'ils sont gérés par des particuliers, des associations, des communautés ou des collectivités locales à condition de répondre et respecter un cahier des charges imposé par le Service de Santé Militaire.



#### Le vitrail du Kremlin-Bicêtre.

La municipalité du Kremlin-Bicêtre porte son choix sur un vitrail pour honorer ses soldats morts pour la France. Situé dans le hall de la mairie, en haut de l'escalier monumental, il est signé « Ch. Champigneulle. Paris 1920 ». Les noms des morts sont gravés sur de grandes plaques de marbre réalisées par la maison Bernard, marbrier route de Fontainebleau.

Ville du Kremlin-Bicêtre/  
Thierry Lewensberg-Sturm.

au champ d'honneur ». Mais ces morts devenant de plus en plus nombreux, lors de la séance du conseil municipal du 9 juillet 1915, considérant que « ces manifestations d'un goût plus ou moins suranné, ne font que raviver des douleurs loin d'être éteintes et jettent de l'huile sur des plaies que seul le temps cicatrisera », le maire décide de faire respecter l'arrêté de 1885 et d'interdire « le maintien des cortèges mortuaires avec manifestations extérieures ». Très contrarié, l'administrateur de l'hôpital envoie une lettre au maire dans laquelle il refuse la subvention de 500 francs, votée d'ailleurs au cours de cette même séance du 9 juillet, afin de montrer sa désapprobation concernant l'interdiction des manifestations culturelles extérieures.

#### La victoire mais aussi les « Morts pour la France »

La première demande d'armistice émane, le 26 novembre 1917, du tout nouveau pouvoir soviétique de Russie. Les Empires centraux<sup>16</sup> accèdent à cette requête et un traité de paix est signé le 3 mars 1918 avec Lénine. Immédiatement après, l'Allemagne entame en France une offensive qui aurait pu lui assurer la victoire. Mais, à partir du 15 juillet 1918, le sort des armes s'inverse et les alliés ne cessent de progresser. Finalement, défaite sur tous les fronts, l'armée allemande capitule et signe l'armistice à Rethondes, dans un wagon installé en forêt de Compiègne, le 11 novembre 1918. D'immenses fêtes collectives éclatent partout en France et

après le retour des poilus, marqués psychologiquement à tout jamais, des blessés et des gueules cassées, la France commence à panser ses blessures. Le dernier poilu français, Lazare Ponticelli, décédé le 12 mars 2008, à l'âge de 110 ans, a vécu ses dernières années auprès de sa fille, au Kremlin-Bicêtre. Le dernier poilu connu étant décédé en 2011, il ne reste aujourd'hui aucun survivant du premier conflit mondial dans le monde. Lorsque le 11 novembre 1918 l'Allemagne capitule, de macabres décomptes concluent à un million quatre cent mille morts français, plus de dix millions pour l'ensemble des belligérants. À Gentilly, 487 soldats sont morts au champ d'honneur ou des suites de leurs blessures. En 1911, le dénombrement avait compté 10 744 habitants à Gentilly. 4,5 % de sa population masculine a ainsi été rayée des registres. À Arcueil-Cachan, il est dénombré 648 « tombés au champ d'honneur », 450 au Kremlin-Bicêtre dont 37 agents de l'hôpital de Bicêtre, 86 à L'Haÿ-les-Roses, 349 à Villejuif et 42 à Fresnes.

<sup>16</sup> Les Empires centraux est le nom de la coalition constituée de l'Empire allemand, de l'Autriche-Hongrie, de l'Empire ottoman et du royaume de Bulgarie et opposée aux Alliés pendant la Première Guerre mondiale.

Au Kremlin-Bicêtre, dès le 10 avril 1915, le maire, Eugène Thomas, avait fait placer dans le vestibule de la mairie un « *tableau-affiche sur lequel seront inscrits les noms des militaires de la commune tués à l'ennemi* ». Il propose d'ouvrir un livre d'or pour conserver au souvenir des générations futures le nom des citoyens soldats morts et présente ses condoléances « *à toutes les familles frappées de ce deuil et adresse un suprême adieu à tous les chers soldats morts pour la liberté* »<sup>17</sup>. Afin de conserver le souvenir des Kremlinois morts au champ d'honneur, il est décidé, le 14 juin 1919, de « *graver leurs noms dans des plaques de marbre apposées au haut du grand escalier de l'Hôtel de Ville. Afin de donner un relief particulier à ces plaques, les encadrements et les rampes seront enduits de stuc. Les verres dépolis donnant dans le péristyle seront remplacés par une verrière allégorique complétant ce monument de piété civique que la commune veut élever à la mémoire de ses enfants victimes de la guerre* ». À Arcueil-Cachan aussi un livre d'or et « *des diplômes d'honneur remis aux familles des morts pour la patrie* » perpétuent la mémoire des Arcueillais et des Cachanais « *tombés au champ d'honneur* ». Le maire, François Trubert, adresse lui aussi ses « *condoléances attristées aux familles de nos concitoyens tués pour la défense de la Patrie* ».

À Gentilly, le conseil municipal du 6 décembre 1914 avait lui aussi adressé « *aux familles des soldats de Gentilly morts au champ d'honneur son salut respectueux et l'expression de ses patriotiques condoléances* ». D'autre part, « *considérant que ces morts, tombés glorieusement pour la défense de la Patrie, honorent leur famille et leur pays, décide qu'une plaque commémorative sera apposée dans une des salles de l'Hôtel de Ville de Gentilly pour perpétuer les noms et la mémoire de ces héros* »<sup>18</sup>. Ce même 6 décembre 1914, Théodore Leroux pense de son devoir de lire à haute voix les 38 noms « *par déférence pour leur mémoire* ». L'assemblée écoute, debout, le maire donner la lecture de cette liste qui, malheureusement, n'est que la première. Beaucoup d'autres suivent, et, chaque fois, le même cérémonial se reproduit. Le maire lit les noms face à un auditoire debout et empli d'émotion. Le conflit terminé, en 1919, un « *comité pour l'œuvre du monument commémoratif à élever à la mémoire des soldats de Gentilly morts pour la France sera constitué*. Le monument aux morts a été inauguré le 22 octobre 1922. Le monument aux morts d'Arcueil-Cachan est inauguré une première fois le 15 juin 1924, avenue de la Convention. Il est à nouveau inauguré à l'occasion de son déplacement place de la République, le 11 novembre 1976, et une 3<sup>ème</sup> fois lors de l'ajout des plaques des victimes arcueillaises de la Seconde Guerre mondiale.<sup>19</sup>

À Fresnes, les 42 noms des morts de la Grande Guerre sont gravés sur le monument aux morts érigé face à l'ancienne porte principale du cimetière. Une plaque de marbre, avec la même liste est apposée dans

17 Archives municipales du Kremlin-Bicêtre – Délibérations du conseil municipal depuis 1897 – 20W – Salle 5 – armoire 8

18 Archives municipales – monuments – 199A à 199 B.

19 L'inauguration de l'inscription des noms sur le monument pour la guerre 1914-1918 a été faite le 11 novembre 2008. Celle des plaques pour la guerre 1939-1945, le dimanche 25 avril 2010. Enfin, les plaques posées pour les guerres d'Algérie et d'Indochine ont été inaugurées le samedi 19 mars 2011.

20 Edmond Chrétien (1883-1945) a réalisé plusieurs Monuments aux morts de la guerre de 1914-1918 notamment à Saint-Sulpice-et-Cameyrac dans le département de la Gironde (1921) et à Campan dans les Pyrénées (1926). Il est aussi l'auteur du Christ Pancréator de l'église Saint Ferdinand d'Arcachon (1900).

l'église Saint-Eloi. Le monument aux morts de Villejuif, signé Edmond Chrétien<sup>20</sup>, un sculpteur d'origine bordelaise, est inauguré en novembre 1923.

À L'Haÿ-les-Roses, deux monuments commémorent la Grande Guerre. Le premier, offert par Jules Gravereaux à la fin de 1915, est situé à l'angle des avenues Larroumès et Gravereaux. Il est le plus ancien monument aux morts français pour cette guerre. 56 noms sont déjà gravés en cette fin de 1915. Le second, sur lequel sont gravés le nom des 86 morts de la commune, a été élevé dans le cimetière de la commune en 1924. Il est l'œuvre du sculpteur local Arthur Bulard.



**Le premier monument aux morts de L'Haÿ-les-Roses.**

Deux monuments commémorent les morts de la Grande Guerre à L'Haÿ-les-Roses. Le premier (photo), est situé à l'angle des avenues Larroumès et Gravereaux. Il a été offert par Jules Gravereaux à la fin de 1915 et porte les noms des 56 L'Haÿssiens tués à cette date. Il est le premier monument aux morts français. Le second se trouve au cimetière communal.

*Photo Alexandre Delarge/Centre de ressources de l'écomusée*



# Métamorphoses du paysage urbain

L'industrialisation de la France, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, propulse vers les villes de nombreux paysans à la recherche d'un travail. Les villes ne sont pas adaptées à cet afflux de population et la misère s'installe. La pression démographique pousse à trouver des solutions pour loger ouvriers et employés attirés par le dynamisme des communes suburbaines en pleine industrialisation. Cela ne se fait pas sans difficulté et, à côté d'immeubles de rapport de mauvaise qualité, cités-jardins, lotissements, puis, logements sociaux sortent de terre, altérant définitivement le caractère rural de la région.

**Vue aérienne de la cité  
castor des Jardins parisiens  
à L'Haÿ-les-Roses.**

L'installation en banlieue dans un pavillon apparaît pour certains comme la solution à leur mal logement. Lotissements, cités-jardins et cités de castors constituent la première urbanisation de nos communes.

*Association des castors  
du Jardin parisien/Cliché centre  
de ressources de l'écomusée*

## L'état du logement dans les communes du futur Val de Bièvre

L'industrialisation de la France s'affirme et, avec elle, apparaît la question ouvrière. La misère des paysans et le besoin de main-d'œuvre pour l'industrie saignent les campagnes et toute une population rurale se trouve précipitée au cœur de villes grandies trop vite, aux infrastructures mal appropriées.

Du point de vue politique, les orientations libérales dominent tout le XIX<sup>e</sup> siècle. L'État s'abstenant de toute intervention, la construction de logements, comme beaucoup d'autres domaines, est abandonnée à l'initiative privée. Il faut attendre la fin du siècle pour qu'une loi, celle de 1894, crée les Habitations à Bon Marché<sup>1</sup>. Malgré ce premier pas, la construction reste insuffisante dans l'agglomération parisienne et l'augmentation des logements ne suit pas l'accroissement de la population.

Le Conseil général de la Seine décide de procéder à une statistique de l'habitation en banlieue, d'après les renseignements relevés lors du dépouillement des feuilles de ménage du recensement de 1911. Les résultats de cette statistique semblent toutefois incomplets car le nombre de « baraques »<sup>2</sup> recensées est de 3 pour Gentilly et aucune pour les sept autres communes. Il n'est pas impossible que les recenseurs ne se soient pas aventurés sur la zone des fortifications de Gentilly et du Kremlin-Bicêtre, constituée essentiellement de « baraques ». Il est permis également de s'interroger sur le recensement de l'état du logement dans la villa Mélanie à Arcueil où 80 familles vivent dans des « baraques ». Toutefois, cette statistique permet d'avoir une bonne approche de la situation du logement dans des villes de l'actuel Val de Bièvre. Plus de la moitié de la population d'Arcueil-Cachan, de Gentilly et du Kremlin-Bicêtre vit dans de mauvaises conditions de logement, près de la moitié pour Villejuif. Fresnes et L'Haÿ sont sous le seuil des 44 %. C'est au Kremlin-Bicêtre qu'il y a le plus de meublés et garnis défectueux et, de plus, il y a été recensé un dortoir<sup>3</sup>. Ces pourcentages sont tous supérieurs à l'ensemble de la Seine qui affiche une moyenne de 40,80 % de mal logés<sup>4</sup>. Cette statistique ne prend pas en compte les conditions d'hygiène mais uniquement le peuplement des logements.

En 1914, une enquête nationale est lancée sur « l'état de l'habitation en France ». Un questionnaire, adressé à diverses personnes et collectivités, porte sur l'état des logements, le taux des loyers et les remèdes envisagés. Le 15 juin 1914, le maire de Gentilly envoie la réponse suivante : « *Les logements sont en nombre insuffisant et il n'existe pour ainsi dire pas de locaux vacants. Les petits logements, en général, se*

1 La publication de la loi Siegfried le 1<sup>er</sup> décembre 1894 favorise aussi la multiplication des petits propriétaires par l'exonération de certains impôts directs et indirects.

2 Définies comme telles dans les statistiques.

3 Le nombre des habitants de ce dortoir est inconnu et non comptabilisé dans ce tableau. Sur l'ensemble de la Seine, 438 personnes sont recensées comme vivant en dortoirs et 6 563 à Paris.

4 Hors personnes recensées comme habitant dans des bateaux (665), dans des baraques (671) ou des dortoirs (438), celles-ci n'étant pas comptabilisées dans nos communes.

*trouvent dans de vieilles bâtisses malpropres, ne répondant à aucun règlement d'hygiène et manquant de canalisations réglementaires. Chaque logement se compose en moyenne de deux pièces et une cuisine dans lesquelles habitent six personnes. Les familles nombreuses rencontrent des difficultés pour se loger car les propriétaires refusent un trop grand nombre d'enfants. Les loyers ont subi une hausse d'environ 35 % depuis ces dix dernières années. (...) Les remèdes à envisager sont, contre l'insalubrité : canaliser la ville, élargir les vieilles voies, imposer aux propriétaires de grosses réparations de transformation des vieux immeubles. Contre la cherté des loyers : établir des habitations ouvrières. »<sup>5</sup>*



#### **La villa Mélanie.**

Une enquête nationale lancée en 1914 sur « l'état de l'habitation en France » révèle une situation grave. Les îlots insalubres constituent de véritables plaies au cœur des villes comme ici la villa Mélanie à Arcueil.

*Bernard Chevojon/Archives municipales d'Arcueil*

En dépit de l'effort de construction à Paris, de 1914 à 1932, par l'Office Public d'HBM de la Seine (créé en 1914) la pénurie entraîne une dégradation des conditions de logements et le rejet en banlieue des fractions les plus défavorisées de la population. Les taudis se multiplient, plus particulièrement dans la première couronne où l'entassement s'accroît. La désaffectation des fortifications et l'expulsion des zoniers habitant dans des baraques sur la zone de servitude est loin de faire l'affaire des communes limitrophes comme Gentilly et le Kremlin-Bicêtre. En effet, si le terrain des fortifications appartient à l'armée, chaque commune est la propriétaire de son morceau de zone. La ville de Paris en devenant propriétaire de ces terrains prévoit l'expropriation des zoniers mais non leur relogement.

Au Kremlin-Bicêtre, sur trois demandes d'autorisation de construire accordées de janvier à septembre 1921, trois sont des bicoques ; à Gentilly, 17 sur 19 demandes et 111 sur 111 à Villejuif ! Ces chiffres ne représentent que les demandes d'autorisation de bâtir et non les constructions nouvelles. Les îlots insalubres ou vétustes, le plus souvent les deux à la fois, constituent de véritables plaies au cœur des villes comme les rues Frileuses et Charles Calmus, à Gentilly, (où soixante-cinq maisons ou immeubles sont déclarés insalubres par arrêté municipal entre le 4 mai 1927 et le 27 mai 1933), ou la villa Mélanie, à Arcueil. Cette dernière est à cet égard l'exemple type de ces îlots construits de bric et de broc, avec des matériaux de récupération, où une seule borne-fontaine alimente en eau potable 80 foyers arcueillais. Durant l'entre-

<sup>5</sup> Archives départementales du Val-de-Marne – 511 - Enquête sur l'état de l'habitation en France.



**La cité du 162, rue Gabriel Péri à Gentilly.**

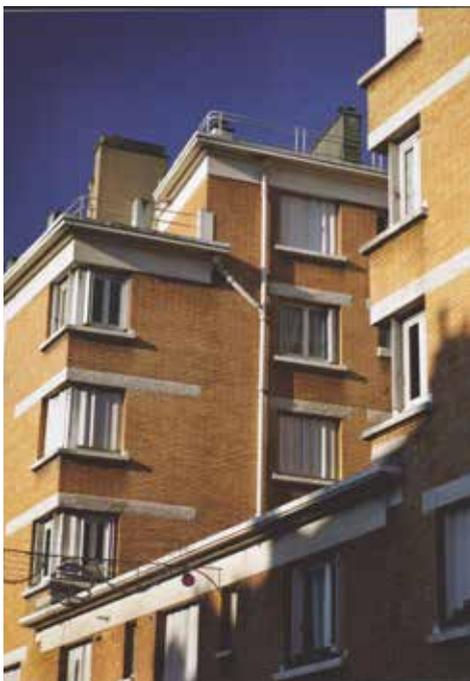
En 1928, la Société d'HBM de Boulogne, société privée, propose au maire de Gentilly, Auguste Gratien, un projet de construction de logements. En 1932, les premiers locataires emménagent au 162, rue Gabriel Péri, la première cité ouvrière de la ville.

*Ville de Gentilly*

deux-guerres, Arcueil et Gentilly détiennent le triste privilège d'appartenir aux villes de banlieue où le taux de mortalité par tuberculose est parmi les plus élevés, soit 20 % contre 11 % en moyenne. Pourtant, chacune de ces deux villes dispose d'un dispensaire municipal, d'un aménagement urbain qui n'est pas inférieur à la moyenne des autres communes de banlieue, sans compter les efforts municipaux en matière d'aménagements tels que le réseau d'égout ou les canalisations d'eau potable.

Au cours des années 1920, le nombre d'organismes d'HBM croît très rapidement, tant dans la diversité des statuts (public, privé, coopératif) que dans leur destination (accession à la propriété ou locatif). Parmi les nombreuses sociétés privées d'HBM qui se créent à cette époque, la Société d'HBM de Boulogne<sup>6</sup> propose, en 1928, au maire de Gentilly, Auguste Gratien, un projet de construction de logements sur sa commune. En janvier 1932, les premiers locataires emménagent dans ces Habitations à Bon Marché construites au 162 rue de L'Haÿ, l'actuelle rue Gabriel Péri, la première cité ouvrière de la ville. Mais il faut attendre 1949 pour qu'un office intercommunal d'HBM Arcueil-Gentilly soit créé. Avant cette date, la municipalité

<sup>6</sup> Elle deviendra plus tard la société le Foyer du Progrès et de l'Avenir. Son président, Justin Poiry, est l'ancien vice-président du conseil municipal de Paris, habitant à Boulogne sur Seine.



**Le premier immeuble d'HBM du Kremlin-Bicêtre.**  
En 1928, l'OPHBM du Kremlin-Bicêtre organise un concours pour la construction d'un immeuble de logements à bon marché, rue du Quatorze-Juillet. Construit par l'architecte Emile Willaey, l'immeuble accueille les premiers occupants en 1935.

*Ville du Kremlin-Bicêtre/Photo/Thierry Lewensberg-Sturm*

d'Arcueil, alors dirigée par Victor Roure<sup>7</sup>, avait créé en 1922 un office d'H.B.M. que les municipalités suivantes avaient laissé sans suite. Au Kremlin-Bicêtre, un « office public des logements vacants » est institué, le 16 janvier 1920, par le conseil municipal qui décide également de créer un office public d'HBM. La création de cet office sera longue car de nombreuses embûches ralentissent le processus. Finalement l'office le sera en 1928 et le conseil d'administration de l'OPHBM organise un concours pour la construction d'un immeuble à bon marché au N° 10 de la rue du Quatorze Juillet. Le 5 novembre 1932, la ville du Kremlin-Bicêtre accorde sa garantie à l'OPHBM, dans les conditions prévues par la législation sur les HBM, pour l'emprunt que celui-ci doit effectuer auprès de la Caisse des dépôts et consignation. Les immeubles de la rue du Quatorze Juillet sont les premiers logements sociaux réalisés au Kremlin-Bicêtre par le biais de l'OPHBM. Les logements de la cité du 162 rue Gabriel Péri à Gentilly et ceux de la rue du Quatorze-Juillet au Kremlin-Bicêtre sont les tout premiers logements sociaux du Val de Bièvre. Les autres communes du Val de Bièvre ne construiront leurs logements sociaux qu'après la Seconde Guerre mondiale.

## **Le désir de vivre mieux : dans un lotissement à L'Hay-les-Roses**

L'installation en banlieue dans un pavillon individuel apparaît à de nombreux mal-logés comme un véritable salut. Deux possibilités vont s'offrir aux mal-logés parisiens qui rêvent d'une maison à la campagne : acheter dans un lotissement ou s'installer dans une cité-jardins.

Avant la guerre de 1914-1918, la spéculation foncière des lotissements s'effectue au stade « artisanal » : un cultivateur, propriétaire de ses terres, les lotit lui-même ; ce qui constitue une opération avantageuse étant données les difficultés de l'agriculture en proche banlieue. Le morcellement de ces grandes propriétés permet des opérations immobilières faciles, rapides et rentables. Ces premiers lotissements offrent à une clientèle aisée la possibilité de faire construire une résidence secondaire, parfois cossue, proche de la capitale. Les chemins de fer jouent un rôle primordial dans la naissance du phénomène moderne de la banlieue. En dissociant la distance temps de la distance kilométrique, le train démocratise la clientèle des lotissements. Lorsqu'en 1890, Gentilly obtient l'ouverture d'une station sur la ligne de Sceaux, l'urbanisation des quartiers voisins commence. Le plateau Mazagran, jusque-là inhabité, se lotit et se couvre de pavillons. Pourtant, Gentilly ne subit pas d'une façon spectaculaire le grand phénomène des

<sup>7</sup> Maire d'Arcueil de 1920 à 1923.

lotissements, sa superficie réduite ne le permettant pas. Toutefois, un bon nombre de parcelles moyennes sont loties sauvagement par leurs propriétaires, engendrant la naissance de quartiers insalubres. L'apparition des abonnements hebdomadaires et des billets à prix réduits contribue à l'utilisation quotidienne du train pour les déplacements de travail. Une clientèle de résidents permanents, bien plus modestes que les premiers, s'installent alors sur les terres de culture et les petites propriétés qui se lotissent. Après la Première Guerre mondiale, les propriétaires ne lotissent plus eux-mêmes. Ils vendent leurs terrains à de gros propriétaires, à des entrepreneurs ou à des géomètres qui prennent en charge le lotissement. Parfois, le propriétaire loue l'ensemble de son bien à un « locataire principal » qui, lui-même, sous-loue à divers sous-locataires des lots n'ayant aucun point d'eau, pas d'écoulement, un w-c pour l'ensemble des occupants et sans possibilité de viabilité correcte.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et jusqu'à la guerre de 1914-1918, en Val de Bièvre, peu de logements ont l'eau ou une quelconque commodité, mais les loyers sont encore peu élevés. La part du logement est faible dans le budget ouvrier et n'excède guère 10 à 12 %. Les familles ouvrières vivent le plus souvent à l'extérieur de leur logement que l'insalubrité rend répulsif. L'homme est à l'usine ou au cabaret ; la femme, quand elle ne travaille pas, trouve sa sociabilité à la borne fontaine, dans l'escalier, la cour ou les commerçants de son quartier. Le dimanche, la famille se retrouve dans les guinguettes ou sur les fortifs. La mentalité du loti, où triomphe l'idéologie du pavillon individuel avec son potager attenant, est toute différente. La législation faisant défaut, les premiers « pionniers » qui s'installent en banlieue au début de ce grand mouvement des lotissements vivront parfois une dizaine d'années sans rue, ni égout, ni eau courante, ni électricité, ni gaz domestique.

À Villejuif, en 1921, un panneau publicitaire est installé à l'angle de la route de Fontainebleau et de la voie des Bons-Enfants (actuelle rue Daniel Féry) indiquant que de « *Nombreux terrains sont à vendre ou à louer sur les communes de Villejuif, Vitry, Chevilly, L'Haÿ-les-Roses et Thiais* ». Le terrain de 2 ha, au lieu-dit Les Plâtras, est une terre agricole que le lotisseur René-Charles Legendre a divisé en 60 lots, d'une superficie moyenne de 400 m<sup>2</sup>, et dont 40 seront vendus en 1924. L'exemple de Villejuif est typique de terres



**De la publicité à la réalité : le Parc de Berny.**

De nombreux panneaux publicitaires vantent la beauté et les avantages des futurs lotissements. La réalité sera souvent différente avec des terrains qui ne seront pas viabilisés avant longtemps et où les « mal-lotis » vivront sans eau, sans électricité et dans la boue pendant de longues années.

*Affiche Collection MDDS. Cliché écomusée du Val de Bièvre et Carte postale Centre de ressources de l'écomusée*

agricoles, notamment des terres à blé, que les propriétaires vendent soit à des marchands de biens, soit aux lotis directement. Le nombre des habitants de Villejuif fait un bond : alors qu'en 1901, où le territoire n'est urbanisé qu'à 18 % (contre 65 % à la même date à Gentilly), la population était de 5 835 habitants. En 1921, elle passe à 11 725 personnes, soit plus de 200 % ! Cette nouvelle population de lotis arrive majoritairement de logements surpeuplés du 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris et sont, pour la plupart, des ouvriers et des employés. Le prix des abords de la route de Fontainebleau et de l'avenue de Paris étant plus élevés, les lotissements s'effectuent majoritairement loin des routes principales, vers l'ouest de la commune. Les anciens chemins ruraux deviennent des « rues » bordées de parcelles et les lots sont divisés par des accès en impasse. Leur éloignement d'une voie importante et leur raccordement à ce qui n'étaient encore que des « chemins à charrettes » ne va pas simplifier la vie quotidienne de ceux que l'on ne va pas tarder à appeler les « mal-lotis ».

À Arcueil, en 1922, une propriété de 11 900 m<sup>2</sup>, située dans le sud-ouest de la ville, composée d'un bois, d'un parc et d'un jardin potager, est divisée en 36 lots afin d'être lotie. Le nom de « Marie-Louise » est attribué à une allée aménagée dans le lotissement : le prénom de la femme du lotisseur. Cette pratique est très courante chez les lotisseurs qui donnent à la voie principale le prénom de leur femme ou de leur fille, voire le leur. En 1952, les lotis de l'impasse Marie-Louise n'ont toujours ni gaz, ni électricité et ne jouissent que d'un branchement collectif pour l'eau potable. La voirie n'est encore qu'un chemin de terre sans trottoir, mais possède un éclairage public. Toujours à Arcueil, en 1923, M. Alonzo, lotit en 39 lots son terrain situé le long de la route d'Orléans (N20), la Villa Moderne. En 1952, tous les lots de la Villa Moderne ont été vendus et 150 personnes y habitent, bien que le lotissement n'ait pas été approuvé en préfecture. La voirie est en très mauvais état et l'assainissement n'est pas réglementaire, les eaux pluviales se déversant dans les carrières. En revanche, le lotissement offre l'eau, le gaz, l'électricité et l'éclairage public, le tout ayant été installé aux frais des propriétaires. Beaucoup d'autres lotissements sont aménagés à Arcueil durant les années 1920 : Villa Gustave-Edouard, chemin de Force, villa Laplace, impasse des Peupliers, impasse Simon, impasse Adam, rues de l'Etoile et de la Villageoise, impasse de la Blonde, rue Fontaine, dans les mêmes conditions d'hygiène, non viabilisés et sans approbation de la préfecture.

L'Haÿ-les-Roses et ses nombreuses terres de cultures sont une aubaine pour les spéculateurs. Restée jusque-là en retrait de l'urbanisation, la commune voit ses terres agricoles et ses grandes propriétés disparaître au profit de lotissements. Un mémoire de maîtrise<sup>8</sup>, réalisé par Jean-François Saint Gaudens, permet de détailler le phénomène de L'Haÿ-les-Roses qui va radicalement changer la physionomie de la commune demeurée rurale.

<sup>8</sup> Jean-François Saint Gaudens – *La commune de L'Haÿ-les-Roses et les lotissements pendant l'entre-deux-guerres* – Mémoire de maîtrise en histoire contemporaine sous la direction d'Annie Fourcaut – Université de Paris I Panthéon Sorbonne – 1998-1999 – 155 pages.

À l'exception du Jardin Parisien, créé en 1911, une cinquantaine de lotissements de L'Haÿ apparaissent durant l'entre-deux-guerres. De petite taille, dispersés et implantés de manière anarchique, n'ayant le plus souvent qu'une seule voie d'accès (quatre au maximum), les lotissements organisent « *le mitage des espaces ruraux dans de toutes petites opérations réalisées à la sauvette* » explique Saint Gaudens. Certains d'entre eux, tels les lotissements du Jardin Parisien, du Cottage Tolbiac, de la Cité

Jardin ou du Parc de L'Haÿ, représentent des groupements au moins aussi importants que le village lui-même. Si l'on ajoute les lotissements « sauvages », plus modestes, l'apparition des lotissements transforme brutalement le statut rural de L'Haÿ en commune urbaine à l'habitat dispersé, alors même que le centre primitif concentre seul les structures principales (mairie, école, commerces).

### L'aventure des mal-lotis de l'entre-deux-guerres

Tout à la joie de devenir propriétaires et d'améliorer leurs conditions de logement, les familles qui viennent de verser l'équivalent d'une journée de salaire pour réserver leur lot ne se doutent pas des sacrifices que va leur demander son remboursement. Remboursement auquel s'ajouteront les taxes syndicales imposées par la loi Sarraut qui doublera, voire triplera le prix du terrain. L'aventure des mal-lotis commence ! Dès lors, le mot prend un sens général et passe dans la langue courante. Le problème des mal-lotis domine toute la vie de la banlieue de l'entre-deux-guerres et les politiques s'en empareront aux élections municipales et législatives. Nombre de lotis, très investis dans la vie associative des villes, seront élus. Si les lotissements s'implantent majoritairement dans la proximité d'une voie ferrée, l'important n'est pas tant la présence de la voie ferrée que celle d'une gare. Or, les terrains proches d'une gare, s'ils ne sont pas déjà bâtis, sont trop chers. Aussi, tout en étant liés au voisinage d'une voie ferrée, bien des lotissements se trouvent éloignés d'une gare.

Cet inconvénient est criant à L'Haÿ-les-Roses où, en plus de la dissémination sur le territoire de la commune et de l'éloignement du centre, L'Haÿ ne possède aucun moyen de transport. Comme le fait remarquer Jean-François Saint Gaudens, jusqu'en 1926, les seuls liens de la commune avec Paris sont la ligne du chemin de fer Limours-Paris et l'Arpajonnais qui passent tous deux à Bourg-la-Reine. L'hiver, la



#### Cité-jardins d'Arcueil Cachan – Groupe de 5 logements.

La cité-jardins d'Arcueil a été construite entre 1921 et 1924 par l'architecte Payret-Dortail. Le programme d'origine comporte 228 logements individuels organisés en groupes de 2 à 6 pavillons.

*Tirage aquarellé sur papier cartonné marron – Maurice Payret-Dortail - MDDS*

rue en terre, sans caniveau, se défonce, se creuse d'ornières profondes, se transforme en champ de boue. Sur les plateaux imperméables, l'eau reflue par tous les orifices, y compris les latrines. D'autant que chacun doit pourvoir par ses propres moyens à la résorption de ses ordures, à l'évacuation dans des puisards de ses eaux usées et de ses latrines. Les premiers lotis se souviennent des cloaques pestilentiels, des mouches et des rats.

Devant le scandale créé dans toute la région parisienne par la situation des mal-lotis, les pouvoirs publics réagissent mollement. En 1924, une loi exige le dépôt d'un projet d'aménagement à la mairie par le lotisseur. Si elle pose quelques entraves aux lotisseurs, cette loi n'arrête pas la spéculation, d'autant que certains maires ferment les yeux. Seule la loi Sarraut, en 1928, se révèle efficace pour certains lotissements,



#### **La cité-jardins d'Arcueil.**

Aujourd'hui, c'est l'office départemental du Val-de-Marne qui est propriétaire et gère la cité-jardins. Il ne reste que 43 des pavillons d'origine. Les 145 autres ont été transformés en immeubles d'un étage. La cité-jardins a été réhabilitée dans les années 1980 et 1990.

*Carte postale - AD94*

mais reste impuissante à récupérer une partie des bénéfices des lotisseurs s'étant engagés à réaliser des aménagements et qui, de fait, ont disparu. Déjà lors des élections législatives de 1928, mais plus encore lors des municipales de mai 1935, les résultats électoraux traduisent, dans les communes à lotissements, toutes les raisons locales de mécontentement. Beaucoup de ces communes passeront à la gauche qui les a soutenues. D'autant que la tendance sociale majoritaire s'est inversée chez les élus qui, après avoir été de gros propriétaires lotisseurs sont désormais des lotis.

À Villejuif, où, en 1925, la population est lotie à 33 % (42 % en 1936), la nouvelle municipalité se préoccupe de ces citoyens spécifiques. Le conseil municipal de Villejuif

entame des poursuites contre certains lotisseurs particulièrement indécents. Ainsi, Paul Vaillant-Couturier (élu en 1929) fait état dans le bulletin municipal n° 9 de mai 1937, du lotisseur de la villa de Belvédère qui avait réussi presque en toute légalité à vendre ses lots deux fois à des personnes différentes.

Les conflits se multiplient. À Gentilly, des terrains appartenant à la famille Brault, délimités par les rues de L'Haÿ, Verdun, Elie, Charles-Calmus, Victor-Hugo, de Bièvre et de la République (quartier dit de Victor-Hugo), sont vendus le 2 février 1923 à quatre géomètres parisiens. Ces terrains étaient déjà loués à usage d'habitation bien avant 1914, les locataires y avaient édifié des baraquements dans le genre de ceux que l'on trouvait sur la zone des fortifications. Les terrains très morcelés étaient percés de passages étroits, véritables

cloaques en hiver. Ce n'est qu'en juillet 1937, que la nouvelle municipalité élue en 1935, s'interrogera sur les conditions dramatiquement insalubres de ce lotissement.

Le Kremlin-Bicêtre ne connaît ses premiers lotissements qu'après la loi de 1924 obligeant au dépôt d'un projet d'aménagement à la mairie par le lotisseur. Le 1<sup>er</sup> mars 1925, le maire de la ville examine la demande de participation aux travaux de viabilité que voudraient faire exécuter les propriétaires du lotissement des Closeaux. La commune prend en charge le pavage des voies privées de ce lotissement à condition que l'installation de l'eau soit effectuée conformément aux conditions de son cahier des charges. Aucune législation n'oblige les villes à participer aux travaux de viabilité, en principe à la charge du lotisseur. Il semble que, d'une manière générale, la commune du Kremlin-Bicêtre soit restée vigilante sur les problèmes de voirie. Lorsqu'un propriétaire au lieu-dit les Sablons décide de lotir son terrain, son dossier n'est accepté par le maire que sous certaines conditions d'hygiène. En 1926, le lotissement Drège, 10 rue Bobillot, fait installer le gaz dans sa voie privée, la commune prend la moitié des frais à sa charge.

Pour certains lotissements la situation de la voirie communale n'est parfois pas en meilleur état que celle de ses lotissements. C'est le cas pour L'Haÿ-les-Roses où, comme le fait remarquer Jean-François Gaudens, si les voies privées des lotissements doivent être aménagées, le réseau communal est, lui, entièrement à construire. Des problèmes se posent pour les cotes parts demandées. Ainsi, à Villejuif, en 1935, divers propriétaires du lotissement Mon Jardin s'élèvent contre leur contribution pour les dépenses d'aménagement des voies. La répartition des dépenses de viabilité étant faite (selon les statuts de l'association syndicale) au prorata de la façade des lots, les propriétaires en angle s'estiment surimposés car leur lot développe des façades particulièrement étendues.



#### **Castors Jardin Parisien.**

Les auto-constructeurs, dit castors, non professionnels du bâtiment, s'associent et s'entraident pour construire eux-mêmes leur logement. Ici, à L'Haÿ-les-Roses, les castors participent à l'édification de cet ensemble pavillonnaire.

*Chemineau/ Association des castors des jardins parisiens/ Centre de ressources de l'écomusée*

### **Vivre dans une cité-jardins**

Parallèlement à l'utopie de la propriété d'un pavillon en banlieue, se développe « l'utopie réaliste » des cités-jardins. Dès avant le premier conflit mondial, un mouvement d'opinion en faveur de la lutte contre les taudis et pour une habitation plus saine sous la forme de cités-jardins s'était dessiné, prônant l'exemple

des pays anglo-saxons. C'est le Britannique Ebenezer Howard (1850-1928) qui a imaginé la création de cités-jardins afin de décongestionner les grandes villes industrielles surpeuplées et inorganisées. En France, Henri Sellier (1883-1943) est l'initiateur des cités-jardins en région parisienne. En tant que ministre de la Santé publique, il contribue à l'édification de quinze cités-jardins autour de Paris, parmi lesquelles celle de Suresnes dont il est le maire. Dans le programme de l'office d'HBM de la Seine, dont Sellier était le président, une cité-jardin est prévue à Arcueil, une autre à Cachan. La cité-jardin d'Arcueil a été construite

entre 1921 et 1924 par l'architecte Maurice Payret-Dortail. Son programme d'origine comprenait 228 logements individuels. Dès sa conception, des équipements collectifs sont prévus : un groupe scolaire (place Jean Macé), un stade (aménagé sur une ancienne carrière) et une coopérative d'alimentation.

Si la construction d'une cité-jardin est plus encadrée que l'ouverture d'un lotissement (ce dernier étant d'ordre privé, la première dépendant d'un office d'H.B.M.), les suites n'en demeurent pas pour autant moins complexes. Toutefois, malgré quelques problèmes, notamment liés à l'assainissement souvent défectueux, les difficultés

rencontrées dans les cités-jardins n'atteignent pas l'ampleur des mal-lotis. La différence réside essentiellement dans le fait que les habitants d'une cité-jardin ont un interlocuteur, le maire ou l'office d'HBM, alors que le lotisseur d'un terrain a souvent disparu au moment où les problèmes deviennent graves.

Le 27 octobre 1922, les premiers occupants de la cité-jardin d'Arcueil se plaignent « *qu'aucune mesure n'a été prise pour assurer l'éclairage des voies de la cité* ». Quant aux problèmes d'assainissement, les habitants de la cité-jardin rencontrent quelques soucis comme en témoigne la suite du courrier : « *Il m'est signalé que les rues ne sont pas nettoyées et que les égoutiers ont notamment retiré des égouts une certaine quantité d'ordures qu'ils ont laissé sur place* » et la lettre de l'Amicale des locataires de la cité-jardin d'Arcueil-Aqueduc du 5 juillet 1923 : « (...) *Ne serait-il pas possible qu'une fois au moins par semaine, les caniveaux des rues soient nettoyés et lavés. Les égouts, qui sont pourvus de chasses d'eau, mais qui jusqu'ici n'ont pas fonctionné, commencent à dégager de mauvaises odeurs, qui pourraient avoir de fâcheuses conséquences au point de vue de l'hygiène et de la santé, nous vous demandons de faire le nécessaire pour la santé des enfants et même des grandes personnes.* »



**La cité castor de La Peupleraie à Fresnes.**  
L'Association locale des castors de Fresnes se constitue en société civile immobilière. Après les 34 pavillons édifiés à partir de 1954 ce sont 776 logements collectifs qui seront édifiés et pour lesquels chaque castor devra fournir 600 heures de travail. C'est le premier exemple de castor collectif en France.

Centre de ressources de l'écomusée



#### La cité de Tourvoie à Fresnes.

Parmi les décisions financières du plan Courant, la définition d'un logement type, LOGECO, implique l'Etat qui s'engage sur des financements.

La cité de Tourvoie, à Fresnes, est la première cité LOGECO à être construite en Ile-de-France. Elle fait l'objet d'un dossier dans le *Paris-Match* du 7 mars 1953.

Centre de ressources de l'écomusée

À la suite de son assemblée générale de 1923, le bureau de l'Amicale demande un rendez-vous à Pierre Templier<sup>9</sup>, maire d'Arcueil, afin de lui transmettre « ses réclamations ». Le maire sollicite une aide financière auprès du département pour assurer les différents services liés à la présence de la cité-jardin sur son territoire. C'est ainsi que le Vieux chemin de Villejuif est remis en état et que des poubelles sont disposées dans les rues de la cité. Parmi les revendications, celles concernant la construction d'un groupe scolaire (futur groupe Jean Macé) sont récurrentes. La lettre de l'Amicale de juillet 1923 mentionne le « *nombre considérables d'enfants obligés de faire un chemin assez long pour gagner les écoles, d'autre part un grand nombre également de tout petits sont obligés de rester auprès de leur maman ne pouvant aller à l'école maternelle par la perte de temps que cela occasionnerait à la mère pour les conduire et aller les reprendre.* » Les problèmes d'insalubrité perdurent et, en 1927, le conseil municipal reçoit un courrier récapitulatif des principaux points évoqués suite à une visite effectuée par la délégation des locataires de la Cité-Jardins-Aqueduc : « *Il ressort d'une statistique relative à l'état sanitaire concernant les enfants de la Cité-Jardin depuis sa création, qu'un grand nombre de maladies épidémiques (diphthérie, scarlatine, rougeole, grippe pulmonaire), se sont déclarées et ont été trop souvent suivies de décès.* »

<sup>9</sup> Maire d'Arcueil de 1923 à 1929.

La propriété et la gestion de l'ensemble de la cité-jardin d'Arcueil sont cédées à l'office départemental du Val-de-Marne en 1974. Dans les années 1980, une modernisation de l'OPAC du département a été entreprise pour 43 pavillons, 145 autres ont été reconstruits sous forme de petits immeubles d'un étage.

La cité-jardins de Cachan, dite Cité-Jardins route d'Orléans, faisait elle aussi partie du programme initié par Henri Sellier. Elle a été réalisée sur un terrain situé entre l'avenue du Président Wilson et la route d'Orléans (N20), d'où son nom, par l'architecte Louis Feine. À la fin des années 1920, la cité abritait 1675 habitants, chaque pavillon disposant d'un jardin de 150 à 250 m<sup>2</sup>. Sa faible densité d'occupation et son mauvais entretien provoquent la destruction de la cité-jardins en 1963 et son remplacement par des immeubles HLM. Il ne subsiste de l'ancienne cité-jardin de Cachan que les pavillons abritant le dispensaire et la crèche qui étaient devenus des annexes du centre socioculturel de la cité.

### **Agir soi-même : le mouvement des Castors**

La seconde guerre a interrompu la réflexion menée pour lutter contre les taudis et contribué à la ruine de l'habitat. Alors que le ministère de l'Urbanisme organise la reconstruction du pays, les auto-constructeurs popularisent une technique déjà utilisée en Suède. L'Union Nationale des Castors est créée en 1951 et, le 12 août 1952, Claudius-Petit, alors ministre de la Reconstruction, reconnaît officiellement le mouvement des Castors. Le principe des « autoconstructeurs », qui deviendront les « Castors » est né. Association de personnes dont ce n'est pourtant pas le métier, les Castors construisent eux-mêmes leur logement. Les cités castors fleurissent un peu partout dans toute la banlieue et il y en a plusieurs dans le Val de Bièvre notamment au Kremlin-Bicêtre, à Fresnes ou à L'Haÿ-les-Roses.

À Fresnes, les castors construisent quatre cités : celle des gardiens de la Paix, avec 20 pavillons construits entre 1951 et 1955 ; celle de la Butte fleurie où 40 pavillons sont édifiés entre 1952 et 1958 ; la cité du Moulin des Prés avec ses 30 pavillons élevés entre 53 et 58. Enfin, la cité castor de la Peupleraie où, dans un premier temps, une trentaine de pavillons sont réalisés entre 1955 et 1958, puis suivra la construction d'un bâtiment de 776 logements, rare exemple de castor collectif en France.

En 1953, l'Union des Castors du Personnel de Transport de la Région Parisienne (U.C.P.T.R.P.) achète un terrain appartenant au briquetier Lepage, dans la plaine des Petits jardins, à L'Haÿ-les-Roses, tout près de Villejuif et du lotissement du Jardin Parisien. L'année suivante, l'U.C.P.T.R.P. fait l'acquisition d'un second terrain, dans la continuité du premier, soit un total de plus de 11 hectares. Une première tranche de travaux permet d'élever 48 pavillons situés rues Emile Goeury et Speeckaert. L'ensemble de la cité produira 201 pavillons. La seconde tranche comprend quatre petits immeubles de 16 logements chacun.

Au Kremlin-Bicêtre, un premier immeuble construit « dans l'esprit castor », à l'angle de la rue Etienne Dolet et de la rue du Général Leclerc<sup>10</sup>, rencontre un tel succès que deux ou trois personnes prennent l'initiative de construire une véritable cité castor. Au tout début des années 1950, une association de 84 Castors se constitue, « la Bonne Entente », et décide d'acheter un terrain situé 90 route Stratégique. L'acquisition de ce terrain s'avère difficile car le docteur Lacroix, alors maire de la commune<sup>11</sup>, pensait acheter ce terrain pour la commune. Finalement, les Castors obtiennent gain de cause, mais ils resteront en mauvais termes avec le maire qui, notamment, refusera d'apporter la caution de la municipalité, comme cela se faisait dans de nombreuses communes, pour assurer les emprunts. Les travaux de construction commencent en 1954.



#### L'utilisation du chemin de grue.

Un autre aspect du plan Courant : la rationalisation de la production par l'utilisation du béton et de la méthode du chemin de grue. Comme ici lors de la construction de la cité du Chaperon vert à Arcueil-Gentilly, la grue qui élève les composants se déplace sur une voie ferrée, permettant d'élever rapidement plusieurs immeubles rectilignes.

Entreprises A. Robert /Archives municipales d'Arcueil - 1957

Comme souvent dans ces cités, les 84 Castors du Kremlin-Bicêtre viennent de tous les horizons, de Paris et des communes voisines, certains habitent dans des taudis. C'est le « bouche à oreille » qui a fonctionné pour réunir les 84 adhérents. Selon le règlement de la *Bonne Entente*, chacun doit donner 1000 heures de travail pour la construction mais, en pratique, les choses n'iront pas aussi facilement que sur le papier. Au moment de son adhésion, chaque Castor kremlinien a payé une somme correspondant à son apport personnel mais le refus de la municipalité de donner sa caution complique l'obtention du prêt auprès du Crédit Foncier. Comble de malchance, les personnes qui se trouvaient à l'origine du projet se rendent coupables de malversations. Il faut repartir de zéro. Le beau rêve des Castors se révèle vite illusoire. Les règlements doivent baisser le nombre des heures de travail exigées. Les Castors ne sont pas des professionnels du bâtiment et tous n'ont pas la possibilité d'exercer un tel travail de force. « Je n'avais comme jour de repos que le dimanche et le lundi matin. Au début, je suis venu travailler ces jours-là, mais, travailler sans jamais se reposer, ce n'était pas possible. D'autant qu'à l'époque, on faisait souvent des semaines de 50 heures. Alors, ceux comme moi qui ne pouvaient pas faire toutes leurs heures, on payait un prorata et quelqu'un d'autre travaillait à notre place », raconte un Castor kremlinien<sup>12</sup>.

<sup>10</sup> Adresse actuelle : 12 rue Etienne Dolet.

<sup>11</sup> Antoine Lacroix (1901-1983) a été le maire du Kremlin-Bicêtre de 1947 à 1983.

<sup>12</sup> Propos recueillis en 1996 pour la rédaction du livre : *Histoire du Kremlin-Bicêtre, l'identité d'une ville* – opus cité

#### Villejuif vue aérienne.

Dans les années 1950, la France se transforme en un immense chantier. Si avec le recul du temps, les inconvénients de ce type d'urbanisation nous apparaissent, elle a permis de livrer en un temps record des logements qui offraient un confort jusque là inconnu des plus modestes.

Photo ATMOSPHERE/ville de Villejuif - 2006



À L'Haÿ-les-Roses, les Castors doivent fournir 600 heures de travail, mais très vite cela s'avère insuffisant. En fait, la participation moyenne sera de 1 700 heures, voire entre 2 000 et 3 000. À partir de 1700 heures effectuées, le Castor peut choisir son pavillon en fonction de la composition de sa famille et de ses revenus. *« Le Castor qui abandonne par lassitude ou autres raisons perd le bénéfice des heures effectuées. Beaucoup abandonneront après 800 ou 1200 heures effectuées. On peut estimer à 25 % le nombre d'abandon. »*<sup>13</sup> Ce problème se pose dans toutes les cités castors et, certaines d'entre elles, laissent aux Castors le choix de fournir des heures ou d'en payer la contrepartie selon un tarif fixé. On s'oriente vers la diminution progressive de l'apport travail, ne réservant aux Castors que la décoration intérieure de sa maison.

Pour les Castors, une autre désillusion s'ajoute à la baisse d'enthousiasme des premiers temps. Alors qu'ils pensaient effectuer une économie de 30 à 40 % en travaillant soi-même, les Castors s'aperçoivent que la durée trop longue des travaux ne fait réaliser qu'une faible économie. Ce problème pousse à confier de plus en plus souvent une grosse partie des travaux à des entrepreneurs privés dont la spécialisation et l'équipement aboutissent à des coûts moindres.

<sup>13</sup> Le chantier des Castors du Jardin Parisien – opus cité.

À Fresnes, à la Peupleraie, l'apport personnel de travail est de 6 à 8 heures hebdomadaires, d'autant que les Castors fresnois ont dû assécher leur terrain et canaliser la Bièvre qui passe là. Après la trentaine de pavillons construits par les Castors eux-mêmes, le projet est bloqué faute de subventions. Afin de les obtenir les Castors doivent faire une proposition de plus grande ampleur. Ils constituent alors une SCI et font appel à deux architectes, Charles Thomas et Marcel Roux, qui vont apporter leur aide en concevant un projet plus ambitieux.

### **Les premières cités HLM de nos villes sortent de terre**

En 1950, les Habitations à Bon Marché (HBM) sont devenues des Habitations à Loyer Modéré (HLM) mais ce changement de sigle n'a aucune incidence sur la construction. En revanche, lorsqu'en 1953, Pierre Courant succède à Eugène Claudius-Petit au ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU), la priorité est enfin donnée à la construction.

Le « Plan » que Pierre Courant met à l'étude, et qui portera son nom, se caractérise par trois aspects essentiels : le foncier, le financier et l'approche technique. La première nécessité étant la libération des sols, la loi foncière du 9 août 1953, élargit les droits des pouvoirs publics (État, départements et communes) en matière d'expropriation, dès lors qu'il s'agit de projets de constructions de logements sociaux. Sur le plan financier, deux décisions importantes sont prises : l'institution du 1 % patronal<sup>14</sup> et la définition d'un logement type « le logement économique normalisé » (LOGECO) pour lequel l'État s'engage sur un financement fondé sur un système de prêts et de primes. Avec les programmes LOGECO, Pierre Courant généralise un système de normes, allant de la surface des pièces à l'équipement intérieur des logements, rendant les constructions les plus économiques possible. La cité de Tourvoie, à Fresnes, est la première cité LOGECO à être construite en Île de France. Elle a été conçue par l'architecte Charles Roux, l'un des architectes de la Peupleraie. La cité de Tourvoie est constituée de 29 pavillons et deux immeubles collectifs, le tout en accession à la propriété. Présenté et promu pour sa modernité au salon des Arts ménagers de 1953 par *Paris-Match*, le pavillon de la résidence de Tourvoie est décrit par l'hebdomadaire comme la « maison idéale » et la « 4 chevaux de l'habitation ». La cité fait la une de l'hebdomadaire du 7 mars 1953.

Enfin, dernier aspect du Plan Courant, la rationalisation de la production. Pour favoriser les chantiers de grande taille, Pierre Courant se pose la question de l'industrialisation de la construction. Le béton est probablement l'une des inventions les plus importantes du XX<sup>e</sup> siècle en matière de matériau de construction pour les nombreuses possibilités qu'il offre, notamment par la préfabrication des panneaux sur le chantier même.

<sup>14</sup> La loi du 9 août 1953 oblige toutes les entreprises employant plus de 10 employés à verser 1 % de leur masse salariale pour loger leurs salariés.



#### **Le Clos de la Garenne à Fresnes.**

Le projet de construction d'un ensemble immobilier au Clos de la Garenne, un terrain de 10 ha, date de 1953. La municipalité n'ayant pas les moyens de réaliser des HLM, le maire Henri Pujo donne son accord pour la construction d'un ensemble résidentiel en copropriété. Il sera terminé en 1961.

*Centre de ressources de l'écomusée*

Des programmes de plusieurs milliers de logements neufs sortent de terre en quelques mois, selon la méthode dite du « chemin de grue ». La grue qui élève les composants roule sur une voie ferrée permettant ainsi d'élever rapidement plusieurs immeubles rectilignes.

Les chantiers qui réunissent toutes ces conditions : utilisation du chemin de grue, utilisation du béton avec industrialisation de la construction, peuvent demander à être classés dans le « secteur industrialisé », classement qui induit des subventions particulièrement intéressantes. La cité du Chaperon Vert, sur Arcueil et Gentilly, qui entrait dans les mesures du plan Courant a été déclarée « secteur industrialisé », la seule en région parisienne.

Au Chaperon Vert, côté Gentilly, trois grandes barres alignées le long de l'avenue Lénine constituent un front bâti de 460 mètres de long, formant un rempart entre la cité et le reste du quartier. Les autres bâtiments, parallèles ou perpendiculaires aux trois grandes barres, sont organisés de manière à dégager quatre espaces centraux sur la partie ouest et un espace central sur la partie est de la cité. Plantés d'arbres et engazonnés, les espaces centraux de la cité sont voués aux aires de jeux pour les enfants. L'espace central le plus important, la place Marcel Cachin, est, avec ses commerces en rez-de-chaussée et son marché bihebdomadaire, le haut lieu de l'activité commerciale de la cité. Sous l'impulsion du plan Courant, la France se transforme en un immense chantier. À Arcueil et à Gentilly d'abord, puis à Villejuif, les premières cités sont édifiées avec les offices HLM. Pour ce qui concerne Fresnes et l'Haÿ, l'application du 1 % patronal joue un rôle essentiel et permet l'urbanisation de ces deux villes.

À Fresnes, c'est la SCIC qui inaugure les premières constructions. En décembre 1957, le permis de construire est accordé pour la construction de 100 logements pour la première tranche<sup>15</sup> de la résidence Val de Bièvre, avenue de la Division Leclerc. La prime à la construction est demandée mais les logements n'étant pas des LOGECO, la prime est moindre<sup>16</sup>. Ces logements, livrés en 1959, offrent le nouveau confort de l'époque : eau courante sur l'évier, gaz, électricité, w-c à l'intérieur, salles d'eau. Les immeubles sont

<sup>15</sup> Il y en aura 221 en tout.

<sup>16</sup> La prime pour un LOGECO était de 1000fr/logement. Pour une HLM, elle ne dépasse pas 600fr.

disposés selon la Charte d'Athènes avec de grands espaces plantés. Simultanément, la SCIC commence la construction des immeubles de la Vallée aux Renards, sur Fresnes et L'Haÿ-les-Roses, en avril 1958. Les 919 logements prévus sont répartis majoritairement sur L'Haÿ qui en compte 527 et 392 côté Fresnes. C'est Jean-Louis Fayeton (1908-1968) qui conçoit la Vallée aux Renards. Cet ingénieur et architecte de renommée internationale imagine un mixte d'HLM et de LOGECO permettant d'obtenir un maximum de subventions. En 1963, la SCIC réalise l'extension de la Vallée aux Renards sur l'Haÿ-les-Roses.

Dans les années 1960 et 1970, les groupes construits à Fresnes le sont majoritairement par le bailleur FFF, la cité la plus importante étant Les Thibaudes, construite entre 1970 et 1973, avec 450 appartements. Les groupes HLM de Fresnes réservent une part importante au contingent patronal et aux fonctionnaires, le quota mairie étant peu élevé<sup>17</sup>.

Pourtant, très vite la réalité des grands ensembles se révèle très éloignée des projets et des rêves de ses concepteurs, de l'idée de « cité-radieuse » de Le Corbusier, c'est-à-dire d'un espace fonctionnel favorisant l'intégration sociale par la mixité sociale au sein d'une « communauté harmonieuse ». Et surtout, les ZAC<sup>18</sup> vont avoir pour conséquence la désaffectation des grands immeubles collectifs au profit de l'habitat individuel. Un certain nombre de sondages révèlent, à la fin des années 60 et au début des années 70, qu'à 80% des cas, les Français préfèrent une maison individuelle à un immeuble collectif. Des pavillons sont alors construits par les offices HLM. Ainsi, à la Vallée aux Renards à Fresnes où quatre maisons familiales basses s'ajoutent aux immeubles. Dans les années 1972-1973, la construction massive de HLM et de pavillons bon marché dans les villes nouvelles incite des jeunes ménages aux revenus modestes à s'exiler.

Même si, aujourd'hui, avec le recul du temps, on perçoit aisément les inconvénients de ce type d'urbanisation, la construction industrialisée a été, à cette époque, le seul moyen possible pour construire vite. Il a permis de livrer en des temps record des logements qui offraient aux habitants une clarté, un espace et un confort, notamment sanitaire, qui opéraient une rupture complète avec les conditions habituelles de logement.

<sup>17</sup> Sauf, évidemment, pour les groupes construits par l'OPAC, mais ceux-ci ayant été édifiés à la fin des années 1980, ils sortent de notre champ chronologique.

<sup>18</sup> Les ZAC, Zones d'aménagement concerté sont créées en décembre 1967.



**Les vingt ans de Josette.**

Photographie réalisée par Robert Doisneau lors de l'anniversaire de Josette Pénişon dans « les grandes maisons », la cité du 162 rue Gabriel Péri à Gentilly. Josette est la troisième personne en partant de la droite, en robe blanche. Robert Doisneau était né à Gentilly en 1912 (il est décédé à Montrouge en 1994).

*Robert Doisneau – 1947 – Atelier Robert Doisneau/Gamma Rapho*



# Moyens de communication et développement économique en Val de Bièvre

Malgré le rôle positif de la Bièvre dans la première industrialisation des villes, les nuisances occasionnées par les riverains sonnent le glas de son cours. Les réseaux RATP et routiers prennent le relais. L'évolution des transports à laquelle s'ajoute la construction de nouvelles structures autoroutières induisent à la fois de nouvelles nuisances, mais aussi un nouvel essor économique.

**Fresnes :**  
**la place de l'Église en 1935.**  
Pendant longtemps,  
la vallée de la Bièvre a été mal  
desservie par les transports  
en commun. L'extension  
du réseau RATP en matière  
de bus et de métro va  
participer à l'évolution  
économique de la région.

*Carte postale - Centre  
de ressources de l'écomusée*

## La rivière de Bièvre : une disparition annoncée

Lorsque l'on évoque la pollution de la Bièvre, tanneries et mégisseries viennent immédiatement à l'esprit. Mais elles ne sont pas les seules responsables. Différents rapports établissent l'impuissance de la police de la Bièvre face aux infractions des particuliers comme la vidange des latrines, l'évacuation des eaux de vaisselle, des résidus de brasseries et des éleveurs. En 1669, le commissaire Daminois inspectant la Bièvre, relève parmi toutes les infractions, celle d'un certain Regnault, exploitant d'une tuerie de cochons, « dont les fumiers, tripailles, bêtes mortes et matières fécales empêchent le cours de la rivière ».

Malgré diverses mesures, les tanneurs continuent de jeter leurs résidus dans la rivière. Aussi, le 28 février 1716, un arrêté réglemente la libre circulation de l'eau, l'entretien des berges et la gestion des immondices. Les syndics sont appelés à vérifier la mise en conformité des moulins et à initier les travaux nécessaires à l'entretien de la Bièvre. Tous les riverains sont tenus de leur laisser le libre accès à leur propriété.

Si le règlement de 1716 sacrifie les convenances particulières à l'intérêt commun, le suivant, édicté en 1732 semble, au contraire, vouloir se concilier des personnages influents et adoucit les termes du précédent. En effet, les syndics, élus pour un mandat de deux ans, sont recrutés parmi les industriels les plus riches. Il ne peut en être autrement car ils doivent avancer les sommes nécessaires à l'exercice de leur charge en attendant un hypothétique remboursement des riverains. Cette même année 1732, l'autorité royale dote la Bièvre d'une police. Deux sergents, portant la livrée royale, sont choisis par les syndics. Le premier surveille la rivière de sa source au pont d'Antony ; le second, la partie allant jusqu'à Paris. Selon le rapport du Docteur Hallé, rédigé en 1790 pour la Société de Médecine, la pollution de la Bièvre a des effets sur la santé de riverains. Un de ses collaborateurs, descendu sur une berge où une grande quantité d'immondices était accumulée, « a été saisi d'une odeur âcre, alcaline, piquante et infecte qui l'a saisi à la gorge au point que dans l'espace d'une demi-heure, sa gorge est devenue douloureuse et sa langue s'est gonflée sensiblement ».



**La Bièvre couverte à Gentilly en 1956.**

L'insalubrité de la Bièvre est dénoncée tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Les législations successives ayant échouées, les autorités s'orientent vers une canalisation, puis une couverture de la rivière.

AD94

Le malaise de son collaborateur fait dire au docteur Hallé que les émanations fétides sont plus ou moins importantes selon la disposition du vallon. Chaque rétrécissement provoque une rétention où l'eau stagne et, si la circulation de l'air n'est pas favorable, des émanations dangereuses surgissent. La population la plus touchée par ces affections est celle des blanchisseuses car elles respirent à chaque instant l'insalubrité de la rivière.

Tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, l'insalubrité de la rivière est dénoncée. L'ingénieur en chef de l'assainissement signale en 1832 que tout est à l'abandon sur la Bièvre, les règlements sont bafoués et son lit est chaque nuit « *le réceptacle de cadavres d'animaux dont les chiffonniers s'approprient la peau.* »<sup>1</sup>. En arrivant sur Paris, la pollution de la rivière, due notamment aux égouts de Gentilly, est telle que les gaz qui en émanent font paraître l'eau « *en ébullition, des écumes blanchâtres et des crasses noires flottent à la surface.* » Les législations ayant échoué, les autorités s'orientent vers la canalisation puis la couverture de la rivière. La pollution de la Bièvre menaçant sérieusement la Seine, la rivière est entièrement couverte dans Paris en 1903, puis, peu à peu, jusqu'à Cachan, enterrée jusqu'à Antony en 1952, et progressivement canalisée dans les années 1960.

### **Vers un nouvel essor économique : l'arrivée des structures autoroutières**

La Bièvre canalisée et enterrée, les industries qui lui sont liées disparaissent. Pourtant, la période de l'entre-deux-guerres bénéficie encore de l'économie de guerre qui a suscité une activité industrielle intense, notamment dans le domaine de la métallurgie. Ce potentiel économique constitue un « *puissant appel de main d'œuvre même peu qualifiée* »<sup>2</sup> qui fait exploser la démographie et pousse à une réorganisation de l'infrastructure économique de la région parisienne.

Le 14 mai 1934, un plan d'aménagement de la région parisienne<sup>3</sup> est élaboré. Celui-ci propose, notamment, la création d'une autoroute dans le sud de la capitale pour décongestionner Paris. Durant quinze années, de nombreux tracés d'une autoroute arrivant par le sud sont envisagés par les services des Ponts et Chaussées. Plusieurs propositions sont soumises aux communes d'Arcueil et de Gentilly car la connexion de l'autoroute au réseau parisien, via le périphérique, doit se faire sur leur territoire. Les différents projets sollicitent les terrains du Chaperon vert, très peu bâtis et à cheval sur les deux communes, pour accueillir la fin de l'autoroute.

<sup>1</sup> Pavet de Couteille et Parent-Duchatelet – *Recherches et considérations sur la rivière de Bièvre ou des Gobelins* – Paris 1822 – Cité par Jean Anckaert – Article cité.

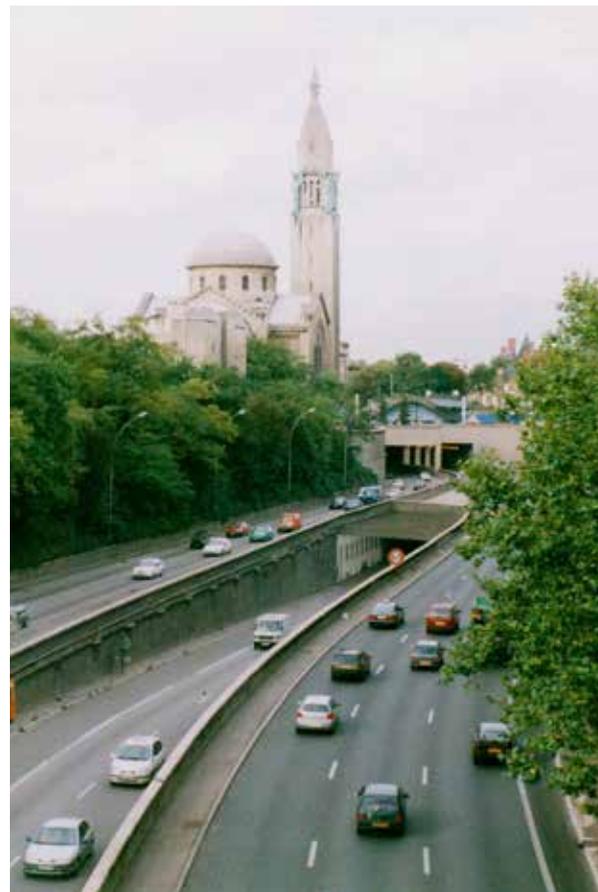
<sup>2</sup> Jean Bastié – Opus cité

<sup>3</sup> La Région parisienne telle qu'elle est définie par ce plan comprend le département de la Seine, les communes de la Seine-et-Oise et Seine-et-Marne comprises dans un rayon de 35km, et les communes des cantons de Creil, Neuilly-en-Thelle, Pont-Sainte-Maxence, Senlis et Nanteuil-le-Haudouin dans l'Oise, soit au total 656 communes.

Le plan d'aménagement de la région parisienne de 1934 est remplacé par celui de 1950 qui confirme la construction d'une autoroute venant du sud. Le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU) jette toujours son dévolu sur les terrains du Chaperon vert, éventrant les communes se trouvant sur sa trajectoire.

En 1951, le projet de l'autoroute est soumis à une enquête publique. Dans les communes d'Arcueil, Gentilly, Villejuif et Thiais, 6194 personnes se prononcent contre le projet. En effet, l'opération « autoroute du sud » ne peut se faire sans détruire des habitations, réduire la surface des espaces libres, amputer un parc ou un stade. Un contre-projet intercommunal est présenté, mais il est repoussé et le ministère décide de tirer l'autoroute jusqu'aux portes de Paris, coupant en deux parties les terrains du Chaperon vert. Les travaux de l'A6a débutent dès 1953 et démarrent par la connexion au périphérique sur les terrains du Chaperon vert. Quant à l'A6b, elle arrive au Kremlin-Bicêtre en 1968 avant d'aboutir à la place d'Italie. L'année suivante, elle est ouverte entre le Kremlin-Bicêtre et Cachan. L'A6a et l'A6b se rejoignent à la hauteur d'Antony où elles fusionnent pour devenir l'A6. Presque simultanément, la construction de l'A86 est entreprise. L'A86, dite aussi « super périphérique parisien », est une autoroute formant une boucle complète autour de Paris, à une distance variant de 2 et 7 km du boulevard périphérique. Sa fonction essentielle est de relier entre elles les préfectures et sous-préfectures de la petite couronne parisienne : Antony, Créteil, Nogent-sur-Marne, Bobigny, Saint-Denis, Nanterre et Versailles. Les travaux commencent en 1968. Le tracé de 78 km suit approximativement celui de la route nationale 186 autour de Paris, en plein cœur d'un tissu très urbanisé. La crise économique ralentit les travaux qui s'étaleront sur quarante ans.

Le Val de Bièvre se trouve désormais transpercé par les deux connections de l'autoroute A6 et bordé par le périphérique et l'A86. Pourtant, si la construction du périphérique, celle de l'autoroute du Sud puis de l'A86 ont présenté en leur temps, et présentent toujours, des inconvénients et des nuisances notables, il n'en demeure pas moins que ces structures routières offrent des avantages incontestables à ce territoire, notamment pour son développement économique, comme le fut la Bièvre en son temps.



**L'autoroute A6 à Gentilly.**  
Les travaux de l'autoroute du sud débutent en 1953 bien que les villes de la banlieue sud qu'elle traverse refusent le projet. Ils démarrent par la connexion du boulevard périphérique à l'A6a à la hauteur de l'église du Sacré-Cœur à Gentilly.

*Photo Madeleine Leveau-Fernandez  
- 2000*

Le développement des transports et les structures autoroutières ont permis de gérer une partie de la distorsion croissante entre le domicile et le travail et l'installation d'équipements tels que le marché d'intérêt national de Rungis et l'aéroport d'Orly.

## Le maillage des transports en commun en Val de Bièvre

La mobilité des hommes et des marchandises permet l'essor industriel de la vallée de la Bièvre qui a très longtemps été mal desservie par les transports en commun. Seul Gentilly, en limite de Paris, bénéficiait des omnibus qui descendaient aux barrières d'Italie et d'Enfer. Pendant longtemps, les habitants du centre ville, n'ont d'autres moyens de transport que la marche à pied. À l'exception de quelques lignes municipales d'omnibus, les autres communes ne sont pas mieux pourvues.



### Les premiers omnibus vers 1830.

Les premières voitures à itinéraires fixes apparaissent avec la création de l'Entreprise générale des omnibus en 1828. L'année suivante, quatre lignes desservent la région.

Victor Adam –  
collection particulière – DR

Les premières voitures publiques à itinéraires fixes apparaissent avec la création de l'Entreprise Générale des Omnibus, le 11 avril 1828. En 1829, quatre lignes d'omnibus desservent la région. Les véhicules sont tous à traction animale (le cheval) et offrent quinze places sans impériale. Le succès de l'opération est tel qu'une vingtaine de sociétés concurrentes se créent, ouvrant de nouvelles possibilités de déplacement. Ainsi, en 1841, sept lignes supplémentaires venant de Paris desservent l'actuel Val de Bièvre.

Parallèlement aux omnibus, le réseau ferré se met aussi en place. Une loi, promulguée en 1844,

autorise la construction du système Arnoux<sup>4</sup>, un système de train articulé qui résout le problème technique et économique des pentes trop abruptes et des courbes serrées. Le 21 février 1845, la Compagnie du Chemin de Fer de Paris à Sceaux est créée pour l'appliquer et Claude Arnoux en reçoit la concession directe pour une période de cinquante ans. L'inauguration a lieu le 7 juin 1846. Le convoi peine tant pour gravir la pente de Fontenay à Sceaux qu'il lui faut plus d'une heure pour effectuer le trajet aller. En revanche, moins d'une demi-heure est suffisante pour le retour.

<sup>4</sup> Jean-Claude Arnoux (1792-1866) est le fils d'un maître de Poste. Il est l'inventeur du système de transbordement des diligences sur wagons plats et système de trains articulés qui porte son nom. Il est l'auteur de Système de voitures pour chemins de fer de toute courbure dont il dépose le brevet en 1838.

Les premières années, la ligne de Sceaux est directe Arcueil-Cachan et ne s'arrête pas à Gentilly où il n'existe pas de gare. En 1889, une gare de marchandises est ouverte à Arcueil, puis, l'année suivante, une « halte » pour les voyageurs permet aux trains de s'arrêter à Gentilly. La halte Laplace reçoit ses premiers voyageurs en 1894. Enfin, en 1938, la station « Bagneux » est ouverte sur le territoire de Cachan.

Les multiples demandes et pétitions des populations de banlieue obligent les grandes compagnies à appliquer une politique tarifaire préférentielle qui contribue à favoriser le développement du trafic. Les premiers abonnements hebdomadaires et billets ouvriers à tarif réduit apparaissent vers 1880. C'est la Compagnie de l'Ouest qui en a l'initiative. Les autres compagnies suivent et, en 1890, le tiers des usagers de proche banlieue, soit 5,6 millions de voyageurs utilisent les cartes d'abonnement.

En 1897, trente-cinq trains avec 1<sup>ère</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> classes, relient quotidiennement Paris à Sceaux, dix-sept allers et dix-huit retours. La durée du trajet est d'environ 25 minutes, mettant Arcueil-Cachan à 18 minutes de Paris, Laplace à 15 minutes et Gentilly à 12 minutes environ. Pendant que se mettaient en place la ligne de Sceaux et ses haltes-stations, un décret impérial du 22 février 1855 avait transformé l'Entreprise Générale des Omnibus en Compagnie Générale des Omnibus (la CGO). L'année précédente, un ingénieur français Alphonse Loubat<sup>5</sup> avait obtenu la concession d'un service de voitures publiques roulant sur rails à traction animale. Le tramway hippomobile était né ! Par décret du 15 septembre 1856, la concession faite à M. Loubat est transférée à la Compagnie générale des Omnibus.



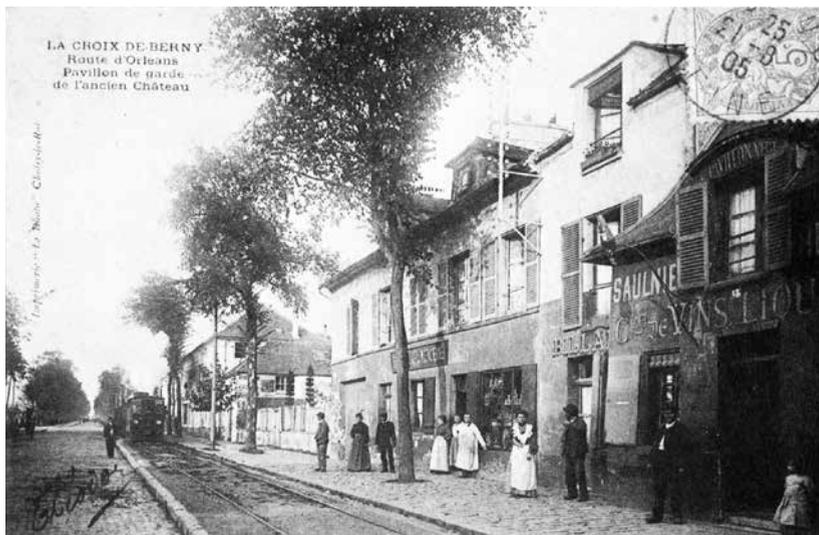
#### **Ancienne station de Gentilly.**

La ligne de Sceaux, qui deviendra la ligne B du RER, est inaugurée en 1846. Dans un premier temps, la ligne est directe jusqu'à Arcueil-Cachan. Une halte est ouverte à Gentilly en 1890 à la hauteur du passage à niveau. La gare actuelle a été construite en 1932/1933 par l'architecte Louis Brachet.

*Compagnie des métros parisiens - 1933 - MDDS*

Jusqu'à la chute du Second Empire, en 1870, les omnibus à chevaux de la CGO demeurent le principal moyen de transport en banlieue. Mais, à partir de 1875, l'apparition de lignes de tramways à traction animale facilite la communication avec Paris.

<sup>5</sup> Alphonse Loubat (1799-1866) part chercher fortune aux Etats-Unis dans le négoce de vin. Il s'intéresse au tramway qui débute à New-York. Rentré en France, il remporte un brevet d'invention, en 1852, pour un système de train à ornière. Il en fait une démonstration sur le Cours la Reine (à Chaillot), en présence du ministre des Travaux publics et emporte un vif succès. C'est à la suite de cette démonstration que la concession du tramway lui est accordée.



**Arrivée de l'Arpajonnais à la Croix de Berny, sur la N20, vers 1900.**

La construction d'un moyen de transport reliant Paris à la région maraîchère sud devenant une nécessité, une convention est signée entre l'État et la SA Compagnie du chemin de fer sur route de Paris à Arpajon, en 1891. La construction s'étale de 1891 à 1894. La ligne partait de la porte d'Orléans et avait Arpajon pour terminus. Elle est progressivement abandonnée de 1933 à 1937.

*Carte postale - Centre de ressources de l'écomusée*

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la ligne 3 de la Compagnie électrique des tramways de la rive gauche assure la liaison entre Fresnes et Paris en passant par Cachan, Arcueil, Gentilly, le Kremlin-Bicêtre. Une ligne du réseau départemental part de L'Haÿ, passe à Villejuif et se dirige vers Paris par la RN7. De son côté, la CGPT commence, elle aussi, à utiliser sur une partie de son réseau la traction électrique par fil aérien, comme la ligne 4 qui relie le Châtelet à Villejuif (asile) via le Kremlin-Bicêtre ainsi qu'une ligne transversale, la 2, qui relie Ivry à Issy-les-Moulineaux via le Kremlin-Bicêtre et Gentilly.

Le 20 avril 1913, les derniers trams hippomobiles sont définitivement supprimés. Jusqu'à la Première

Guerre mondiale, six compagnies exploitent, par concession, les transports de surface (bus et tramways) de la ville de Paris et du département de la Seine. Durant tout le conflit, le tramway assure l'essentiel des transports de surface. Au cours de cette période, les femmes remplacent les hommes partis au front, et assurent tant la conduite que le contrôle à bord ou l'entretien dans les ateliers.

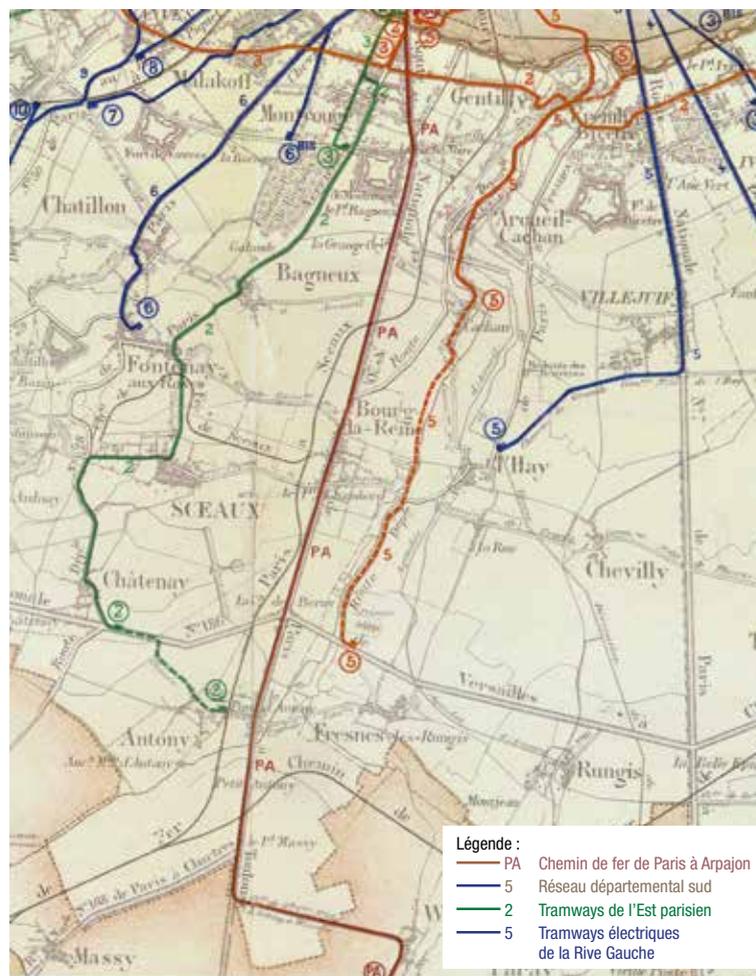
En 1918, les compagnies sont financièrement exsangues. Leurs difficultés financières persistantes contribuent à condamner le régime de la concession. Après de nombreux débats, le Conseil général de la Seine décide, en décembre 1918, de préférer le principe de la régie intéressée à celui de la régie directe. Cette nouvelle méthode de gestion suppose l'unification des réseaux de surface. L'exploitation des réseaux est alors confiée le 1<sup>er</sup> janvier 1921 à une nouvelle personne morale, la Société des transports en commun de la région parisienne (STCRP) créée à cette occasion. La STCRP n'est pas un organisme public, comme le sera la RATP, mais une société privée du groupe Empain, titulaire d'une concession sous la forme d'affermage en régie intéressée du département de la Seine (qui encaisse les bénéfices et couvre les déficits). La STCRP obtient la régie des transports de surface pour 30 ans du 1<sup>er</sup> janvier 1921 au 31 décembre 1950.

Une nouvelle numérotation est mise en place et, en 1925, quatre lignes de tramways desservent le Val de Bièvre : le 47 qui va jusqu'au Kremlin-Bicêtre ; le 85 qui, en passant par le Kremlin-Bicêtre va jusqu'à Villejuif ; le 93 dont le terminus est Cachan via le Kremlin-Bicêtre et Gentilly ; enfin, le 88, Pont d'Antony-

Porte d'Orléans offre une desserte à Fresnes. La veille de la seconde guerre mondiale est marquée par la disparition totale du tramway remplacé par le réseau d'autobus. À la Libération, la notion de « Paris urbain » se substitue à celle du Paris administratif. Aussi, les lignes urbaines reprennent les grands axes de circulation et les terminus se fixent aux abords des gares de chemins de fer. La reconstitution du réseau est d'abord entreprise par la remise en état du matériel récupéré de la guerre. Le plan dit des « 1000 voitures »<sup>6</sup> achevé le 7 janvier 1946 concerne surtout la banlieue<sup>7</sup>. Il reprend, en le complétant, le réseau existant pendant l'occupation. Les lignes de bus aboutissent aux terminus du métropolitain et constituent un prolongement de ce dernier vers la banlieue. Leur tracé est établi en coordination avec celui des chemins de fer et de la ligne de Sceaux.

En 1949, la STCRP devient la RATP, Régie autonome des Transports Parisiens, établissement public à caractère industriel et commercial, doté de l'autonomie financière, dont l'activité consiste à exploiter conjointement les transports en commun de la Compagnie du Métro Parisien et de la STCRP. Le développement intensif de la proche banlieue dans les années de l'après guerre conduit la RATP à renforcer les services existants et à envisager de nouvelles liaisons avec Paris. En 1955, les lignes desservant la future communauté d'agglomération sont le 47 (jusqu'au Kremlin-Bicêtre), les 125, 185, 186 et 187 et le 285 (Porte d'Italie-Savigny-sur-Orge via Fresnes et Villejuif).

Entre 1945 et 1955, avec le nombre de nouveaux arrivants en région parisienne, les moyens de transports connaissent à nouveau un point de saturation. Le Réseau Express Régional devient la solution. C'est l'ancienne ligne de Sceaux qui va définitivement désenclaver la région. Pendant plusieurs décennies, le



**Légende :**  
 PA Chemin de fer de Paris à Arpajon  
 5 Réseau départemental sud  
 2 Tramways de l'Est parisien  
 5 Tramways électriques de la Rive Gauche

#### Les transports en commun en banlieue sud.

Extrait de la « Carte de la Société des Transports en Commun de la Région Parisienne » - Réorganisation des tramways du département de la Seine.

Conseil général – 1908 – Collection particulière – DR

<sup>6</sup> Ce plan consiste à mettre 1000 bus en état de marche sur le réseau.

<sup>7</sup> Même si, selon Louis Lagarrigue, il permet le rétablissement de 12 lignes dans Paris.

réseau ferré de la ligne de Sceaux, devenue depuis 1973 la ligne B du RER, occupe une place privilégiée en banlieue sud car il est le seul à desservir les communes suburbaines de la capitale, sur la rive gauche de la Bièvre.

L'extension du réseau RATP en matière de bus et de métro, avec la prolongation de la ligne 7 jusqu'au Kremlin-Bicêtre, en 1982, puis, au-delà, jusqu'à Villejuif, en 1985, parachève l'infrastructure des transports en commun pour les années qui nous occupent. Ces éléments auxquels s'ajoute, plus récemment, la création du Trans-Val-de-Marne (TVM), constituent avec l'A6a, l'A6b et le périphérique un maillage étonnamment riche. Cette configuration fait de ce territoire le lien de communication entre Paris, les Hauts-de-Seine et le reste du Val-de-Marne, notamment avec le pôle Orly-Rungis.

### Une industrialisation intensive mais inégale à l'aune de nos villes

Ces évolutions ne sont pas sans incidences sur la vie économique des villes. Paris qui commence dès le XVIII<sup>e</sup> siècle à rejeter hors de ses murs les activités polluantes intensifie l'exode des entreprises vers la banlieue avec la loi de 1810 sur les établissements insalubres. Le futur Val de Bièvre subit alors une profonde mutation de son tissu économique, suivant en cela le mouvement général constaté tant sur le territoire

francilien qu'au plan national, mais liés aussi à l'amélioration de ses transports. À côté de l'exploitation traditionnelle des carrières (Arcueil, Gentilly, le Kremlin-Bicêtre) auxquelles sont liées des activités de briqueterie et tuileries (le Kremlin-Bicêtre, Fresnes, l'Haÿ et surtout Villejuif), Gentilly possède, sous la Restauration, une fabrique de calicot, plusieurs entreprises importantes de lavage de la laine et deux filatures. La chimie et l'industrie alimentaire arrivent tôt dans cette commune avec la création, en 1845, de la biscuiterie Sigaut et de Dagousset, importante fabrique de vinaigres et moutardes, fondée à Paris en 1830 et transférée à Gentilly en 1854. On trouve, à côté des carriers, peu d'industries sinon celle du blanchissage, en pleine expansion, et celle de la glace que l'on exploite dans les méandres de la Bièvre.

#### L'entreprise Sigaut à Gentilly.

Sous la Monarchie de Juillet, deux entreprises importantes arrivent à Gentilly : les vinaigres et moutardes Dagousset et la biscuiterie Sigaut. Cette dernière, fabrique de biscuits, de pâtisserie sèche et de pain d'épices, s'installe en 1845, avenue de Paris (avenue Lénine). Elle ne cessera son activité qu'en 1964.

AD 94



Il existe également à Fresnes des glaciers dont la glace est tirée de la pièce d'eau de l'ancien château de Tourvoie. Deux des glaciers sont situées en bas du clos de Tourvoie, juste au-dessus de l'avenue du Parc des Sports. Trois autres se trouvent sur le terrain du patronage paroissial.

Les établissements industriels du XIX<sup>e</sup> siècle sont plus diversifiés à Arcueil qu'à Gentilly. On y trouve deux brasseries fondées, la première en 1840 rue du Docteur Gosselin, la seconde en 1865 à la Croix d'Arcueil. Une fabrique de chicorée et d'amidon emploie une vingtaine d'ouvriers et la capsulerie Sainte-Marie, installée dans la commune dès 1820, salarie plus de 120 personnes. Dans la seconde moitié du siècle, sont créées une fabrique d'ammoniac, deux fabriques d'étoffes, une de parapluies, une de vinaigre et une fabrique de produits pharmaceutiques. Enfin, Anis Gras, dont les bâtiments perdurent aujourd'hui, fabrique des liqueurs et des articles de toilette, autant d'inventions de François-Vincent Raspail ayant pour base le camphre<sup>8</sup>. Cette substance aromatique est raffinée sur place, dans la fabrique d'Arcueil.

Dès la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le Kremlin-Bicêtre est relativement industrialisé. La commune possède deux entreprises de travaux publics dont la plus importante, rue des Plantes, fondée en 1890, dispose de 28 chevaux et emploie 53 personnes. La Société Française de Métallurgie, fondée en octobre 1904 route de Fontainebleau, se fait remarquer par la nouveauté de ses procédés de fabrication de tubes et profils divers en tous métaux. Une entreprise de menuiserie, installée avenue de Bicêtre (Eugène Thomas) en 1876, fournit en meubles la clientèle bourgeoise des environs et les entrepreneurs de construction. Les produits alimentaires y sont particulièrement bien représentés avec la charcuterie-porcherie de la route de Fontainebleau, fondée avant 1870 à Paris et transférée à Bicêtre en 1904. Plus modestement, à Fresnes, un lavoir à laine est exploité à Berny depuis 1817. La présence d'une fabrique de gélatine est attestée par la plainte déposée en 1827 par les riverains : *La Bièvre est infestée et le lavoir déserté* ». Une autre pétition, concerne en juin 1843, une fabrique de colle forte, route de Choisy, qui laisse à l'air les matières animales



**Cachan industriel –  
Vue générale.**

L'industrialisation de Cachan est assez ancienne puisque la première entreprise importante à s'y installer est une brasserie, fondée en 1840, rue du Docteur Gosselin. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, les blanchisseries industrielles restent très présentes à Cachan.

*Carte postale – Centre  
de ressources de l'écomusée*

<sup>8</sup> Le camphre est une substance aromatique extraite du camphrier. De l'une de ses variétés, le camphre anisique, est extrait l'anéthole qui forme la partie concrète de l'essence d'anis et est utilisé en liquoristerie, parfumerie, pharmacie et même en photographie.

dont elle se sert : « *L'aspect hideux de chair en putréfaction et pendue à des échelas et exhalant une odeur infecte, a vivement alarmé les habitants du voisinage qui réclament contre cet état de chose* »<sup>9</sup>.

Face à ce balbutiement industriel, le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle s'impose comme un tournant pour l'agriculture du Val de Bièvre qui entre dans l'ère des cultures maraîchères, florales et fruitières afin d'approvisionner la capitale. Cette évolution ne se fait pas de la même manière dans toutes les villes et les régions viticoles, comme Villejuif, résistent mieux. Si la culture légumière s'impose au plus près de Paris, la spécialisation florale touche les plus éloignées comme les forceries de lilas à L'Haÿ-les-Roses et, bien sûr, la Roseraie. Le

développement des industries alimentaires est lié à la croissance du marché parisien, aux progrès du trafic ferroviaire, à l'évolution du niveau de vie et du régime alimentaire urbain, provoquant l'essor des industries de la conserve, de la biscuiterie et de la chocolaterie. L'industrie chimique connaît, elle aussi, un essor particulier durant cette période. Le lieu d'origine parisien n'est pas rare et les essaimages ou transferts d'activités de la rive droite (Marais, Temple, Bastille) se retrouvent disséminés dans la banlieue sud.

À Gentilly, les produits biologiques Pierre Byla<sup>10</sup>, devenus la Sanofi, installés dans la ville en 1892, ou l'usine Facom, grosse productrice de petit outillage à main qui partira ensuite à Villeneuve-le-Roi, viennent du 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Au Kremlin-Bicêtre, l'entreprise de fabrication de charcuteries, salaisons et conserves Géo qui s'installe en 1913, arrive du 13<sup>e</sup> arrondissement où elle était installée avenue d'Italie, près du marché aux porcs.

Villejuif, dont l'économie se développe principalement autour de la nationale 7 avec l'essor d'une forte activité qui lui est directement liée : auberges, relais de chevaux, voituriers, maîtres de poste, en attendant les premiers tramways électriques au début du XX<sup>e</sup> siècle, demeure majoritairement rurale. Si l'on ne peut pas parler « d'industrie », nous ne pouvons ignorer la construction de l'asile, dans les années 1880,



**Maison Lair fabrique de meubles, à Fresnes.**

Lorsque le château de Berny est démantelé, au début du XX<sup>e</sup> siècle, une fabrique de meubles s'installe dans un corps de bâtiment encore debout. Dernier vestige, aujourd'hui disparu, le pavillon construit par Mansart est visible à l'arrière plan.

Carte postale - Centre de ressources de l'écomusée

<sup>9</sup> Archives de Paris – DMSIO

<sup>10</sup> Créé par le pharmacien Pierre Byla, ce laboratoire pour la recherche et la fabrication de produits biologiques médicinaux est spécialisé dans la fabrication des préparations ophthéropiques animales et végétales, traitement par des extraits bruts ou purifiés de divers tissus ou organes, notamment de glandes endocrines d'origine animale.

qui fournira un potentiel important d'emplois sur la ville. Tout comme au Kremlin-Bicêtre où la prison est transformée en asile en 1881. À la veille de 1914, il n'existe à Villejuif que de petites entreprises, une verrerie, une usine de petite métallurgie, une cartonnerie. L'industrie chimique y est présente avec les parfums Patou-Lemaire et les vernis Soudée.

Pendant le premier conflit mondial, l'entrée des femmes sur le marché du travail s'intensifie. En 1918, quatre emplois sur dix sont occupés par des femmes en région parisienne. D'autre part, la production est réorientée en fonction des besoins militaires. C'est le cas à Arcueil-Cachan où des grenades incendiaires sont fabriquées chez Panhard et Knyff, entreprise située 61, route de Villejuif (actuelle avenue Paul Vaillant-Couturier) et dont M. Bonhomme assure la direction pendant la guerre. En mars 1918, la municipalité d'Arcueil-Cachan appelle l'attention du Préfet de police « *sur les dangers que pourraient faire courir au voisinage* » cette usine. Le 24 avril, celui-ci répond (extrait): « *J'ai l'honneur de vous transmettre les renseignements suivants [...] L'usine Panhard et Knyff ne fabrique non pas des engins explosifs mais des grenades incendiaires qui ne sauraient offrir, en cas de déflagration, des dangers comparables à ceux ressentis lors de l'explosion de la Courneuve. L'unique danger présenté par l'installation est celui d'incendie, mais l'installation de l'usine et la division des ateliers constituent une sérieuse garantie pour le voisinage. Le Service d'Inspection des Etablissements Classés de ma Préfecture, qui visite cette fabrique au moins une fois par semaine, m'affirme, d'autre part, que les prescriptions imposées par M. le Ministre de l'Armement sont strictement réalisées et que le dépôt de poudre existant dans l'établissement est de minime importance* »<sup>11</sup>.

L'arrivée des femmes dans les usines provoque parfois la remise en cause des acquis. Les salaires sont diminués dans certaines usines. Plusieurs grèves paralysent de grandes entreprises à Ivry, Villeneuve-Saint-Georges ou Gentilly où, le 14 juin 1917, 90 ouvrières blanchisseuses cessent le travail. Avec la « victoire » de 1918, les mouvements sociaux perdent de leur importance, mais reprennent l'année suivante. En juin 1919, de grandes grèves, à l'appel des métallurgistes de la Seine, atteignent également le Kremlin-Bicêtre. Le mouvement qui dure un mois mais n'obtient pas le soutien de la CGT est voué à l'échec.

<sup>11</sup> Archives municipales d'Arcueil



**L'entreprise Géo au Kremlin-Bicêtre – Sortie du personnel - Ouvrières Dames.**

L'entreprise Géo, fabrication de charcuteries, salaisons et conserves, s'installe au Kremlin-Bicêtre en 1913. Elle emploiera jusqu'à 1500 personnes. Géo a quitté le Kremlin-Bicêtre en 1997.

*Carte postale – vers 1930 – AM du Kremlin-Bicêtre.*



## Vers une « banlieue rouge » !

L'industrie ne modifie pas seulement l'économie et les paysages de nos communes, elle en bouleverse aussi la vie sociale et politique. Toutes les transformations que nous venons d'évoquer induisent une évolution de la composition socioprofessionnelle de nos villes. La question ouvrière prend naissance et avec elle les actions syndicales et politiques qui l'accompagnent.

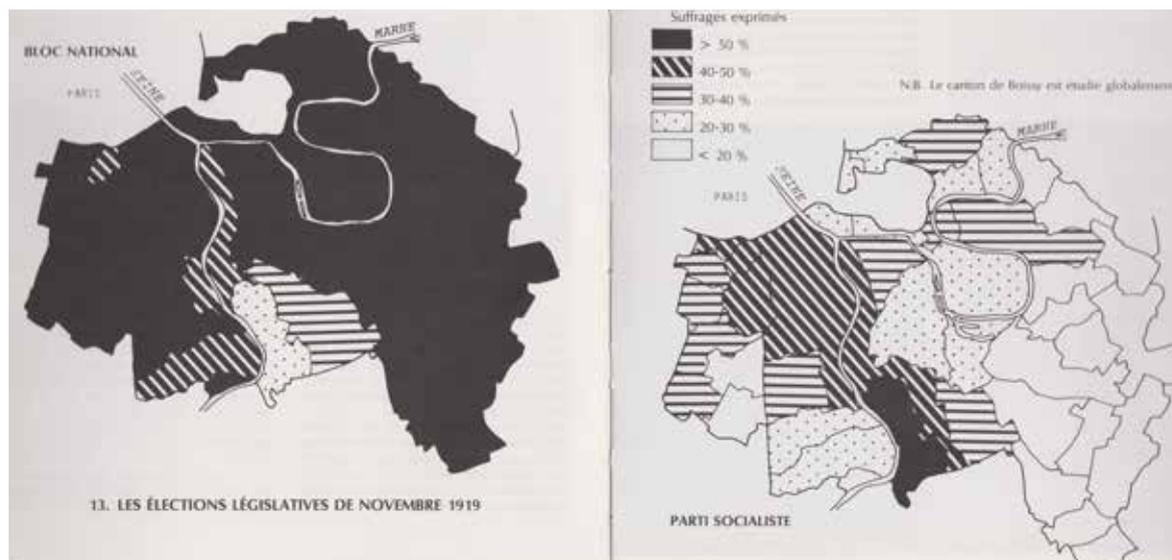
### **L'Ecole Karl-Marx à Villejuif.**

Dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la banlieue devient l'un des bancs d'essai de la modernité architecturale comme en témoigne le groupe scolaire Karl Marx, construit en 1933 par André Lurçat, à Villejuif. Associé à la construction d'un gymnase et d'un stade, l'ensemble s'inscrivait dans la perspective d'un nouveau quartier de la ville.

*Cliché Inventaire Général*

## La vie politique et syndicale après la Grande Guerre

En mars 1919, une grande vague de grèves déferle sur la France. Harcelée mais pas menacée, la bourgeoisie demeure maîtresse du terrain politique et idéologique. Georges Clemenceau rêve d'une révision constitutionnelle, mais la bourgeoisie demeure prudente. La lutte contre le « bolchevisme » est au centre de la campagne électorale de 1919. La droite serre les rangs alors que la gauche fait front en ordre dispersé. L'échec du parti socialiste est cuisant lors de ces législatives de 1919 où le Bloc national<sup>1</sup> dépasse largement les 50 % à Gentilly comme à Arcueil-Cachan, Ivry et Vitry, communes à tradition ouvrière. Aucun candidat socialiste n'est élu dans le territoire du Val de Bièvre même si le candidat de la SFIO n'est évincé que de peu au Kremlin-Bicêtre. Sur le plan local, les élections municipales qui suivent les législatives, deux semaines plus tard, confirment la victoire de la droite. Gentilly qui, depuis Charles Calmus un ouvrier corroyeur perpétue une volonté socialiste, élit Auguste Gratien, un affairiste de droite, à la tête de la municipalité. À Villejuif, où les radicaux sont encore puissants, la droite conclut une alliance pour une élection plus aisée. Alors que les communistes rassemblent 41 % des voix au premier tour, ils sont battus au second. Dominants avant-guerre, les radicaux ne deviennent qu'une force d'appoint en



### Les élections législatives de novembre 1919.

Lors des élections législatives de 1919, le Bloc national, constitué de la majorité des droites de la chambre dite « bleu horizon », l'emporte largement, à tel point qu'aucun candidat socialiste n'est élu dans le Val de Bièvre.

*Extrait de Histoire du Val-de-Marne – Messidor – 1987 – pages 236-237 - Document réalisé par Véronique Jara – DR*

<sup>1</sup> Le Bloc national (1919-1924) apparaît après la première guerre mondiale. Il était constitué de la majorité des droites de la Chambre dite « bleu horizon » issue des élections au scrutin de liste du 16 novembre 1919. Ebranlée par les dissensions intestines, par les difficultés économiques consécutives à la guerre, la majorité du Bloc national s'effondre aux élections de mai 1924 devant la coalition des gauches, dite aussi Bloc des gauches (1924-1926).

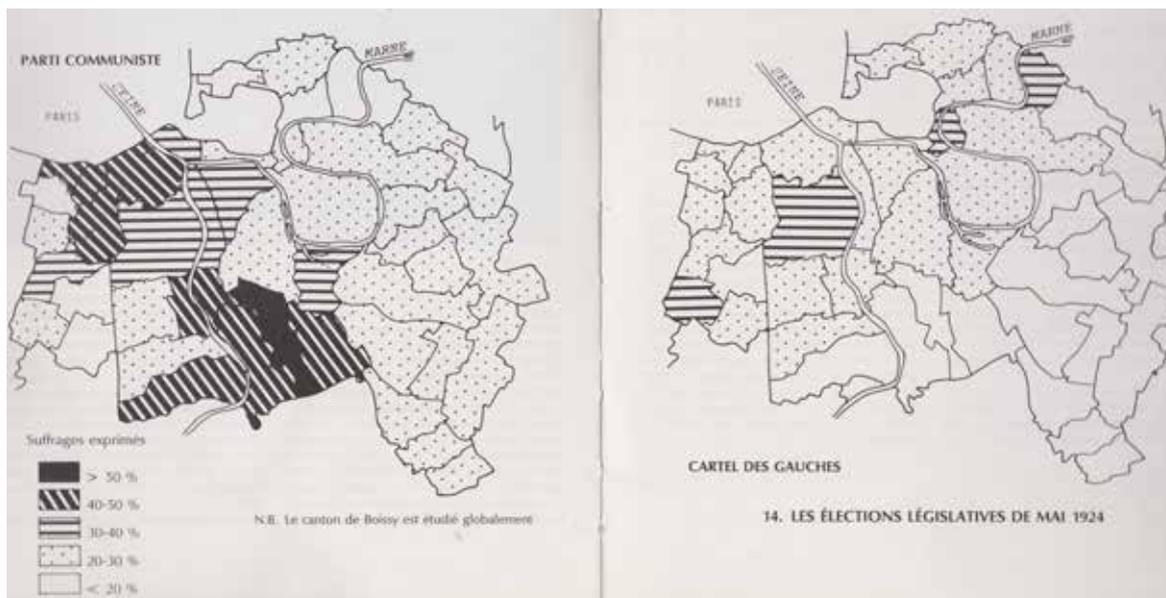
1919. Les socialistes sont réélus au Kremlin-Bicêtre (Eugène Thomas<sup>2</sup>) et à Arcueil-Cachan (Louis Grégoire Veysseyre). Ils sont battus à L'Haÿ-les-Roses.

Au moment où débute le congrès de Tours, en décembre 1920, un débat oppose les sections socialistes à propos de l'adhésion à la Troisième Internationale. Représentés par Marcel Cachin, les partisans de l'adhésion, les futurs « communistes », sont avant tout des hommes révoltés par la guerre, par la misère, par la répression patronale ; ce sont le plus souvent des anciens combattants, des artisans, des libres-penseurs, des artistes. Les sections de ce qui deviendra le Val-de-Marne tranchent le débat en faveur de l'adhésion puisque d'après les résultats connus, 83 % des suffrages vont à la motion Cachin. Sur les 153 conseillers municipaux socialistes élus en 1919, un tiers reste à la SFIO et deux tiers rejoignent le tout nouveau parti communiste. Les élus du Kremlin-Bicêtre appartiennent à ces derniers et Georges Gérard, le maire, avec d'autres conseillers, adhère au parti communiste. Élu en 1919 sur un programme de la SFIO, l'adhésion de Georges Gérard au parti communiste pose problème, notamment à Henri Rébersat, l'architecte communal et maire intérimaire durant dix mois, qui cesse d'assister aux réunions du conseil municipal. Il sera démis d'office l'année suivante. Cette motion Cachin, qui signe la naissance du Parti Communiste Français, provoque aussi des remous à Arcueil-Cachan puisqu'elle est l'argument décisif justifiant la séparation d'Arcueil d'avec Cachan, même si les dissensions sont plus anciennes. Tout avait commencé en 1903 lorsque le conseil général de la Seine avait accédé à la demande des Cachanais et séparé Arcueil et Cachan en deux sections électorales. En 1911, une pétition de plus de 500 électeurs de Cachan demande à l'administration préfectorale d'ériger la section électorale en commune distincte d'Arcueil.

Après plusieurs années de dissensions, la séparation est consommée. Le 26 décembre 1922, le président de la République, Alexandre Millerand, promulgue une loi entérinant la séparation d'Arcueil et de Cachan, aboutissement d'un conflit de vingt années. Arcueil est désormais une commune de 215 hectares et 8 412 habitants et Cachan une commune de 272 hectares où vivent 5 687 personnes. En attendant les élections municipales distinctes, le président de la République nomme deux délégations spéciales chargées d'administrer les deux communes.

Alors que le parti communiste semble s'implanter assez facilement et obtient de bons résultats dans l'actuel Val-de-Marne, il y enregistre deux échecs successifs dans le Val de Bièvre : en février 1923 à Cachan et au Kremlin-Bicêtre quelques mois plus tard. Lorsque les élections municipales sont organisées dans les deux nouvelles communes d'Arcueil et de Cachan, en février 1923, la liste Bloc national menée

<sup>2</sup> Puis Georges Gérard (SFIO) après le décès d'Eugène Thomas pendant son mandat. Le 1<sup>er</sup> adjoint, Henri Rébersat, a assuré l'intérim entre les deux.



#### Les élections législatives de mai 1924.

Contrairement aux élections législatives de 1919, celles de 1924 voient la victoire du Cartel des gauches. L'année suivante, les élections municipales apportent la surprise avec le succès du Bloc ouvrier et paysan, opposé au Cartel des gauches et mené par les communistes.

*Extrait de Histoire du Val-de-Marne – Messidor – 1987 – pages 244-245 - Document réalisé par Véronique Jara – DR*

par Amédée Picard l'emporte à Cachan et à Arcueil où Pierre Templier arrive en tête de la liste radical-socialiste. Cette même année 1923, au Kremlin-Bicêtre, le maire Georges Gérard quitte le parti communiste dont il conteste l'organisation et adhère à l'union socialiste communiste, entraînant la démission de 14 conseillers municipaux. Des élections municipales ont lieu les 1<sup>er</sup> et 8 juillet. Les communistes sont réélus dans la section de Bicêtre tandis que les amis politiques de Georges Gérard l'emportent largement dans celle du Kremlin. Le 13 juillet, Georges Gérard est proclamé maire avec 16 voix sur 24. La cohabitation entre anciens et nouveaux élus ne va pas sans heurts. La dissension qui s'est installée entre les conseillers municipaux communistes et socialistes provoque de nombreux incidents de séance tout au long des années 1930 et, souvent, le public participe au chahut.

Un an après les élections législatives de mai 1924 qui s'étaient traduites, au plan national, par la victoire du Cartel des gauches<sup>3</sup> avec une importante progression communiste dans la petite couronne, les élections municipales de 1925 apportent la surprise avec le succès du Bloc ouvrier et paysan dont les listes sont menées par les communistes qui n'appartiennent pas au cartel des gauches. C'est durant cette période que l'évolution politique des sept villes du futur Val de Bièvre s'effectue et qu'elles entrent dans l'utopie

<sup>3</sup> Le Cartel des gauches associait quatre groupes : les radicaux indépendants (frange de droite des radicaux), les radicaux-socialistes, unifiés désormais, les républicains-socialistes, des socialistes indépendants (Paul Painlevé) et la SFIO. Les premiers députés communistes qui sont élus en 1924 siègent dans l'opposition.

sociale de la « banlieue rouge ». En 1925, l'Haÿ-les-Roses devient une municipalité SFIO avec Albert Parenty, tandis que Villejuif élit Xavier Guillemin, un communiste et Pierre Jean Ginisty, sans étiquette, élu à Fresnes depuis 1919, est reconduit.

## Les expériences de la modernité

Dans le contexte de la grande crise de l'entre-deux-guerres, les communes s'engagent dans des perspectives de politique sociale qui les mettent à la pointe de la « modernité ». Dans le programme du Bloc ouvrier et paysan (le BOP) lors des élections municipales de 1935, l'accent est mis sur les colonies de vacances, les écoles et l'hygiène publique, bien que certaines municipalités aient déjà engagé des initiatives.

À Gentilly, des bains-douches sont construits dès après le premier conflit mondial. En avril 1922, le conseil municipal acquiert un immeuble situé rue du Parc (actuelle rue Victor Marquigny) afin de faire construire à son emplacement un établissement de lavoir-bains-douches. Lorsque la première municipalité communiste est élue, en 1934, elle met l'enfance et la santé parmi ses priorités et un dispensaire municipal est inauguré en 1935.

À Villejuif, le domaine de la médecine préventive est développé en liaison avec l'hospice et l'institut Gustave Roussy. Le dispensaire communal du Kremlin-Bicêtre avait été créé par un arrêté préfectoral depuis 1902. Erigé selon les plans d'Henri Rébersat, l'architecte communal, il était situé non loin de la zone militaire des anciennes fortifications. Désormais, les personnes peu fortunées peuvent être soignées au

**Le lavoir bain-douches de Gentilly** (à gauche). Jules Bafoil, président fondateur de l'œuvre française d'hygiène est le responsable du projet de construction d'un établissement de lavoir municipal et bains-douches à Gentilly. En 1923, la maquette est à l'honneur lors de l'exposition d'Hygiène de Strasbourg. Le bâtiment est inauguré deux ans plus tard.

*Dessin réalisé en 1923 par l'architecte – AM de Gentilly*

**Le dispensaire du Kremlin-Bicêtre.** (à droite) En 1903, un dispensaire, construit selon les plans d'Henri Rebersat, est inauguré rue Pasteur au Kremlin-Bicêtre.

AD94



dispensaire si elles ont la capacité de se déplacer. Si elles sont dans l'impossibilité de sortir, elles sont prises en charge par le médecin du service à domicile. Toutes les consultations sont gratuites. Des opérations chirurgicales y sont pratiquées si l'hospitalisation n'excède pas quatre jours. L'établissement, complété du côté de la rue Charles Leroy (actuelle rue Voltaire) par des bains communaux, constitue alors un établissement unique dans le département de la Seine. Lorsque la loi Guizot de 1835 oblige les communes à entretenir une école primaire, Fresnes a déjà son école mais n'a pas les moyens d'appliquer la non-mixité. Les lois Jules Ferry de 1881-1882 obligent la ville à avoir une école publique de filles, une école publique de garçons et un asile pour les tout-petits<sup>4</sup>. Le premier instituteur qui y est affecté pour les garçons, Léon Barroy, arrive en 1891. Avec son fils, Auguste, il crée la première bibliothèque ainsi que des activités sportives et culturelles. La classe des filles est tenue par une religieuse, sœur Bernard, jusqu'en 1899, date à laquelle elle est remplacée par une institutrice. Un demi-siècle plus tard, à partir de 1955, écoles, groupes scolaires et collèges ouvriront leurs portes au fur et à mesure de l'urbanisation de la ville. Les équipements sportifs et socioculturels suivent avec, notamment, la maison des jeunes et de la culture en 1964 et une piscine en 1967.

À L'Haÿ-les-Roses, où, en 1853, 25 garçons et 25 filles fréquentent le local servant d'école, une école de fille est ouverte (à l'emplacement de l'actuel bâtiment de la sécurité sociale) pour répondre aux lois Jules-Ferry. En 1929, avec la construction des lotissements, les écoles de garçons et de filles comptent chacune plus de 250 élèves et, en 1956, onze classes mixtes sont ouvertes aux Blondeaux.

Au Kremlin-Bicêtre, la construction du premier groupe scolaire est réalisée entre 1876 et 1878, alors que Bicêtre est encore un quartier de Gentilly. Lorsque Bicêtre acquiert son autonomie, en 1896, la municipalité installe les bureaux de la mairie dans le sous-sol

<sup>4</sup> Ancêtre de nos écoles maternelles.



#### **Mairie et école du Kremlin-Bicêtre.**

La première école du quartier du Kremlin est réalisée entre 1876 et 1878. Lorsque le Kremlin-Bicêtre acquiert son autonomie, en décembre 1896, la première municipalité y installe les bureaux de la mairie dans le sous-sol.

*AM du Kremlin-Bicêtre*



#### **La mairie de Cachan.**

L'hôtel de ville de Cachan, inauguré en 1935, est une œuvre réalisée par Jean-Baptiste Mathon, grand prix de Rome, en collaboration avec Joannes Chollet, René Chaussat et Yves Chaussat. L'édifice est fortement influencé par les préceptes architecturaux de l'École Hollandaise, née au cours de la décennie précédente.

*Photo Michel Aumercier/Ville de Cachan*

des écoles. Le 7 septembre 1900, l'édification d'une véritable mairie est décidée et des terrains, dans le prolongement du groupe scolaire, sont acquis. Le 14 mai 1901, l'architecte Henri Rébersat, présente son projet au conseil municipal. Sa réalisation entraîne des travaux de réfection du quartier, le percement de voies et la construction d'une nouvelle école. En 1909, la nouvelle école des filles est inaugurée et la voie qui la dessert est nommée, tout naturellement, rue des Écoles, actuelle rue Pierre-Brossolette.

Centre d'intérêt des réformateurs sociaux, la banlieue devient l'un des bancs d'essai de la modernité du premier XX<sup>e</sup> siècle. Les expériences les plus visibles sont de type architectural : les cités-jardins (Cachan et Arcueil) mais aussi des bâtiments plus monumentaux comme l'hôtel de ville et le groupe scolaire de Cachan, construits par Jean-Baptiste Mathon<sup>5</sup>, grand prix de Rome (afin de remplacer les baraquements qui, depuis 1924, abritaient les enfants de la cité-jardin) ou le groupe scolaire et le complexe sportif construits par André Lurçat à Villejuif.

Associé à l'école Karl-Marx, la construction du gymnase et du stade par André Lurçat à Villejuif s'inscrit dans la perspective d'un nouveau quartier périphérique de la ville dont l'ouverture de l'avenue Karl-Marx constitue l'axe principal, répartissant les écoles d'un côté, les équipements sportifs de l'autre. Un passage souterrain relie les écoles au stade. Lurçat avait gagné le concours lancé par la municipalité de Villejuif en 1930. Inaugurée en 1933, l'école Karl-Marx est l'un des premiers projets d'architecture moderne dont le maître d'ouvrage est une municipalité ouvrière de la banlieue parisienne. André Lurçat, en tant qu'artiste communiste, revendique une architecture porteuse d'inspiration sociale, la forme traduisant le contenu idéologique<sup>6</sup>.

### **Une culture nouvelle où se croisent vie associative et goût de la fête**

Les liens étroits qui se tissent dans la banlieue des années trente entre culture et politique donnent naissance à une culture nouvelle. Bien que les paroisses soient déjà très présentes dans ce domaine, la création de nombreuses associations, sportives et culturelles, proches du parti communiste, contribue à combler le vide culturel de la banlieue mais aussi, par effet de boomerang, à conforter l'implantation du parti communiste.

Au début des années vingt, Arcueil reste encore marquée par une vie de village animée par des associations telle *la Muse*, une société de la cité-jardin qui interprète des pièces de théâtre. Une des plus anciennes associations d'Arcueil-Cachan, *la Fantasia*, regroupe une cinquantaine de membres actifs

<sup>5</sup> En collaboration avec Joannès Chollet, René Chaussat et Yves Chaussat.

<sup>6</sup> *Architectures du sport* - Val de Marne - Hauts de Seine - Cahiers de l'inventaire - n°23 1991 -127 pages - page 80.

spécialisés dans le répertoire pour trompettes. Quant à l'*Harmonie d'Arcueil-Cachan*, elle ne comporte que des bois et interprète des fantaisies d'opéra comique. La *Chorale ouvrière* de la région de Villejuif-Ivry voit le jour en 1927 et, deux ans plus tard, la compagnie théâtrale *L'Églantine*, à Villejuif également.

Le sport est à l'origine d'une intense vie associative dont l'essor est facilité par la loi de 1901 concernant le droit associatif. La pratique de la bicyclette comme à Arcueil où l'un des vainqueurs du vélo-club d'Arcueil, Camille Foucaux, sera champion de France de cyclo-cross<sup>7</sup>, du football, de la gymnastique ou de la boxe (Gentilly) se répand. À L'Haÿ-les-Roses, le premier club sportif, *l'Eclair Sportif Chevilly-L'Haÿ*, est créé en 1920. C'est un club de football. Après s'être appelé, de 1929 à 1935, la *Jeunesse sportive de L'Haÿ*, puis, la *Prolétarienne sportive de L'Haÿ* de 1936 à 1939, le club de football devient, en 1940, le *Club athlétique de L'Haÿ-Chevilly*. Sous ce dernier nom, il sert de couverture, pendant l'occupation, au Mouvement de Libération Nationale. Depuis 1955, il se nomme le *Club athlétique de l'Haÿ-les-Roses*. À Arcueil, les sportifs se regroupent au sein de l'*Étoile sportive ouvrière* ou du *Vélo-club d'Arcueil-Cachan*. A Fresnes, l'instituteur Léon Barroy avait fondé *l'Association amicale sportive* dès 1898 et, en 1947, une équipe de basket féminine est créée dans la ville. Au sein des associations sportives, la tactique « classe contre classe » est appliquée. Les noms même de la *Prolétarienne de L'Haÿ* ou *Etoile sportive ouvrière* d'Arcueil en témoignent. Il en va de même avec les colonies de vacances, apparues avec l'obligation scolaire, et pour lesquelles les municipalités ouvrières insistent sur leur caractère politique. Toutefois, la majorité des colonies de vacances étaient déjà créées avant la guerre de 1914-1918 : 1909 à Villejuif, 1914 à Gentilly et Arcueil, 1918 au Kremlin-Bicêtre, 1923 à Cachan, 1927 à Fresnes mais 1932 à L'Haÿ-les-Roses. Elles l'avaient été dans un but social et sanitaire : le spectre de la tuberculose hantait la banlieue ouvrière.

Pour celles et ceux qui ne partent pas en vacances, la fête annuelle reste un moment privilégié de l'été. Les premières fêtes annuelles villageoises remontent à fort longtemps. Mises à l'origine sous l'égide du saint patronal, elles se laïcisent progressivement. Ainsi, les premières fêtes patronales de Gentilly se réclament de saint Saturnin sous le patronage duquel est placée la paroisse. L'organisation de fêtes municipales, les « kermesses », a une double fonction : vérifier l'enracinement politique local et démontrer sa force dans l'opinion. La fête est parfois l'occasion d'une bataille toute pacifique avec d'autres forces politiques locales



#### **Théâtre L'Églantine à Villejuif.**

Dans la banlieue des années 1930, des liens étroits se tissent entre culture et politique donnant naissance à de nombreuses associations sportives et culturelles. À Villejuif, la compagnie théâtrale « L'Églantine », née en 1929, rejoint la fédération du Théâtre ouvrier de France en 1931.

*Une représentation en 1935 – Cliché AD94*

<sup>7</sup> Camille Foucaux a été champion de France de cyclo-cross en 1929, 1930, 1931 et 1932 ; 3<sup>e</sup> du critérium international de cyclo-cross en 1930 et 2<sup>e</sup> en 1931.



#### Club sportif

##### à L'Haÿ-les-Roses.

Le premier club sportif de L'Haÿ-les-Roses est créé en 1920. C'est le premier club créé après la Première Guerre mondiale dans la commune.

AVL

ou avec la paroisse. La victoire festive symbolise alors une victoire politique. La kermesse, à L'Haÿ-les-Roses se tient lors de la fête de l'Assomption. Un ancien de L'Haÿ se souvient de ce jour d'été de 1911 où « *les soirées de ce mois d'août étaient restées très actives en prévision des fêtes de l'Assomption ; il avait régné une agitation fervente autour de l'église dont les fidèles avaient largement décoré et embelli l'intérieur de l'édifice. La municipalité voulant rivaliser avec la paroisse avait planté de grands mats enrubannés de tricolore au sommet desquels flottaient des oriflammes républicaines* »<sup>8</sup>. Le goût de la fête s'exprime aussi dans le cadre communal autour de fondations locales. Les multiples fanfares, harmonies ou orphéons (le Kremlin-Bicêtre, Gentilly, L'Haÿ-les-Roses) voire les

chorales (Arcueil) ou les fêtes des vendanges (Villejuif) fleurissent un peu partout. Parfois, les musiciens appartiennent à la fanfare municipale et à celle de la paroisse qui jouent lors des mêmes fêtes.

À Gentilly, la kermesse est programmée en mai, en fonction de la date de l'Ascension, et se tient sur deux dimanches et la semaine intermédiaire. Les festivités se terminent par un grand bal de nuit au rythme de l'orchestre *La Symphonie de Gentilly*, le tout accompagné d'attractions foraines de toutes sortes, de manèges de chevaux de bois et d'illuminations. La Seconde Guerre mondiale interrompt les kermesses. Après la Libération, les festivités reprennent et la *Kermesse de la Renaissance française* bat son plein à Gentilly dès 1945. Dans les années 1960, elle perdra un peu de son faste mais renaîtra plus brillante que jamais au début des années 1980.

À Villejuif, il existe deux fêtes locales : celle du haut Villejuif et la fête des vendanges. Bals, orchestres et manèges agrémentent ces rencontres annuelles. A partir de 1933, les défilés de chars sont porteurs de messages politiques locaux comme le char du petit commerce, le char contre les *Uniprix*, le char contre la fiscalité ou celui contre les mauvaises odeurs des porcheries !

La fête des Fleurs de Fresnes, issue de la tradition de la fête des Rosières, se tient chaque année. Le défilé des jeunes filles à vélo est maintenu lors de la fête de l'été, après la seconde guerre, agrémenté

<sup>8</sup> Témoignage d'Emmanuel Blanche – Bulletin des Amis du Vieux L'Haÿ – N°8 – 1<sup>er</sup> semestre 1999 – pages 14 et 15.

de la présence de chars fleuris défilant dans les rues de la ville. La gymnastique récolte dans l'entre-deux-guerres les fruits de l'activisme des nombreuses sociétés locales nées avant la première guerre. L'éducation physique, obligatoire dans les écoles depuis 1880, incarne alors aux yeux des élus la pratique hygiéniste par excellence.

## La crise économique et l'explosion du chômage

Dans un contexte économique où aucune couverture sociale n'existe encore, la crise des années 1930 affecte la région parisienne. Alors qu'elle regroupe 20 % de la population active française, elle compte la moitié du total des chômeurs. Au Kremlin-Bicêtre, il y a 574 personnes au chômage (413 hommes et 161 femmes) pour une population (totale) de 17 453 habitants. À Villejuif, le nombre de « sans-travail » quintuple entre 1931 et 1936, passant de 280 à 1 400. Les catégories les plus touchées sont les manœuvres, les ouvriers du bâtiment, ceux des cuirs et peaux et ceux de la métallurgie<sup>9</sup>. En mars 1931, le conseil général décide de contribuer aux dépenses engagées par les municipalités pour l'attribution d'allocations servant à indemniser les exploitants de meublés qui logent des chômeurs secourus. Toutefois, pour que le logeur bénéficie de l'indemnisation, il devra justifier, grâce à son registre de police, qu'il logeait déjà son locataire chômeur un mois avant son inscription au secours de chômage. Lors de la séance du conseil municipal du Kremlin-Bicêtre du 31 mars 1931, le maire propose d'adhérer à cette formule et de voter une subvention spéciale supplémentaire pour l'aide aux chômeurs.

À Gentilly, il existait un fond de chômage depuis 1926. Mais, face à l'augmentation des chômeurs, la commune ne peut plus assurer les dépenses occasionnées par les secours qui leur sont distribués. Le 6 janvier 1932, le conseil municipal décide de créer un comité d'aide aux chômeurs composé de commerçants et d'industriels de la ville qui serait chargé de faire appel à la population afin de recueillir des fonds de secours. L'aide aux chômeurs de la municipalité se fait en espèces alors que l'aide du comité se fait exclusivement en nature. À cette date, il y a environ 500 chômeurs gentilléens.

### Fête des fleurs à la ferme de Cottinville.

Tous les ans, à Fresnes, était organisée la fête des fleurs, issue de la tradition de la fête des rosières. Ici, vers 1930, des jeunes filles partent de la ferme de Cottinville pour défilier dans le village sur leurs vélos fleuris.

*Cliché centre de ressources de l'écomusée*



<sup>9</sup> Carlos Escoda – Les années 36 : Villejuif et le Front populaire – Service municipal de l'information de Villejuif – 1996 – 44 pages – pagell.

À la crise se mêle la malchance et, en janvier 1932, la Société anonyme des Tanneries de Gentilly, rue d'Arcueil, est ravagée par un incendie. Ses 54 ouvriers viennent grossir le rang des chômeurs gentilléens. Une usine située à Montrouge est également détruite par un incendie. Certains de ses ouvriers étant de Gentilly, la liste des secourus s'allonge. Au début de l'année 1935, le nombre des secourus et celui des personnes à charge est énorme pour la commune. Il atteint 2 413 personnes<sup>10</sup>, c'est-à-dire le sixième de la population. Les secteurs les plus atteints sont la métallurgie, le bâtiment et la manutention.



**Départ des enfants de Villejuif pour la colonie de Périgueux en 1933.**

Dès avant la guerre de 1914-1918, des colonies de vacances sont créées dans un but social et sanitaire afin de lutter contre la tuberculose. La première colonie de vacances de Villejuif, les Bernadoux, est organisée en 1909.

Cliché AD94

À Villejuif, dès avril 1929, la commune avait organisé une distribution de soupe populaire pour les familles privées de ressources par le chômage. 350 familles en bénéficiaient. Les secours distribués nominativement aux chômeurs passent de 20 personnes en octobre 1930 à 1084 au 30 mars 1931. Les plus touchés par la crise sont les manœuvres et les journaliers. Viennent ensuite les professions du bâtiment et de la métallurgie, enfin les travailleurs du livre, des cuirs et peaux. Les jeunes représentent 35 % des chômeurs villejuifois secourus et les femmes 15 %. La Ville apporte à ses chômeurs des secours supplémentaires en espèces mais aussi en bons de charbon, cantine gratuite pour les enfants, médecin et

médicaments gratuits, vêtements aux enfants, bains-douches gratuits, etc. Ces aides représentent de lourdes charges pour les municipalités et, en 1934, Villejuif dont la population est presque essentiellement ouvrière est l'une des communes de la Seine où le chômage est le plus élevé.

L'incendie des établissements Soudée<sup>11</sup>, dû au non respect des règles de sécurité, provoque une forte réaction chez les ouvriers qui décident la création d'une section syndicale. Le 8 octobre 1933, 600 chômeurs villejuifois participent à une manifestation pour le droit au travail. Le 10 mars 1936, le comité des chômeurs convoque l'ensemble des organisations et des personnalités de Villejuif afin de créer un comité d'entraide. Monsieur Lalanne, curé de Villejuif, y déclare qu'il « *apportera et fera tous les efforts nécessaires, ainsi que les Jeunesses ouvrières chrétiennes, pour être parmi les plus actifs dans le comité d'entraide* »<sup>12</sup>. Le 4 avril suivant, une réunion présidée par Paul Vaillant-Couturier, élu maire depuis

<sup>10</sup> 931 chômeurs au 31 décembre 1934 auxquels s'ajoutent les personnes à leur charge.

<sup>11</sup> Entrepris qui se trouvait à l'emplacement de l'actuel Casino, avenue de Paris, précise Carlos Escoda - opus cité - page 14

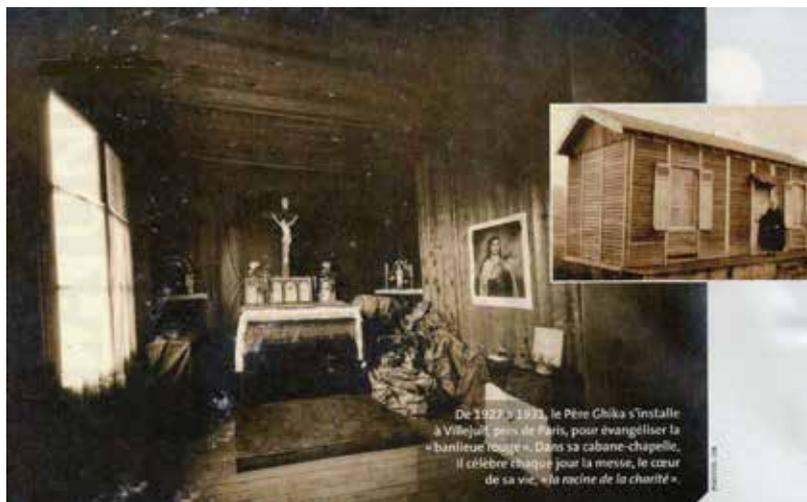
<sup>12</sup> Front Rouge - 14 mars 1936.

1929 et réélu en 1935, rassemble 500 chômeurs. Le lendemain de ce meeting, une grande collecte est organisée sur la commune au nom de la solidarité ouvrière.

Le 10 février 1936, une collecte de grande envergure est organisée à Arcueil avec le maire, les adjoints, les conseillers municipaux, des membres du parti communiste, des membres du parti socialiste, des adhérents des organisations laïcs et catholiques d'Arcueil, des collecteurs et collectrices de toute opinion<sup>13</sup>. Dans le domaine de l'aide aux chômeurs, les paroisses ne restent pas inactives. Pierre Lhande<sup>14</sup> mentionne la création de nombreuses œuvres sociales. Il est vrai que, durant l'entre-deux-guerres, l'Église entreprend de rechristianiser la banlieue rouge. C'est de cette époque que datent les « chantiers du cardinal <sup>15</sup> ». Initiés par le cardinal Verdier en 1931, ils seront à l'origine de la construction de nombreuses églises en banlieue comme l'église de la Sainte-Famille<sup>16</sup> au Kremlin-Bicêtre ou Saint-Jean Baptiste à Cachan, la centième (sur 110 entre 1931 et 1963) à être édifiée.<sup>17</sup>

## Vers le Front populaire

Après avoir vu la fin des blanchisseries, le début du XX<sup>e</sup> siècle marque la disparition des carriers tandis que l'industrie du cuir perdure. Durant la période de l'entre-deux-guerres, les créations d'établissements industriels sont relativement peu nombreuses. Les lieux de travail demeurent très concentrés dans la capitale et les déplacements pendulaires s'intensifient. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, en plus de l'amélioration des transports, on assiste à une augmentation de la circulation automobile. Le long des routes sortant de Paris, les pompes à essence se multiplient et deviennent un nouvel élément du paysage de la banlieue. Avec la disparition des blanchisseries, à Gentilly, Arcueil et Cachan, la population active est



De 1927 à 1931, le Père Ghika s'installe à Villejuif, près de Paris, pour évangéliser la « banlieue rouge ». Dans sa cabane-chapelle, il célèbre chaque jour la messe, le cœur de sa vie, « la racine de la charité ».

### La cabane-chapelle du père Ghika à Villejuif.

Vladimir Ghika, prince roumain, simple prêtre puis protonotaire apostolique, arrive à Villejuif en 1927. Dans un premier temps, il habite un wagon désaffecté, puis dans une cabane en planches, rue Pasteur où il reste jusqu'en 1931. Quelques années plus tard, une chapelle est construite sous l'égide des chantiers du cardinal, l'actuelle église « Sainte-Thérèse de l'Enfant Jésus et de la Sainte Face ». Mgr Ghika est mort en 1954 dans les prisons roumaines.

Archives de l'archevêché de Bucarest – Fond V. Ghika

<sup>13</sup> *Front Rouge* du 22 février 1936.

<sup>14</sup> Pierre Lhande – *Le Christ dans la banlieue, enquête sur la vie religieuse dans les milieux ouvriers de la banlieue de Paris* – Paris – Librairie Plon – 1927 – 280 pages – page 89

<sup>15</sup> Le cardinal Verdier, archevêque de Paris, décide en 1931 de créer l'œuvre des Chantiers du Cardinal pour tenter de remédier aux difficultés rencontrées par l'Église dans un Paris en partie déchristianisé et, surtout, une banlieue souvent laissée à l'abandon par l'Église alors qu'elle est en pleine expansion démographique. « Il faut construire des églises en banlieue, où il n'y en a pas, et donc évangéliser la classe ouvrière », explique-t-il. Cette action du cardinal Verdier répondait, notamment, à l'enquête effectuée par le père Lhande.

<sup>16</sup> L'église de la Sainte-Famille actuelle date de 1970.

<sup>17</sup> La première vague de construction des églises du chantier du cardinal s'étend jusqu'en 1963, mais les constructions reprendront ensuite et continuent encore aujourd'hui. L'église Notre-Dame-de-la-Merci, à Fresnes, appartient à la fin de la première vague et a été inaugurée en 1960.

désormais à dominante masculine. Une étude menée par le conseil général<sup>18</sup> montre, qu'à la sortie de la Première Guerre mondiale, la population ouvrière est majoritaire, les quatre secteurs les plus représentés étant les cuirs et peaux, la métallurgie, l'alimentation et le bâtiment. Immédiatement après arrive le secteur des transports. Il y a une forte minorité d'employés, très peu de professions libérales, mais de nombreuses petites entreprises restent groupées autour de la Bièvre.

Au début des années 1930, l'industrialisation, même modeste, prend le pas sur les terres cultivées et les maraîchers disparaissent progressivement. À Gentilly, il reste onze exploitants en maraîchage en 1931. En 1932, 20,55 ha sont encore cultivés. L'année suivante, 3 ha de cultures maraîchères ont disparu (17,97 ha), mais, en 1935, elles se maintiennent avec 18,67 ha et 17,42 ha en 1937.

Villejuif perd sa vocation viticole au profit du maraîchage. L'enquête agricole de 1929 montre que 96 % des 830 exploitations de la ville se consacrant aux cultures maraîchères ne dépassent pas un hectare. La ville conserve toujours quelques emplois dans ses briqueteries, telle la briqueterie Richard, ses fonderies de graisse et ses porcheries<sup>19</sup>, l'entreprise de produits chimiques Soudée, la verrerie de la rue Pasteur et les ateliers de l'imprimerie Navarre, rue Vérolot. Sur le plateau, la menuiserie Alpha, la capsulerie

Sainte-Marie Dupré, avenue de la République, et les carrières Bervialle. Villejuif possède également à cette époque un grand chantier de construction, l'Avenir de la Zone, route de Fontainebleau, sur lequel on construit des logements pour reloger les habitants de la zone qui avaient été expulsés. Ces emplois demeurent très inférieurs à la population active de la ville car Villejuif, bien qu'ayant une population essentiellement ouvrière, n'a jamais été très industrialisée. Le grand pourvoyeur d'emplois de cette ville est l'Institut Gustave Roussy, créé par Gustave Roussy en 1926 et inauguré en 1934.

La crise qui, en France, commence en 1931 affecte tout particulièrement Gentilly et le Kremlin-Bicêtre qui, seules peuvent être considérées comme industrialisées. Dès 1932, de nombreuses faillites et des fermetures d'établissements se produisent.

#### Fresnes en 1930.

Contrairement aux villes voisines, Fresnes demeure, durant l'entre-deux-guerres, un village rural avec ses fermes, ses champs et ses activités agricoles traditionnelles. L'urbanisation ne commencera réellement que dans les années 1960.

*Cliché centre de ressources de l'écomusée*



<sup>18</sup> *Connaissance du Val de Marne – de patrimoine en patrimoine – numéro spécial – 1980 – pages 68 à 75.*

<sup>19</sup> Le dernier « cochonnier » ne partira qu'en 1980 - Histoire des quartiers nord de Villejuif – page 31.

Sur le plan politique, en France, comme dans toute l'Europe, le fascisme a le vent en poupe et la crise économique se transforme rapidement en crise politique. Le 6 février 1934, la manifestation organisée par les ligues d'extrême droite provoque une réaction immédiate des partis de gauche qui ripostent le soir même place de la Concorde. Une grande manifestation unitaire est organisée trois jours plus tard, le 9 février, où plusieurs ouvriers sont tués. Le lundi 12, la grève générale réunit en une énorme manifestation au cours de Vincennes les syndicats, le parti communiste et le parti socialiste qui défilent aux cris de : « Le fascisme ne passera pas ». C'est le début de l'unité de la classe ouvrière et des partis de gauche. Pourtant,



l'unité ne se fait pas dans toutes les communes du Val de Bièvre et il est clair que ce sont les personnalités qui font la différence. Un article paru dans *Front Rouge*<sup>20</sup> sous la plume de René Legrand<sup>21</sup>, relate ces dissensions. Le 11 février au matin, la commission exécutive de l'Union des sections socialistes du canton de Villejuif se réunit à la mairie du Kremlin-Bicêtre afin de préparer la journée du 12. Une délégation du rayon communiste de Villejuif demande une entrevue qui lui est accordée. Afin d'établir un front unique, les communistes proposent le renforcement des comités antifascistes, un meeting en commun le lendemain matin, jour de la manifestation, la formation de piquets de grève en commun et un départ commun pour Vincennes. Georges Gérard, maire SFIO du Kremlin-Bicêtre et René Jousse, adjoint au maire également SFIO, répondent par la négative. René Legrand rapporte qu'ensuite, les délégués du rayon de Villejuif se sont rendus à L'Haÿ-les-Roses à la rencontre de la section socialiste. Réaction différente : « *La discussion fraternelle aboutit sur tous les points précis de la journée du 12 à un accord.* » Malgré et contre les décisions de leurs dirigeants, des ouvriers socialistes ont fait, à Bicêtre, les piquets de grève en commun.

Des échauffourées éclatent à Villejuif lorsque les élus communistes se rassemblent pour se rendre au meeting commun prévu à L'Haÿ-les-Roses<sup>22</sup>. Des bandes armées de membres des Croix de Feu (dont une cellule était installée dans l'actuelle rue Ambroise Croizat) défilent dans les rues, agressent des passants,

#### Grève à la briqueterie C.I.C.M. à Villejuif.

Après la victoire du Front populaire en 1936, une vague de grèves envahit Paris mais surtout sa banlieue. À Villejuif, de nombreuses entreprises suivent le mouvement, dont les ouvriers briquetiers du Comptoir industriel et commercial des matériaux de Villejuif.

*Cliché AD94*

<sup>20</sup> *Front Rouge* du 24 février 1934.

<sup>21</sup> René Legrand (1911- ?), militant communiste et syndicaliste de Villejuif, volontaire en Espagne républicaine.

<sup>22</sup> *Les années 36 à Villejuif* - page 8.

### Militante syndicaliste à Vincennes.

Plus le mouvement de grève prend de l'ampleur, plus il gagne les secteurs faiblement syndicalisés. Les luttes victorieuses s'accompagnent le plus souvent de la création de sections syndicales.

*Militante Syndicat des employés - 1936 - Cliché Centre de ressources de l'écomusée*



brisent des vitrines et mettent en joue des élus communistes. Au niveau municipal, la lutte se fait aussi contre « les affaires », comme à Gentilly où le conseil municipal est dissout en décembre 1933. Le maire, Auguste Gratien, responsable de détournements de fonds, est remplacé, le 18 février 1934, par Georges Beaugrand, un communiste.

Sur le thème « le pain, la paix, la liberté », la population laborieuse se rassemble, mais, sur le plan local, l'alliance entre communistes et socialistes n'est pas toujours simple. À Villejuif, le rayon communiste ne cesse, depuis 1933, d'appeler la section socialiste à l'unité d'action. *Front Rouge* du 8 avril 1933, publie un appel « aux travailleurs socialistes, à la section socialiste de Villejuif », signé André Heussler<sup>23</sup>, secrétaire du sous-rayon du parti communiste de Villejuif. La persistance de la SFIO à refuser l'unité au niveau local va le desservir lors des élections municipales de 1935. Les progrès du rassemblement populaire

profitent de manière quasi exclusive au parti communiste qui emporte quatorze communes contre cinq aux élections précédentes. Dans certaines communes du Val de Bièvre la liste du Bloc ouvrier et paysan gagne les élections avec plus de 50 % des suffrages exprimés. C'est le cas pour Marius Sidobre à Arcueil, Paul Vaillant-Couturier à Villejuif, Georges Beaugrand à Gentilly, et Raymond Baudin à l'Haÿ-les-Roses. En revanche, Fresnes élit un maire SFIO, Arthur Tellier, mais après dissolution du conseil municipal, en 1937, il est remplacé par un communiste, Maurice Catinat. À Cachan, Léon Eyrolles, le fondateur de l'ESTP et élu depuis 1929 (apparenté socialiste), est confirmé (il restera maire jusqu'en

1944). Au Kremlin-Bicêtre, Georges Gérard (SFIO) est réélu maire. Ces victoires préfigurent les élections qui, l'année suivante, amèneront le Front populaire au pouvoir.

De nombreuses communes créent des comités locaux de Front populaire afin de barrer la route au fascisme. Au Kremlin-Bicêtre, le comité d'unité d'action antifasciste local décide de se transformer en comité de Front Populaire. Onze organisations ouvrières répondent à son appel et, le 16 janvier 1936, il est constitué. Au cours de la première réunion, une longue discussion concerne la présence des radicaux dans le Front populaire. Les socialistes formulent des réserves à leur encontre tandis que les communistes répliquent que le Front populaire ne peut se limiter aux seuls Parti communiste Français

<sup>23</sup> André Heussler (1909-1942), militant communiste, membre des Brigades internationales, soupçonné d'être responsable de l'arrestation, en 1941, d'Emile Dutilleul (député communiste de la Seine élu en 1936), il est assassiné le 12 août 1942 par un groupe d'hommes dont le colonel Fabien, son ancien compagnon de la guerre d'Espagne.

et section française de l'Internationale ouvrière car il s'agirait alors d'une unité d'action et non pas d'un front populaire. Après des mois de négociations, l'unité syndicale est réalisée au niveau national lors du congrès de réunification CGT-CGTU, du 2 au 5 mars 1936. Le jeudi 20 février 1936 se tient à Villejuif un grand meeting de l'unité. « *Le meeting se termina dans l'enthousiasme* », peut-on lire dans *Front Rouge*.

Le meeting organisé à la mairie du Kremlin-Bicêtre, en mars 1936, par le comité du Front populaire obtient lui aussi un succès certain. Plus de 800 personnes se pressent dans la grande salle de la mairie, les couloirs et le hall. Georges Gérard, qui préside la réunion, fait une courte allocution pour appeler les travailleurs à soutenir le Front populaire. Après les représentants de neuf associations syndicales qui condamnent, tour à tour, « le fascisme fauteur de guerre », Paul Vaillant-Couturier fait un discours très remarqué. La campagne électorale pour les législatives commence.

Paul Vaillant-Couturier est le candidat du canton et, le 2 mai 1936, il obtient la majorité absolue dans toutes les communes du canton (jusqu'à 70 % des suffrages à Villejuif, dont il est le maire, et 54 % au Kremlin-Bicêtre<sup>24</sup>). Il est élu député de l'arrondissement de Sceaux pour la troisième fois (après 1919 et 1924)<sup>25</sup> et député de la Seine où il bat Auguste Gratien, l'ancien maire de Gentilly. Les élections législatives amplifient le résultat des élections municipales. Le 4 juin 1936, la Chambre née du scrutin de mai entre en fonction. Le Président Lebrun appelle Léon Blum à l'Élysée. Celui-ci présente son gouvernement, une heure après sa nomination, un gouvernement qui comprend 16 socialistes (SFIO) et 9 radicaux, les communistes ayant refusé de participer au cabinet Blum.

Le mouvement de grève qui suit la victoire du Front populaire commence à Paris, le 26 mai, mais sera surtout massif dans les usines de la banlieue parisienne. Le patronat, qui avait misé sur la lassitude et les fêtes de la Pentecôte pour hâter un retour à la normale, déchanté. Hormis chez Gnome-et-Rhône et Renault qui ont signé des accords le 30 mai, le travail ne reprend nulle part. Nul n'a jamais donné de consigne de grève et les organisations syndicales ne sont pas toujours à l'origine des arrêts de travail.

Au Kremlin-Bicêtre, une grève avec occupation d'usine éclate à la briqueterie de la Société Richard située 3, avenue Eugène Thomas. À Villejuif, les 300 ouvriers du chantier de l'Avenir de la Zone débraient et



**Paul Vaillant-Couturier lors d'un meeting à Gentilly.**

Paul Vaillant-Couturier est le candidat du canton de Villejuif pour les élections législatives de 1936. Il est élu avec la majorité absolue, obtenant jusqu'à 70% à Villejuif ou 54% au Kremlin-Bicêtre. Au premier plan à gauche, Charles Frérot, maire de Gentilly de 1944 à 1962.

1936 - Collection Serge Frérot  
- DR

<sup>24</sup> *Front Rouge* du samedi 2 mai 1936.

<sup>25</sup> Paul Vaillant-Couturier totalisa 14 180 suffrages contre 2 586 pour Auguste Gratien, l'ancien maire de Gentilly et député sortant : *Figures militantes en Val-de-Marne 1870-1970* - Le Maitron sous la direction de Claude Penneier - Les Editions de l'Atelier - 2009 - page 333.

### La solidarité avec l'Espagne républicaine.

Alors que la France prend position pour la non intervention en Espagne, des collectes se multiplient dans nos villes et des dizaines de volontaires partent rejoindre les Brigades internationales. Ici, à Gentilly, une souscription, dite « Le bateau de Noël », est organisée pour les enfants espagnols.

1936 - SHG/Cliché centre de ressources de l'écomusée



occupent le chantier. Les ouvriers briquetiers du Comptoir industriel et commercial des matériaux de Villejuif se réunissent afin de prendre une décision unitaire avec les autres briqueteries. Selon *Front Rouge*, la plus grande effervescence règne dans les verreries de Villejuif rue de Paris et rue Pasteur, chez Soudée, rue de Paris, à la Cartonnerie de la Seine, rue Jean-Jaurès où le personnel est composé de très jeunes gens et jeunes filles. Le ravitaillement des grévistes occupant l'usine est assuré par la municipalité. Des cartes de solidarité sont éditées et, en une journée, pas moins de 1500 francs sont collectés. Les commis charbonniers de Villejuif obtiennent rapidement satisfaction avec la signature par les patrons d'un contrat collectif et la suppression du travail du dimanche. Plus le mouvement prend d'ampleur et plus il gagne les secteurs faiblement syndicalisés, là où la combativité était jusque là pratiquement inexistante. C'est le cas des grands magasins, à Paris, et de Géo, au Kremlin-Bicêtre.

Alors que les conflits ont pris fin dans presque toutes les corporations, les salariés de chez Géo continuent la lutte après trois semaines de grève. Bien qu'ils aient obtenu de la direction l'engagement qu'aucune sanction ne soit retenue contre les grévistes et que d'importantes augmentations de salaires soient acquises, quelques points restent à régler. Le différend réside dans la fixation de salaire de deux catégories du personnel, les manœuvres hommes et femmes, et dans l'application d'une prime aux ouvriers occupés aux chambres frigorifiques et autres catégories insalubres.

En 1936, Géo emploie 700 ouvriers. Chaque matin, ce sont plus de 600 grévistes qui participent aux assemblées générales. Le moral est au beau fixe et, après 18 jours de lutte, les grévistes se rendent en groupe à la kermesse de Villejuif. Une section syndicale de la CGT de près de 300 adhérents se constitue au cours de la grève. La résistance des ouvriers a été possible aussi longtemps grâce à l'aide apportée par les municipalités de Villejuif et du

Kremlin-Bicêtre qui ont assuré, à tour de rôle, le ravitaillement des grévistes. D'autres grèves victorieuses ont lieu au Kremlin-Bicêtre. Chez Escoffier, rue Emile-Zola, les ouvriers reprennent le travail après cinq jours de grève et la signature du cahier de revendications par le patron et l'assurance du respect du contrat collectif de la métallurgie. Comme chez Géo, une forte section syndicale s'est créée à l'occasion de cette

grève. Chez Levet, rue Elisée-Reclus, fabrique de chaussures, il ne faut que six jours de grève aux ouvriers pour obtenir la satisfaction de leurs revendications, la reconnaissance des délégués et l'application du contrat collectif. Idem chez Driguet, où le travail reprend après la signature du cahier de revendications et l'application du contrat collectif<sup>26</sup>. Ces victoires s'accompagnent d'un fort développement du syndicalisme et les adhésions à la CGT s'accroissent chaque jour.

Les accords de Matignon, signés le 7 juin 1936, accordent aux travailleurs des satisfactions allant au-delà du programme du Front populaire : augmentation des salaires (certains triplent), semaine de 40 heures, deux semaines de congés payés, généralisation des conventions collectives, élection de délégués du personnel.

À Arcueil, les salaires sont augmentés de 10 % à l'usine de camions Bernard, et ceux de la biscuiterie Fosse obtiennent 8 jours de congés payés ; augmentation des salaires également pour les salariés de chez Géo, au Kremlin-Bicêtre, Byla (produits biologiques<sup>27</sup>) à Gentilly ou dans les verreries et les briqueteries de Villejuif. La reprise du travail n'est pas immédiate dans les usines et le parti communiste s'active auprès des délégués syndicaux pour une reprise rapide : « *Il faut savoir arrêter une grève dès que satisfaction est obtenue* », déclare Maurice Thorez.

## **La solidarité avec le peuple espagnol**

L'allégresse provoquée par la signature des accords de Matignon, est rapidement ternie par de sombres nouvelles arrivant du Sud : l'Espagne. Là aussi le Front populaire est au pouvoir, mais, le 18 juillet 1936, une partie de l'armée dirigée par un général factieux, le général Franco, se rebelle. C'est la guerre civile. Hitler et Mussolini soutiennent directement Francisco Franco tandis que la France prend position pour la non-intervention. Il y aura un million de morts. Les collectes pour l'Espagne se multiplient tandis que des dizaines de volontaires de nos villes partent pour l'Espagne, notamment des Villejuifois et des Gentilléens<sup>28</sup>. Le premier comité de soutien français à l'Espagne est créé à Villejuif et présidé par le maire de la ville, Paul Vaillant-Couturier. À l'initiative du docteur Strozecka qui revient de mission en Espagne en 1937, Villejuif accueille un grand nombre d'enfants espagnols. Le Comité antifasciste kremlinois organise un meeting de « *propagande et de solidarité pour nos frères espagnols en lutte contre le fascisme* » malgré

26 *Front Rouge* du 27 juin 1936

27 En fait, un laboratoire de produits pharmaceutiques. Voir note 10, chapitre 9.

28 *La seconde guerre mondiale à travers les archives du Val-de-Marne* - Serge Wolirow avec la collaboration de Mariane Zuzula - Le Cherche Midi - 2004 - 2 Tomes de 310 pages chacun - Tome 1 page 39.



#### L'association

##### « Ciné-Liberté ».

Une collecte pour les enfants espagnols ainsi que deux séances de cinéma en faveur du peuple espagnol sont organisées à Gentilly.

1936 – Gentilly – SHG /Cliché centre de ressources de l'écomusée

interdit le collectage dans les rues (permis seulement à domicile). Afin de contourner l'interdiction préfectorale, communistes et socialistes du Kremlin-Bicêtre s'allient pour demander au maire l'autorisation de collecter. Celui-ci refuse en disant « *qu'il est contre toute forme de mendicité et que c'était toujours les prolétaires qui étaient tapés et qu'on ne tapait pas ceux qui roulaient en auto* » (sic).

Le conseil municipal de Gentilly, dans sa séance du 11 août 1936, décide d'apporter son appui à la souscription pour l'aide au peuple espagnol. À Arcueil, la municipalité affirme sa solidarité avec les Républicains espagnols ainsi qu'aux brigades internationales et organise conjointement avec le parti communiste, la CGT, les organisations de jeunesse, les mouvements politiques de gauche de la ville, des collectes de vêtements, de boîtes de lait et autres denrées non périssables possibles à envoyer. Le 25 janvier 1939, le conseil municipal s'élève contre l'offensive italienne en Catalogne et montre du doigt la responsabilité française du fait de sa politique de non-intervention. 1939 annonce la défaite du peuple espagnol et, dès janvier, les premiers convois d'enfants arrivent en France. Des milliers de Républicains espagnols partent en exil et se réfugient aux frontières de la France qui les accueille dans des conditions peu dignes. C'est aussi par centaines, puis par milliers que des enfants sont envoyés en France et des camps sont improvisés pour les recevoir. Chaque progression des troupes franquistes, chaque bombardement de la population civile entraînent un nouvel afflux de petits réfugiés. Au Kremlin-Bicêtre, un comité d'accueil

le refus du maire, Georges Gérard, de leur prêter une salle. La section antifasciste Amsterdam-Pleyel<sup>29</sup> de Bicêtre s'insurge contre la non-intervention et lance un appel pour partir en Espagne vaincre le fascisme : « (...) *Fait appel à tous les camarades pour grossir la section, pour diffuser «Paix et Liberté», et demande des volontaires pour aller en Espagne pour vaincre et écraser le fascisme à jamais, qui engendre la servitude et la guerre* »<sup>30</sup>.

À l'occasion des fêtes de Noël, les partis socialiste et communiste organisent au niveau national une grande collecte pour l'envoi en Espagne de trois bateaux remplis de vêtements, conserves, produits pharmaceutiques, etc.

Cela ne va pas sans difficulté car un arrêté préfectoral

<sup>29</sup> À partir de 1930, le débat intellectuel tourne autour de la guerre et l'enjeu devient : défense de la démocratie ou fascisme. Paul Vaillant-Couturier, en 1930, contribue à former l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires et, en 1932, la lutte des intellectuels se cristallise dans la convocation, sous la haute autorité de Romain Rolland et d'Henri Barbusse, d'un congrès mondial contre la guerre. Cette réunion, qui donne naissance à un vaste mouvement d'intellectuels en faveur de la paix, prend le nom d'Amsterdam-Pleyel.

<sup>30</sup> *Front Rouge* du 27 décembre 1936

provisoire aux réfugiés d'Espagne se crée. Il est composé de gens de tout bord et demande par voie de presse d'envoyer des dons en argent et en nature et, dans la mesure du possible, d'héberger des enfants. Cet appel est largement entendu.

Le 23 mars suivant, une réunion du Comité a lieu au café *Le Fontainebleau*, près de la porte d'Italie, sous la présidence de Raymond Guyot, député de Villejuif qui remplace Paul Vaillant-Couturier, décédé le 10 octobre 1937. Au cours de cette réunion, les membres du Comité décident de parrainer un camp de réfugiés d'une région la plus proche de la commune et d'apporter aux enfants qui y sont placés l'aide matérielle la plus large possible. C'est le camp de Mézilles, dans l'Yonne, qui reçoit le parrainage du Kremlin-Bicêtre. Le comité regrette, à ce propos, la discrétion de la municipalité et : « *ne comprend pas pourquoi la municipalité a cru devoir faire œuvre à part* ».

Cent quarante quatre espagnols, des femmes et des enfants pour la plupart, sont accueillis à Villers-sur-Mer, la colonie de vacances ouverte depuis 1937 par Arcueil. Une délégation menée par Marius Sidobre se rend sur place et les réfugiés témoignent de leur reconnaissance « *à la municipalité et à la population d'Arcueil qui les a accueillis si fraternellement* ». Comme en témoignent les délibérations municipales, toutes les villes du Val de Bièvre participent aux collectes et accueillent des enfants espagnols durant cette période. Manifestations solidaires auxquelles s'ajoute le départ de dizaines de volontaires partant combattre dans les rangs des Républicains espagnols ainsi que l'action de Georges Gosnat<sup>31</sup> qui, à la tête de la compagnie France-Navigation, achemine des armes et des denrées de toutes sortes vers l'Espagne. La guerre d'Espagne n'est pas le seul problème qui agite la vie politique française. Depuis 1938, le chômage recommence à grimper dangereusement et le gouvernement évolue de plus en plus vers la droite. Paul Reynaud, alors ministre des Finances, rend public, les 12 et 13 novembre 1938, une série de décrets-lois qui parachèvent cette évolution à droite. Parmi ceux-ci, un comité supérieur dit *Comité de la hache*, doit supprimer des postes budgétaires dans les services publics. Les décrets-lois sont effectifs dès le 6 mai 1939 et, à l'hôpital de Bicêtre, le *Comité de la hache* fait des ravages : licenciements et mises à la retraite d'office se multiplient dès la promulgation des décrets. Au mois de juin, le comité de réorganisation désorganise tous les



**Antifascistes allemands et espagnols réfugiés à Villejuif.**

Le premier comité de soutien français à l'Espagne est créé à Villejuif en 1937. La ville accueillera un grand nombre d'enfants espagnols.

1937 – Cliché centre de ressources de l'écomusée

<sup>31</sup> Georges Gosnat est le fils de Venise Gosnat (1887-1970) qui avait été maire-adjoint à Ivry de 1935 à 1965.

services. Pendant trois semaines, le personnel est déplacé « au petit bonheur » sans se préoccuper de la place et de l'importance de chacun au sein des services. La compression est générale et trois cents employés de l'hospice vont grossir l'armée des sans-travail. À l'entreprise Géo, une lutte syndicale oppose la direction à ses salariés. Contrairement aux grèves de juin 1936 où la CGT s'était battue seule, une action commune est menée, en mars et avril 1939, avec la section syndicale chrétienne. Une série de revendications, soumises à l'ensemble du personnel, obtient l'approbation de 423 voix sur 478 votants. À l'issue de la lutte de 1939, les revendications qui avaient pour but la consolidation des acquis de juin 1936 aboutissent, redonnant confiance au personnel. Un courant se développe dans l'usine, à la fin du mois de mai, afin de demander l'augmentation des salaires diminués par les hausses successives du coût de la vie et par l'application récente des décrets-lois. Les sections CGTistes et chrétiennes réalisent conjointement un journal d'entreprise dans lequel elles exposent leurs revendications.

En 1939, le gouvernement Daladier qui continue sa contre-offensive envers le Front populaire, refuse l'amnistie des délits de grève, supprime les causeries radiodiffusées de la CGT et fait preuve, dans le même temps, de la plus grande indulgence envers les forces de droite : 34 non-lieux sont prononcés dans « l'affaire de la Cagoule » dont l'un concerne Joseph Darnand, futur chef de la milice, et, bien qu'un jugement ait reconnu sa filiation avec les Croix de feu, le Parti Social Français (PSF)<sup>32</sup> n'est pas dissous. Aussi ce dernier continue ses méfaits en toute impunité. Au Kremlin-Bicêtre, les factieux locaux sont très actifs et menacent la sécurité dans la ville. Au cours de l'hiver 1938-1939, deux vendeurs du journal socialiste *Le Populaire* sont agressés, dont l'un assez grièvement, par des gens du PSF. Des provocations sont organisées au cours de petites fêtes de quartier.

Le secrétaire de la section du parti communiste du Kremlin-Bicêtre, Fernand Jean, lance aux socialistes un appel à l'union. Sans succès. Le 17 juin, le PSF provoque 300 travailleurs du quartier du Plateau réunit pour une fête, créant de nombreux désordres dont ils accusent trois familles du quartier de porter la responsabilité et contre lesquelles ils portent plainte. Le PC réitère ses appels au parti socialiste et propose « *une réunion des délégués des deux sections pour discuter de l'action à mener contre les décrets-lois, contre les factieux locaux du PSF, pour la défense des trois familles ouvrières menacées de la correctionnelle, et contre la guerre* ». Mais nous sommes en juillet 1939 et l'union entre les socialistes et les communistes kremlinois n'aura pas le temps de se faire. Le 3 septembre, la France et l'Angleterre déclarent la guerre à l'Allemagne nazie.

<sup>32</sup> PSF : Parti politique français de droite (1936-1940)



## Les années noires

Après la défaite du Front populaire espagnol, la Seconde Guerre mondiale éclate à l'été 1939. Tandis que la France vit sous la botte ennemie, la lutte clandestine s'organise dans tout le Val de Bièvre. Répondant à l'appel du 18 juin du général de Gaulle, à l'origine de la Résistance extérieure, ou à l'appel du Parti communiste français, le 10 juillet suivant, qui incite à la lutte intérieure, des femmes et des hommes luttent pour la libération de leur pays. Après quatre années d'occupation par les troupes allemande, la France est enfin libérée.

**Une boulangerie rue  
Henri-Barbusse à Villejuif.**

Pendant l'occupation,  
le ravitaillement est  
un véritable problème.  
La pénurie s'aggravant,  
les files d'attente devant  
les magasins alimentaires  
ne cessent de s'allonger.

*Photo anonyme - Collection société  
d'histoire locale et de protection  
du patrimoine de Villejuif*

## La Seconde Guerre mondiale et l'occupation allemande

1939, c'est la « drôle de guerre » ! Cette expression dont on attribue la paternité à Roland Dorgelès résume assez bien la situation : à la fin de septembre 1939, le conseil de guerre décide d'adopter une « attitude stratégique défensive ». L'armée française évacue les quelques arpentis conquis. Sur le front, les canons se taisent et la guerre feutrée des R.A.S., « Rien à signaler », commence. L'armée ne se bat plus que contre « le général ennui » et les soldats « tuent le temps » à coup de parties de belote et de « petites bouffes ». Jean-Paul Sartre, alors soldat sur le front, écrit dans ses *Carnets* : « *La guerre n'a jamais été plus insaisissable que ces jours-ci. Elle me manque car, enfin, si elle n'existe pas, qu'est-ce que je fous ici ?* »

La France et l'Allemagne se font face, les premiers sur la ligne Maginot, les seconds sur la ligne Siegfried. Le moral des troupes baisse et aucun plan décisif ne se dessine. Pendant ce temps, les chars allemands affluent aux frontières et, le 10 mai 1940, ils foncent sur la Belgique et les Pays-Bas. La Luftwaffe montre sa supériorité et le désastre de Dunkerque se profile. C'est la débâcle pour la France qui capitule le 22 juin 1940. En réaction au pacte germano-soviétique, le Parti communiste est dissous et le décret du 21 janvier 1940<sup>1</sup> autorise le gouvernement à suspendre les maires et les conseillers municipaux appartenant à ce parti ainsi que « les magistrats, les fonctionnaires, agents civils et militaires de l'État ». À la suite de cette loi, le directeur de l'asile de Villejuif révoque 60 employés.

Afin de remplacer les maires communistes, une délégation spéciale est mise en place dans les villes où ils ont été destitués. À Gentilly, le maire Georges Beaugrand ayant été mobilisé, c'est Charles Frérot, son premier adjoint, communiste lui aussi, qui le remplace. Le 6 octobre, Charles Frérot est relevé de ses fonctions. Une délégation spéciale remplace le Conseil municipal avec à sa tête Théodore Valette. À Fresnes, Maurice Catinat est également révoqué et remplacé par Louis Guillaud, contremaître à la prison. Marius Sidobre subit le même sort à Arcueil, remplacé par Louis Mafrand ainsi qu'à Villejuif où Georges Le Bigot, maire depuis le décès de Paul Vaillant-Couturier en 1937, est remplacé par Léon Bley. À l'Haÿ-les-Roses, Raymond Baudin est mobilisé, puis révoqué, et remplacé par Joseph Ismaël Boisseau, maire adjoint, en rupture avec le PC par dépit de ne pas avoir été élu maire.



### L'Humanité clandestine du 2 octobre 1944.

Malgré la censure qui interdit la presse dite « subversive », tracts, papillons et titres de presse créés par les mouvements de la Résistance paraissent clandestinement durant toute la guerre. *Combat*, *Franco-Tireur*, *Libération* *Témoignage Chrétien*, *la Vie ouvrière* et beaucoup d'autres titres, dont certains n'ont qu'un numéro unique, bravent l'interdiction. Du 26 octobre 1939 au 18 août 1944, le parti communiste fait paraître clandestinement plus de 300 numéros de l'*Humanité*.

Collection société d'histoire locale et de protection du patrimoine de Villejuif

<sup>1</sup> La loi dite de « déchéance » prononçait la perte des mandats électifs des députés communistes.

À Cachan, Léon Eyrolles reste en place, mais malgré l'ordre qui a été donné aux fonctionnaires de demeurer à leur place, 23 employés municipaux cachanais abandonnent leur poste<sup>2</sup> dès que les premiers Allemands arrivent. De février à avril 1940, la délégation spéciale de Fresnes procède à la déchéance de tous les responsables communistes des commissions de la ville. Maurice Ténine est relevé de ses fonctions de président de la commission Hygiène, travaux, lotissements et groupes scolaires ainsi que de sa fonction de médecin de l'état-civil le 26 mars 1940, alors qu'il est mobilisé depuis septembre 1939<sup>3,4</sup>. Révocation aussi de tous les employés municipaux communistes.

#### **L'exode en 1940.**

À l'annonce de l'entrée des troupes dans le Nord de la France les banlieusards comme les Parisiens quittent les villes et se lancent sur les routes, emportant ce qu'ils peuvent sauver dans des véhicules de fortune : c'est l'exode.

DR



Au Kremlin-Bicêtre, Georges Gérard qui avait gardé de son court passage au parti communiste une véritable haine contre celui-ci, souscrit à l'interdiction du parti communiste et prête allégeance au maréchal Pétain. Aussi, le régime de Vichy le maintient dans ses fonctions de maire. En 1942, il est nommé, toujours par le régime de Vichy, conseiller départemental, l'équivalent de conseiller général.

Le cessez-le-feu, signé le 25 juin 1940, coupe la France en deux parties de part et d'autre de la ligne de démarcation. Au Nord, c'est l'occupation ; au Sud la zone libre. Le gouvernement français légal, officiellement reconnu par l'ennemi, s'installe en zone libre<sup>5</sup>, à Vichy, et donne les pleins pouvoirs à Pétain. Peu de Français discernent alors l'engrenage qui se met en place : collaboration tous azimuts avec l'occupant. Celui que l'on nomme « le vainqueur de Verdun »<sup>6</sup> apparaît comme l'homme providentiel. Il rassemble autour de lui toutes les droites. Colères et rancœurs accumulées contre le Front populaire explosent au grand jour. Le terrain privilégié de cette collaboration d'État se cristallise autour de la répression anticommuniste. La ronde des enquêtes, arrestations, internements commence effectuée par la police française en vertu de lois françaises. Le 3 octobre 1940, l'État français met en place sa propre politique d'exclusion et de persécution des Juifs, fondée sur une définition strictement raciale.

2 Serge Wolitkow – Tome I - page 147.

3 mobilisé de septembre 1939 à juillet 1940 (source le Maitron)

4 « (...) Considérant que le Dr Ténine, par suite de la déchéance de son mandat municipal qu'il a encouru en vertu de la loi du 20 janvier 1940, n'offre aucune garantie du point de vue civique et n'est pas digne de remplir la fonction de médecin du Bureau de Bienfaisance et du service d'assistance ; considérant d'autre part que le Dr Ténine n'habite plus la commune de Fresnes (sic) (...) » Délibération du conseil municipal du 26 mars 1940 – AM ID39 – Fresnes dans la tourmente – opus cité – page 19.

5 Le 11 novembre 1942, la Wehrmacht envahira également la zone sud.

6 Un autre surnom moins glorieux lui est resté de la Première Guerre mondiale : « le fusilleur de 17 ». Lors des grandes mutineries de soldats, en 1917, Pétain fit fusiller, pour l'exemple, plusieurs milliers de soldats français.

Les rumeurs les plus folles courent sur l'occupant et la panique s'empare des Parisiens et des banlieusards. Les pères et les maris prisonniers, les femmes s'inquiètent et sont prêtes à tout pour protéger leurs enfants. C'est le départ pour l'exode ! Un peu partout, les habitants quittent les villes et se lancent sur les routes, emportant ce qu'ils peuvent sauver de leurs biens dans des véhicules de fortune. Partout, les départs se font dans la panique, qui avec une voiture, qui avec une charrette tirée par des chevaux ou tirée à bras d'homme. Les banlieusards se jettent sur les routes pour tenter de rejoindre la zone libre. La majorité regagnera son domicile quelques jours ou quelques semaines plus tard, après avoir essuyé la mitraille. Huit millions de réfugiés engorgent les routes, cortèges incessants de voitures, obligées parfois de stopper sur le bas-côté de la route faute d'essence, des charrettes bondées, des enfants apeurés et des vieillards épuisés, parfois portés dans les bras de fils ou d'amis compatissants. La panique est à son comble quand les appareils de la Luftwaffe mitraillent les convois.

Certains Fresnois ont trouvé la mort sur les routes sous ces attaques en rase-mottes. Ceux qui n'ont pas de famille en province pouvant les accueillir rentrent à Paris. Commencent alors les années d'occupation et une vie quotidienne rythmée par la faim et les bombardements. Durant l'occupation, la population passe le plus clair de son temps à chercher de quoi faire bouillir la marmite ou alimenter son poêle. À tout moment, la guerre est présente : le savon ne lave pas, le café ressemble à de l'eau chaude, les rutabagas s'invitent trop souvent aux menus et la moindre crevaison d'un pneu de vélo prend des allures de drame. Les privations touchent inégalement les Français pour qui la vie est plus pénible à la ville qu'à la campagne. Et puis, l'attente des nouvelles du front et surtout des prisonniers de guerre mine les familles. Certains seront libérés pendant l'occupation, d'autres ne retrouveront leurs foyers qu'en 1945.

Le rationnement et les tickets que l'on découpe dans la carte d'alimentation mobilisent l'énergie. Tous les mois, les habitants doivent aller chercher leurs tickets à la mairie : il y en a pour tout, le sucre, le pain, le charbon, les chaussures... Les fruits et légumes demeurent les seules denrées en vente libre. Les maraîchers d'Arcueil-Cachan sont présents sur les marchés alentour et là, pas besoin de tickets, mais à quel prix ! Il faut acheter le journal régulièrement car les distributions de produits autres qu'alimentaires y sont annoncées.

Les enfants sont probablement les plus atteints par la pénurie alimentaire. Ce qui marque le plus la mémoire de ces enfants, devenus aujourd'hui des adultes, c'est la faim ! Heureusement, lorsque les cantines scolaires



### Approvisionnement et tickets.

Le rationnement est à l'ordre du jour. Tous les mois les Français doivent aller dans la mairie de leur commune chercher leurs tickets. Il y en a pour tout : le pain, le charbon, le sucre, les vêtements.

*Collections et clichés centre de ressources de l'écomusée*

recommencent à fonctionner, les enfants profitent au moins de ce repas quotidien auquel s'ajoutent les gâteaux vitaminés que le Secours Populaire livre dans les écoles.

À Fresnes, le souvenir de l'abbé Renard, le vicaire de l'église Saint-Éloi, demeure dans les mémoires de ceux qui ont vécu cette époque difficile. Celui-ci organise un système de jardins familiaux où les Fresnois cultivent légumes et pommes de terre. Il crée une soupe populaire pour les plus démunis malgré, parfois, l'opposition des autorités municipales<sup>7</sup>. Dans les années 1930, l'abbé Renard développe le patronage Saint-Eloi et les activités de loisirs pour les enfants mais aussi pour les adultes, comme avec le cinéma *Le Familial*, aménagé dans un ancien hangar à locomotives de l'Arpajonnais<sup>8</sup>. Il crée une petite école privée pour les garçons tout en continuant d'assurer la vie paroissiale. Certaines communes anticipent et, dès la déclaration de la guerre, organisent le départ des enfants. À Fresnes, une première évacuation d'enfants, encadrés par les instituteurs de l'école primaire, se fait en septembre 1939 sous l'égide de la paroisse Saint-Éloi et par la ville.

À Gentilly, les parents qui le souhaitent, peuvent faire inscrire leurs enfants pour un départ imminent dès le mois d'août. Le 29 août 1939, les enfants de Pierre-Curie, maternelle, école des filles et celle des garçons, sont réunis dans la cour à six heures du matin. Un autocar les transporte en Normandie, à Isigny et à Bayeux, où ils sont hébergés une année. Les filles de l'école Lamartine sont installées à Balleroy, à quelques kilomètres de là, en Basse-Normandie. La loi du 3 octobre 1940 portant sur le statut des Juifs est remplacée par celle du 2 juin 1941 encore plus répressive, puis l'ordonnance du 29 mai 1942 oblige au port de l'étoile jaune. Depuis avril 1942, Laval aide la Gestapo à combattre la Résistance et arrêter les communistes et les Juifs qui iront grossir les camps d'internement français, puis partiront vers les camps de concentration pour les uns et les centres d'extermination pour les autres. Certains réussissent à s'y soustraire, mais dans quelles conditions ! Ainsi, cette institutrice de l'école Lamartine, à Gentilly, dont le mari était juif. Elle cache son époux durant toute la guerre dans une petite pièce, sans fenêtre, dont la porte était occultée par une armoire. Il n'a jamais été trouvé ! D'autres sont dénoncés par leurs voisins, comme ce Gentilléen, Jacques M.<sup>9</sup>, qui habitait rue Pascal. Arrêté le 22 août 1941, il est interné au camp de Drancy.

Heureusement, à l'inverse, des « justes » étaient aussi présents dans le Val de Bièvre. Ainsi à Fresnes où Robert et Germaine Hémerly, habitant boulevard Pasteur, ont hébergé et sauvé du génocide Louise et Philippe Langa, respectivement âgés de neuf et trois ans, dont Germaine était la nourrice. Leur père est

<sup>7</sup> *Fresnes dans la tourmente* – opus cité

<sup>8</sup> Il fonctionnera par intermittence, avec des utilisations diverses, jusqu'à sa fermeture définitive en 1959. Le bâtiment a été détruit en août 1980. Fresnes – Les Amis de l'écomusée – page 37 (avec photo)

<sup>9</sup> C'est la découverte de son dossier dans les archives municipales de Gentilly qui a permis la reconstitution de ce qu'il a vécu. N'ayant pas retrouvé sa trace et, donc, n'ayant pas son autorisation, nous avons choisi de ne pas révéler son patronyme. Pour plus de détails sur son histoire voir : *Guerre, Résistance, Libération à Gentilly* – opus cité – pages 14 et 15.

raflé à Paris, le 28 juillet 1943, et envoyé à Auschwitz dans le convoi n°58. Les enfants passent le reste de la guerre à Fresnes sous la protection de la famille Hémerly.

### **Le Val de Bièvre dans la Résistance**

Au Kremlin-Bicêtre, bien que le maire, Georges Gérard, ait, semble-t-il, permis à plusieurs jeunes de la commune d'échapper au service du travail obligatoire en Allemagne (STO), un incident grave va, peu de temps avant la Libération, le déconsidérer définitivement aux yeux de nombreux Kremlinois. Nous sommes au mois d'août 1944. La salle du cinéma le Kremlin-Palace est comble et les Kremlinois de sortie ce soir là regardent les actualités de la semaine, projetées avant le grand film de la soirée. Quelle n'est pas leur surprise lorsque la bande des actualités montre une réunion de maires de la banlieue parisienne venus rendre hommage à Pierre Laval à l'Hôtel Matignon : au premier plan, Georges Gérard, en tant que président de l'association des maires de la banlieue de Paris, lui offre, au nom de tous ses collègues, une médaille à titre de souvenir. Monsieur T., présent dans la salle ce soir là, se souvient du chahut qui s'en suivit. Les Kremlinois, furieux, sifflent, surtout au moment crucial de la poignée de main. Certains menacent de tout casser dans la salle. La police doit intervenir pour faire évacuer le cinéma. Les Kremlinois s'en souviendront à la Libération !

L'émotion est d'autant plus grande que des réseaux de résistance fonctionnent sur la ville depuis le début de la guerre. Dès novembre 1940, la lutte s'organise à l'hôpital de Bicêtre. Après l'interdiction de la CGT, les premiers syndicats illégaux jettent leurs bases, les comités populaires commencent à intervenir en distribuant des tracts clandestins. L'hôpital de Bicêtre n'est pas le seul endroit où la lutte s'organise. Venus de tous les horizons politiques ou religieux, des femmes et des hommes vont se battre et, certains, mourir pour l'honneur de la France. Très certainement, ces quelques lignes fauteront involontairement par omission, mais cet hommage les



**Le camion de l'abbé Renard à Fresnes.** Le patronage de la paroisse dirigée par l'abbé Renard organise de nombreuses activités pendant la guerre. Il crée une colonie de vacances, quasi permanente, à Paimpol afin d'y envoyer les enfants. Pour les transporter, il achète un vieux camion Berliet à gazogène qu'il utilise également pour faire des déplacements à la campagne afin de ravitailler les Fresnois.

*Photo Roger Delille/ Centre de ressources de l'écomusée*



**Les filles de l'Ecole Pierre-Curie de Gentilly - 1942.** Le 29 août 1939, les enfants de l'école Pierre-Curie, maternelle, école des filles et des garçons, sont réunis dans la cour à six heures du matin. Un autocar les transporte en Normandie où ils seront hébergés. Répartis dans des hôtels et encadrés par leurs institutrices, madame Chautin et madame Schaffner, les enfants continuent à suivre leurs cours.

*Collection Mme Meunier/SHG*

concerne tous. Parmi ceux-ci, Emile Jean-Marie Bastard un Gentilléen qui venait de la cité Jeanne d'Arc dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement. La cité Jeanne d'Arc était l'un des plus célèbres taudis de la capitale. Il quitte ce taudis pour un autre et s'installe dans une baraque sur la zone de Gentilly. Il est, pour le Kremlin-Bicêtre et pour Gentilly, le symbole même du travail clandestin de la Résistance. Tandis que les bottes ennemies frappent le pavé parisien, Emile Bastard imprime, dans sa baraque, *l'Humanité* clandestine et des tracts.

Emile Bastard est arrêté par la Gestapo le 10 janvier 1941, à la gare Montparnasse. Après une perquisition chez lui et la découverte des machines, il est accusé de propagande communiste et conduit à la prison de la Santé. Il y sera guillotiné le 28 août suivant. Quatre jeunes Kremlinois, quatre amis, Lucien Baillon (21 ans), André Brier (23 ans), Léon Brugniaud (23 ans) et André Lamarre (22 ans), victimes d'une dénonciation, seront fusillés au Mont-Valérien le 5 avril 1944. Victimes aussi peut-être de leur jeunesse, ils ne craignaient pas la mort, la défiaient, elle sera vainqueur. Ils avaient pris l'habitude de se retrouver dans un restaurant, *La Provence*, avenue d'Italie, où ils aimaient boire et jouer aux cartes. « *Peut-être fumons-nous notre dernière cigarette* » se plaisaient-ils parfois à dire à leurs amis. Cette dernière cigarette, ils la fumeront à cause du patron de ce restaurant, un mouchard, un dénommé Grenier, qui après avoir gagné leur confiance,

les dénonce à la police. Arrêtés le 16 décembre 1943 avec trois autres jeunes résistants de Montrouge, condamnés à mort, ils sont exécutés le 5 avril suivant.



**La récolte des pommes de terre à Bicêtre - Hiver 1942-1943.** Afin de pourvoir au ravitaillement des pensionnaires et du personnel de Bicêtre pendant la guerre, des pommes de terre sont cultivées dans le potager de l'établissement. À Gauche, Marcel Le Brigand, le directeur de Bicêtre, qui a participé activement à la Résistance au sein de l'hôpital.

Musée de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris

français sont fusillés en représailles. Choisis arbitrairement parmi les communistes ou les sympathisants communistes détenus dans le camp Choisel à Châteaubriant, 27 hommes sont passés par les armes, à la carrière de La Sablière, le 22 octobre 1941. Parmi ceux que l'on appelle « Les 27 de Châteaubriant », Guy Moquet, 17 ans, Jean-Pierre Timbaud et le docteur Maurice Ténine. Son épouse, Annette, est également arrêtée et internée à Drancy en 1943. Elle meurt à Auschwitz. À Fresnes, comme dans les autres villes, la répression frappe les résistants, communistes et gaullistes. Les militants et les anciens conseillers

municipaux communistes sont arrêtés par les autorités françaises, le 5 octobre 1940, puis par les Allemands, le 24 septembre 1942. Ceux de la première vague d'arrestations, arrêtés sur ordre du préfet, sont d'abord internés en France, puis envoyés à Auschwitz-Birkenau ou Oranienbourg d'où ils ne reviendront pas. La seconde série d'arrestations, en 1942, intervient après les lois du printemps et de l'été 1942 qui renforcent la répression exercée contre les terroristes, les étrangers, les Juifs et les communistes. De nombreux résistants connaissent ce même scénario et, s'ils ne sont pas arrêtés, doivent quitter leur ville pour des régions où ils ne sont pas connus en tant que militants.



**Maurice Ténine avec l'équipe de foot de Fresnes en 1939.**

Maurice Ténine (en haut à gauche), fils d'immigrés juifs de Russie, arrive à Fresnes en 1909 où il sera élu conseiller municipal en 1937. Médecin, il est l'organisateur de la Résistance du corps médical français, arrêté et incarcéré à Chateaubriant. Désigné comme otage en représailles d'une action de la Résistance, il est fusillé parmi ceux que l'on appelle les « 27 de Chateaubriant », aux côtés de Guy Moquet, âgé de 17 ans.

*Centre de ressources de l'écomusée*

À Fresnes et à Villejuif, des élus sont déportés. À Arcueil, aux 31 militaires Arcueillais tombés lors des hostilités en 1939 et 1940, s'ajoute une longue liste de victimes. Neuf personnes sont mortes dans des camps de concentration<sup>10</sup> d'où une vingtaine d'Arcueillais sont revenus. Certains ne survivront que très peu de temps aux sévices et aux privations endurés pendant leur déportation. Six hommes<sup>11</sup> ont été arrêtés puis fusillés ou pendus pour faits de résistance. D'autres Arcueillais sont tombés dans les maquis, lors des combats de la Libération ou sur le front de la fin 1944 à mai 1945. Neuf déportés du travail, neuf déportés raciaux, sept prisonniers de guerre ont aussi trouvé la mort durant cette période.

Au Kremlin-Bicêtre, plus de 100 Kremlinois ont été les victimes, civiles et militaires de la Seconde Guerre mondiale. 36 d'entre eux ont été fusillés, 62 sont morts en déportation.

À L'Haÿ-les-Roses, une trentaine de L'Haÿssiens sont arrêtés, emprisonnés, déportés. Vingt d'entre eux meurent dans les camps de concentration ou des suites de leur déportation. De nombreux Villejuifois sont arrêtés, déportés ou internés dans les prisons françaises. Parmi eux, Anna Birbraer, 14 ans, déportée avec sa mère Esther en août 1942 sont toutes deux gazées à leur arrivée à Auschwitz. Certains sont fusillés. Parmi les six fusillés gentilléens, Victor Marquigny n'a que 18 ans lorsqu'il tombe sous les balles nazies, les autres ont 21, 39 et 46 ans, deux en ont 27. Dans les entreprises, la grève et le sabotage prennent le relais du combat et certains paient de leur vie leur participation à cette lutte souterraine.

<sup>10</sup> Parmi celles-ci Mai Politzer, l'épouse du philosophe Georges Politzer et qui fut la secrétaire de Marius Sidobre. Arrêtée en février 1942, elle meurt à Auschwitz en mars 1943.

<sup>11</sup> Dont Georges Politzer.



**Carte de membre actif de FFI.** Les Forces françaises de l'intérieur (FFI) sont le résultat de la fusion, le 1er février 1944, des principaux groupements militaires de la Résistance intérieure française qui s'étaient constitués dans la France occupée comme, par exemple, l'Armée secrète, l'Organisation de résistance de l'armée, les Francs-tireurs et partisans. Les FFI prendront une part active au moment de la Libération. Après avoir triché sur son âge pour entrer dans les FFI (il n'a que 15 ans), Jean Delille rejoint le général Leclerc et la 2<sup>ème</sup> DB en septembre 1944.

Centre de ressources de l'écomusée



**Les Allemands dans la prison de Fresnes.** En septembre 1940, les Allemands occupent la prison de Fresnes et prennent le contrôle de l'administration pénitentiaire. Les résistants y sont internés dans la troisième division. Officiers et soldats s'installent dans les maisons fresnoises réquisitionnées.

Centre de Documentation Juive Contemporaine/Centre de ressources de l'Écomusée.

La résistance dans les entreprises a joué un rôle essentiel dans la lutte contre l'ennemi : distribution de tracts, ralentissement de la production, sabotage. Moins souvent évoquée, la lutte à l'intérieur des entreprises a pourtant été à l'origine de nombreuses arrestations et déportations. À Gentilly, les travailleurs de l'entreprise Sanders, où des 13 personnes arrêtées, 9 sont déportées à Auschwitz dont 8 ne reviendront pas, mais aussi les ouvriers de chez Allinquant en sont les témoins.

Pendant que certains luttent, d'autres s'adaptent à la situation. À L'Haÿ-les-Roses, le directeur de la briqueterie Lepage, route de Chevilly, envoie un courrier au maire, daté du 30 mars 1939, proposant de louer son usine ou bien de la faire travailler lui-même pour la fabrication de matériel de guerre<sup>12</sup>. À Gentilly, deux employés municipaux prennent une part directe à la collaboration en établissant une liste complète des communistes qu'ils connaissent. La collaboration, qu'elle soit industrielle, au simple niveau municipal, voire de voisinage, existe dans toutes les communes pendant ces années. Durant cette sinistre période, la prison de Fresnes est utilisée par les nazis comme « gare de triage » d'où des milliers de Français mais aussi d'étrangers partent vers de macabres destinations comme Buchenwald, Dora-Mittelbau ou Ravensbrück. Les registres ont été détruits ou emportés et l'on ignore presque tout de ces femmes et de ces hommes dont beaucoup sont morts. Pourtant des signes demeurent, ceux qu'ils ont gravés sur les murs. Eux aussi se sont effacés, rongés par le salpêtre ou recouverts par les dessins obscènes des détenus qui les ont suivis.

Le Ministère des prisonniers de guerre et déportés a effectué un relevé d'une partie de ces *graffitis*. Même incomplet, il a permis de retrouver la trace de disparus et demeure un témoignage émouvant. Des noms, des prénoms, des dates, des adresses, des « *Editz nous a trahis* » aux « *N'avoue jamais Marcel* », en passant par les mots d'amour, « *Rolande, mon seul amour* », des messages en anglais, des cœurs transpercés de flèches, ici une faucille et un marteau, là une croix de Lorraine entourée d'étoiles, tous ceux qui croyaient au ciel comme ceux qui n'y croyaient pas sont passés par les cellules humides de Fresnes<sup>13</sup>. Dès septembre 1940, la prison de Fresnes est occupée par les Allemands. La chasse aux

<sup>12</sup> Serge Wollikow – Tome 1 – page 59.

<sup>13</sup> Pour plus d'informations sur ce thème, voir *Les murs de Fresnes 1945* – Henri Calet – Viviane Hamy – 130 pages – 1993.

communistes est menée au sein même de la prison, y compris chez le personnel de surveillance. Pourtant, certains bravent le danger et des surveillants, des sous-directeurs, voire l'économe, Monsieur Boche, participent à la résistance au sein de la prison ou à l'extérieur. Le 25 octobre 1941, il y a à Fresnes 114 détenus écroués pour activité communiste dont 16 mineurs : six ont 18 ans, six en ont 17, un est âgé de 16 ans et trois ont à peine 15 ans. Les prisons sont surpeuplées et les détenus politiques s'entassent à trois, quatre voire cinq par cellule. La liste est longue de celles et ceux, résistantes et résistants, qui sont passés par Fresnes et ne saurait être exhaustive. Pourtant, pour mémoire rappelons les noms de Geneviève De Gaulle, Henri Krasucki, Germaine Tillon, Honoré d'Estienne d'Orves ou bien encore Madeleine Riffaud. Certains y sont décédés comme Léon Maurice Nordman ou bien Bertie Albrecht qui s'est pendue dans sa cellule. Les combattants étrangers n'ont pas été épargnés, dont la plupart des combattants de la MOI (Main d'œuvre Immigrée) et, bien sûr, ceux du groupe Manouchian dont les portraits ont été placardés sur les murs sur la fameuse *Affiche rouge* : Marcel Rayman, Missak Manouchian, Thomas Elek, Golda Bencic, Georges Cloarec, Emeric Glasz, Willy Szapiro et Maurice Fingerwajg.

Renée Haultecœur, résistante, internée à Fresnes de juillet 1943 à janvier 1944, a fait partie de l'un des convois qui ont emmené des milliers de femmes, dans des wagons à bestiaux, au camp de Ravensbrück. Elle y a retrouvé Yvonne de La Rochefoucault, Germaine Tillon, Geneviève De Gaulle, Marie-Claude Vaillant-Couturier et tant d'autres. Jusqu'à 45 000 femmes, parfois même avec leurs enfants, juives, tsiganes, roms, Témoins de Jéhovah ou résistantes, étaient détenues en janvier 1945, dans ce camp concentrationnaire. Fresnes en a été l'antichambre pour certaines d'entre elles.



**Des FFI posent avenue de Fontainebleau.**

Les principales opérations des FFI du secteur sud se tournent vers la prison de Fresnes et le fort de Bicêtre d'où les Allemands tirent à vue à la mitrailleuse. Des FFI, embusqués rue du Soleil Levant, à Gentilly, tentent de les neutraliser. Le 24 août un détachement de la 2<sup>ème</sup> DB, composé de trois jeeps et trois blindés traverse Gentilly par l'avenue Raspail et gagne Paris par la poterne des Peupliers.

*Photo Irène Krop/SHG*

## Du débarquement à la Libération dans nos villes

« Les sanglots longs des violons de l'automne blessent mon cœur d'une langueur monotone. » Par cette strophe d'un poème de Verlaine, émise le 5 juin 1944, à 20 heures 15, la radio anglaise, la B.B.C., informe la Résistance que l'offensive pour la libération de la France est lancée. Tandis que le maréchal Pétain se rend « *au chevet des villes meurtries par les raids terroristes anglo-américains* »<sup>14</sup>, l'opération Overlord, « Seigneur suprême », dirigée par Eisenhower sur les côtes normandes démarre. Le 6 juin 1944, les Alliés débarquent sur les plages normandes. Dès le débarquement, l'effervescence grandit dans la population. Dans nombres d'usines, des milices patriotiques se mettent en place et les sabotages redoublent. De son côté, la CGT multiplie les appels à la lutte revendicative. Les résistants de toutes tendances s'organisent en structurant les Forces Françaises de l'Intérieur (les FFI) et en créant des comités locaux de Libération. Sur le plan militaire, c'est sous la direction de l'état-major régional Ile-de-France, commandé



### Une barricade au Kremlin-Bicêtre.

La barricade du haut de l'avenue de Fontainebleau, à proximité de la porte d'Italie, devant le pavillon de l'octroi (à droite sur la photo), a du être rapidement dégagée le 25 août pour permettre l'entrée des troupes motorisées américaines dans Paris.

Photo Irène Krop/SHG

depuis le 5 juin par Henri Rol-Tanguy, que, d'une part, les FFI se sont structurés à partir des différents groupes de résistants des localités de la région. D'autre part, les unités des Francs-Tireurs et Partisans français (FTP)<sup>15</sup>, majoritaires dans la banlieue dite « rouge » étant donné le poids de la résistance communiste, constituent l'essentiel de l'organisation.

Le 14 juillet, les organisations résistantes et le comité parisien de Libération appellent la population à célébrer la fête nationale. Cette célébration prend

une ampleur spectaculaire dans toute la banlieue sud : rassemblement et prise de parole à Villeneuve-Saint-Georges, manifestations le matin sur les marchés d'Ivry, Gentilly et du Kremlin-Bicêtre. Pour le Kremlin-Bicêtre, c'est Pierre Georges (dit le colonel Fabien) qui met au point le plan d'opération. L'après-midi, des cortèges convergent de ces villes vers le cimetière d'Ivry et fleurissent le carré des fusillés. Une manifestation de deux mille personnes repart du cimetière en empruntant l'avenue de Fontainebleau au Kremlin-Bicêtre, et se dirige vers la place Rouget-de-L'Isle à Choisy le roi. L'armée allemande ouvre le feu.

<sup>14</sup> *Paris-Midi* du mardi 6 juin 1944.

<sup>15</sup> Plus communément appelés FTP

Vingt-cinq personnes sont arrêtées dont plusieurs seront déportées ou fusillées. Arcueil est la première ville du Val de Bièvre (et même du département) à être libérée puisque sa libération intervient, comme à Bagneux et Chevilly-Larue, le 17 août 1944. Montrouge et Gentilly le seront le 19, Cachan, le 21, Fresnes et L'Haÿ-les-Roses le 24, le Kremlin-Bicêtre le 25, juste avant Paris. La mairie de Villejuif est occupée par le Comité Local de Libération le 18 août, mais une section allemande la reprend le 20 et la reprend le soir même. Les troupes allemandes en retraite multiplient les exactions. Le 19 août, Georges Colin, Président de la Délégation spéciale d'Arcueil nommé par Vichy, et son premier adjoint Henri Blondy sont arrêtés. Marcel Moine, en liaison avec les mouvements de résistance assure l'intérim de la direction de la municipalité jusqu'au 25 août 1944. À Gentilly, le comité local de Libération avec, à sa tête, Charles Frérot, prend possession de la mairie le 20 août, en lieu et place de la délégation spéciale.

Les combats de la Libération font de nombreux morts. Journées de folle exaltation où se mêlent la liesse délirante de la liberté retrouvée et la terreur des nouvelles plus ou moins exactes. La Libération, c'est l'explosion de colère à la découverte des dernières atrocités nazies, c'est aussi l'épuration spontanée, incontrôlable, les « résistants » de la dernière heure, les premiers emprisonnements des suspects de collaboration (la prison de Fresnes change de population), les vengeances faciles et les femmes tondues. À la mairie du Kremlin-Bicêtre, le maire Georges Gérard tient conseil avec quelques amis. Des bruits, des cris, un groupe de FTP fait irruption dans le bureau, mitraillette au poing. Ils demandent le maire. Gérard se désigne, il est abattu. Souvenir d'une séance de cinéma... Le mouvement de conquête des mairies, amorcé les 18 et 19 août, s'amplifie les jours suivants. Le 23<sup>ème</sup> sous-secteur du secteur *banlieue sud*, sous les ordres du commandant Lorent, dit Parizot, comprend les groupes locaux de Gentilly, Arcueil, Kremlin-Bicêtre, Villejuif, L'Haÿ-les-Roses, Chevilly-Larue et Fresnes. Les principales opérations dans notre secteur se tournent vers le fort de Bicêtre et la prison de Fresnes, mais aussi le harcèlement des convois sur la route d'Orléans (la N20) et la route de Fontainebleau (N7). Du 20 au 25, Choisy, Ivry et Vitry sont libérés. La garnison du fort de Bicêtre se rend finalement aux Américains et aux FFI.



**Les soldats de la 2<sup>ème</sup> DB au bas de la côte de Villejuif.**

Le 24 août 1944 les chars de la division du général Leclerc, arrivant de l'Haÿ-les-Roses, entrent dans Paris par la N7. Les soldats sont chaleureusement accueillis par la population qui apporte bouteilles, fruits et fleurs.

*Centre de ressources de l'écomusée*

**Défilé à Villejuif  
à la Libération.**

Spontanément, la population sort et défile dans les rues des villes, membres des comités locaux de Libération en tête. Les villes sont en liesse. « C'était du délire, tout le monde s'embrassait et riait », se souvient une Gentillienne.

*Société de protection  
du patrimoine de Villejuif*



Le 24 août, des barricades sont édifiées sur les grands axes de L'Haÿ-les-Roses par la population. Une cinquantaine de F.F.I. effectuent des opérations de harcèlement des troupes allemandes et font 60 prisonniers<sup>16</sup>. Ils prennent contact à Fresnes, le 24 août au soir avec des éléments de la 2<sup>ème</sup> Division Blindée du général Leclerc dont une avant-garde légère traverse L'Haÿ et fonce vers Paris. Au cours des opérations, Lucien Cabouret, 26 ans, FTPF et Robert Duchène, 20 ans, FTPF, sont tués sur les barricades de Villejuif. L'avant-garde entre à Rungis puis à Fresnes. Le char *La Marne*, conduit par Jean Héry, descend l'avenue de la République pour attaquer l'entrée de la prison. Le char est touché par un obus allemand. Après de sévères accrochages et de nombreuses pertes, un groupement de soldats de l'armée de Leclerc, secondé par des FFI, pénètrent dans le Grand quartier et s'emparent de la prison. Six soldats allemands sont tués dans la bataille, huit soldats de la 2<sup>ème</sup> DB y perdent la vie, les F.F.I. comptent huit morts et douze blessés dans leurs rangs.

<sup>16</sup> *Autrefois L'Haÿ.*

Dans toutes les municipalités, manifestations, défilés et discours célèbrent la renaissance nationale et les Comités locaux de Libération (CLL) se mettent en place. Au Kremlin-Bicêtre, lors des premières élections municipales, le 29 avril 1945, deux listes principales s'affrontent : la liste d'Union Républicaine et Antifasciste (qui rassemble le Parti communiste, le Parti radical socialiste, l'UFF, le FN, l'ARAC, des représentants des jeunes, des vieux, des indépendants, des sportifs, des victimes du nazisme) et la liste d'Action Socialiste et Démocratique. Ce scrutin se déroule selon le mode majoritaire. Raymond Guyot, le candidat tête de liste de la première est élu avec 3689 voix, alors que le candidat de la seconde liste en rassemble 2551. Le 8 mai, Raymond Guyot, communiste, est élu maire avec 27 voix sur 27. Mais il décline la fonction. Gabriel Brion, lui aussi communiste, est élu avec 27 voix sur 27. Un élément essentiel apparaît dans ce nouveau Conseil municipal : sur 27 conseillers municipaux, 5 sont des femmes ! Il s'agit de mesdames Conynck, Ménerville, Jugel, Cléry et Merssemann. Pour la première fois en effet, en France, les femmes ont eu le droit de voter et, par ce fait, sont devenues éligibles. Le gouvernement du général de Gaulle qui comprend des ministres MRP<sup>17</sup>, des socialistes et des communistes, leur a accordé le droit de vote. Le rôle des femmes dans la Résistance a contribué à cette décision.

À Gentilly, lors de la séance plénière du 7 septembre 1944, les groupements de résistance sont présents. Au total, douze représentants aux côtés desquels se trouvent les membres de la municipalité élus lors des élections de 1935 et, selon la délibération, « *ayant conservé une attitude particulièrement digne et patriotique* »<sup>18</sup>. Il s'agit de Messieurs Frérot, Bonnissant, Gérard, Gueury et Obertin. Lucien Albert n'est pas encore revenu du camp de Pithiviers, il reprendra sa place au conseil dès son retour. Après l'installation du maire et de ses adjoints, Charles Frérot prend la parole. Il commence son allocution en saluant les femmes présentes. Là aussi, deux femmes ont été élues : Madame Badia, en tant qu'adjointe, et Madame Cogné, conseillère municipale. À L'Haÿ-les-Roses, Roger Jean Couvidou, militant communiste est nommé par le comité local de Libération (CLL) à la tête du Conseil municipal. Puis, Raymond Baudin<sup>19</sup> est à nouveau élu lors des élections de 1945.



**Combats pour la libération de la prison de Fresnes.**

Après de sévères accrochages, un groupe de soldats de la division Leclerc, secondé par des FFI, s'emparent de la prison de Fresnes le 24 août 1944. Huit soldats de la 2<sup>ème</sup> DB et autant de FFI perdent la vie au cours des combats. Six soldats allemands sont également tués dans la bataille.

Centre de ressources de l'Ecomusée

17 Le Mouvement Républicain Populaire, est un parti d'inspiration chrétienne. Le MRP rassemble quelques hommes de gauche issus de la Résistance, mais, pour l'essentiel, des hommes se réclamant d'option centriste ou de droite.

18 Cette allusion est dirigée contre Georges Beaugrand, le maire communiste élu en 1934 et réélu en 1935, qui, après avoir été démobilisé s'éloigne de Paris et ne s'engage pas dans la Résistance. Cet éloignement ne lui sera pas pardonné et il sera déclaré « traître au Parti et à la France » par l'*Humanité* du 26 octobre 1944. Source : Le Maitron – page 68

19 Il est maire de L'Haÿ-les-Roses de 1945 à 1947 et de 1953 à 1954, conseiller général puis sénateur de la Seine de 1958 à 1959.

Quelques jours avant la libération de Fresnes, les groupes de résistance de la ville créent un CLL constitué des anciens conseillers présents dans la commune, sous la présidence de Théodore Rossat, militant communiste, ancien conseiller municipal. Le soir même de la Libération de la ville, Maurice Catinat, dans l'illégalité durant toute la guerre, prend la tête du comité local de Libération qui instaure une gestion provisoire des affaires communales. Les membres du CLL décident de laisser leur place de conseillers à leurs collègues internés et déportés au fur et à mesure de leur retour<sup>20</sup>.



**Le char *La Marne* de la division Leclerc sur la N7.**

Lors de la libération de la prison à Fresnes, plusieurs blindés participent à l'attaque sous les ordres des capitaines Drone, Sarrazec et Dupont. Le char *La Marne*, conduit par Jean Héry est touché par un obus allemand en descendant l'avenue de la République.

*Centre de ressources de l'écomusée*

---

<sup>20</sup> *Fresnes dans la tourmente*



# Les Trente Glorieuses

Malgré le second conflit mondial, le potentiel économique et les ressources humaines du Val de Bièvre permettent un redressement économique rapide. La population de nos communes explose et de nouveaux arrivants, Parisiens ou provinciaux, sont attirés par le capital travail de nos communes. C'est le plein emploi et les « Trente Glorieuses » ! Cependant, la délocalisation des entreprises va engendrer une mutation du secteur économique qui s'orientera vers le tertiaire et les nouvelles technologies.

**Comprendre le passé pour mieux construire l'avenir.**

Le balayage de l'histoire des sept villes du Val de Bièvre a mis en évidence une cohérence et des éléments fédérateurs au regard d'une histoire à la fois commune et particulière : la constance de l'eau, l'importance des voies de communication et les relations avec Paris.

Leur passé annonce leur réalité actuelle et autorise une mise en perspective de leur avenir.

*Les Rives de Bièvre – Photo Sylvain Gervereau /Mairie de Cachan-*

## La vie politique pendant les Trente Glorieuses

De 1945 à 1947, les Français ne cessent de voter. D'élections en référendums, un intense travail d'élaboration de la Constitution aboutit aux institutions de la IV<sup>e</sup> République. Parmi les modifications, l'élection au scrutin proportionnel des conseils municipaux provoque de nouvelles élections municipales.

Cette nouvelle échéance se présente dans un contexte politique différent de celui de 1945. En janvier 1946, le général de Gaulle a démissionné et, le 5 mai 1947, le président du Conseil, le socialiste Paul Ramadier, a renvoyé les ministres communistes du Gouvernement. C'est la scission au sein de la CGT et la création de Force Ouvrière. Lors des municipales d'octobre 1947, le maintien global du PCF s'accompagne d'une forte poussée du RPF, le Rassemblement du peuple français, premier grand parti politique gaulliste de l'après-guerre. Alors que le pays vient d'entrer dans la guerre froide, l'élection des maires donne lieu à une très vive bataille politique, champs clos de combinaisons politiques diverses, souvent pratiquées par toutes les forces politiques, de la SFIO au RPF, et dont l'objectif est de chasser les maires communistes chaque fois que cela peut se faire<sup>1</sup>. Ainsi, au Kremlin-Bicêtre, alors que le PCF constitue la force politique principale, avec à sa tête Gabriel Brion maire de la ville de 1945 à 1947, le jeu des alliances lui enlève la mairie et Antoine Lacroix, SFIO, est élu maire du Kremlin-Bicêtre.

Même scénario à L'Haÿ-les-Roses où Raymond Beaudin, cimentier, militant communiste élu maire en 1935, puis maire de 1945 à 1947, est battu par Fernand Chapotot, socialiste<sup>2</sup>. À Fresnes, Maurice Catinat, communiste, élu en 1945, est battu par René Pujol, droite non gaulliste, même tendance politique qu'Alphonse Melun à Cachan, élu en 1947. En revanche, à Arcueil, Marius Sidobre, communiste, élu en 1945 est reconduit en 1947. Idem pour Charles Frérot à Gentilly ou Louis Dolly à Villejuif.

### La maison « Empire » à L'Haÿ-les-Roses.

Propriété du département, la maison Empire est rénovée et attribuée comme résidence au sous-préfet, quand l'Haÿ-les-Roses devient sous-préfecture, en 1972. À l'origine, la maison avait été construite dans le style Louis XIII. Lorsque l'orfèvre Henry Auguste l'achète en 1793, il la fait transformer par l'architecte Larseneur. Son dernier propriétaire privé, Jules Gravereaux, remodèle le parc qui sera la future Roseraie.

AVL.



<sup>1</sup> Cf. Roger Bourderon in Histoire du Val-de-Marne – Opus cité – page 311

<sup>2</sup> Et suivants : Wolkow Serge – La seconde guerre mondiale à travers les archives du Val-de-Marne – Tome 1 = 1939-1942 – Tome 2 = 1942-1945 – Le Cherche midi Editeur – 2004

## La guerre d'Algérie

Du fait de sa forte industrialisation, la banlieue parisienne abrite une importante concentration d'Algériens au moment des « événements », comme a été longtemps nommée la guerre d'indépendance de l'Algérie. Ils représentent, en 1956, un tiers de la migration totale, estimée à 100 000 personnes<sup>3</sup> et tout autant à



### Manifestation pour la paix en Algérie à Arcueil.

La guerre d'indépendance algérienne (1954-1962) a suscité en France des manifestations pour la paix en Algérie. et le soutien au mouvement du Front National de Libération (FLN). A la suite d'un attentat perpétré par l'Organisation de l'Armée Secrète (OAS), le 7 février 1962, une importante manifestation est organisée par les partis et syndicats de gauche dès le lendemain. Interdite, la manifestation se termine par la tragédie du métro Charonne où 8 personnes sont tuées et des centaines blessées.

Photo Marc Pialoux/AM d'Arcueil

Paris<sup>4</sup>. Deux critères pourraient expliquer la présence d'une population algérienne dans le Val de Bièvre. À Arcueil, Cachan, Gentilly et le Kremlin-Bicêtre, les travailleurs algériens sont probablement attirés par la présence d'entreprises. Ils sont absents de Fresnes encore peu industrialisée à cette époque. Le second critère tient dans leurs lieux d'habitation. Leur présence à Villejuif et L'Haÿ-les-Roses en témoigne. En effet, ces deux communes sont aussi peu industrialisées que Fresnes, mais il existe un bidonville à L'Haÿ-les-Roses et quatre sur Villejuif où résident des Algériens<sup>5</sup>.

Le Front de libération nationale (FLN) est créé en novembre 1954 pour obtenir de la France l'indépendance de l'Algérie, alors un département français. Le FLN et sa branche armée, l'Armée de Libération Nationale (ALN) commencent la lutte contre le gouvernement français d'abord sur le territoire algérien. Le conflit se radicalise et le départ des appelés

provoque un tournant chez les Français qui, jusqu'alors n'affrontaient pas la réalité de la guerre.

Le FLN désormais bien organisé sur le territoire français lance « la guerre des cafés », distribution de tracts, fusillades et attentats se perpétuant dans les cafés tenus ou fréquentés par des Algériens. Les combattants se heurtent à une répression sévère. À partir de 1958, des milliers d'Algériens, ainsi que des Français engagés à leurs côtés, sont emprisonnés. C'est à Fresnes que se trouve le principal lieu de détention des condamnés algériens pour la région parisienne. À la maison d'arrêt de la Santé sont détenus les condamnés à mort, les prévenus dont les affaires sont en cours d'instruction et les accusés pendant leur procès. Le premier condamné à mort algérien exécuté en France, Abdallah Bellil, l'a été le

<sup>3</sup> Fathia Lounici – Les foyers de travailleurs nord-africains en banlieue parisienne : une politique de logement social d'exception (1945-1962) – Cahiers d'Histoire – Revue d'histoire critique – 2006 – mis en ligne en 2009

<sup>4</sup> La France compte alors environ 400 000 Algériens (à 90 % des hommes) dont la moitié vit à Paris et dans le département de la Seine, selon Emmanuel Blanchard : Manifestations et mobilisations algériennes en région parisienne – Conférence du 16 novembre 2012 à l'auditorium du Petit Palais.

<sup>5</sup> Paris en guerre d'Algérie – Exposition organisée par le Comité d'Histoire de la Ville de Paris – Couvent des Cordeliers – 7 décembre 2012 à 10 janvier 2013.

27 septembre 1958 à la Santé après avoir été détenu à Fresnes depuis le 27 août 1957<sup>6</sup>. En 1960, tous les détenus du FLN sont transférés à Fresnes. « *Fresnes devient peu à peu une prison algérienne* », écrit Juliette Spire<sup>7</sup>. « *La prison de Fresnes abritera jusqu'à 1600 Algériens à la veille du cessez le feu* » auxquels « *se joindront une trentaine de Français ayant soutenu et aidé la cause algérienne, « porteurs de valises », militants de la gauche révolutionnaire, chrétiens, communistes ou ex-communistes, ralliés avec plus ou moins de divergences à la cause du FLN* »<sup>8</sup>.

Les accords d'Évian, signés le 18 mars 1962, se traduisent par un cessez le feu immédiat. En moins de deux mois, ce sont plus de cinq mille personnes qui sortent des prisons françaises. La prison de Fresnes abrite alors 760 détenus politiques algériens. Après leur libération, des détenus appartenant à l'OAS prennent leur place. Les derniers prisonniers militants de l'OAS seront amnistiés en 1968 par une loi que fera voter de Gaulle.

Pendant ce temps-là, à l'automne 1958, la V<sup>e</sup> République a introduit des changements majeurs avec le retour au scrutin majoritaire et le redécoupage de circonscriptions dans le but d'assurer une majorité à la droite. Le système fonctionne parfaitement et, arrivés quatre fois en tête et seconds partout ailleurs<sup>9</sup>, les communistes n'ont qu'un seul élu au terme du second tour. Dans la circonscription Arcueil-Villejuif, Marie-Claude Vaillant-Couturier en tête au premier tour avec 40,6 % devant le candidat socialiste (21,8 %) est battue par celui-ci au second tour. Les consultations électorales qui suivent la création des nouveaux départements en 1964 donnent le ton politique du Val de Marne. Le processus unitaire entre parti communiste et gauche non communiste aboutit à de bons résultats aux municipales de 1965 où trois maires communistes sont élus, trois maires socialistes et un apparenté : Arcueil : Marcel Trigon PCF ; Gentilly : Hélène Edeline PCF ; Villejuif : Louis Dolly PCF ; Cachan : Jacques Carat SFIO ; L'Haÿ-les-Roses : Pierre Tabanou PS ; Le Kremlin-Bicêtre : Antoine Lacroix SFIO ; Fresnes : André Villette (apparenté socialiste).

#### Prisonniers politiques du FLN à la prison de Fresnes en 1960.

Pendant la guerre d'indépendance algérienne, de nombreux militants du FLN sont incarcérés à Fresnes. Après avoir obtenu le statut de prisonniers politiques, ils transforment la deuxième division en une « oasis » algérienne. En haut à gauche : Moussa Khebaili, adossé au siège : Yacef Saadi, au premier plan à gauche : Mohammed Lebjaoui, dirigeant de la Fédération de France du FLN, au premier plan à droite : Ahmed Taleb, responsable des étudiants du FLN en France.

Fonds général/Centre de ressources de l'écomusée/Ville de Fresnes.



<sup>6</sup> Abdallah Bellil a été condamné à mort le 12 juin 1958 pour « homicide volontaire »

<sup>7</sup> Juliette Spire – La détention à Fresnes durant la guerre d'Algérie – in Fresnes la prison – opus cité – page 100.

<sup>8</sup> Idem

<sup>9</sup> Sauf à Créteil-Saint-Maur

### **La cité de transit Les Fournières à Fresnes.**

Une cité de transit, Les Fournières, est construite par la Ville de Paris à Fresnes, en 1962, afin de reloger des Parisiens expulsés de quartiers rénovés et les habitants d'un bidonville. Occupée par une population très cosmopolite, elle est détruite en 1988 pour permettre la réalisation de l'A86.

*Photo Gabriel Bourdin/Centre de ressources de l'écomusée*



Les élections des 24 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 1967, qui mettent en place le premier conseil général, ne passionnent pas les électeurs val-de-marnais et l'abstention est très élevée. Toutefois, l'électorat communiste reste mobilisé et le conseil général est composé de 13 élus communistes et 4 élus pour la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste (FGDS), donnant un siège de majorité à la gauche à la nouvelle assemblée départementale. Le communiste Gaston Viens, un maraîcher de 43 ans, devient le premier président du Conseil général.

### **Une expansion démographique explosive**

La décennie suivant la Seconde Guerre mondiale connaît des mutations démographiques importantes. Ces mutations se poursuivent jusqu'à la fin des années 1970. Les villes qui connaissent déjà une croissance démographique importante depuis les années 1930, continuent à exploser. La banlieue sud-est se peuple et les sept communes du futur Val de Bièvre participent à cette expansion, provoquant parfois la dégradation de l'habitat jusqu'à sa taudification. Elles y participent toutefois de façon différenciée.

Plusieurs facteurs marquent particulièrement la démographie des années 1945-1975. Tout d'abord, la fin du malthusianisme qui engendre une croissance de la natalité accompagnée d'une baisse importante de la mortalité infantile. Mais le baby boom n'est pas le seul responsable de cette augmentation. Le

processus de décolonisation de l'Indochine, de la Tunisie, du Maroc, puis la fin de la guerre d'Algérie, en 1962, ramène en France deux millions de Français expatriés. Les accords d'Evian fournissent le plus fort contingent avec l'arrivée des « pieds noirs » puis des « harkis ».

À Fresnes, la société HLM Toit et Joie construit, de 1960 à 1963, rue Auguste Daix, un immeuble de 250 logements réservé à des fonctionnaires et qui accueillera près de 20% de fonctionnaires rapatriés d'Algérie. D'autre part, une cité de transit, les Fournières<sup>10</sup>, édifiée en 1962, accueille les occupants d'un ancien bidonville<sup>11</sup> majoritairement peuplé de travailleurs nord-africains. Cet apport important de main-d'œuvre est malgré tout insuffisant pour répondre aux besoins de l'expansion économique. Aussi, fait-on appel durant une vingtaine d'années, 1954-1974, à l'immigration étrangère et tout particulièrement aux Algériens. Les entreprises vont sur place, dans les villages, embaucher de jeunes hommes à qui l'on promet du travail, un bon salaire et... un logement. En fait de logement, cette immigration fournira le contingent des occupants, au mieux, des hôtels meublés, au pire, des bidonvilles. Composée pour l'essentiel de travailleurs célibataires dans un premier temps, cette immigration devient vite familiale et contribue à l'essor de la natalité.

Les communes restées en retrait jusque là subissent la plus forte hausse notamment celles qui étaient les moins urbanisées du fait de leur vocation agricole. Fresnes augmente sa population de 64 % entre 1954 et 1962, L'Haÿ-les-Roses de près de 43 % et Villejuif de 36,50 %. En chiffres absolus, Villejuif, (qui avait déjà augmenté sa population de près de 79 % entre 1931 et 1936) arrive largement en tête avec 16 836 habitants supplémentaires en huit ans. Seules, les villes les plus proches de Paris comme Gentilly, le Kremlin-Bicêtre et Arcueil qui avaient déjà subi l'apport d'une nouvelle population dès les années trente, puis dans les grands ensembles construits dès les années 1950, marquent le pas. D'où provient cette nouvelle population ? De Paris, bien sûr, mais pas seulement. Les six départements arrivant en tête dans



**La cité Frileuse, à Gentilly.**  
La construction de la cité Frileuse démarre en 1956 dans le cadre du programme d'élargissement de la rue du même nom en voie départementale, opération commune avec Arcueil et la rue Emile Raspail qui est son prolongement L'opération est réalisée en deux tranches principales. Les premiers locataires emménagent en 1956 mais la première tranche (200 logements HLM) ne sera terminée qu'en 1968, la seconde en 1972 (221 logements HLM).

*Ville de Gentilly.*

<sup>10</sup> Elle a été démolie à la fin des années 1980.

<sup>11</sup> En 1965, il y a encore 5 bidonvilles dans le Val de Bièvre : un à L'Haÿ-les-Roses et quatre à Villejuif.

l'origine de cette nouvelle population sont, par ordre décroissant, la Seine-et-Marne, les Côtes du Nord, le Nord, le Finistère, l'Oise et la Seine-Maritime. Avec l'ensemble du Bassin parisien, la Bretagne connaît une migration croissante depuis 1901 vers la région parisienne.

### L'économie de l'après-guerre avec et malgré la reconstruction

L'industrialisation et l'urbanisation massive qui suivent la Seconde Guerre mondiale sont fatales aux maraîchers dans toute la banlieue proche de Paris. Ces communes changent de statut et cette période détermine leur passage de villages agricoles à celui de communes de banlieue, de manière moins évidente pour Fresnes et L'Haÿ-les-Roses du moins dans la première décennie.

La région parisienne connaît, durant ces années, un essor industriel spectaculaire et dans le département de la Seine, de 1944 à 1960, les établissements de plus de 200 salariés augmentent de 46 % (22 % pour Paris et 14 % au niveau national)<sup>12</sup>. Ce phénomène résulte d'une volonté économique : la décentralisation. L'action est engagée par le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme dès 1950. Dans une communication au gouvernement, il définit « l'expansion décentralisée de l'industrie », comme l'un des objectifs prioritaires d'une politique d'aménagement du territoire. Le manque de place dans la capitale favorise l'implantation de grandes unités dans la petite couronne. La proximité de Paris demeure un facteur

essentiel de la localisation des activités industrielles.

En 1954, la densité d'établissements dits « classés »<sup>13</sup> pour 10 000 habitants est de 101 à Gentilly, 57 au Kremlin-Bicêtre et 40 à Villejuif.

Le recensement de 1954 permet de connaître les effectifs et les pourcentages de la population active par catégories socioprofessionnelles. Ces renseignements doivent être utilisés avec précaution car les regroupements socioprofessionnels y sont un peu différents. Malgré tout, par rapport à Paris et à la moyenne française, les communes de banlieue présentent deux types principaux : d'une part, les communes à majorité ouvrière comme Gentilly, Villejuif, le Kremlin-Bicêtre, voire Arcueil (mais aussi

#### L'arrière de l'usine des vernis Picard au Kremlin-Bicêtre.

Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, des usines de produits chimiques et vernis s'installent au Kremlin-Bicêtre. L'entreprise des vernis Picard, rue Lech-Walesa, est la dernière encore présente et emploie treize personnes sur le site.

Photo Thierry Lewensberg-Sturm/  
Ville du Kremlin-Bicêtre



<sup>12</sup> Connaissance du Val de Marne – de patrimoine en patrimoine – numéro spécial – 1980 – page 78.

<sup>13</sup> Classés « dangereux et incommodes » depuis la loi de 1810.

Ivry, Vitry, Choisy, etc.) et, d'autre part, les communes à plus fort pourcentage de patrons et de cadres, telle L'Haÿ-les-Roses et, dans une certaine mesure, Cachan<sup>14</sup> (Ablon, Epinay ou Juvisy). Le pourcentage des fonctionnaires, ou assimilés, dans la population résidante active varie très largement d'une commune à l'autre. Il est le plus faible dans les communes les plus ouvrières (Gentilly) ainsi que dans les lotissements les plus pauvres. En dehors de Géo, au Kremlin-Bicêtre, avec ses 1250 employés, seuls les établissements publics ou assimilés sont des entreprises de plus de 500 employés en 1962, avec 1300 pour l'hospice du Kremlin-Bicêtre, 800 pour l'hôpital psychiatrique de Villejuif et 700 pour le centre anticancéreux de cette même ville.



**Grèves à l'entreprise Victor Michel, à Arcueil, en juin 1971.**

Arcueil perd près d'un millier d'emplois entre 1973 et 1977. L'imprimerie Victor Michel, qui emploie 280 salariés, est démantelée en 1979.

*anonyme – « Arrivée des 25 voitures pleines des colis pour VM dans la Villa Baudran » - AM d'Arcueil*

Les établissements de taille moyenne (de 20 à 50 employés) et les petits établissements (moins de 20 salariés) sont les plus nombreux au Kremlin-Bicêtre et à Villejuif. Les établissements de moins de 11 personnes sont majoritairement des commerces, des garages ou des artisans réparateurs. On observe également certaines localisations préférentielles comme les industries du cuir à Gentilly, pourtant en voie de disparition mais qui, avec ses trois établissements, emploient 250 personnes. À Villejuif, 27 établissements fournissent du travail à 1300 personnes et 250 salariés du bois et du papier sont employés dans 7 entreprises. À la fin des années cinquante, le secteur de pointe concerne les emplois du service public. Villejuif offre majoritairement des emplois liés à ses pôles hospitaliers, Fresnes à la maison d'arrêt et Cachan à l'École des Travaux Publics.

Le secteur public est également important au Kremlin-Bicêtre où l'hospice de vieillards emploie 1300 personnes en 1962. Quant à Fresnes, l'implantation de la fondation de recherche en hormonologie, en 1969, offre 320 emplois, dont 30 sont des postes de chercheurs<sup>15</sup>.

<sup>14</sup> Son urbanisme majoritairement pavillonnaire fait, pendant longtemps, apparaître Cachan comme le quartier résidentiel d'Arcueil.

<sup>15</sup> Le bâtiment rond et imposant de la fondation qui se trouvait, jusqu'en 2000, à l'angle des rues de Verdun et du boulevard Pasteur, à l'emplacement des résidences Le Prieuré et Les Capucines, est aujourd'hui démolí.

## La transformation du paysage économique

Le mouvement en faveur de la « mise en valeur des économies régionales » aboutit, en juin 1955, à un premier train de mesures : création de zones industrielles, primes à la décentralisation, développement des axes de circulation inter banlieues. Les mesures d'aides financières et fiscales à la décentralisation sont renforcées en 1958, aboutissant à un important développement de l'ensemble de la périphérie parisienne en général et du Val-de-Marne en particulier. Durant cette période, beaucoup de grandes sociétés connaissent une croissance rapide et choisissent d'installer dans ce département leur principale unité de



### Le paradoxe économique.

Alors que depuis la période de l'entre-deux-guerres cinq des villes du Val de Bièvre sont urbanisées et industrialisées, Fresnes comme l'Haÿ-les-Roses, demeurent des communes rurales. Lors de la construction de La Peupleraie, à Fresnes, en 1960, les immeubles de la cité cohabitent avec du matériel agricole.

Centre de ressources de l'écomusée

production. Mais le phénomène va se retourner et, la loi du 2 août 1960<sup>16</sup>, renforçant le dispositif, apporte une aide complémentaire aux transferts d'usines en province. Ces transferts se font au détriment de la banlieue parisienne qui entame alors sa désindustrialisation.

Paradoxalement, malgré la désindustrialisation, le nombre d'emplois industriels augmente dans certains secteurs. À Gentilly, de 1950 à 1962, le nombre de salariés progresse chez Clin-Byla (industrie chimique) qui passe de 287 à 324, chez Nicolle, de 194 à 341, chez Walter (transformateurs) de 156 à 247, chez Dagousset (vinaigres et moutardes) de 120 à 207, chez Tesa (bobinages électriques) de 122 à 185. La nature des industries décentralisées appartient principalement

au secteur de la mécanique mais aussi à l'industrie chimique. En revanche, ce que l'on nommait alors les « nouvelles technologies » est en pleine expansion. Il s'agit notamment des matériels électriques, l'électronique et les constructions radioélectriques (Cit-Alcatel à Arcueil ou Sitintel et Intertéléphonie à Gentilly). Cette période permet une phase de plein emploi durant laquelle les entreprises rencontrent quelques difficultés à recruter et plus particulièrement pour les emplois qualifiés. La main-d'œuvre féminine est de plus en plus nombreuse et, à Gentilly, elle atteint 65 % des effectifs chez Clin-Byla, voire 95 % chez Nicolle. Chez Géo, au Kremlin-Bicêtre, 50 % des salariées sont des femmes. Cette main d'œuvre féminine le plus souvent non qualifiée, mais aussi la main-d'œuvre nord-africaine, tout aussi peu qualifiée, tendent à tirer vers le bas les salaires et les conditions de travail.

<sup>16</sup> Loi 60-790 tendant à limiter l'expansion des locaux à usage de bureaux et à usage industriel en région parisienne par l'instauration d'une redevance sur la construction.

Si l'on excepte les services publics importants (le fort et l'hôpital), le Kremlin-Bicêtre est, jusqu'en 1975, une ville de production. On y trouve de l'ameublement, des briqueteries, de la charcuterie industrielle, des imprimeries. Sa population est essentiellement composée d'employés et d'ouvriers. La désindustrialisation a comme effet premier la disparition de ces industries de production.

Après la loi du 2 août 1960, les entreprises kremlinoises déclinent. La NCPR, Chênes-Cazelles et la briqueterie Richard, entreprises importantes, s'effacent du paysage de la commune, tournant définitivement une page de son histoire industrielle. La même évolution négative touche l'industrie du meuble qui était la locomotive du commerce local. Ces départs sont compensés par l'arrivée d'activités économiques de secteur tertiaire. Mais, avec la crise économique et les choix en matière d'aménagement urbain, l'activité économique de la commune se rétrécit : la priorité est donnée au logement.

Entre 1973 et 1977, Arcueil perd près d'un millier d'emplois. L'absorption des laboratoires Anphar par le groupe Rolland aboutit au transfert des activités à Chilly-Mazarin, entraînant plus de 100 licenciements. En 1975, c'est au tour de la Société européenne de brasserie (Valstar) de fermer son usine d'Arcueil pour se replier sur celle d'Ivry. Deux ans plus tard, CIT -Alcatel réduit son personnel de 370 personnes. L'imprimerie Victor-Michel, qui emploie 280 salariés, est démantelée en 1979. Même une ville comme Villejuif, peu industrialisée, subit malgré tout l'impact de la décentralisation : disparition d'établissements industriels, licenciements partiels, augmentation des migrations pendulaires, changement progressif de la composition sociale<sup>17</sup>. La majorité des entreprises y sont des PME, de 10 à 50 salariés, spécialisées dans le BTP, la mécanique et les industries de précision. Le nombre des établissements importants du BTP (plus de 50 salariés) passe de 8 en 1962 à 2 en 1977. D'une manière générale, 20 % des établissements industriels de Villejuif comptaient plus de 50 salariés en 1962. Ce chiffre tombe à 10 % en 1977. La décentralisation n'est pas la seule responsable. Deux entreprises importantes, ARD et SEIV Automation, certes, décentralisent, mais de nombreuses entreprises font faillite, déposent le bilan avant leur liquidation, tandis que d'autres recréent une activité sous une forme différente. Les créations d'entreprises du secteur tertiaire, commerces et services ne compensent

**Fresnes demeure un bourg rural au début des années 1960.**

Fresnes reste très longtemps champêtre malgré les premiers lotissements qui s'installent dans les années 1930. Dans les années 1960, la partie nord de la ville est encore vierge de toute construction et au sud, la croix de Montjean est toujours au milieu des champs.

*Centre de ressources de l'écomusée*



<sup>17</sup> Etude sur la désindustrialisation à Villejuif réalisée par le service Etude et Urbanisme de la ville – 1979 – 9 pages – Archives municipales de Villejuif : 62 w 47 – page 5

pas le déficit. Cette situation tend à faire de Villejuif une « ville dortoir » et les Villejuifois sont de plus en plus nombreux à travailler à l'extérieur de la commune. C'est la fin des Trente Glorieuses et le début de la crise des années 70 !

## L'Haÿ-les-Roses et Fresnes, le paradoxe économique

Alors que le reste du Val de Bièvre est, depuis la période de l'entre-deux-guerres, urbanisé, voire industrialisé, deux communes se démarquent. Fresnes et l'Haÿ-les-Roses demeurent des communes rurales. La vocation rurale de ces deux villes ne disparaît que progressivement et très tardivement, à partir de la fin des années cinquante.



### L'Haÿ-les-Roses au début des années 1960.

L'industrie est quasiment absente alors que les établissements horticoles se maintiennent jusque dans les années 1970. Ici, à la limite de Villejuif, à l'angle des rues de Bicêtre et de Chevilly, sur la zone du Plateau les parcelles en lanières consacrées à l'horticulture sont nombreuses.

Collection Mme Lambert/AVL

Fresnes reste longtemps très champêtre et ce, malgré les quelques lotissements qui s'installent dans les années 1930. Georges Poisson, dans son ouvrage sur le Val de Marne<sup>18</sup>, qui paraît en 1968, parle encore de « village » à propos de Fresnes à une période où l'urbanisation, à défaut d'industrialisation, s'intensifie alentour. Les traces de la première industrialisation ont complètement disparu, en 1930, avec la fermeture définitive de la cimenterie et de la fabrique de colle de la route de Choisy<sup>19</sup>, puis de la tuilerie en 1937. Dans les années 1950-1960, seuls quelques commerces sont disséminés sur le territoire de la commune.

Une vue aérienne de 1961 montre une partie nord encore vierge de toute construction. La ferme de Cottinville, la plus grande de la commune, est ceinte de champs et le cimetière est encore (presque) totalement isolé. Dans les années soixante-dix, le propriétaire de la ferme, installé depuis 1940, pratique toujours la culture de la pomme de terre. Lors de la construction de la Peupleraie, au tout début des années 1960, les immeubles de la cité avoisinent avec les meules de foin et le matériel agricole tandis que les femmes et les enfants pratiquent encore le glanage traditionnel. En 1968, la ville de Paris acquiert un terrain, au-delà de l'autoroute, sous l'actuel parc d'activité Médicis et y implante les pépinières de la porte

<sup>18</sup> Georges Poisson – Le Val de Marne, art et histoire – Les Editions de Minuit – 1968 – 570 pages – page 203.

<sup>19</sup> Construction de la banlieue : les années 60 à Fresnes – CAUE 94 – sd -catalogue d'exposition – page 6.

d'Auteuil. Aujourd'hui, le Centre Horticole de Paris occupe 45 hectares des 200 de la plaine de Montjean<sup>20</sup> dont environ 28 ha sur Fresnes, renouant ainsi avec l'une des activités traditionnelles de la ville.

Au début des années 70, des efforts sont entrepris afin d'implanter des zones d'activités et, en 1972, la ZAC de la Cerisaie est créée. En dehors de la Cerisaie, Fresnes ne compte, en 1973, que quatre entreprises. Ces remarques valent pour sa voisine L'Haÿ-les-Roses. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, L'Haÿ est encore une commune très agricole : plus des 9/10 du territoire (375 sur 390) sont consacrés à la grande culture, aux pépinières et forceries de lilas. Pourtant, dès le milieu des années vingt, les grandes propriétés et les terres agricoles avaient commencé à se lotir, ébauchant un début d'urbanisation. Les dernières briqueteries cessent toute activité dans les années 1950. Si quelques petites entreprises s'installent ensuite, c'est surtout le commerce qui se développe parallèlement à l'accroissement de la population.

Une vue aérienne, datée de 1959, montre un village toujours peu urbanisé et flanqué, de part et d'autre de l'autoroute en cours de percement, de larges parcelles en lanières consacrées à l'horticulture. L'industrie est quasiment absente, alors que les établissements horticoles se maintiennent jusque dans les années 1970.

Si l'horticulture a finalement disparu du paysage de L'Haÿ-les-Roses, son souvenir perdure grâce à la roseraie départementale à qui la commune doit l'ajout de « les Roses » à son nom depuis 1914. Née en 1894 de la passion pour les roses d'un homme, Jules Gravereaux, l'un des fondateurs du fameux magasin parisien « Au Bon Marché », et dessinée en 1899 par l'architecte-paysagiste Edouard André, la roseraie de L'Haÿ-les-Roses possède une collection unique de roses, à la réputation mondiale. En 1936, le département de la Seine achète la roseraie de Jules Gravereaux, décédé depuis 1916. Avec la création des nouveaux départements autour de la capitale, le Val-de-Marne hérite de la roseraie en 1967. Cinq années plus tard, le Conseil général agrandit le domaine de seize hectares avec l'aménagement de la plaine de la Bergère, ouvrant la roseraie départementale sur un vaste parc planté d'arbres, d'un espace boisé constitué d'espèces peu fréquentes, un jardin thématique, des aires de jeux, des points d'eau et des aménagements pour les visiteurs.

<sup>20</sup> La plaine de Montjean est un vaste espace naturel couvert de bois, cultures et pépinières qui s'étend sur 200 hectares. Elle a pour particularité de se situer sur les deux départements de l'Essonne et du Val-de-Marne et de s'étendre sur trois communes : Rungis : « plaine sud » agricole, vallée du ru de Rungis, serres des pépinières de la ville de Paris ; Wissous : château et parc communaux de Montjean, entreprises Chêze et Cobater et Fresnes, sur une moindre surface, environ 28m<sup>2</sup>, avec les plantations des pépinières de la ville de Paris.

## La fin des Trente Glorieuses

Tout au long des années soixante et soixante-dix, le sport et la culture continuent d'occuper une place déterminante dans le tissu associatif municipal et paroissial et, par extension, dans la société civile de nos villes.

### L'atelier de sculpture pour enfants du Conservatoire d'arts plastiques de Fresnes.

Le premier conservatoire d'arts plastique de France est créé à Fresnes en 1974. En 1979, la ville de Fresnes transforme la ferme de Cottinville en espace culturel et crée un écomusée. En 1988, la ferme accueille le conservatoire de musique, qui existait depuis 1960. Le siège de l'écomusée est officiellement inauguré en 1984 et l'Ecole Nationale de Musique en 1987. Cette dernière est devenue un Conservatoire à Rayonnement Départemental (CRD).

*Centre de ressources de l'écomusée*

Ainsi à Arcueil, des stades et des gymnases sont construits et les équipements socioculturels s'y développent. C'est en 1961 que le « Cercle culturel d'éducation populaire » voit le jour à Arcueil. Quelques années plus tard, ce sont le Conservatoire municipal de musique, l'Ecole municipale de dessin, la bibliothèque Louis-Pergaud et la salle Jean-Vilar. Viendront ensuite l'Office municipal des Sports et le club omnisports municipal d'Arcueil ou le centre culturel communal Erik-Satie. Les associations de quartiers se multiplient.

À L'Haÿ-les-Roses, le premier stade municipal est inauguré en 1967, tandis que la piscine ouvre ses portes l'année suivante. Si la section football de l'Association amicale sportive de Fresnes existe depuis 1903, l'équipe de basket féminine est créée en 1947. À Fresnes, le conservatoire de musique débute, en 1960, sous la forme d'une association. Il sera municipalisé en 1968 et implanté à la ferme de Cottinville en 1988. Le premier conservatoire d'arts plastiques de France est créé à Fresnes en 1974 et l'écomusée en 1979. Sur le plan politique, la structuration des aspirations au changement se fait, dès le début des années soixante-dix, autour du programme commun de la gauche. La tertiarisation de la population, les bouleversements

dans les modes de vie, les mécontentements liés notamment à la vie dans les grands ensembles et, surtout, la crise qui s'amorce dans la seconde moitié des années 1970 avec la montée du chômage qui l'accompagne, provoque une montée politique vers le parti socialiste qui aboutit à l'élection de François Mitterrand en 1981.



## En guise de conclusion...

On ne conclut pas l'histoire ! Bien sûr, l'histoire du Val de Bièvre ne s'arrête pas aux années soixante-dix, mais il fallait tenter une lecture du passé pour mieux appréhender celle du présent, en attendant le futur. À la modeste échelle de ce travail, nous avons voulu nous inscrire dans une réflexion, celle de la permanence mais aussi de l'importance des évolutions, voire des changements intervenus au cours de la période que nous souhaitons étudier.

Au terme de cette esquisse d'une histoire du territoire du Val de Bièvre, il est permis de constater que chacune des sept villes qui le composent possède son histoire et ses racines propres mais toutes en lien avec l'ensemble de cet espace situé de part et d'autre de la vallée de la Bièvre, sur le plateau de Longboyau, à l'ouest du département du Val-de-Marne.

Les sept villes du Val de Bièvre offrent une cohérence et des éléments fédérateurs tels que la géomorphologie, l'évolution de l'aménagement de l'espace physique, les appartenances politiques des élus ou la composition sociale des habitants, même si l'une ou l'autre marque parfois sa différence. Ce balayage de leur histoire, à la fois commune et personnelle, nous aide à percevoir les changements qui sont intervenus en les insérant dans un ensemble d'apparentes constantes. La constante de l'eau, bien sûr, l'importance des voies de communication dans le développement urbain et économique, même si elles ont pu occuper, parfois, une place agressive dans la vie quotidienne, et enfin les relations incessantes avec Paris.

La présence de la Bièvre a permis un premier développement économique précoce et relativement unitaire avec l'apparition, puis l'essor, des blanchisseries et de l'industrie du cuir. De même, l'exploitation du sous-sol et les industries liées aux carrières (briqueteries, tuileries, champignonnières) sont assez bien représentées dans l'ensemble des sept communes. En revanche, la seconde industrialisation, celle du XIX<sup>e</sup> siècle, est moins homogène et témoigne de l'originalité de deux des communes du Val de Bièvre que sont Fresnes et L'Haÿ-les-Roses. La persistance de leur activité rurale contraste avec l'industrialisation rapide de leurs voisines. Toutefois, le bouleversement capital du territoire réside en la quasi disparition de l'agriculture, de la « campagne », avec le déclin des maraîchers au XX<sup>e</sup> siècle. S'il fallait en choisir une, la disparition du monde rural, qui induit l'apparition de la banlieue, nous semble la mutation la plus essentielle du Val de Bièvre durant les Trente Glorieuses.

Ce passé constitue notre réalité d'aujourd'hui et perdure pour certains de ses aspects. Aussi, nous devons nous approprier notre patrimoine, aussi modeste soit-il, tant architectural que social et politique, pour une vision plus juste du présent et une mise en perspective de l'avenir.

Ce travail n'a nullement la prétention d'être exhaustif mais se veut plutôt incitatif pour des lecteurs qui souhaiteraient approfondir un ou plusieurs des thèmes abordés. C'est sans doute l'enjeu majeur de ce travail qui, nous l'espérons, provoquera des réactions, des envies d'en savoir plus, voire des vocations chez les futurs étudiants qui en prendront connaissance. Une invitation à la curiosité !



**Carnaval à Arcueil.** Copie de l'œuvre de Lyonel Feininger – 1911.

*Espace de conservation des collections du Patrimoine d'Arcueil*

## CREDITS ICONOGRAPHIQUES

Atelier Robert Doisneau/Gamma Rapho : 137  
Amis du Vieux L'Haÿ : 94-98-161-192-201  
Archives de l'archevêché de Bucarest – Fond V. Ghika : 164  
Archives départementales du Val-de-Marne : 30-38-42-43-53-58-76-81-85-127-140-147-157d-160-163-166  
Archives municipales d'Arcueil : 121-132-193-198  
Archives municipales de Cachan : 158b  
Archives municipales de Gentilly : 46-112-151-157g  
Archives municipales du Kremlin-Bicêtre : 64-158h  
Archives municipales de Villejuif : 89  
Archives nationales : 15-24  
Bibliothèque Historique de la Ville de Paris : 60  
Bibliothèque nationale de France : 33-65-103  
Centre de ressources de l'écomusée de Fresnes :  
27-41-69-70-71-86-97-110-111-113-118-124b-128-129-130-135-138-145-148-149-162-165-167-172-178h-178b-180h-182-183h-183b-186-188-189-194-195-199-200-203 - Alexandre Delarge : 23 - Juliette Spire : 117  
Cité internationale universitaire de Paris : 75  
Espace de Conservation des Collections du Patrimoine d'Arcueil : 205  
Inventaire général : 68-152  
Leveau-Fernandez Madeleine : 66-67-142  
Musée du domaine départemental de Sceaux : 12-21-22-31-32-35-36-39-40-44-47-48-50-55-56-57-59-78-80-82-91-92-93-95-101-107-124h-126-144  
Musée de l'Assistance publique/Hôpitaux de Paris : 180  
Parisienne de Photographie : 72-102  
Service départemental d'archéologie du Val-de-Marne : 14-16-17-18-19-20  
Société d'Histoire de Gentilly : 169-171-180b – Irène Krop : 184-185  
Société d'histoire locale et de protection du patrimoine de Villejuif : 174-176-187  
Ville de Cachan : 190  
Ville de Gentilly : 83-122-196  
Ville du Kremlin-Bicêtre/Thierry Lewensberg : 115-123-197  
Ville de Villejuif : 133  
Droits réservés : 28-29h-9b-45-51-52-54-62-63-104-106-108-143-146-154-156-168-177

## ABRÉVIATIONS UTILISÉES

AD94	Archives départementales du Val-de-Marne
ALN	Armée de Libération Nationale
AM	Archives municipales
AN	Archives nationales
AP-HP	Assistance publique des Hôpitaux de Paris
ARAC	Association républicaine des anciens combattants
AVL	Amis du Vieux L'Haÿ
BHVP	Bibliothèque historique de la Ville de Paris
BNF	Bibliothèque nationale de France
BOP	Bloc ouvrier et paysan
BTP	Bâtiments et travaux publics
CREF	Centre de ressources de l'écomusée de Fresnes
CGT	Confédération générale du travail
CGTU	Confédération générale du travail unitaire
CLL	Comité local de Libération
2 <sup>ème</sup> DB	2 <sup>ème</sup> Division Blindée (du général Leclerc)
ESTP	Ecole spéciale des travaux publics
FFF	Foyer du Fonctionnaire et de la Famille, devenu l'Immobilière 3F depuis 1949
FFI	Forces Françaises de l'Intérieur
FGDS	Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste
FLN	Front de libération nationale
FN	Front national
FO	Force Ouvrière
FTP	Francs-Tireurs et Partisans français
HBM	Habitations à Bon Marché
HLM	Habitations à Loyer Modéré
LOGECO	Logement économique normalisé
MDDS	Musée du domaine départemental de Sceaux
MRP	Mouvement Républicain Populaire
MRU	Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme
OAS	Organisation de l'armée secrète
OPAC	Office Public d'Aménagement et de Construction
OPHBM	Office Public d'Habitations à Bon Marché
PCF	Parti communiste français
PME	Petites et moyennes entreprises
PP	Parisienne de Photographie
PSF	Parti Social Français
RPF	Rassemblement du peuple français
SCI	Société Civile Immobilière
SCIC	Société Coopérative d'intérêt collectif
SDA94	Service départemental d'archéologie du Val-de-Marne
SFIO	Section française de l'internationale ouvrière
SHG	Société d'Histoire de Gentilly
STO	Service du travail obligatoire en Allemagne
U.C.P.T.R.P	Union des Castors du Personnel de Transport de la Région Parisienne
UFF	Union des Femmes françaises
ZAC	Zone d'Aménagement Concertée

## BIBLIOGRAPHIE SUCCINCTE<sup>1</sup>

**Andrieux Philippe** (sous la direction de) - *Mémoire pour le futur, archéologie et histoire du Val-de-Marne* - Conseil général du 94 -LDA 94 - 1999

**Bastie Jean** - *La croissance de la banlieue parisienne* - Paris – PUF – 1964- 624 pages

**Bouyer Christian et Ponthus René** - *L'actuel Val-de-Marne pendant la Révolution* - AD94 – 1989 - 243 pages

**Bru Paul** – Histoire de Bicêtre (hospice-prison-asile) – Bibliothèque d'assistance publique – Paris – Lecrosnier et Babé Editeurs -1890 -507 pages

**Carlier Christian - Spire Juliette - Wasserman Françoise** - *Fresnes la prison* - Ecomusée de Fresnes – 1990 – 151 pages

**Croix Alain** (sous la direction de) - *Histoire du Val-de-Marne* - Messidor – Conseil général du Val-de-Marne – 1987 – 414 pages

**Desguisne André** - *La Bièvre : recherche sur la Bièvre à Arcueil, Cachan et Gentilly* - Editions Puyraimond – 1975 – 476 pages

**Fourquin Guy** – *Les campagnes de la région parisienne à la fin du Moyen-âge* – Paris – P.U.F. – 1964

**Hadjouis Djillali** - *Les populations médiévales dans le Val-de-Marne* - Préface Yves Coppens – Avant-Propos Philippe Andrieux - Editions ARTCOM' – 1999 – 174 pages

**Jacquemin Jean-Marie** - *La ligne de Sceaux au fil du temps* - Palaiseau Culturel – 1986 (2<sup>e</sup> édition)

**Lebeuf Jean (abbé)** - *Histoire du diocèse de Paris* - Paris 1774-1778 - Réédité sous le titre : *Histoire de la Ville et de tout le diocèse de Paris* T. II-IV – Paris-1883

**Leveau-Fernandez Madeleine** – *Histoire du Kremlin-Bicêtre, l'identité d'une ville* - Editions de l'atelier – 2013 – 192 pages

**Lhande Pierre (abbé)** – *Le Christ dans la banlieue – enquête sur la vie religieuse dans les milieux ouvriers de la banlieue de Paris* – Librairie Plon – 1929 (première édition 1927) – 280 pages

**Richard Emile** - *Histoire de l'hôpital de Bicêtre (1250-1791) : maisons de l'hôpital général de Paris* – Hachette - Éd.1889

**Veyssièrre L.-L.** - *Un village et un hameau de Hurepoix : Arcueil et Cachan, essai de monographie* - Les Amis du Vieil Arcueil –1947 – 208 pages – (AM d'Arcueil)

**Vilandrau Maurice** - *L'étonnante aventure des castors* - Préface de l'abbé Pierre - L'Harmattan – 2002 – 175 pages

**Wasserman Françoise** - *blanchisseuse, laveuse, repasseuse* - Catalogue d'exposition – Ecomusée de Fresnes – 1986

**Histoire de L'Haÿ-les-Roses** - Ornée de 30 dessins et plans - Préface de René Héron de Villefosse - Club culturel populaire de L'Haÿ-les-Roses – 1955 – 170 pages – AM d'Arcueil

**L'Haÿ-les-Roses : d'un siècle à l'autre** - Les Amis du vieux L'Haÿ – 2009 – 110 pages – (Ecomusée 10428)

<sup>1</sup> Les ouvrages cités sont, pour la plupart, consultables au centre de ressources de l'écomusée. Une bibliographie plus exhaustive se trouve dans le rapport de recherche sur l'Histoire de la communauté d'agglomération de Val de Bièvre mis en ligne sur le site de l'écomusée du Val de Bièvre.

## REMERCIEMENTS

**L'auteure remercie toutes les personnes, archives, associations et services qui ont contribué à l'élaboration de cet ouvrage**

### **Tous les membres du Comité de pilotage**

Henri Israël, président du comité de pilotage, vice-président de la Communauté de l'agglomération de Val de Bièvre, chargé de la culture ; Les Amis de l'écomusée et Claude Ferracci ; les Amis du Vieux L'Haÿ et Alain Mulot ; les Archives départementales du Val-de-Marne et Daniele Benazzouz et Zoe Kristopoulos ; les archives municipales d'Arcueil et Cécile Lizée ; les archives municipales de Cachan et Sylvain Gervereau ; archives municipales de Gentilly et Isabelle Cardineau ; les archives municipales de Villejuif et Boris Labidurie et Coralie Branchu ; les archives du Kremlin-Bicêtre et Annie Jeammet ; l'Association la Grange aux Queux et Paule Mathonnat ; les Ateliers du Val de Bièvre et Marcel Breillot ; la commission patrimoine de l'Hay-les-Roses et Denis Hochstetter ; l'écomusée et toute son équipe ; le Service départemental d'archéologie du Val-de-Marne et Stéphane Ardouin et Bertrand Schmitt ; la Société d'Histoire de Gentilly et Raymonde Krop, Nicole et Paul Pacoureau ; la Société d'histoire locale et de protection du patrimoine de Villejuif et Carlos Escoda et Gaston Monot .

### **Et tous ceux qui ont aussi contribué à la recherche iconographique ou de toute autre manière :**

Jean-Gilles Engerrand, Josette Mulot et les Amis du Vieux L'Haÿ ; Elise Lewartowski, Camille Malandain, et les Archives départementales du Val de Marne ; Virginie Bogers et les archives municipales d'Arcueil, Christophe Pain et les archives municipales de Villejuif ; Francine Deroudille et Annette Doisneau de l'Atelier Robert Doisneau ; Elisabeth Roudet et Nathalie Bossonney du centre de ressources de l'écomusée du Val de Bièvre ; Antoine Bourroux et le musée du domaine départemental de Sceaux , Alexandra Bitmignon et le service documentation de la Cité internationale universitaire de Paris, Dominique Falcoz du Théâtre de la Nuit ; sans oublier Soeur Antoneta Vlaicu pour son intervention auprès du service des archives de l'archevêché de Bucarest.

Enfin, un merci tout particulier à Juliette Spire sans la compétence et l'efficacité de laquelle l'iconographie de ce travail n'aurait pu avoir la même qualité ainsi qu'à Alexandre Delarge dont la lecture attentive du texte et les remarques avisées m'ont été très précieuses.



## Histoire du Val de Bièvre

Les sept communes qui, en 1999 se sont constituées en communauté d'agglomération de Val de Bièvre (Arcueil, Cachan, Gentilly, Fresnes, L'Haÿ-les-Roses, le Kremlin-Bicêtre, Villejuif), peuvent-elles avoir une histoire commune ? L'auteure nous montre au fil des pages de ce livre qu'il existe de nombreuses cohérences entre les sept villes. Depuis le plateau de Longboyau sculpté par la Seine et la Bièvre au Quaternaire et le long duquel elles se répartissent, jusqu'à leur transformation définitive en banlieue résidentielle dans les années 1950 à 1970, c'est un récit riche et multiple auquel le lecteur est convié. Cet ouvrage, largement illustré, met en évidence des éléments fédérateurs et montre la cohérence de ce territoire. Le style simple et direct de l'écriture emporte le lecteur dans un récit qui, à travers l'histoire commune de ces sept villes, évoque la façon dont fonctionne et s'est constituée la banlieue parisienne.

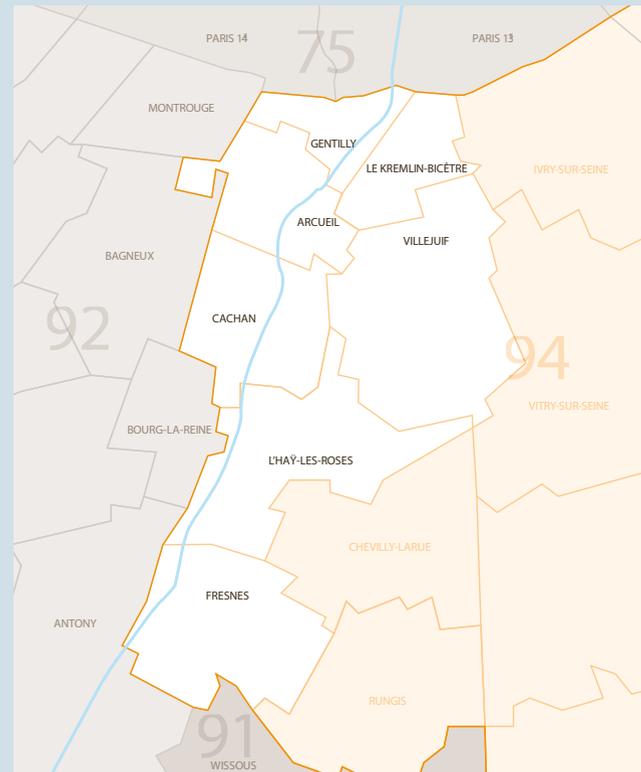


Photo de couverture : V. Prouvost (ATMOSPHER)

[www.ecomusee.agglo-valdebievre.fr](http://www.ecomusee.agglo-valdebievre.fr)

ISBN : 2-903379-16-5



L'écomusée est un équipement de la Communauté d'agglomération de Val de Bièvre

